HENRI LOPES

Il est déjà demain



JC Lattès

Henri Lopes

IL EST DÉJÀ DEMAIN

JC Lattès

Maquette de couverture : Fabrice Petihuguenin

ISBN : 978-2-7096-6017-4

© 2018, éditions Jean-Claude Lattès.
Première édition septembre 2018.

www.editions-jclattes.fr

Ce document numérique a été réalisé par PCA

Du même auteur

Aux éditions Clé :
Tribaliques, nouvelles, 1971, Grand prix de la littérature d'Afrique noire.
La Nouvelle Romance, roman, 1976.
Sans tam-tam, roman, 1977.

Aux éditions Présence africaine :
Le Pleurer-rire, roman, 1982.

Aux éditions du Seuil :
Le Chercheur d'Afriques, roman, 1990.
Sur l'autre rive, roman, 1992.
Le Lys et le Flamboyant, roman, 1997.
Dossier classé, roman, 2002.

Aux éditions Gallimard :
Ma grand-mère bantoue et mes ancêtres les Gaulois, essai, 2003.
Une enfant de Poto-Poto, roman, 2012.
Le Méridional, roman, 2015.

C’était au début de l’année 1968. L’indépendance du Congo avait huit ans, la révolution des Trois Glorieuses, cinq. On s’affairait à nettoyer les moindres recoins des poussières du colonialisme, on africanisait tous azimuts. Mais des Africains étaient mis à l’index, désignés comme des étrangers dont il fallait se défaire. Il s’agissait de congoliser, voire, pour certains, de tribaliser. J’avais trente ans, j’étais directeur général de l’enseignement. Mon nom, ma peau claire me rendaient suspect. Je figurais sur une liste de hauts fonctionnaires « d’origine douteuse ». On me demanda de justifier ma filiation.

Mon supérieur hiérarchique, le ministre Lévy Makany, était un homme discret, loyal, timide, de nature réservée, généralement porté au compromis. Ma réponse le fit tiquer, mais il accepta de la lire en conseil des ministres. J’ai oublié mon texte et n’en ai pas conservé de copie. Je me souviens simplement de la chute. Une paraphrase de la réponse d’Albert Einstein aux nazis : « Mes origines ? Les mêmes que les vôtres, messieurs : le singe. » La formule fut mal accueillie. Le président de la République me convoqua. Je le revois dans l’ancien bureau du gouverneur général. Affable, assis sur un fauteuil pivotant dont il jouait, la cuisse négligemment posée sur l’accoudoir. Une posture à l’américaine, inhabituelle chez l’homme. Après quelques remontrances, il justifia la démarche du gouvernement : l’heure du départ des étrangers avait sonné, il fallait nettoyer la fonction publique, confier les postes stratégiques aux fils authentiques du pays.

J’avais conscience de n’être pas un Congolais typique. Je porte un patronyme portugais, j’ai, par ma branche maternelle, des ancêtres bantous et gaulois, et, par la branche paternelle, une ascendance belge. D’un côté comme de l’autre, mon arbre généalogique ne remonte pas bien haut ; je ne pouvais justifier des quartiers de noblesse exigés par les partisans de la ligne dure du parti unique. Situation aggravante, la moitié de mes origines bantoues ne se situait pas sur la

rive droite du fleuve, mais dans le Bandundu. Au Congo certes, mais dans l'autre. En Afrique sans doute, mais tout de même à l'étranger. Et là-bas, qui se souvenait de notre famille ?

Le Bandundu (prononcer Bandoundou) est une province de l'actuelle République démocratique du Congo, un temps nommé Zaïre, naguère Congo belge et, à une époque, État indépendant du Congo, alors propriété privée du roi des Belges, Léopold II, de triste mémoire.

Au début du XXe siècle, des agents belges (les *Commandants*), épaulés par les missionnaires, quadrillaient le pays pour s'assurer de la bonne mise en œuvre de l'ordre colonial. Parmi ceux-ci, un Wallon, que la tradition orale familiale nomme Decamps, ou Descamps. Certains penchent pour Deschamps. Qu'importe ! Agent territorial, agent sanitaire, agronome, vétérinaire ou représentant des services chargés de prélever l'impôt de capitation ? Nouvelle zone d'ombre. Peut-être s'agissait-il plus banalement d'un vulgaire commerçant, ou de quelque aventurier du calibre de ceux que Conrad campe dans *Au cœur des ténèbres* et Céline dans *Voyage au bout de la nuit*.

Je n'ai aucune réponse. J'ai peu vécu avec mon père et eu peu d'occasions de l'interroger sur nos archives. Pas d'archives, pas de tradition orale sur lesquelles s'appuyer. Pas de pedigree.

Imaginons donc…

Isolé dans un poste perdu du Bandundu, un étranger de peau blanche : M. Decamps, ou Descamps, voire Deschamps. Il croise une jeune indigène dont la beauté et le charme troublent ses sens. Au début, il bride ses pulsions, car la loi est rigoureuse. Les Blancs ne doivent pas se commettre avec les nègres, encore moins mêler leur sang au leur. Quiconque contrevient à la règle est passible de lourdes sanctions. Des carrières ont été brisées. Le jeune Belge a beau se raisonner, le temps ne parvient pas à effacer de son esprit l'image de la jeune indigène. Il en vient à se demander s'il ne serait pas la proie de quelque sortilège dont ces populations primitives possèdent le secret.

L'histoire ne nous relate ni les circonstances de la rencontre, ni l'âge de la Vénus à peau d'ébène, ni son statut social. Simple indigène. Fille de notable ou de quelque chef tribal ? Fille de prince ou de roi ? Une seule certitude, son nom : Lopessa. Qu'on peut traduire en français (*kopessa*, signifiant donner, en lingala) par « le don ».

La suite de la rencontre est nimbée d'imprécisions et de mystères : fut-ce une

idylle librement consentie, version tropicale de *Roméo et Juliette*, ou bien l'étranger, respectant la coutume, a-t-il négocié son union avec la jeune fille ? A-t-il, selon l'usage, versé une dot à la famille, ou bien, fort de son statut de Blanc, et possesseur du droit de cuissage des proconsuls coloniaux de l'époque, s'est-il fait livrer sa proie en catimini par un collabo local, afin de peupler la solitude de ses longues nuits tropicales ? La relation fut-elle passagère ou la jeune indigène a-t-elle été « installée », au moins pour un temps, en qualité de « ménagère », dans la case du colon ?

Le 11 octobre 1910, à Popokabaka, la jeune Lopessa donne le jour à un bébé café au lait. C'est la date qui figurait sur les papiers de mon père. Elle est sans doute plus indicative que réelle. Papa appartenait à la génération des *nés vers*. Est-ce la raison pour laquelle le dénommé Descamps, Decamps, ou Deschamps, est rappelé en Belgique ? Sur ce point également les archives administratives et la tradition orale familiale sont muettes. En revanche, il semble établi que, de retour en Wallonie, M. Descamps, Decamps, ou Deschamps ait été rongé par le remords ; il charge l'un de ses successeurs ou de ses comparses de retrouver l'enfant et de le lui ramener en Europe.

En règle générale, en pays bantou, les enfants métis étaient adoptés par leur famille maternelle. Une fois le Blanc reparti à *Mpoto*, c'est-à-dire en Europe, la mère se remariait dans sa tribu et le rejeton du Blanc était reconnu par le mari de la mère qui l'élevait comme s'il en était le géniteur. La polygamie facilitait la chose. La notion de bâtard n'a pas cours en Afrique. Quand le terme est proféré en tant qu'insulte, c'est afin d'éliminer un rival. Toutefois, en raison de la couleur de leur peau, les indigènes appelaient ces gamins *mindélés* (Blancs). *Moundélé*, au singulier. La plupart par affection, quelques-uns par moquerie. De leur côté, les autorités coloniales considéraient d'un mauvais œil ces bâtards qui, affublés d'un patrimoine tribal, couraient pieds nus dans la poussière, se nourrissaient de manioc et de *saca-saca*, s'exprimaient « en langue », grimpaient aux arbres, subissaient l'initiation et la circoncision traditionnelle, tous comportements de vie indigènes qui portaient atteinte à l'image officielle du Blanc. Elles arrachaient donc ces enfants à leurs parents et les confiaient à des orphelinats gérés par des missionnaires.

Du côté indigène, il pouvait arriver que l'enfant mulâtre fût considéré comme le fruit malsain de la liaison d'une collaboratrice avec l'occupant. Traitée de femme légère, de putain, la mère était rejetée par son groupe. Or, l'individu, hors du groupe, est, en Afrique, un mort en sursis. Pour échapper à ce sort, les mères

« fautives » confiaient leurs *bana makangou*[1] à un orphelinat.

Dans les deux cas, ces enfants, « nés de père inconnu », étaient recueillis par les missionnaires, hébergés dans des internats pour enfants où on les préparait, avec des orphelins et des fils de notables indigènes, à servir d'auxiliaires à l'administration coloniale. Dressés plutôt qu'éduqués. Dans l'actuelle République démocratique du Congo, les garçons étaient internés à Boma, alors capitale du Congo belge, et les filles à Banza-Boma, deux villes de la province du Bas-Congo.

À son arrivée à Boma, le fils de Mama Lopessa doit avoir quatre ou cinq ans. Il ignore le nom de son père, bredouille à peine celui de sa mère, Lopessa. Les missionnaires en déduisent qu'il prononce mal le nom de son géniteur, sans doute quelque vulgaire commerçant portugais (car, ne l'oublions pas, les Portugais furent les premiers à sillonner ces terres depuis plusieurs siècles, bien avant les autres Européens), et le baptisent Lopes, substituant du même coup, avec ou sans malice, une filiation lusitanienne à son ascendance wallonne. Ils ajoutent à ce patronyme européen un prénom chrétien : Jean-Marie. Ainsi, à l'instar des esclaves débarqués d'Afrique sur le sol américain, ou antillais, mon père a été gratifié d'une nouvelle identité qu'il ne remettra jamais en cause, même pas au plus chaud de la campagne d'authenticité lancée par Mobutu en 1972, au cours de laquelle tous les citoyens congolais au patronyme étranger étaient sommés de le congoliser sous peine de déchéance de nationalité.

Lorsque, des mois plus tard, à l'occasion de vacances scolaires, le jeune Jean-Marie retourne dans son village du Bandundu, il apprend le décès de sa mère : maladie, accident, chagrin ? Mon père ne l'a jamais su. Le gamin, sans griffes ni crocs, sans muscles et sans armes, dut désormais seul affronter la cruauté de la vie.

1. Enfants de putain. L’autre insulte qu’on leur adressait était *moundélé kwanga*, Blanc manioc. Sous-entendu, vous vous prenez pour des Blancs alors que vous avez comme nous été nourris au manioc.

Sur la rive droite du fleuve, un territoire fut conquis, non plus par les Belges, mais par les Français. Car, en 1880, le Britannique Stanley, au service de Sa Majesté le roi des Belges, a été devancé dans sa course aux possessions coloniales par un jeune homme d'une vingtaine d'années, au visage émacié de fakir, à la barbe noire, aux yeux brûlants, coiffé d'un turban à la manière des Arabes. C'est l'image que nous fournit de lui le portrait réalisé par le photographe Paul Nadar. Dans sa longue épopée qui lui a fait remonter le cours de l'Ogooué, guerroyer dans la Sangha, avant de redescendre dans le royaume des Anzicas, en fait des Nzikous (une ethnie du groupe téké), on dit qu'il a plus souvent marché pieds nus que chaussé de ses brodequins. Flanqué du sergent Malamine Camara, son fidèle laptot sénégalais, Pierre Savorgnan de Brazza fait barrage à l'avancée spectaculaire de Stanley. Il s'est acquis l'alliance des chefs indigènes de la région, dont le fameux Mokoko des Batékés. On lui doit la fondation des colonies du Gabon et du Congo qui formeront bientôt, avec les territoires de l'Oubangui-Chari et du Tchad, la fédération de l'Afrique équatoriale française (AEF). Grâce aux archives, pour l'essentiel conservées à Aix-en-Provence, il est possible de faire revivre une partie de ce passé.

Ainsi, le *Journal officiel de l'AEF* du 1er octobre 1913 nous apprend qu'un certain Charles Voultoury, originaire de la ville de Saint-Yrieix, en France, commis de 3e classe des Services civils, est mis à la disposition du chef de la circonscription Batéké-Alima. Quelques mois plus tard, le 15 décembre, l'impétrant est nommé agent spécial et agent postal de Mpala et, deux ans plus tard, à titre intérimaire, chef de la circonscription. Pour les indigènes, Charles Voultoury est le Commandant du district Batéké-Alima.

Aujourd'hui, Mpala n'existe plus. Une carte de 1918 mentionne encore le lieu. Sa disparition est probablement due à un phénomène courant au Congo et dans les pays de culture bantoue. Lorsque les sages (*ngalouos*), les devins et les aînés

(*akours*) considèrent comme énigmatiques les circonstances de la mort du chef (*mfum*) de la localité, les habitants brûlent leurs cases, abandonnent la terre, se déplacent pour fonder ailleurs un autre village. Des témoignages oraux laissent entendre que, après avoir été délaissé, Mpala a dû pendant un temps servir de campement aux Babingas, les Pygmées de la région.

Pour les Européens de ces années-là, l'Afrique est un monde de ténèbres, porteur de monstres. Dur par son climat, par sa faune et ses microbes, par les conditions spartiates de vie, par son éloignement de la Métropole. Bien que conquis par la force militaire française, les autochtones ne manquent pas à l'occasion de se révolter ici ou là. Aux yeux des conquérants européens, ces Noirs sont fourbes, impénétrables, imprévisibles. Prudents, les coloniaux laissent donc leur famille en métropole et, tels des militaires, ou des missionnaires, sont contraints au célibat durant leurs années de service.

Les représentants de l'administration coloniale « en brousse » sont tenus de faire parvenir de fréquents rapports à l'autorité suprême de l'AEF, le Gouverneur général, qui réside dans la capitale, Brazzaville. Ils constituent une mine d'informations sur les tribus indigènes (leurs noms, leur structuration, leurs mœurs, leurs croyances, leur état d'esprit…), sur la géographie du pays (cartes, heures des levers et couchers du soleil, démographie, toponymie, cultures, descriptions des saisons…), sur l'état des routes, sur la perception des impôts… Certains de ces administrateurs ont ainsi décrit avec minutie leurs juridictions et leurs textes constituent aujourd'hui de précieuses sources pour la connaissance de nos sociétés et de notre histoire. Le Commandant sillonne sa juridiction. Ses tournées se font en *tipoye*, une manière de hamac en raphia, ou en toile, dans lequel les chefs indigènes se déplaçaient avant l'arrivée des Blancs. Au cours d'une de ces randonnées dans le district de Batéké-Alima, le Commandant Charles Voultoury aperçoit des jeunes filles qui se baignent dans la rivière Nkéni. Les jeunes filles ne se savent pas épiées. Elles sont nues, leurs peaux mouillées luisantes au soleil. Dans l'eau couleur de thé, elles s'ébattent, se taquinent, poussent des cris, rient aux éclats. La silhouette de l'une d'entre elles fascine le Commandant. Elle est fine, élancée, sans une once de graisse entre la chair et la peau. Ventre plat de vierge, seins en forme de mangue, fesses de la taille de petits couis, elle a les mensurations d'un top-modèle d'aujourd'hui. Aussitôt qu'elles se sentent observées, les jeunes filles sortent de l'eau, se couvrent avant de disparaître dans les cisonghos.

Par ses miliciens, en fait des auxiliaires de gendarmerie (*mbouloumboulou* en

langues), Charles Voultoury obtient rapidement des renseignements sur l'adolescente. C'est Badza, l'une des nombreuses filles du chef Ngokaba, lui-même fils de Mpiankou, de la terre d'Ossio, à 4 kilomètres au sud de Gamboma. Apparemment la jeune fille est en âge de se marier, mais ne doit pas avoir plus de quinze ou seize ans.

Des tractations ont lieu entre le chef gangoulou et le Commandant. Le conseil de famille se réunit à Ossio. À l'issue d'une palabre orageuse, la famille consent à « donner » sa fille au chef blanc, à condition que celui-ci sacrifie à la coutume. Après avoir assuré les parents qu'il prendra soin d'elle comme un père, il offre les cadeaux de la « présentation », puis la dot proprement dite.

Le chef Ngokaba appartient à la tribu des Bagangoulous dont le nom, en langue téké, signifie « ceux qui sont de l'autre côté de la rivière ». C'est-à-dire de la Nkéni, un affluent du fleuve Congo. Sur l'autre rive par rapport à qui ? Probablement aux Batékés. Les Bagangoulous constituent un peuple des marges, à la lisière des pays tékés et mbochis. Ils parlent la langue des premiers (avec un accent caractéristique) et possèdent la culture des seconds. Grosso modo. Car, dans le détail, les choses sont plus complexes. Ainsi, les Bagangoulous se scarifient le visage à la manière des Batékés. La jeune Badza a même les dents limées, ce qui, dans la tradition des Bagangoulous, est un signe de beauté et d'appartenance à la noblesse. Ce détail n'a pas rebuté Charles Voultoury.

Lorsque, jeune indépendantiste, je questionnais ma grand-mère sur ce personnage, auquel je prêtais les traits du plus horrible des colons, elle réagissait vivement et parlait d'amour. Charles Voultoury ne lui aurait pas dissimulé l'existence d'une femme et d'enfants laissés en France pour les raisons indiquées plus haut : dureté du climat et des conditions de vie tropicales. Ce à quoi Joséphine Badza ne trouvait au demeurant rien à redire puisqu'elle vivait elle-même dans une société où son père, comme chaque homme, possédait plusieurs épouses.

Il y avait belle lurette que j'avais terminé les pages qui précèdent. Je ne comptais pas revenir sur mon récit quand se produisit un événement inattendu. On eût dit une météorite tombée à mes pieds, creusant devant moi un profond cratère et provoquant alentour une onde dont l'écho déréglait les battements de mon cœur et accélérait le rythme de mon pouls.

C'était dans l'après-midi du 20 juin 2017. Un siècle après le retour de Charles Voultoury en France. J'avais rendez-vous à l'Unesco avec ma fille, Laure. Je l'attendais dans la salle des pas perdus, en face des ascenseurs. Pour tuer le temps, je consultais mon téléphone. Un courriel retint mon attention. Le nom de l'expéditrice m'était inconnu : Fanny Garaud. Je lus le message une première, une deuxième, peut-être une troisième fois.

Laure apparut et s'inquiéta de me voir les yeux embués de larmes. La gorge serrée, incapable d'articuler une syllabe, je lui tendis l'appareil :

Bonjour. C'est avec beaucoup d'émotion que je vous écris. Je vais aller droit au but. Je suis l'arrière-petite-fille de Michel Voultoury. Je joue le détective depuis quelque temps pour vous joindre. Juste pour faire connaissance. C'est mon cousin qui vous a trouvé, amateur de généalogie. Il n'est pas très à l'aise avec cette découverte et a lu que vous n'étiez pas très demandeur de nous retrouver. Pour ma part, je suis ravie d'avoir de la famille de sang africain parce que j'en ai toujours eu une de cœur. J'ai toujours entendu de mon grand-père (Louis Voultoury) que son père aimait l'Afrique et qu'il voulait retourner y vivre. Je comprends mieux aujourd'hui. Mais il était marié avant d'être colon et sa femme a refusé de partir. L'avait-il dit à votre grand-mère ? En tout cas, il a gardé cela secret et ça me fait mal. Alors connaître votre existence et ne rien dire serait pour moi être complice de son silence.

Lorsque je vous ai vu en photo, j'ai vu mon grand-père, que j'aimais tant, j'étais très émue. Vous avez le nez Voultoury. J'ai lu un de vos livres, j'ai hâte

d'en lire d'autres.

J'espère ne pas remuer de mauvais ressentis. Je suis moi-même maman d'une métisse merveilleuse laissée tombée par son père, parti en Guyane. Alors apprendre cet abandon m'a émue, je connais le sujet.

Ma fille adore écrire des histoires, je ne sais plus où stocker ses livres. Elle a dix ans. Je suis contente de lui dire qu'elle a un écrivain métis dans sa famille.

Je regrette tellement que cette découverte se fasse maintenant alors que vous et votre mère avez vécu en France. Le gâchis est humain, mais tellement rageant.

J'espère ne pas vous avoir ennuyé et pouvoir correspondre avec vous.

Au revoir. Bises (je me permets parce que si vous étiez en face de moi, je le ferais). Que la vie vous soit douce

Micheline Vulturi, ma mère, nous avait quittés quatre ans plus tôt, presque centenaire. Elle recommandait à mes trois sœurs et à moi-même : « Si d'aventure vous retrouviez la famille de mon père, s'il vous plaît, n'allez pas la perturber en frappant à sa porte. La vie est complexe, il ne faut pas juger ses parents. »

Je répondis aussitôt à Fanny que moi aussi, sans but précis, sinon le désir d'élucider tous les points d'ombre de mes origines, je m'étais lancé dans une recherche sur l'identité du père de ma mère. Je la rassurais et la priais de tranquilliser son cousin : il n'y a aucun ressentiment, aucune amertume, envers sa (notre ?) famille.

Ma mère était convaincue que son père était corse. Je l'ai même déclaré lors d'une interview, à l'occasion de mon seul voyage dans l'île de beauté, à un journaliste qui en conçut un titre aguicheur, à la une de son journal. En fait, tous ceux que j'ai interrogés dans l'île me confirmaient que Vulturi était bien un patronyme aux consonances corses, mais que nul ne connaissait cette famille dont le nom ne figurait pas dans le bottin du département. Un homme âgé avec lequel je me liai d'amitié s'engagea même à poursuivre les recherches et à me tenir informé des résultats. Plus tard, faute de temps libre, j'avais chargé l'un de mes compatriotes d'entreprendre des recherches aux archives nationales d'outre-mer d'Aix-en-Provence. Une partie des zones d'ombre s'était dissipée. Mon grand-père s'appelait Voultoury (et non Vulturi) *Charles*. Or, Fanny parle d'un Voultoury *Michel*.

Et comment Fanny et son cousin m'ont-ils retrouvé ?

Les Voultoury sont originaires de Saint-Yrieix dans la Haute-Vienne. Louis-Jean Voultoury, le cousin dont Fanny Garaud fait état, s'y trouvait de passage il y a quelques années. Il pénètre chez un marchand de vins en quête d'une bouteille de champagne à offrir. Son choix fait, il tend sa carte de crédit à la négociante.

« Amusant, remarque-t-elle, il y a des Vulturi dans ma famille. C'est un nom d'origine roumaine. Nous sommes venus de là-bas pour nous établir ici depuis le XIVe siècle. Voultoury est une forme altérée de Vulturi. »

L'information attise la curiosité de Louis-Jean. Il veut en savoir plus. Rentré chez lui, il pianote sur le clavier de son ordinateur et, après plusieurs tentatives, apparaît sur l'écran, dans l'une des branches d'un arbre généalogique, la mention d'une Vulturi Micheline, née à Mpala, district de l'Alima, en 1915. 1915 ? Louis-Jean sait que son arrière-grand-père, Michel, a vécu au Congo, précisément à Mpala. C'est Louis, l'un des fils de « l'ancêtre Michel », donc le grand-père de Louis-Jean, qui lui a confié des souvenirs de *l'Africain*. Michel… Micheline… l'analogie trouble Louis-Jean.

Au bas de l'arbre généalogique, il découvre que Micheline Élie, née Vulturi, a eu, d'un premier mariage, un fils, Henri Lopes. Il cherche à nouveau et l'indiscret Wikipédia lui fournit une foule d'informations. C'est un écrivain. Une proie à exploiter. Sans être grand clerc, ni psychanalyste, les livres, pour peu qu'on sache décrypter entre leurs lignes et entre leurs mots, ne lèvent-ils pas le voile sur la face cachée de leurs auteurs ?

Deux ouvrages lui fournissent plusieurs indices susceptibles de faire avancer son enquête : d'abord *Ma grand-mère bantoue et mes ancêtres les Gaulois* puis, surtout, *Le Chercheur d'Afriques*. Ce roman permet des recoupements avec ce qu'il sait de la vie africaine de son arrière-grand-père. Les lieux et certains événements, tel un épisode de chasse à l'éléphant. Louis-Jean apprend qu'Henri Lopes participera au Salon du livre de Paris, au stand des livres et auteurs du bassin du Congo. Il ira le rencontrer. Peut-être que son nom, quand il lui présentera ses livres à dédicacer, produira un choc chez l'écrivain. Il envisage même de se munir d'une photo de l'ancêtre Voultoury qu'il lui offrira, s'il sent celui-ci de bonne composition. En même temps, Louis-Jean hésite. Admettons que la reconnaissance se fasse. Quelle sera la réaction dans la famille Voultoury ? Il n'a confié son secret qu'à une personne, sa cousine Juliette, la sœur de Fanny. Par délicatesse, il souhaite en informer d'abord son père, Michel, ses oncles et tantes, les piliers de la famille.

Mais la cousine Fanny est une impulsive, une fonceuse, une personnalité qui aime la transparence. Sa décision est prise, elle donnera un coup de pied dans la fourmilière. Peut-être a-t-elle à l'esprit cette citation d'un autre Africain, saint Augustin : « Que la vérité éclate, même si le scandale doit en naître » ? Sa résolution prise, elle fonce plus vite qu'un TGV. De son nid de Limoges, qu'elle abandonne toujours avec réticence, au point de paraître casanière, elle se met en tête de contacter cet « oncle » retrouvé. Elle téléphone à La librairie du Congo, rue Vanneau, à Paris, là même où Louis-Jean s'est procuré les ouvrages d'Henri Lopes. Vous connaissez la suite.

Je constate que ma mère qui résidait dans l'île de Noirmoutier, où elle est enterrée, a vécu durant plusieurs décennies à 50 kilomètres de l'un de ses frères qui possédait une maison de vacances à Brétignoles, en Vendée ; que l'un de mes cousins, Michel, vit à Port-Marly, à 10 kilomètres de chez moi. J'en ai la chair de poule. Je téléphone à Michel. Il accepte de me recevoir chez lui. Accompagné de Christine, ma compagne, je m'y rends, dès le samedi suivant, quatre jours après la réception du courriel de Fanny.

Il m'attend, entouré de Monique, sa femme, et de son fils Louis-Jean, l'apprenti détective, à l'origine de cette histoire de fous. Nous tombons dans les bras l'un de l'autre, nous nous étreignons, nous nous embrassons, telles de vieilles connaissances qui s'étaient perdues de vue.

Je pense à maman et j'ai du mal à maîtriser mon émotion.

Tout naturellement, nous nous tutoyons. Michel a tout préparé. Il a vécu avec Voultoury l'Africain, les quatre dernières années de sa vie. Il se souvient que son (il dit *notre*) grand-père lui parlait de l'Afrique, qu'il aimait, et où il aurait souhaité retourner. Curieux de ces mondes lointains, le petit Michel lui posait beaucoup de questions. Quand l'ancêtre les trouvait trop indiscrètes, il lui tournait le dos, regardait le feu de sa cheminée, se renfermait dans sa coquille. Michel m'ouvre les archives familiales. Je feuillette le livret militaire de Michel, notre commun grand-père. Le document dissipe un premier mystère. D'un côté, les archives d'Aix établissaient l'existence d'un *Charles* Voultoury, de l'autre Fanny, dans son premier mail, se réclamait d'un aïeul prénommé *Michel*. La réponse nous est fournie par le livret militaire de l'ancêtre. Voultoury l'Africain possédait deux prénoms. Les autorités militaires et administratives ont privilégié le second, Charles. Pour la famille, il est demeuré Michel.

Mon cousin m'offre une photo de notre grand-père au Sénégal, où il exerça avant de venir au Congo, et une autre de Michel Voultoury devant une case *en*

dur, comme on dit au pays. Un bel homme, majestueux, sanglé dans une tenue avec une tunique à col Mao. La photo, en noir et blanc, de très bonne qualité, a été prise à Mpala, ce village de l'ancien district de l'Alima où maman est née. Ce village aujourd'hui rayé de la carte, où il fut le compagnon de Joséphine Badza, ma grand-mère.

Je pense de nouveau à maman.

Non, maman, nous ne sommes pas allés sonner à la porte de ta famille française. Non, nous ne les avons pas perturbés. Non, ils ne nous ont pas claqué la porte au nez, ils nous ont, au contraire, ouvert les bras, nous les descendants de la main gauche, nous les bâtards. Comme dit le proverbe arabe, « les hommes ressemblent plus à leurs frères qu'à leurs pères ».

Les témoignages et les archives de la famille Voultoury m'amènent à rectifier certaines pages. Contrairement à ce qu'assurait ma grand-mère, Michel Voultoury était venu en Afrique en célibataire. C'est à son retour du Congo, apparemment son dernier poste en Afrique, qu'il se marie et aura trois fils.

L'autre correction concerne la rencontre avec Joséphine Badza, ma grand-mère. Elle n'a pas eu lieu dans les circonstances évoquées plus haut. J'ai peint un tableau trop élégiaque, aux couleurs frelatées.

Sans doute, en raison d'un manque d'effectif dans l'administration coloniale, Charles, *alias* Michel, Voultoury, agent administratif de 3e classe, était amené à exercer les fonctions d'un administrateur des colonies en titre. Seul « en brousse », il devait faire preuve de polyvalence, en administrant le territoire dont il avait la charge. Il fallait tout à la fois lever l'impôt de capitation, rendre la justice, assurer la paix, faire régulièrement rapport, par écrit, de la situation du district au gouverneur à Brazzaville. Livré à lui-même, doté de tous les pouvoirs, avec les risques que comportait la situation. Selon ce qu'il relata à ses enfants et à ses petits-enfants, il s'appuyait sur un auxiliaire indigène et recourait aux moyens à sa disposition pour asseoir son autorité. Ayant remarqué que, impressionnés par les effets des armes à feu, les indigènes fermaient les yeux quand ils se servaient d'un fusil, il utilisa le stratagème suivant. Il plaça un œuf à distance raisonnable et, de son arme, le fit éclater. Après quoi, il offrait son fusil à ceux des indigènes qui le souhaitaient en les invitant à l'imiter. Comme ces braves gens fermaient les yeux, en visant leur cible, on imagine le piteux résultat. Les Bagangoulous et les Batékés en concluaient que, vraiment, ce Commandant-là disposait de pouvoirs magiques, ce qui nourrissait chez eux

crainte et dévotion.

Lever l'impôt n'était pas une mince affaire. Les chefs de villages, ou de clan, assuraient le recouvrement de l'impôt dont ils reversaient le produit au Commandant. Quand l'intermédiaire ne versait pas la somme perçue, ou qu'il se montrait récalcitrant, Michel Voultoury faisait saisir les plus belles filles du chef concerné qu'il traitait en otages. Il les délivrait dès que le fraudeur s'était acquitté de son dû. Allez savoir si ce n'est pas dans ces circonstances que Joséphine tomba dans l'escarcelle de Michel Voultoury ?

De leur union naît, à Mpala, vraisemblablement en 1915, peut-être le 1er juin[1], une fille que Charles Voultoury reconnaîtra et prénommera Marcelle. L'année suivante vient au monde une seconde fille, dont le prénom originel n'est pas mentionné dans les rapports administratifs de l'époque. Aurait-elle vu le jour après le départ de son père ou bien a-t-elle reçu à l'origine un patronyme gangoulou ? Un autre mystère, parmi les mille et un qui truffent mon ascendance.

En 1917, Charles Voultoury rentre en métropole.

Comme Decamps, Descamps ou Deschamps sur l'autre rive, Charles Voultoury demande à l'un de ses collègues, un certain Daret, de récupérer ses deux filles. Il n'est pas clairement établi si ce dernier avait mission de prendre soin des deux petites métisses ou bien de les envoyer en France. La seule personne en mesure de le dire est ma mère, Micheline Élie, née Vulturi. Au moment où j'écrivais ces lignes, elle avait quatre-vingt-seize ans et, victime d'un accident cérébro-vasculaire, avait perdu l'usage de la parole.

Par lettre no 247 du 10 juin 1918, le gouverneur général de l'AEF demande au lieutenant-gouverneur du Moyen-Congo de lui donner les statistiques des enfants métis résidant dans la colonie. Dans le rapport qu'il envoie en réponse, le gouverneur du Moyen-Congo transmet les informations recueillies par les chefs de circonscription. Trente-cinq enfants (treize garçons et vingt-deux filles) ont été recensés. *Si quelques-uns d'entre eux sont entretenus de manière décente, la situation précaire des autres justifierait par contre notre intervention et nécessiterait notre assistance matérielle et morale*. Dans le district des Batékés, trois filles sont identifiées. Une à Mpala (Marguerite fille d'Onarowé) et deux à Ossio, (Marcelle et ?) filles de Badza. Les trois *semblent bien entretenues*.

Suit une période de quelques années sans information. Il semblerait que Michel Voultoury ait demandé à l'un de ses collègues, vraisemblablement, un

certain Daret, sinon de faire venir ses filles en France, du moins de s'occuper d'elles. Épouvantée, Badza disparaît dans la forêt avec ses filles. Une mère n'abandonne jamais sa progéniture, fût-ce, comme l'assure le Commandant Daret, « pour leur bien ». Répétition, on le voit, du scénario qui a conduit, sur l'autre rive, la jeune Lopessa à se fondre dans la forêt avec son enfant. Bientôt retrouvée, Badza consent, on ne sait sous quelles conditions, à les confier à Daret, lui aussi père d'une fille métisse du même âge que les deux jeunes Voultoury, la petite Marie.

1. On remarquera que mon père est né un 1er octobre et ma mère un 1er juin. Une illustration de la théorie des *nés vers* à laquelle j'ai fait allusion plus haut.

Au Congo, dans les années vingt, la petite Marcelle, Jeanne, sa sœur, et la jeune Marie Daret, sont recueillies dans une institution religieuse fondée par les sœurs de la congrégation de Saint-Joseph-de-Cluny, l'internat des filles métisses Anne-Marie-Javouhey, communément appelé « le couvent ».

Fondée en France au début du XIXe siècle par une jeune Bourguignonne, Anne-Marie Javouhey, la congrégation des sœurs de Saint-Joseph-de-Cluny avait envoyé très tôt des religieuses à l'île Bourbon (actuelle île Maurice), en 1817 au Sénégal, en 1821 en Martinique, en Guinée en 1822, en Guadeloupe en 1823…

Trois maisons sont fondées au Congo en 1866 dont la plus importante, celle de Brazzaville, qui porte le nom de la fondatrice de l'ordre et qui sera appelée à un bel avenir. Elle accueillera surtout des jeunes métisses, « nées de père inconnu », des enfants d'auxiliaires indigènes et quelques orphelins. À son arrivée au *couvent*, Marcelle Voultoury, ma mère, ne sait pas son âge. Elle est, comme on dit, une « née vers », ce qui sent son indigène et ne sied pas au standing du couvent Javouhey. À la taille de la fillette, à sa denture, sur la base d'un rapide entretien avec Badza, sa mère, et par recoupements de diverses informations glanées auprès de l'administration coloniale, on pense qu'elle a six ans, et sa sœur un an de moins. On la baptise Micheline (*exit* Marcelle !), tandis que sa cadette se prénommera Jeanne.

Le couvent Javouhey fonctionne sous le régime de l'internat. Les religieuses ne sont pas des enseignantes de profession, et leurs ambitions pédagogiques sont modestes. Leur mission première est de christianiser. Pas question de présenter ces enfants aux épreuves du certificat d'études primaires. Les objectifs sont simples et pratiques : il s'agit de faire oublier les langues maternelles à leurs pupilles, de les débarrasser des coutumes indigènes, de leur apprendre un français fondamental, de gommer, si possible, leurs accents tribaux, de leur fournir les notions de base en matière de lecture, d'écriture et de calcul, de les

préparer à être de futures épouses sachant tenir un foyer, selon les critères européens. On leur apprend à coudre, à broder, à chanter les mêmes chansonnettes que fredonnent les fillettes du bord de la Seine ou des provinces françaises. Le plus important est de sauver leurs âmes, de les arracher au paganisme et à l'animisme des tribus de leurs mères, de faire d'elles de bonnes catholiques. Levées aux matines, elles vont chaque jour à la chapelle et reçoivent l'enseignement qui leur permet de parcourir le cursus de la bonne chrétienne : baptême, confirmation, première communion, communion solennelle… Sous la férule de la sœur supérieure, elles sont dressées avec vigueur et rigueur. Les premières générations voueront une affection sincère à l'une de ces sœurs supérieures, mère Germaine, puis à sœur Thérèse. Aux yeux de ma mère et de toutes mes tantines métisses, des personnalités dont la dimension atteint celle des héroïnes fondatrices.

Chaque année, une kermesse a lieu dans l'enceinte du « couvent » Javouhey de Brazzaville à laquelle assistent l'archevêque du diocèse de Brazzaville, le gouverneur du Moyen-Congo et le gouverneur général de l'Afrique équatoriale française accompagnés de leurs épouses. On y présente les broderies réalisées par les pensionnaires qui sont vendues au profit d'œuvres de charité. Les fillettes, costumées en habits traditionnels des provinces de France, jouent des saynètes. J'ai pu contempler, dans l'album de famille d'une de mes *tantines*, une photo où ma mère et ma tante, Jeanne, apparaissent dans un groupe, vêtues en Bretonnes, avec au sommet du crâne la haute coiffe bigoudène. Elles avaient ce jour-là, m'a raconté maman, chanté *La Paimpolaise*. Les vêtir en pagne ou en boubou eût été inconvenant. Le plus osé fut, une année, de les travestir en Antillaises, avec foulards, madras et colliers choux.

Habituée à la vie du village traditionnelle, Micheline se plie mal à la discipline de l'internat. Un jour où on lui reproche sa dissipation, une religieuse, pour la corriger, la coince entre ses jambes afin de lui administrer des coups de chicotte, Micheline se glisse sous la longue robe de la sœur et lui pince les mollets…

Non loin du couvent Javouhey, dans le quartier de l'évêché, existait également « l'orphelinat » des garçons métis. Saint-Firmin. Religieux et religieuses souhaitaient et favorisaient des unions entre les jeunes gens des deux institutions. Le premier mariage métis aura lieu entre Marcel Frisat et une jeune fille du couvent Javouhey dont le premier fils sera précisément nommé Firmin.

En 1936, un décret du 15 septembre accorde la nationalité française aux enfants métis nés de pères français et de mères indigènes à condition que les

impétrants consentent à modifier le patronyme de ceux-ci. Ainsi, Micheline et Jeanne Voultoury deviennent Micheline et Jeanne Vulturi, avant qu'un jugement du 27 mars 1937 les déclare citoyennes françaises. Cette altération orthographique du patronyme paternel n'était pas innocente. Il s'agissait d'empêcher ces enfants métis de revendiquer un jour des droits de succession dans la famille de leurs géniteurs. Ainsi, toute trace de l'ascendance paternelle était effacée et remplacée par la formule *née de père inconnu*.

C’est au cours de l’année 1936 que Micheline, désormais Vulturi, va faire la connaissance de Jean-Marie Lopes.

Le jeune homme avait reçu, à Boma, une éducation analogue à celle des filles de Javouhey. Toutefois différente, dans la mesure où les métis de la colonie belge n’étaient alphabétisés ni en français, ni en flamand, mais en *kikongo dya l’État*[1]. Semblable dans la mesure où l’enseignement général était rudimentaire (l’alphabet, les quatre opérations), orienté surtout sur l’instruction religieuse et l’acquisition d’un métier manuel.

À sa sortie de Boma, Jean-Marie Lopes est placé en apprentissage chez un Belge qui l’initia à la photographie. Revenu dans son Bandundu natal, sans doute à Kwamouth, il entend dire que l’exercice de ce métier est rentable sur l’autre rive, au Congo français. Il traverse le fleuve à Bolobo pour gagner Brazzaville où il s’installe à Poto-Poto, le quartier indigène de la capitale de l’AEF (Afrique équatoriale française).

Il y fait la connaissance de Jacques Opangault, un *évolué*, ancien séminariste et greffier à la Cour, avec lequel il se lie d’amitié et, la familiarité jouant, Opangault confie à Jean-Marie Lopes qu’il possède une cousine par alliance, Micheline, pensionnaire au couvent Javouhey et qu’il verrait d’un bon œil sa liaison avec le jeune photographe. Ils formeraient un couple bien assorti.

Jacques Opangault présente donc Lopes à Joséphine Badza, la mère de Micheline Vulturi. D’ethnie gangoulou, Joséphine Badza jouit d’un grand prestige à Poto-Poto. C’est une femme connue pour la force de son caractère. Malgré ses dents limées en pointe, selon la coutume, et en vertu de critères esthétiques propres au Bagangoulou, elle est d’une grande beauté. Fille de chef, elle a le pouvoir de dire la coutume dans certains litiges concernant les Bagangoulous de Poto-Poto. Elle jauge Jean-Marie. Le jeune homme lui paraît un bon parti et le courant passe bien entre eux. Une première entrevue avec

Micheline a lieu dans le parloir du couvent Javouhey, où les deux jeunes gens se rencontrent sous les regards attendris de Jacques Opangault et de Joséphine Badza. À distance respectable se tient une religieuse afin de s'assurer que la scène se déroule selon les convenances. Timide, le visage fin, les traits réguliers, les yeux vifs, Micheline séduit Jean-Marie. Empruntée et inquiète, elle balbutie quelques formules maladroites.

Des semaines plus tard, à Poto-Poto, Jean-Marie Lopes offre le vin de la « présentation » ainsi que la dot due aux futurs *bokilos*, en lingala, *akôs* en kigangoulou[2]. Car, à l'inverse de l'Europe, chez nous, c'est le fiancé qui apporte la dot. Non pas à la mariée, mais à sa famille. Au cours d'une cérémonie dont les deux jeunes gens sont absents, deux *ntouéré*[3] négocient les détails du contrat de mariage. Généralement, le montant de la dot a préalablement fait l'objet d'un accord et, lors de la cérémonie, symbolique, la famille de la fiancée vérifie que les termes du contrat sont bien respectés. Le *ntouéré* de la famille de l'épousée peut infliger des amendes à l'autre *ntouéré* pour divers motifs (retard à s'être présenté à la cérémonie, manquement à une règle coutumière, emploi d'une formule contraire à l'étiquette, défaut de fabrication d'un des objets constitutifs de la dot, etc.). La dot comprend une certaine somme, mais est constituée pour l'essentiel d'objets utiles : pagnes, habits, chaussures, parfums, divers cadeaux, récipients pour la cuisine, et des objets à valeur symbolique tels que vin de palme, ou *onlié* chez les Bagangoulous, sel, kola, coupe-coupe, etc.

Je ne sais ce que Jean-Marie offrit à ses *akôs* bagangoulous.

Le mariage est célébré le samedi 2 janvier 1937. Il m'arrive souvent de rêvasser devant la photo prise sur le parvis de la cathédrale. Accrochée au mur de mon bureau, elle est au centre de mon musée personnel. En noir et blanc, elle a, au fil des années, viré au sépia. Elle intrigue et enchante mes enfants et mes petits-enfants. Je lui trouve une ressemblance avec les photos de famille prises à la même époque aux Antilles ou dans le sud des États-Unis dans les communautés noires. Les mariés et leurs invités posent devant la façade de la cathédrale du Saint-Esprit, l'un des rares édifices de Brazzaville construit en briques. Hormis le clocher, remanié en 1952 par le fameux architecte Errel (en fait R. L, pour Roger Lelièvre), il est demeuré identique. Le pavage du modeste parvis est du même matériau.

La tête enserrée dans un voile, un bouquet de fleurs à la main gauche, ma mère est vêtue d'une robe blanche à traîne. Elle ressemble aux mariées de la

même époque en France. Son visage rappelle, à s'y méprendre, celui de Laure, ou de Myriam, deux de mes filles, au même âge. Très mince, elle dégage une impression de fragilité. De la main droite, elle s'accroche au bras de mon père, en smoking et nœud papillon noirs. Coiffé d'un chapeau de feutre assorti, il a enfilé, malgré la température, des gants blancs. Au premier rang, de part et d'autre des mariés, des jeunes filles, apparemment du même âge que la mariée. Sans doute les demoiselles d'honneur. J'en reconnais quelques-unes. Toutes ont disparu aujourd'hui. Ce sont ces fameuses *tantines* des deux rives qui peuplent mon roman *Le Lys et le Flamboyant*. De belles mulâtresses adolescentes, coiffées de casques coloniaux à larges bords et vêtues de robes légères, de couleurs claires, qui descendent jusqu'au mollet. Leurs socquettes, juste au-dessus de la cheville, soulignent le galbe des mollets et indiquent la mode de l'époque. À première vue, on ne voit pas ma grand-mère, *Nkoko* Joséphine Badza. Elle était pourtant de la fête. En examinant plus attentivement le cliché, je discerne son visage, derrière le marié, à demi masqué par le chapeau de ce dernier. Ma tante Jeanne est à droite de sa sœur. À sa gauche, Tantine Frisat. Son mari et elle sont les doyens de la première génération des couples métis. Lui, ancien pensionnaire de Saint-Firmin et elle du couvent Javouhey, comme ma mère.

Les hommes sont aux deuxième et troisième rangs. Certains sourient, affichent une mine sérieuse, pour certains d'entre eux sévère. Les plus petits s'efforcent, sur la pointe des pieds, de nicher leur visage entre deux casques du premier rang, tandis que les plus grands, martiaux, relèvent le menton. La plupart de ces jeunes métis viennent de Léopoldville. À l'époque, on traversait le fleuve sans formalités. Ils sont venus « soutenir » le marié. Ils arborent le même nœud papillon que lui. Le cheveu gominé, une raie tirée au cordeau sur le crâne, l'un d'eux a une crotte de moustache, à la Charlie Chaplin. Malgré les années, je m'amuse à reconnaître certains d'entre eux. Pina, Henri Zinga, qui sera mon parrain, et François Kalala, dont les enfants deviendront mes frères et sœurs. À l'africaine. Les Européens se gaussent de ces parentés « à la mode de Bretagne ». Mais si d'aventure je présentais aujourd'hui l'un des enfants Kalala, ou Zinga, comme des amis d'enfance, je les offenserais, je me disqualifierais. En Afrique, ils sont mes frères et sœurs. Il y a la famille consanguine, mais mille fois plus importante, la famille constituée de membres que la vie a rapprochés, rassemblés, unis. Avec des devoirs, des obligations, des liens de solidarité plus forts que ceux du sang.

Au premier rang, deux enfants. La petite fille, Denise, est blonde. La photo, en

noir et blanc, ne permet pas de l'observer, mais elle a des yeux bleus (ou verts, j'ai oublié). C'est la fille de Tantine Frisat dont j'ai parlé plus haut. Les cheveux et les yeux de la petite Denise ont fait jaser le Landerneau métis et colonial de l'époque, alors qu'il s'agissait, comme il arrive souvent dans ces croisements entre sang-mêlé, d'un phénomène qu'expliquent les Lois de Mendel. Le garçon, en tenue de marin, devant ma future marraine, est son frère, Firmin, que je retrouverai, par le plus pur des hasards, à Nantes, et qui deviendra, un temps, dans les années 1980, ambassadeur de la République centrafricaine en France.

Un détail me gêne. Les Noirs, quoique membres de la famille, sont placés au deuxième rang, ou sur les côtés. Un signe révélateur de la hiérarchie selon la couleur de la peau, typique de la société coloniale d'alors. Encore que ce ne fût pas le cas sur l'autre rive. Au Congo belge, les métis étaient des Noirs et placés au même rang.

Il n'y eut pas de mariage civil. Comme dans sa métropole, cette formalité n'existait pas au Congo belge. Élevée par les bonnes sœurs, ma mère ne trouvait rien à redire à cette lacune. Pour elle, l'essentiel était que l'union fût sanctifiée à l'église. Devant Dieu.

Ma mère aimait à répéter que les mariages en grande pompe ne portent pas bonheur. Une leçon tirée de sa propre expérience ?

Après la noce du 2 janvier, Micheline Vulturi traversa le fleuve pour suivre son époux à Kinshasa.

À l'époque, à Brazzaville, la ségrégation existait et se reflétait dans le cloisonnement des quartiers. Le centre-ville – le Plateau, la Plaine et Mpila – était habité par les Européens. Les indigènes étaient parqués à Poto-Poto et Bacongo, ces deux zones que Balandier, une dizaine d'années plus tard, nommera *Les Brazzavilles noires*. Une seule artère relie les mondes noirs au monde européen avec, à la jonction, un poste de police. L'extrémité d'un entonnoir où se fait le filtrage. En cas de nécessité, on peut isoler la zone séditieuse. La nuit venue, à l'exception des domestiques, les Noirs n'avaient pas le droit de s'aventurer dans le centre-ville et les Blancs qui se hasardaient dans Poto-Poto et Bacongo avaient mauvaise réputation.

Le couvent Javouhey se situait à la lisière du Plateau et de la Plaine. La jeune Micheline n'en sortait que le dimanche, en groupe avec ses condisciples, pour aller, en rangs et sous la férule de religieuses, s'aérer dans la périphérie de Brazzaville. Pour alléger leurs marches, les fillettes fredonnaient en chœur des chansons pieuses ou de patronage. Si elles ne connaissaient pas la ville

européenne, elles n'allaient guère « à la Cité », le quartier indigène. Afin de les tenir à l'écart des coutumes locales, les religieuses préféraient que leurs mères viennent leur rendre visite au couvent.

À Léopoldville, ou Kinshasa, la ségrégation était implacable. L'apartheid, avant la lettre. Jean-Marie Lopes, je ne sais pour quelle raison ni par quel biais, obtint le privilège d'habiter une « case » du quartier européen. À la limite de la Cité. À la vérité, il ne s'y sentait guère à l'aise. Les voisins le regardaient de travers et se permettaient des remarques désobligeantes lorsqu'il recevait des membres de sa famille. Ce climat de suspicion devenait insupportable. Il regagna vite *les Belges*, nom ironique donné au quartier indigène.

À vrai dire, dans l'esprit de mon père, ce logement constituait un pied-à-terre. Il préférait de loin Maluku. À une cinquantaine de kilomètres au nord de Léopoldville, au bord du fleuve, dans cette partie baptisée « le chenal », parce que le Congo s'y rétrécit, en amont du Stanley Pool. Il y avait alors trois Maluku : *Maluku l'État*, siège de l'administration territoriale, *Maluku Maës*, domaine d'un Belge, et *Maluku Lopes*, vaste domaine en friche appartenant à mon père. Les habitués des lieux ajoutaient un quatrième Maluku, *Maluku-boys*, où vivait la domesticité des maîtres des trois autres Maluku. Sur la rive droite, côté français, plusieurs Maluku également. Notamment *Maluku Tréchot* et *Maluku Mélèze* qu'André Gide évoque dans son *Voyage au Congo*.

Mon père était, comme je l'ai dit plus haut, originaire du Bandundu. Les Africains, en tout cas les Congolais, des deux rives, vouent un culte à leur village natal. Même ceux de la diaspora, après avoir pris racine à l'étranger, et être devenus qui français, qui belges, qui suisses, qui canadiens, se font un devoir de construire une maison dans leur hameau d'origine. Dans le cas de papa, ce ne fut ni Popokabaka, son lieu de naissance, ni Kwamouth, au Bandundu, mais Maluku, en pays Téké. C'est la terre où plongent les racines de cette famille Lopes dont il est le fondateur. C'est là que Jean-Marie Lopes, désormais et à tout jamais, l'ancêtre fondateur du clan, repose au côté de sa seconde femme, Félicité Ka Sanji Muteba, et, tout récemment, de mon frère Georges. Quand, il y a quelques années, le gouvernement de la République démocratique du Congo voulut s'approprier ces terres pour des raisons de développement économique, mon frère Georges, qui vivait à Maluku et me téléphonait rarement, m'appela, fou de rage, pour me déclarer d'une voix déterminée qu'il *les* accueillerait avec son fusil de chasse.

Ayant horreur de la ville, mon père s'était construit à Maluku Lopes une

demeure « en dur ». Un luxe alors pour un indigène. Il y possédait une boutique où les habitants des alentours venaient faire leurs courses. Papa s'adonnait aussi à l'élevage de bovins, de cabris et de volailles, de dimension modeste. Mais les principaux revenus de mon père provenaient du bois. À l'époque, la navigation fluviale était intense et bien organisée le long du fleuve Congo et sur certains de ses affluents. Des bateaux à roues, dont les silhouettes évoquaient ceux qui naviguent encore sur le Mississippi et le Tennessee, alimentés au charbon de bois, sillonnaient le fleuve Congo, et ses affluents, et Maluku Lopes constituait une escale où ces bâtiments s'approvisionnaient. Je me souviens des stères de bois coupés et bien rangés sur la rive. Dans *Enfances d'ailleurs*, j'ai raconté l'envoûtement de cette vie au bord du fleuve.

À l'époque, le *goudron* – comme on dit chez nous pour désigner la route asphaltée – n'existait pas entre Léopoldville et Maluku. La voie la plus commode, et la plus rapide, était le fleuve. En plus de sa camionnette, papa possédait une *baleinière*. Je ne sais s'il s'agit du terme approprié pour désigner le long et bruyant canot à moteur surmonté d'un toit de tôle qui nous abritait du soleil et de la pluie, mais je l'emploie, car c'était celui utilisé alors dans ce français du Congo belge par lequel je suis entré en francophonie.

À l'occasion, papa emmenait dans cette embarcation les amis les plus proches et organisait à Maluku des pique-niques qui donnaient lieu à des baignades dans le fleuve couleur de Coca-Cola, se riant des têtards, des éventuels microbes, des hippopotames et des crocodiles. En fait, nous exprimant dans un français quelquefois calqué sur le lingala, on ne disait pas se baigner, mais *se laver*. Le Congolais ne nage pas dans une piscine, il s'y lave. Je n'étais pas né, mais les albums de photos que je feuilletais restituaient l'ambiance de ces parties.

Je suis né le 12 septembre 1937.

Un dimanche, précisait ma mère. Un habituel sujet de plaisanterie de la part de mon père nourricier qui y voyait l'explication de ma paresse. Vers quatre heures de l'après-midi, précisait maman. Moi, je comptais sur mes doigts le nombre de mois qui s'étaient écoulés entre le mariage de mes parents et ma venue au monde et me sentais soulagé de constater qu'ils n'avaient pas anticipé les choses. En faisant *la chose-là* avant le mariage… C'est à Léopoldville, aujourd'hui Kinshasa, stipule mon acte de naissance, que j'ai vu le jour. En fait, c'est Maluku que devraient mentionner mes pièces d'identité, car c'est faute de structure adéquate que ma mère se rendit à Léopoldville pour l'accouchement.

Mais c’est à Maluku que j’ai effectué mes premiers pas, que j’ai prononcé les mots de papa et maman pour la première fois, que j’ai mangé mon premier manioc.

De rares photos de ma première enfance m’y montrent toujours proprement vêtu. À l’européenne. Quelquefois avec une chemise à col de marin. En fait, garçonnet ou adulte, nous n’avons pas au Congo d’habit traditionnel masculin, comme les boubous d’Afrique de l’Ouest. Cela surprend nos amis de ces pays qui voient en nous des Africains à l’authenticité frelatée, à l’identité molle, colonisés jusqu’à la moelle des os.

Mon premier souvenir doit dater de 1939, ou de 1940. La scène se passe à Léopoldville. Des soldats, sur la plateforme d’un camion, chantent. Je suis dans la cabine de la camionnette de papa, et maman m’explique que ce sont des troupes qui vont rejoindre le front parce que la guerre a été déclarée. La guerre ? Je n’en vois aucune trace autour de moi. Elle n’a pas lieu ici, explique maman, mais loin, très loin, en France et en Belgique. Chez nous, ajoute-t-elle quelquefois.

L’une des premières chansons que maman m’a apprises reflète cette ambiance :

C’était un soir sur le pont de l’Ysèr

Un soldat belge qui montait de faction

Vinrent à passer trois vaillants militaires

Parmi lesquels était le roi Albert

J’insupportais maman à lui faire répéter la chanson, encore et encore, jusqu’à ce que je la mémorise et l’entonne à mon tour en marchant au pas dans la cour de la maison, un bâton, en guise de fusil, sur l’épaule. Une autre avait également ma faveur : *La Chanson du capitaine*. Française celle-ci :

Je me suis t’engagé

Pour l’amour d’une belle.

C’est pas pour l’anneau d’or

Qu’à d’autre elle a donné

Mais à cause d’un baiser

Qu’elle m’a refusé.

Je me suis t’engagé

Dans le régiment de France.

Quid des chansons et comptines congolaises ? J'en ai appris très peu. Elles provenaient surtout de ma grand-mère et de mes camarades de jeu. À vrai dire, c'est plutôt au sens du rythme, à la cadence, que ces derniers m'ont initié. Mes parents avaient le souci de m'aider dans l'apprentissage des programmes scolaires, en français, de faire de moi un bon citoyen belge (mon père) ou un bon citoyen français (ma mère) afin, espéraient-ils, que ma vie fût moins dure que la leur. Ainsi ai-je poussé dans deux cultures étrangères que je pensais miennes. Il m'en reste des traces profondes. Lorsque j'assiste, devant mon poste de télévision, à des compétitions internationales de football, j'ai du mal à chanter, sans trébucher, les paroles de l'hymne congolais alors que j'entonne sans anicroche, non seulement le refrain, mais tous les couplets de *La Marseillaise*, et ce qui époustoufle mes amis belges, de *La Brabançonne*.

Deux autres souvenirs d'enfance (savais-je déjà parler ?) me reviennent en mémoire. Ma tante Jeanne (en lingala, *mama mokê*, littéralement ma petite maman) était mariée à un métis gabonais, de père français, capitaine d'un bateau à roues appartenant à la flotte de l'OTRACO, la plus grande compagnie fluviale du Congo belge. Ma mère me confia à eux pour un long voyage sur le fleuve Congo et ses affluents. Le Kassaï et le Sankuru. Je me souviens de certaines « alertes ». Le capitaine (Tonton) avait aperçu, sur un banc de sable, un crocodile, ou un caïman. Je contestai : l'objet était immobile, il ne pouvait s'agir que d'une souche de bois échouée sur un banc de sable. Tonton prenait son calibre douze, le chargeait, épaulait son arme, visait. Quand il ratait le saurien, celui-ci se glissait dans l'eau et disparaissait. Touchée, la bête était soulevée par l'impact des balles avant de retomber sur le sable. On arrêtait les machines, on faisait halte, on jetait l'ancre et un canot ou une pirogue se dirigeaient en chantant vers le banc de sable afin de récupérer le saurien. Le voyage reprenait tandis que les marins dépeçaient l'animal toujours en chantant et en dansant des airs bien cadencés. Les meilleurs morceaux et la peau revenaient au capitaine, le reste du butin aux mariniers. À table, dégoûtée, Tante Jeanne, ma *mama mokê*, refusait de toucher à la viande de « cette bête qui mange les hommes ». Tonton François, le capitaine, ricanait, avec le cynisme des mâles qui ne manquent pas l'occasion de prouver leur courage. Il affirmait qu'à ce compte il ne fallait plus manger les poulets qui bouffent les asticots, qui eux-mêmes bouffent les cadavres des hommes… Tante Jeanne se bouchait les oreilles et fermait les yeux. Tonton me proposait de goûter un bout de chair. J'avais l'impression en ouvrant la bouche et en avalant le morceau que j'accomplissais un acte sacré initiateur.

J’étais un mâle. La chair de crocodile avait la saveur du poulet.

Un autre souvenir est celui de papa en prison. Il est vêtu d’un jersey rayé de marins. Plutôt comme les joueurs de football, chantera, en lingala, dans un morceau célèbre, Antoine Moundanda, le troubadour des deux Congos. Quelle infraction mon père avait-il donc commise ? On ne me l’a jamais dit. Sans doute un de ces petits trafics dont les commerçants sont coutumiers comme transporter des marchandises d’une rive du fleuve à l’autre en dribblant la douane. Ou bien avait-il été simplement victime d’une méprise ? Papa nous revint vite à la maison.

Une autre image encore. Papa m’a placé à cheval sur le porte-bagages de sa bicyclette entre Maluku Lopes et Maluku l’État. Mon pied se prend dans les rayons d’une roue. On me transporte à Léopoldville. On m’hospitalise à l’Hôpital général. Aujourd’hui Hôpital Mama-Yemo, en hommage à la mère du dictateur Mobutu Sese Seko. Le lieu où maman accoucha de moi. Papa passe ses journées et ses nuits avec moi. Une nuit, je suis réveillé par des râles et des plaintes en provenance d’une moustiquaire voisine. Un homme rend l’âme. Qui était-il ? J’ai souvent repensé à son agonie. J’y repense plus souvent aujourd’hui que l’horizon se rapproche et que vient l’heure de franchir le pas.

1. Le *mounoukoutouba* du Moyen-Congo.
2. Membres de la belle-famille.
3. Porte-parole. Généralement, l’un des oncles maternels.

Était-ce en 1941, ou en 1942 ?

Un messager, mandaté par grand-mère, était arrivé de l'autre rive. Marie, la benjamine de maman, la fille du deuxième mariage de Joséphine Badza, ma grand-mère, avec le vieil Elion, était hospitalisée à Brazzaville. Perturbée, ma mère franchit le fleuve. À l'époque, la traversée entre Léopoldville et Brazzaville s'accomplissait sans formalités administratives, dans les deux sens, dans des conditions de confort dont nous avons perdu l'idée depuis l'Indépendance. Ce flux entre les deux rives engendrait une espèce d'individus particuliers qui, je le crains, a aujourd'hui disparu. Le Congolais des deux rives. Nos premiers *ambianceurs*. Nos premiers sapeurs aussi mais des hommes et des femmes pétris d'une culture lingala auxquels, à ma connaissance, aucun sociologue ne s'est intéressé.

À l'Hôpital général de Brazzaville, alors situé en face du parc qui jouxte l'église Saint-François-d'Assise, là où se dresse aujourd'hui la cité administrative, maman découvre sa sœur, Marie, étendue sur une natte, à même le sol, grelottante de malaria. Elle fait un esclandre. Citoyenne française, elle exige que sa sœur soit placée dans un lit avec matelas, draps et couverture. En vain. L'un souligne que sa condition n'est pas transmissible à sa sœur (qui de surcroît a, elle, la peau noire), l'autre lui rappelle que, citoyenne française seulement de fraîche date, elle devrait s'abstenir de faire tout ce tralala. Maman n'en démord pas. On maugrée, on maudit cette peste, avant de se résoudre à déranger le médecin-chef. Impressionné par l'obstination de ma mère, par ailleurs jolie jeune femme, il fléchit et donne l'ordre de mettre la patiente sur un lit décent.

Resté à Léopoldville avec mon père, j'avais été confié aux soins d'un parent que, selon la tradition, ma grand-mère avait attaché au service de maman afin que celle-ci ne se sentît pas isolée dans la famille de son mari. Ce parent veillait

sur moi dans la journée en m'initiant au lingala et aux coutumes des Bagangoulous, en illustrant son éducation d'anecdotes, souvent remplies de merveilleux, ou de contes du village que je le soupçonnais d'improviser. Le soir, il repartait au quartier indigène.

J'avais peur des ténèbres, aussi, afin de me rassurer, mon lit avait été placé dans la chambre de mes parents. En pleine nuit, un bruit me réveille. Deux ombres se meuvent dans la couche de mes parents et je perçois des chuchotements, des soupirs, des halètements, des cris… « Papa, attention ! y a quelqu'un dans ton lit. – C'est rien, Riquet (le diminutif dont on m'affublait), c'est rien, c'est le boy. – Tu dors avec le boy, papa ? »

J'ai oublié la réponse de papa.

Quelques jours après, rassurée sur le sort de sa sœur, maman revient, sans doute plus vite que ne l'avait escompté mon père. Le téléphone existait bien à l'époque, mais constituait un luxe au-dessus des moyens de ma famille. On se donnait des nouvelles par des envoyés. Occasionnels, ou spécialement dépêchés.

Dès que j'aperçois maman entrer dans la cour, je lui fais la fête. Je trépigne, bats des mains, entonne la ritournelle bien connue *mama ayi, ndzala essili* (maman est de retour, nous n'aurons plus faim), je lui saute au cou, ne lui accorde pas le temps de se remettre de son voyage et lui annonce fièrement :

« Tu sais maman, papa est gentil. La nuit, il dort avec le boy. »

Ma mère avait remarqué sur la véranda une inconnue qui trônait sur une chaise. Je ne sais plus les termes de l'explication qui s'ensuivit entre mes parents. Un dialogue animé, incompréhensible pour mon entendement de gamin. Ce dont je me souviens avec précision c'est l'image de ma mère filant dans la chambre, jetant à la hâte des effets dans une valise, me prenant par la main et se précipitant dans la rue. Elle hèle un taxi et lance au chauffeur l'ordre de nous conduire au Beach. Le Beach ? Un terme impropre par lequel on désignait, on désigne encore aujourd'hui, l'embarcadère où accostaient les vedettes assurant la navette entre Léopoldville et Brazzaville. Mais c'est vers un autre quai que le chauffeur du taxi se dirige : celui où est ancrée la baleinière de papa. Par la fenêtre arrière du véhicule, maman constate que papa, au volant de son pick-up, nous suit. Le chauffeur de taxi est visiblement de mèche avec lui.

Comment celui-ci s'est-il trouvé sur notre chemin ? À quel moment papa lui a-t-il ordonné de nous conduire au port de la baleinière ? Maman ouvre la porte arrière du taxi et saute maladroitement sur le talus. Je ne la savais pas si

intrépide. Si courageuse.

Le taxi s'arrête. Papa et ses acolytes (en fait, ses manœuvres) sautent du pick-up, sautent sur nous et, avec l'aide du chauffeur de taxi, s'emparent de maman, la fourrent dans la cabine de la camionnette. Elle se débat, hurle, appelle au secours, pleure, trépigne, enrage, mord ses ravisseurs. Elle est maîtrisée, jetée comme un sac dans la baleinière, soutenue par deux hommes. Papa s'installe à la barre, à l'arrière de l'embarcation, nous dirige vers le milieu du fleuve, puis attaque de front le courant. Il met le cap sur Maluku. Je pleure, m'acharne, frappe comme je peux nos kidnappeurs de mes petits poings, maman tente de se jeter dans le fleuve… Combien de temps dure ce cauchemar ? Un quart d'heure, une demi-heure ? Finalement, l'impossible se produit. Papa, apitoyé par mes cris, rebrousse chemin et déclare qu'il bat en retraite « à cause de l'enfant ».

À l'époque déjà, Léopoldville s'honorait de longues et larges avenues, de bâtiments à plusieurs étages, de vastes magasins et, la nuit venue, de lumières magiques qui courraient sur les frontons de certains édifices. C'était une mégapole en puissance. En face, Brazzaville, bien que capitale fédérale de l'AEF (Afrique équatoriale française), modestement blottie dans l'écrin de ses palmiers, manguiers et flamboyants, offrait au visiteur le calme rassurant d'une sympathique sous-préfecture. Ses habitants se sentaient écrasés par les « gratte-ciel » belges qu'on appelait, dans le français américanisé du Congo belge, les *buildings*. Lorsque les Kinois[1] venaient à Brazzaville, ils se moquaient des habitants de celle-ci et disaient que les Belges travaillaient bien, pas comme vos Français-là.

À Brazzaville, les voitures étaient rares et de tailles modestes, là-bas, des Studebaker, des De Soto, des Chevrolet, des Plymouth, des Dodge et des Cadillac, longues et larges, glissaient sur les pavés ou le macadam (on disait le goudron) des avenues à plusieurs voies, dans un ronronnement étouffé. Au Beach de Brazzaville, nul ne nous attend. Maman repousse les chauffeurs de taxi et les changeurs de devises qui s'agglutinent à nous. Elle n'a pas un sou ; elle hèle un pousse-pousse. Un moyen de transport aujourd'hui disparu, sans doute introduit par des fonctionnaires coloniaux auparavant en poste en Indochine. Le siège du pousse-pousse ne peut recevoir qu'un passager. Maman donne une adresse au pousseur, me prend dans son giron, je renifle sa peau et son odeur me rassure. Le pousseur tire l'engin en courant pieds nus sur le goudron et sous le soleil. À l'époque, rares sont les indigènes aux pieds chaussés. Il n'a pas de chemise non plus. Le front et le torse luisent de sueur.

Brazzaville était divisée en plusieurs zones. Au centre la ville européenne, avec ses trois quartiers : le Plateau, la Plaine, que prolongeait M'Pila. Pour être complet, il y a lieu de mentionner l'existence, entre la Plaine et le Plateau, du quartier militaire qu'on appelait le camp du Tchad. Un ensemble qui correspond plus ou moins à ce qu'on nomme aujourd'hui le centre-ville. Brazzaville s'étendait le long du fleuve, en lui tournant le dos, et se développait peu vers l'ouest où régnait encore une forêt primaire. En aval, le quartier Bacongo, peuplé surtout des ethnies Bacongos, Balaris et Basoundis, auxquels s'ajoutaient des populations des régions méridionales du pays. On y parlait le kikongo, mais surtout un sabir, le *mounoukoutouba* (mot à mot « je dis »), qu'on nommait, au Congo belge, le *kikongo dya l'État*, la langue dans laquelle, à Boma, papa avait été alphabétisé. En amont, le quartier Poto-Poto, plus cosmopolite, accueillait les originaires des tribus du nord du pays auxquels se mêlaient des populations de l'Oubangui et de l'Afrique-Occidentale française, surtout des Sénégalais (qu'on désignait indifféremment du terme de Haoussas) et des Dahoméens (qu'on appelait les Popos), mais aussi des populations du sud du pays.

Le pousse-pousse nous a naturellement conduits à Poto-Poto où vivait *Nkoko* (grand-mère) Badza. Maman explique qu'elle n'a rien pour régler le pousseur. Grand-mère sourit. C'est normal, non ? Maman arrive de chez les Belges et n'a pas d'argent français. Nkoko Badza est pauvre, sans pour autant être dans la misère. Elle s'adresse à son mari, Elion, qui, sans demander d'explications, défraie notre convoyeur sur-le-champ.

Nkoko Badza vit dans une case en banco surmontée d'un toit de chaume. Une demeure exiguë, sans fenêtres, sombre, et sans confort. Une case simple et triste comme dans les villages de la brousse la plus reculée. J'ai peur. Je voudrais demander à maman de retourner à Léopoldville, mais elle ne voudra pas. Elle est trop fâchée contre papa. Moi aussi, d'ailleurs.

Nous ne sommes guère demeurés chez Nkoko Badza. Maman Yvonne, une connaissance de maman, une ancienne, comme elle, du couvent Javouhey, nous héberge chez elle, au Plateau, en face de l'église Saint-François-d'Assise. Une maison qui ressemble à celles de papa à Léopoldville et à Maluku. Métisse, à la peau sombre et aux cheveux lisses, Maman Yvonne faisait penser aux Noirs dravidiens du sud de l'Inde. C'est une Yakoma, originaire de l'Oubangui-Chari, l'actuelle République centrafricaine. Elle avait épousé un certain Charton, d'origine vietnamienne. À l'époque, on disait indochinoise, ou, par méconnaissance de subtilités géographiques, chinoise. Pince-sans-rire, il avait

une voix sonore qui me glaçait. Court sur pattes, les jambes arquées, Tonton Charton avait gardé la démarche de son pays d'origine, attaquant le sol du talon, les extrémités des pieds ouverts, en dix heures dix, comme on dit. Son visage m'effrayait. Il m'évoquait des masques d'épouvante. Il ne souriait jamais. Je voyais en lui l'incarnation de *Dongolo misso*, notre Croquemitaine, *en langue*. Dès le lendemain de notre arrivée, il nous emmena dans un magasin de la Plaine, pour m'habiller et me chausser. Le couple avait deux jumelles, Émilie et Catherine, qui me taquinaient et que, à titre de représailles, je faisais enrager en leur jouant des tours. Maman Charton avait eu ces jumelles avant de connaître Tonton Charton. De qui ? Maman me rabrouait en mettant son index sur ses lèvres : les enfants doivent se garder de poser trop de questions ; les histoires des grands ne les concernent pas. En tout état de cause, Tonton Charton avait reconnu les jumelles, qui, étrangement, possédaient les pommettes saillantes et les yeux bridés de leur père adoptif. Quand, beaucoup plus tard, je lirais les théories de Lyssenko et de Mitchourine – que reprendra Cheikh Anta Diop – sur l'hérédité des caractères acquis, je penserais à elles. Tonton Charton travaillait aux laboratoires de l'institut Pasteur, situé au même endroit que maintenant. En face de l'actuel Palais du Peuple, l'ancien palais des gouverneurs généraux de l'AEF. Contrairement aux colons français qui méprisaient nos langues, il parlait un lingala superbe, avec un fort accent vietnamien, que je m'amuse encore à imiter, quand, en dépit de mon âge, je fais le pitre. Plus tard, lorsque viendra l'Indépendance, quoique citoyen français, Tonton Charton choisira de prendre sa retraite à Poto-Poto, dans le quartier indigène, où il se sentait mieux que dans la ville européenne. Il y installera le premier restaurant asiatique du pays, ouvert uniquement le week-end. Je n'ai jamais retrouvé dans mes voyages autour du monde la saveur de sa soupe aux vermicelles, dans laquelle nageaient des feuilles de menthe et d'autres ingrédients délicieux, ni la succulence de ses nems et de son poulet braisé arrosé de nuoc-mam.

Le couple Charton nous offrait le gîte, la table, et, en ce qui me concerne, l'habillement. Je peux dire que mon premier père nourricier venait d'Asie. Pourquoi ce nom de Charton, à consonance française ? Ma mère m'a dit un jour qu'il était eurasien. Un mot enveloppé de mystères qui m'enchantait et que je préférais à métis. J'en doutais. Il n'avait pas les traits adoucis des sang-mêlé. Son visage, large, aux pommettes saillantes, ses yeux bridés, sa face parsemée d'hématomes, lui donnaient plus l'apparence d'un Mongol que celle fine et frêle des Vietnamiens. Mais l'histoire coloniale fourmille de mystères sur les patronymes des individus, comme c'est le cas, on l'a vu plus haut, avec Lopes et

Vulturi.

Désorienté par le départ de maman, Jean-Marie Lopes traversait le fleuve pour venir nous rendre visite. Il sollicitait le pardon de maman et multipliait promesses et supplications pour l'inviter à revenir à Léopoldville. Dès que j'apercevais sa grande silhouette, au pas dégingandé, pénétrer dans la cour des Charton, j'allais me cacher. On me délogeait sous les lits des jumelles en me répétant la ritournelle : va embrasser ton père, les enfants n'ont pas à prendre part aux querelles des adultes ! Lors de ces séjours à Brazzaville, il entraînait maman hors de chez nos hôtes pour des promenades interminables. Un soir, elle revint en pleurs, le visage ensanglanté, se plaignant d'avoir été mordue. L'affaire fut portée à la justice, où mon père affirma que c'était une blessure par accident ; il aurait voulu embrasser ma mère, qui, en se débattant, lui avait fait faire un faux mouvement.

1. Habitants de Kinshasa (Léopoldville).

Quelques mois après cet incident, nous remontons le Congo à destination de Bangui dans un bateau à roues dont j'ai oublié le nom. Moins d'une heure après avoir appareillé de Brazzaville, ma mère me montre Maluku, sur la rive gauche du fleuve. Sous cet angle, j'ai du mal à reconnaître mon village natal. De la porte de notre cabine, nous épions si par hasard nous ne *l'*apercevons pas. Ma mère ajoute qu'*il* l'a déjà remplacée par une autre femme.

Le voyage est une véritable croisière. C'est dans un bateau à roues semblable que Gide a remonté le Congo. Notre cabine est exiguë, mais confortable. Nous nous retrouvons fréquemment sur le pont où nous faisons la connaissance des autres passagers. Une société d'une dizaine de personnes se côtoie ainsi et apprend à s'apprécier, à se supporter, à se détester. Seules personnes de couleur à bord, ma mère et moi sentons la distance que les autres passagers maintiennent à notre égard. Je passe des heures avec un missionnaire barbu, en soutane à la blancheur défraîchie. Les récits fantastiques, fascinants et effrayants, qu'il me conte sont peuplés de revenants et font l'apologie de l'existence de Dieu. Sont-ce des histoires vraies ? L'homme d'Église l'affirme. Ma mère me reproche de mettre en doute sa parole. J'en fais des cauchemars.

Parmi les autres passagers, quelques jeunes gens. Ils vont rejoindre le front. L'un d'eux est particulièrement attentionné à mon égard. Il complimente ma mère sur les qualités de son « petit frère ». Je sens qu'elle goûte la méprise. Je rectifie en disant haut et fort que je suis son fils, pas son petit frère, ce que, maman, plus tard dans notre cabine, me reprochera. Malgré sa gentillesse, l'homme m'agace. Il rôde trop autour de maman et j'en éprouve une jalousie qui me rend désagréable.

La navigation est dangereuse après le coucher du soleil. Chaque fin de journée, le bateau accoste pour passer la nuit dans un poste à bois où les villageois essaient de nous vendre leurs fruits et légumes et du gibier. Les

gamins se jettent à l'eau, espérant qu'on leur lancera des piécettes. Les passagers les ignorent : des sauvages sans intérêt.

La superficie du Moyen-Congo, l'actuelle République du Congo, ne représente que les deux tiers de celle de la France. Le climat est le même sur toute l'étendue du territoire, mais les saisons ne s'y produisent pas aux mêmes moments. C'est que l'Équateur partage le pays en deux. Nous avions quitté Brazzaville à la saison des pluies, qui correspondait, pour le nord du pays et pour l'Oubangui, à la saison sèche. En cette période d'étiage, le bateau n'est plus en mesure de poursuivre le voyage sur le fleuve. Nous avons embarqué à bord d'un petit train brinquebalant jusqu'à Zinga d'où un camion nous a transportés à Bangui. Sur cette terre de latérite, couleur des courts de tennis de terre battue, je me sens en pays étranger. Le chef-lieu de l'Oubangui-Chari était une bourgade modeste. L'humidité y était harassante et aucun souffle d'air ne rafraîchissait l'atmosphère. Les feuilles des arbres étaient immobiles et l'on avait l'impression que rien ne bougeait, que la terre avait cessé de tourner et que les cerveaux eux-mêmes, frappés de torpeur, étaient anesthésiés. À l'époque, les femmes allaient nues dans les rues de la ville, habillées d'un mince chasse-mouches pour dissimuler leur sexe et la raie de leurs fesses. La brousse enserrait Bangui et, la nuit, des panthères descendaient des collines voisines et rôdaient dans la ville.

Nous n'y avions aucun parent, aucun ami, aucune relation. Du moins le pensais-je. À mon grand étonnement, nous fûmes accueillis par un Blanc tout de kaki vêtu : chemise, short, chaussettes montantes. Il était coiffé d'un képi et chaussé de brodequins. L'apparition de ce personnage dans notre vie reste encore pour moi aujourd'hui un mystère. Mais, comme me le ressassait maman, les enfants ne doivent pas poser trop de questions et encore moins juger leurs parents.

Ma famille était composée de Noirs et de métis, pas de Blancs. Ils me faisaient peur. Ils étaient les maîtres, nous commandaient, avaient le droit de nous insulter, de nous battre, sans avoir à rendre compte de leur comportement. Ils n'entretenaient aucune relation d'affection avec nous. J'avais appris qu'à trop se rapprocher d'eux on courait le risque de se voir, au moment le plus inattendu, rappelé à l'ordre, insulté, traité tantôt de bâtard, tantôt de chicorée améliorée ou de sale nègre, voire de macaque ; d'être giflé. Ce Blanc, dont le sourire, au lieu de m'apprivoiser, me glaçait le sang, était un gendarme français du nom de Ducas. Peut-être Ducasse. Maréchal des logis-chef, il bénéficiait d'une « case de fonction ». Il nous y hébergea. Comment s'était-il trouvé sur notre chemin ?

Avec le temps, je me demande, sans avoir la moindre preuve pour étayer mon affirmation, s'il n'existait pas un réseau informel, qui veillait à procurer aux coloniaux, civils ou militaires, qui venaient en Afrique sans conjointe, des *ménagères*, noires ou métisses, chargées de peupler leur solitude. Mon raisonnement est le résultat de simples spéculations logiques. L'enfant, comme on me l'a appris, n'a pas à juger ses parents.

Je dormais sur un lit de camp picot auquel était fixée une moustiquaire. En vérifiant l'orthographe de lit picot sur Internet, je tombe sur la description suivante : *Le lit picot… est constitué simplement d'une toile fixée à deux longerons équipés chacun de trois pieds ; on forme trois X avec les six pieds en les unissant deux par deux en leur milieu sur un axe ; le piétement ainsi obtenu produit en s'écartant la tension de la toile*. La nuit venue, le boy de Ducas (ou Ducasse) dépliait ce lit de camp, y déposait un drap sommaire et fixait une moustiquaire, en forme de parallélépipède, dans laquelle je m'engouffrais comme un animal dans sa cage. On me ceignait la taille d'une ceinture de flanelle, pour éviter, assurait le maréchal des logis-chef, d'attraper la bilieuse, une maladie tropicale dont j'ignore l'orthographe et dont je n'ai plus entendu parler depuis, mais qui, affirmait-on, causait des dégâts dans la population coloniale. Les indigènes en étaient épargnés à cause de leur peau noire. Je ne parvenais pas à déterminer si j'étais un indigène ou si j'étais devenu blanc, à l'issue de je ne savais quelle transformation physiologique. Abandonné dans la prison de ma moustiquaire, j'avais le sentiment d'être trahi par maman qui, à l'extinction des feux, accompagnait Ducas (ou Ducasse) dans l'unique chambre de la case de fonction. J'en sanglotais. J'enrageais de constater que, sous mes yeux, maman me quittait pour pénétrer dans la chambre, et sans doute dans le lit, de quelqu'un d'autre que papa. J'avais soudain le besoin d'appeler mon père à mon secours, lui que j'avais honni pour la manière dont il avait traité ma mère. Mes sanglots n'apitoyaient pas le maréchal des logis. Il me rudoyait et m'assurait que ce n'était pas, sacré nom d'un chien ! en pleurnichant comme une mauviette que je deviendrais un bon soldat français. Je n'avouais pas ma jalousie et prétendais que j'avais entendu, venant de dehors, les feulements d'une panthère. Le maréchal des logis-chef rétorquait que les panthères avaient peur des moustiquaires et, le lendemain, me narrait une anecdote à ce sujet qui courait dans la colonie européenne de Bangui.

Le maréchal des logis-chef se croyait investi du pouvoir de veiller à mon éducation. Suivant les préceptes et les méthodes qu'il avait acquises à l'armée. Généralement, le soir, à l'occasion de l'examen de mon livret scolaire. Assis

dans un fauteuil en osier, le buste moulé dans un marcel, vêtu d'un short, kaki en semaine et blanc le dimanche, chaussé de *mapapas* – sortes de tongs actuelles, en cuir et de fabrication artisanale locale –, il scrutait chaque ligne de mon livret, répétant à voix haute les notes et les commentaires du maître. Il ajoutait les siens, souvent accompagnés d'une claque ou d'un coup de pied aux fesses et quelquefois d'un châtiment ; aller au coin, debout ou à genoux, les mains croisées sur la nuque. Lorsque j'avais de bonnes notes, il en tempérait la valeur en soulignant le « peut mieux faire » de l'appréciation générale et me traitait de fainéant. Il prononçait *faignant* et haussait le ton si je m'aventurais à faire remarquer que le maître nous avait enseigné que, dans ce contexte, *faignant* était une faute. Tout instituteur qu'il fût, le maître n'était qu'un indigène et ce n'était pas un nègre qui allait lui apprendre le français, à lui le maréchal des logis blanc. Du coin de l'œil, je lorgnais maman silencieuse devant sa machine à coudre Singer. Je sentais que mon sort la peinait, mais elle se gardait d'intervenir. Dans les moments où nous nous retrouvions à deux, elle me confiait son sentiment, mais ajoutait que Ducas agissait ainsi pour mon bien ; que nous, les Noirs, devions être meilleurs que les autres en classe si nous voulions un jour réussir dans la société et être respectés des Blancs.

À Bangui, nous n'avions pas de tribu à laquelle nous adosser. Malgré sa citoyenneté française et sa cohabitation avec Ducas, la colonie française n'ouvrait pas ses portes à maman. Elle n'était ni la femme ni la compagne du gendarme, mais sa *ménagère*. Sa concubine. Lorsque Ducas était invité à des soirées, ma mère ne l'accompagnait pas. Les Blancs ne la jugeaient pas en fonction de son état civil, mais de la couleur de sa peau. C'est vers la communauté métisse que nous nous dirigeâmes naturellement. Son doyen était un certain Frisat qui apparaît, avec sa femme, sur la photo de mariage de mes parents à Brazzaville. Un couple très respecté de tous les métis de l'AEF ainsi que de la colonie blanche dans laquelle il ne s'aventurait toutefois qu'avec précaution.

Maman retrouva vite des condisciples du couvent Javouhey. Parmi elles, Emma-Julie, qui, pour je ne sais plus quelle raison, se disait ma grande sœur. Je ne sais plus si c'était parce que nous avions la même marraine, ou bien parce que simplement nous étions tous deux natifs de Léopoldville. Peut-être les deux. Enjouée, facétieuse, elle était d'une grande beauté, dont elle avait conscience, et dont elle savait jouer. Séductrice impénitente, elle donnera le jour à une demi-douzaine d'enfants, tous de pères différents : blancs, métis, noirs. À Bangui, elle vivait sous le toit d'un certain Castex, gendarme français, ce qui favorisa notre

rapprochement. Ducas était court sur pattes, râblé, timide et peu causant. Castex avait une silhouette élancée et toujours le sourire aux lèvres. Tous deux étaient, à l'instar de tous les Européens de la colonie, quelle que fût leur condition, de grands consommateurs de whisky. Emma-Julie donnera à Castex un beau bébé, Georgette, dont maman sera la marraine et qui, je crois, vit aujourd'hui au Sénégal. La reconnaîtrais-je si je la rencontrais ? Emma-Julie avait déjà eu, d'une première liaison avec un Belge, directeur d'une grande compagnie coloniale du Congo belge, un fils, Léon. Un quarteron, blond aux yeux bleus, qui n'avait plus aucun trait négroïde. Les lois de Mendel sont en fait plus complexes que les rudiments que l'on nous enseigne au lycée avec les souris blanches et noires dont les croisements donnent, comme on le sait, du gris, et non pas, comme dans notre cas, du marron. Léon n'était heureux qu'à vagabonder pieds nus dans les quartiers africains de la ville. Doué dans l'acquisition et la maîtrise rapides des langues bantoues, il naviguait aisément du lingala au kikongo. Il m'initia au sango, la langue véhiculaire de l'Oubangui-Chari, qui devint notre langue de jeu. Quand, à table, je l'utilisais, pour faire admirer mes progrès, le maréchal des logis-chef Ducas me rabrouait en me disant qu'au lieu de me fourvoyer dans ce baragouin indigène de sauvages, qui ne me servirait pas à progresser, dans mes études et dans la vie, je ferais mieux d'améliorer ma grammaire française.

Un après-midi, j'accompagnais maman chez Emma-Julie. Castex était vêtu de son uniforme d'apparat et coiffé de son képi de gendarme. Souriant sous la véranda de sa maison, il me parut plus grand et plus imposant qu'à l'ordinaire. La petite Georgette était dans ses bras et il la couvrait de baisers. Emma-Julie, décoiffée, vêtue d'un pagne de deuil, était en larmes, le regard égaré. Un groupe de femmes métisses, auquel maman se joignit, la réconfortaient, à la manière dont j'ai vu par la suite les femmes de chez nous soutenir et consoler les veuves. Castex était rappelé à la métropole. Peut-être serait-il envoyé sur le front ? Emma-Julie devait, avant la tombée de la nuit, libérer la case. Je compatissais, me demandant ce que deviendrait ma *grande sœur* Emma et surtout mon frère Léon et sa sœur Georgette, formant en même temps le vœu que vînt rapidement le moment du départ du maréchal des logis-chef Ducas.

Hormis maman, nulle n'égalait en beauté la reine de mes tantines de Bangui, Laure Darlan, à telle enseigne que j'ai longtemps associé son prénom à la perfection esthétique féminine. Ce qui me conduira, le moment venu, à prénommer l'une de mes filles Laure. Au demeurant très belle, puisqu'elle est un subtil mélange du visage de ma mère jeune, des traits et de la silhouette de sa

mère, Nirva.

Laure Muari Lawula avait épousé Georges Darlan, un métis de mère oubanguienne et de père portugais. Comme tous les mulâtres de cette époque, sa carte d'identité portait la mention *né de père inconnu*. Au départ, instituteur, formé à Brazzaville, il avait été affecté au Gabon où il s'enrôla dans les Forces françaises libres. Démobilisé en 1945, il prendra une part intense à la vie politique de l'Oubangui-Chari, puis de la République centrafricaine en militant au sein du RDA (Rassemblement démocratique africain), d'Houphouët-Boigny, alors apparenté au Parti communiste français, dont il sera un des responsables pour ce pays. Il se montrera très actif dans la lutte contre le régime de l'indigénat. Qu'était le régime de l'indigénat ? Je ne vois pas de meilleure explication que de dire que c'était l'apartheid, version française. Le beau-frère de Laure Darlan, Antoine, tout aussi dynamique dans la vie politique, défendra une autre ligne que son cadet. Les deux frères seront ainsi amenés à s'affronter. Antoine a laissé le souvenir d'un homme plus pondéré que Georges.

Sur les bords du fleuve Oubangui, près du port, vivait la famille Ribeiro. Maman aimait se rendre chez elle. Le couple avait une fille, Chantal, légèrement plus jeune que moi. Un jour que sa mère la baignait dans une bassine, j'observai la scène avec curiosité : « Oh ! maman, regarde, Chantal a le devant comme le derrière. »

Les Ribeiro tenaient table ouverte. Nous rencontrions souvent chez eux une autre métisse, grande, magnifique, coiffée d'un foulard façon Simone de Beauvoir et Marguerite Yourcenar, avant la lettre : Jeanne Vialle. Passionnée de politique, elle tenait tête aux hommes dans les débats. Cette superbe mulâtresse effrayait ma mère et mes tantines, car elle osait aborder des sujets considérés comme séditieux par les autorités coloniales. Malgré le temps, je me souviens que, à l'inverse des autres métis, qui tous parlaient français avec un accent prononcé, ou léger, elle s'exprimait comme une Blanche. Sans accent. Ou plutôt, avec l'accent pur de nos maîtresses d'école.

Je n'ai évidemment jamais eu l'occasion de m'entretenir avec elle, mais elle a gravé dans mon esprit une définition que je reprends souvent à mon compte. À l'issue d'un débat qu'elle avait eu avec un groupe d'hommes, chez les Ribeiro, je captai une question, qu'elle posa à peu près en ces termes : « Quelle est la différence entre la fabrication et la création ? » Et j'entendis sa réponse à ce qui me paraissait alors un jeu, une devinette : on crée à partir de rien. Je n'avais qu'entre cinq et sept ans et apprenais à peine à lire. Et pourtant, si, depuis lors,

j’ai oublié beaucoup de notions simples, des théorèmes et des formules de physique ou de chimie, des leçons de philosophie et des événements historiques, cette définition m’est restée comme une vérité lumineuse.

Un dispensaire, de plus en plus vétuste, dans le quartier de Moungali de Brazzaville porte aujourd’hui le nom de Jeanne Vialle. Interrogez les Congolais sur l’origine de ce nom, ils vous avoueront leur ignorance ou vous indiqueront qu’il s’agit sans doute d’un médecin français de l’époque coloniale.

J’étais interne au lycée Clemenceau de Nantes lorsque, en février 1953, les journaux et la radio annoncèrent la mort de Jeanne Vialle dans un accident d’avion, à Bordeaux. Je pris soudain conscience que j’avais, encore gamin, côtoyé une grande figure.

Plus je tente de reconstituer ces années d’enfance, plus j’essaie de coller à la réalité, plus les faits se bousculent et se confondent. En réalité, nous effectuâmes deux séjours en Oubangui-Chari, entrecoupés par un retour au Congo. Le deuxième séjour se déroule entre 1945 et 1947. J’avais donc entre huit et dix ans.

Aujourd’hui, le Kilomètre 5 est un quartier de Bangui. À l’époque, on n’utilisait pas le terme de banlieue. Le Kilomètre 5 c’était la brousse. Ma mère était caissière à la plus grande boucherie du centre-ville. Une propriété de la SEBAC, abréviation de la Société d’élevage et de boucheries d’Afrique centrale. Chaque soir, un camion de la compagnie nous ramenait au Kilomètre 5 dans la « case de fonction » de maman. Je me liai vite avec les enfants des alentours et le week-end, le jeudi et les journées de vacances, je passais le plus clair de mon temps à jouer avec eux. J’ai oublié le nom de mon copain préféré, le fils d’El Hadj Alpha, alors chef du village Mamadou-M’Baïki. C’est ainsi que je perfectionnai mon sango et, comme El Hadj Alpha était d’origine tchadienne, son fils m’initiait à l’arabe dialectal du Tchad.

Nous vadrouillions dans la savane environnante, pataugions dans les ruisseaux, rencontrions quelquefois sur notre parcours des théories de jeunes circoncis aux corps recouverts d’une poudre blanche ou de jeunes femmes en période d’initiation. Se trouver en leur présence constituait un sacrilège. Dès que l’un d’entre nous les apercevait, ou entendait leurs chants, nous nous tapissions dans les fourrés en retenant notre souffle. Il nous arrivait aussi, à la rivière, de rencontrer des jeunes filles, plus âgées que nous, dont les plus délurées nous entraînaient dans des jeux que je trouvais agréables. C’est sans doute là que j’ai été déniaisé.

Afin de ne pas gêner ma scolarité, maman me mit en pension chez Marie Galiert, l'une de mes tantines préférées. Elle était pour maman une véritable sœur. Son père, M. Daret, avait connu Michel Voultoury, mon mystérieux grand-père, chez qui, avec ma tante Jeanne, elles vécurent quelques années avant d'aller au couvent Javouhey. René Galiert, le mari de Tantine Marie, avait appartenu au 2e bataillon de marche, qui rejoignit la division Leclerc et participa à la fameuse bataille de Bir Hakeim où les troupes des Forces françaises libres, encerclées par celles du stratège allemand Rommel, rejetèrent l'ultimatum que celui-ci et les forces de l'Axe lui lancèrent et, de nuit, sous la conduite du général Koenig, épaulé par les légionnaires, forcèrent l'étreinte ennemie. Je le poussais souvent à me conter des épisodes de son épopée et ses récits m'enchantaient. Tonton René était un homme simple, généreux, amateur de bons vins et de bonne chère, talentueux danseur de rumba congolaise. Jeune quinquagénaire, les années n'eurent pas de prise sur lui. Elles ne réussirent pas à flétrir les traits de l'éternel Adonis, à la peau café-au-lait qui m'accompagnera plus tard avec mes parents au lycée Clemenceau. Après avoir participé et survécu aux combats les plus meurtriers de la Deuxième Guerre mondiale, il s'est éteint, à la fin des années soixante, dans un hôpital de la banlieue parisienne, terrassé par un cancer fulgurant.

Tonton René ne parlait pas volontiers de l'épopée du 2e bataillon de marche (le fameux BM2), comme s'il s'agissait de péchés. Il fallait qu'il fût en verve, notamment à la faveur de quelques verres d'alcool, pour consentir à me raconter des épisodes dont je lui soutirais les détails à la manière d'un juge d'instruction. D'ailleurs, Bir Hakeim se résume à peu de choses. Les troupes de Messmer, le général Koenig… Koenig qui répond merde ! à Rommel et qui donne l'ordre à ses légionnaires de forcer de nuit l'étau ennemi. Engagés dans des corps-à-corps sans merci, ils tuaient au couteau « en faisant vite », comme dans *Le Chant des partisans* de Kessel et Druon.

J'étais friand de ces détails, car, avant de connaître Tonton René, déjà, dans les années quarante, à côté des grands qui, l'oreille collée à leur poste de radio TSF, écoutaient religieusement Radio Londres, relayée par Radio Brazzaville, j'entendais la voix des « Français qui parlaient aux Français », en répétant que « Radio Paris ment, Radio Paris est allemande ». Des nouvelles dont je ne mesurais guère la portée, mais qui fournissaient de la matière à mon imaginaire pour mieux jouer ensuite, seul, dans la cour de chez nous, un bâton sur l'épaule, au soldat français qui mettait en joue et tuait les boches. Je me souviens de ces

journées d'avril et mai 1945, où nous parvenaient les nouvelles de la libération de Paris. Les grands attendaient la capitulation allemande et annonçaient un défilé. À l'insu de ma mère, plusieurs matins de suite, je m'endimanchai et, avec la complicité du boy, je filai, en catimini, sur la Grand-Place de Bangui, afin de ne pas rater le défilé de la victoire qu'on annonçait comme imminente. De guerre lasse, j'abandonnai, jusqu'au jour où j'entendis la rumeur : Hitler s'était suicidé dans son abri (je ne connaissais pas encore le mot bunker), en avalant une ampoule. J'imaginai une ampoule électrique !

Le menton en galoche, les joues couperosées, la mèche rebelle, Auguste Delacour, le patron de la SEBAC, était un jeune Breton aux mensurations de rugbyman. Peu bavard, il était, malgré sa stature, d'apparence timide. Il se déplaçait toujours au pas de course, ce qui lui valait, en sango, la langue véhiculaire de l'Oubangui-Chari, un surnom pittoresque et bien senti, que j'essaie en vain de retrouver dans les plis de ma mémoire. Exigeant à l'égard de son personnel, il lui distribuait généreusement coups de pied au cul, gifles et coups de poing, en traitant invariablement les indigènes de corniauds. Tel était le quotidien du Noir sous le régime de l'indigénat. Encore que…

C'est à Bangui que j'ai assisté à une scène tellement insolite dans le contexte d'alors qu'elle s'est profondément gravée en moi. Sur la promenade qui longeait le fleuve Oubangui, entre le port et le camp Kassaï, un estaminet fort connu constituait le lieu de rendez-vous de la société coloniale. Chez Pindéré, qui signifie en sango quelque chose comme beau, élégant, chic. Ce soir-là étaient attablés, goûtant le frais, à la terrasse de Pindéré, un groupe de jeunes militaires français désœuvrés. Vinrent à passer, dans leur tenue bleu marine, culotte courte et chemise à manches courtes, une colonne de prisonniers indigènes qui regagnaient la maison d'arrêt. L'un des jeunes militaires, passablement éméché, prit ombrage de ce qu'un nègre osa soutenir son regard. Il se leva et gifla l'effronté. Contre toute attente, et surtout contre la règle établie, l'indigène, un colosse, se rebiffa et infligea une correction au Blanc. La scène me fascinait. Mon cœur prenant parti en faveur de l'intrépide Robin des Bois noir, je voulais assister à la bagarre et en connaître le dénouement. Effrayée par le caractère insolite de la scène, ma mère m'entraîna à l'écart, murmurant que mieux valait ne pas être témoin d'un tel événement.

Pour en revenir à Delacour, je me découvris un jour dans la situation de l'appeler papa. Je ne sais pas comment les choses se passèrent, mais nous nous

trouvâmes, maman et moi, membres de sa famille. Mon troisième papa, le deuxième papa blanc, après le maréchal des logis Ducas. Même si, cette fois-ci, je ne dormais plus dans un lit picot, mais sur une véritable couchette, dans une chambre tout à moi, j'en voulus à ma mère. Que diraient mes condisciples lorsque cette situation serait connue ? Que je changeais de papa comme on change de chemise ; que j'étais un bâtard, puisque je ne portais pas le même nom que le mari de ma mère… Mais surtout, comme si ma mère était ma propriété, je crevais de jalousie.

Delacour avait à mon égard un comportement totalement opposé à celui qu'il adoptait envers ses employés. Petit à petit disparurent mes préventions à son encontre. Il évoquait sa famille, là-bas en France, nous montrait des photos de ses sœurs, chaussées de sabots et arborant la haute coiffe bigoudène que maman était fière d'avoir portée lors d'une fête patronale au couvent Javouhey. C'était un Breton de Guipry, dans le département de l'Ille-et-Vilaine dont, mauvais élève en géographie, je n'arrivais pas à retenir le chef-lieu. Chaque mois nous participions au cérémonial d'envoi de colis. Les Français des colonies avaient le privilège d'envoyer des petits sacs de riz et de café à leur famille en France. Des sacs de quelques kilos, dans lesquels on glissait des savonnettes ou d'autres objets dont les métropolitains étaient privés en raison de la guerre. Maman cousait les sacs ainsi qu'un carton sur lequel était écrite l'adresse des destinataires. Tous de Guipry, Ille-et-Vilaine, que maman et moi imaginions être l'une des grandes villes de France.

Delacour partait souvent « en tournée en brousse », comme on disait. En Oubangui-Chari, au Tchad, au Cameroun, pour les besoins de sa société d'élevage. À plusieurs reprises, il écourta ses déplacements et surgit en pleine nuit dans la maison ouvrant brusquement la porte de la chambre de maman.

Comme j'étais enfant unique, ma mère me couvait de son affection. J'étais l'objet d'une attention supérieure à celle de mes congénères. Notamment dans deux domaines. L'école, afin d'acquérir les outils qui me permettraient de me faire respecter dans le monde colonial, et la santé parce que j'étais à ses yeux anormalement chétif. Les médecins lui conseillaient de me faire manger beaucoup de beurre et, fait étrange, de saka-saka, notre plat traditionnel, parce que, avait assuré l'un d'eux, ce légume, bien qu'indigène, était riche en fer. Le même avait recommandé de veiller à ce que je fusse chaussé en toutes circonstances afin de ne pas avoir les pieds plats, ce qui aurait constitué un motif, honte suprême, de ne pas être recruté, le moment venu, dans l'armée ; de

prendre ma quinine quotidienne, de dormir avec une ceinture de flanelle (afin de ne pas contracter la fameuse *bilieuse*), de faire la sieste, chaque jour… Je faisais la grimace. La quinine était amère, la sieste prenait sur mon temps de jeu, et je ne comprenais pas pourquoi ma grand-mère, Nkoko Badza, les domestiques, le fils d'El Hadji Alpha étaient, eux, dispensés de ces obligations et jouissaient pourtant d'une bonne santé. N'osant pas me dire que cela tenait à la couleur de leur peau, maman invoquait divers arguments qui me laissaient sceptique.

Un après-midi que j'étais censé faire la sieste, mais rêvassais sur mon lit, j'entendis un brouhaha inhabituel dans la cour. Un camion poussiéreux en provenance du Cameroun était arrivé, chargé, sur sa plateforme arrière, de jeunes Européens. Des *débarqués*. Habituellement, la plateforme des camions était réservée aux indigènes. Les Blancs voyageaient dans la cabine. L'un des *mindélés* sauta du véhicule. Lunetteux, le corps d'apparence fragile, coiffé d'un béret basque, avec pour tout bagage un sac à dos flasque, il cherchait la SEBAC et son patron, M. Delacour. Il était porteur d'une lettre de recommandation. Maman l'installa dans le salon et lui fit servir à boire par le boy. Delacour ne tarderait pas. Le camion démarra, soulevant derrière lui un nuage de poussière rouge avec les *débarqués* qui chantaient avec l'entrain de boy-scouts :

Ah ! il fallait pas,

Il fallait pas,

Qu'il aille !…

Le nouveau venu s'appelait Max Elie. Un jeune homme récemment revenu en France à l'issue de cinq ans de captivité en Allemagne. Il avait été recruté par Delacour pour travailler à la boucherie. Lorsqu'il devait, lors d'occasions officielles, porter le costume, il arborait à sa boutonnière, à côté de sa croix de Lorraine, un insigne mystérieux. Des barbelés, m'expliqua-t-il, en me révélant le sens de ce symbole. Je frétillais de joie. Ce devait être, comme Tonton René, un héros de Bir Hakeim, une nouvelle source susceptible d'enrichir mes connaissances sur les récits de guerre.

Nous habitions une maison (on disait une case) avec une vaste cour autour de laquelle se côtoyaient une série de maisons mitoyennes. L'une d'entre elles fut affectée au jeune Max Elie. Me voyant rôder devant sa porte, il m'invita chez lui. Un intérieur à la sécheresse monacale, avec une bibliothèque bien fournie dont le nombre de volumes croissait de mois en mois. Chaque fois que

l’occasion s’offrait, j’en profitais pour l’entraîner sur mon terrain de prédilection. Les récits de guerre. Il se prêtait au jeu avec affabilité. En fait, il avait peu participé aux combats. Deux ou trois récits dont je garde encore dans ma mémoire les détails. À peine mobilisé, il avait été versé dans une unité affectée à la Ligne Maginot. Très tôt fait prisonnier, il avait passé cinq ans en captivité en Allemagne.

Contrairement à ses compatriotes de la colonie, il passait le plus clair de son temps à lire et m’expliquait que c’était le loisir le plus enrichissant ; que la lecture n’était pas un passe-temps, mais vous donnait des compagnons. Les meilleurs. Pour la vie. Il m’offrait des livres. Je prétendais les lire, mais les laissais s’entasser dans un coin de ma chambre, ce qui réjouissait l’un de mes amis, un peu plus âgé que moi, Joseph Van den Reysen. Un métis dont le nom, hérité d’un grand-père néerlandais du Congo belge, rendait sceptique sur ses origines congolaises. Pendant que je jouais avec son frère, de mon âge, Joseph faisait main basse sur mes livres et disparaissait des journées entières les dévorer dans la savane environnante, au point d’inquiéter sa famille. On lançait des battues à sa recherche. On le retrouvait accroupi quelque part, s’étonnant de l’émotion que sa disparition avait provoquée. Cette passion ne l’a jamais quitté. Il a tout lu et s’étonnait que je n’aie pas lu James Joyce qu’il plaçait au sommet du panthéon littéraire mondial. Pourtant, il ne s’est pas dirigé vers les lettres, mais vers les mathématiques. Après une longue carrière à la Commission économique des Nations unies pour l’Afrique à Addis-Abeba, il passe aujourd’hui sa retraite à Toulouse, où, après un diplôme sur l’amharique, qu’il parle et lit comme une langue maternelle, il étudie l’arabe.

J’ai laissé entendre plus haut combien me rebutait la prise de la quinine, cet antipaludéen dont le goût amer me donnait la nausée. Lorsque, à table, venait le moment d’absorber l’odieux remède, j’exécutais un tour de prestidigitation, au cours duquel j’escamotais le cachet sans l’absorber. La rançon de ma tricherie me valut d’être cloué au lit, pendant quelques jours, terrassé par la malaria. Max Elie vint me rendre visite, les bras chargés de livres. *Les Contes* de Perrault et quelques Jules Verne. Ses attentions m’amenèrent à m’épancher auprès de ma mère : c’est un papa tel que M. Elie que j’aurais aimé avoir ; il ne bat pas les enfants et prend le temps de tout leur expliquer.

Pour une raison qui me reste inconnue, nous quittâmes Bangui. Cela correspondait à la période des grandes vacances. Afin de calmer mon géniteur, on m'envoya à Léopoldville. Depuis le divorce de mes parents, ce fut la période la plus longue que j'ai passée avec mon père. L'occasion de faire la connaissance de mon frère, Georges, et de sa mère, Maman Félicité, la nouvelle Mme Lopes. Nous vivions entre Léopoldville, où mon père avait une maison *en dur*, dans le quartier indigène, rue du Lac-Moëro, et Maluku, où je perfectionnais mon lingala, et pensais impressionner mes congénères par ma connaissance du sango. Maigre succès produit. Chacun d'entre eux parlait au moins deux autres langues en plus du lingala. Tous les Africains de ma génération sont devenus multilingues dès la prime enfance, non pas sous la férule d'un professeur, ni par la méthode Assimil, encore moins en apprenant des règles de grammaire ou des listes de mots, mais en prise avec la réalité. En jouant. D'autant plus qu'en nous déplaçant dans le village voisin nous baignions dans un univers linguistique différent. Même si nos langues n'étaient pas reconnues comme telles, ce privilège allait être un atout pour nous dans la vie. C'est avec aisance que par la suite nous maîtriserions le latin, l'anglais, l'espagnol. Et lorsque, bien des années plus tard, le Congo enverrait des étudiants aux États-Unis, en Union soviétique, dans les pays de l'Europe de l'Est, en Chine, je serais amené à constater qu'aucun d'entre eux ne rencontrerait de difficultés avec les langues des pays dont ils étaient boursiers. Même avec des langues réputées coriaces comme le magyar ou le chinois.

Maluku ou Léopoldville, le plus clair de nos journées était consacré au foot. Des matchs de *mwana* (enfant) foot, qu'on peut traduire par petit-foot. Pieds nus, avec des balles de fortune ingénieusement confectionnées par mes camarades, avec du latex, des feuilles de bananier, des chiffons… Jouer pieds nus permettait d'acquérir une bonne frappe de balle. Comme mon père, heureux de m'avoir

récupéré, me comblait de tous mes désirs et caprices, j'offrais à mes camarades le plaisir de jouer avec des ballons achetés dans les meilleurs magasins de Léopoldville. Mais le cadeau royal que je reçus cette année-là fut, pour mon dixième anniversaire, une bicyclette. J'étais un enfant gâté et mes camarades devaient me considérer comme un gosse de riche, un enfant pourri. Mon père n'était pas riche, mais par rapport au niveau de vie général dans le Kinshasa indigène de l'époque, je le paraissais.

Pour fêter mes dix ans, papa organisa un buffet dansant où la plupart de mes tantines des deux rives furent invitées. Les grands dansaient au son d'un phono qui jouait des biguines et des mazurkas antillaises, des airs afro-cubains et, surtout, de la rumba congolaise. L'une des convives, je ne sais plus laquelle de mes tantines, m'annonça que maman s'était remariée. Depuis, j'ai retrouvé dans les archives familiales l'acte de mariage, tapé à la machine, qui stipule que, le 13 août 1947, à dix-sept heures, à la Maison commune de Pointe-Noire, Max Elie et Micheline Vulturi ont comparu devant un certain François Blan, administrateur des colonies et administrateur-maire de la ville qui, en sa qualité d'officier civil, les a unis par les liens du mariage. Les témoins étaient Albert Beme, avec le fils duquel je me souviens d'avoir joué, et Françoise Langlat, la marraine de maman. À l'annonce de la nouvelle, je m'enfermai dans ma chambre où je fondis en larmes tout le reste de la soirée et de la nuit. *Elle* m'avait à nouveau trompé. J'envisageais de ne plus la revoir et de rester avec mon père.

À mon retour, à Brazzaville, ma mère me conduisit dans notre nouvelle demeure. À l'époque, un des rares bâtiments à étage de Brazzaville, qu'on appelait, je n'ai jamais su pourquoi, la Pastorale. C'était une propriété de la SEBAC, la société de Delacour. Le bâtiment existe toujours dans la zone du Plateau. Juste en face du restaurant Le Nénuphar, à la place duquel s'étendait alors un jardinet triangulaire, coquet, bien entretenu, où les nounous venaient promener les enfants de colons. Quand je me rends aujourd'hui au Nénuphar, je prends toujours le temps de faire le vide autour de moi et, comme devant une sépulture, je contemple notre ancien logis et me recueille un instant. Un flot de souvenirs affluent à ma mémoire.

Le rival qui m'avait ravi ma mère était donc Max Elie. Au cours d'un tête-à-tête, je fis une scène à maman en invoquant toujours le même répertoire d'arguments ; qu'il allait être mon quatrième papa ; qu'on verrait bien, à la différence de couleur et de nom, que j'étais un faux fils ; qu'on allait me traiter

de bâtard… Je me bouchais les oreilles, je trépignais, je ne voulais pas connaître les justifications de maman. « Mais enfin, Riquet, ne m'avais-tu pas déclaré que tu voulais un papa comme lui ? »

Effectivement, Max Elie utilisait la pédagogie de la douceur, faisant appel, et confiance, à mon intelligence.

Petit à petit, j'ai appris l'histoire de l'idylle entre Max Elie et maman. Les choses s'étaient passées pendant que je me trouvais à Maluku et Léopoldville. À Bangui, Delacour avait écourté une de ses tournées en brousse et avait surpris maman et Max, « en flagrant du lit », comme disait l'une de mes tantines, ou « en flagrants délices », comme le déclarait une autre. Afin d'éviter une rupture abusive du contrat du jeune « débarqué », Delacour muta Elie à Brazzaville où maman le suivit. Elle ne devait jamais plus le quitter. La noce se déroule à Pointe-Noire, en petit comité, ce qui provoqua l'indignation de toutes les tantines et des membres africains de la famille frustrés d'avoir manqué une occasion de réjouissances. Au pays, qu'on soit riche ou pauvre, les naissances, les mariages et les deuils ne sont pas des événements confidentiels. Ce sont des occasions où le groupe se retrouve et manifeste sa solidarité. Et surtout, mange, boit et danse. D'ailleurs, Max Elie comprit l'importance de ces obligations coutumières et fit droit aux exigences de la famille de maman en versant une dot symbolique en nature et en espèces. De même, maman, qui, en bonne élève du couvent Javouhey, était pourtant plus attachée aux mœurs européennes qu'aux coutumes indigènes, adoucit son infidélité à Gaston Delacour, en lui offrant, avant de quitter Bangui, une jeune femme qu'elle choisit elle-même après d'obscures négociations. Il en naquit une fille, Madeleine, que Delacour reconnut et que maman prit sous son aile en veillant à son éducation. Elle suivit le *cursus studiorum* réservé aux mulâtresses de l'époque en intégrant le couvent Javouhey. Touchée par la grâce, elle entra dans les ordres, avant de se repentir et de recouvrer la liberté et les plaisirs de la vie laïque où elle accepta de jouer le rôle de coépouse, donnant le jour à une enfant, œuvre d'un ministre gabonais, qui s'occupa de Madeleine et de sa fille, au même titre que sa femme et ses enfants légitimes. Aujourd'hui, quand nous nous rencontrons, nous nous appelons « mon frère », « ma sœur » et nous nous taquinons bien. Nul ne sait l'origine de notre lien, même pas mes sœurs. J'espère qu'elle ne me tiendra pas rigueur d'avoir révélé ce secret que je trouve, au bout du compte, être une charmante histoire d'amour tropicale.

Pour être juste envers ma mère, je dois souligner ici qu'elle avait conditionné

son mariage à mon statut dans son nouveau ménage. Max Elie devrait me considérer comme son fils et s'il emmenait ma mère en France (son rêve le plus ardent), je devrais faire partie du voyage. De nos jours, où la famille recomposée est la règle, ce détail peut être considéré comme mineur. Or, à l'époque, dans la société coloniale, les Blancs n'adoptaient pas automatiquement l'enfant d'une Noire, ou d'une femme de couleur, né d'un premier mariage ou de ce qu'on appelait une *fille-mère*.

Il fut convenu que je n'appellerais pas mon nouveau père *papa*, mais par son prénom, Max. Ce qui offusquait ma grand-mère et toute la branche maternelle de ma mère, car, en Afrique, un enfant ne peut interpeller un adulte par son prénom.

Je n'ai jamais senti que Max Elie ait eu à faire un effort pour me traiter comme si j'étais son enfant biologique. La suite de notre histoire me permet, me fait le devoir, d'affirmer, haut et fort, comme on dit, que Max ne le fit pas pour respecter un serment, mais dans un élan naturel. Parce qu'il aimait ma mère, parce que j'étais une partie d'elle. Parce qu'il m'aimait. Au début, ce fut mon copain-adulte auprès duquel j'apprenais chaque jour milles choses merveilleuses. En même temps, je ressentais auprès de lui une affection protectrice que je n'avais jamais ressentie ni de la part de mon géniteur ni de la part de mes papas de Bangui. À chaque occasion, il me présentait comme son fils, notamment dans la société coloniale qu'il bravait ainsi.

Tous les trois ans, les coloniaux avaient le droit à un congé en métropole. C'était vrai des fonctionnaires, mais aussi des employés du privé qui bénéficiaient d'un statut contractuel particulier au terme duquel la famille des bénéficiaires avait droit au voyage aller et retour en métropole. Maman était civilement sa femme. Mais moi ? Max Elie batailla et l'emporta. Je fus considéré comme son fils légitime.

Nous avons quitté Brazzaville un soir de mars 1949. Ce départ ne suscita aucun sentiment d'arrachement. Je ruisselais de bonheur à la pensée d'aller découvrir la France, l'Europe, Mpoto en langue, la métropole, Paris, sans bien faire la différence entre ces termes. C'était, dans ma tête, des synonymes.

J'avais revêtu pour l'occasion mon uniforme kaki de scout, avec mon foulard et mon chapeau Baden Powel. La troupe de la IIIe Charles de Foucauld était sur le quai de la gare, entonnant à mon intention, *Ce n'est qu'un au revoir, mes frères*. C'est la chanson qui m'a arraché une larme, très vite séchée, une fois la vitre remontée. C'était un train-couchette d'un confort que le Congo-Océan, la voie ferrée qui relie Brazzaville à Pointe-Noire, a perdu de nos jours.

Le matin, nous nous sommes réveillés dans la capitale économique du Congo et nous avons été conduits dans un hôtel dont j'ai oublié le nom. Maman avait à Pointe-Noire sa marraine, une aînée du couvent Javouhey, Mme Langlat. C'est chez eux que nous passions le plus clair de nos quelques journées de transit. Je jouais avec les enfants Langlat et l'un de leurs cousins dont j'oubliai le nom. Vingt années plus tard, quand je réunissais chez moi, à Brazzaville, les quelques écrivains en herbe, avec lesquels nous testions réciproquement nos manuscrits, l'un d'eux me rappela cet épisode : le grand poète Jean-Baptiste Tati-Loutard, effectivement parent de la famille Langlat.

Je n'ai pas eu le temps de connaître Pointe-Noire. Un matin, nous avons embarqué à bord d'un paquebot qui effectuait son dernier voyage, *Le Canada*.

Celui sur lequel Saint-John Perse fit sa première traversée de la Guadeloupe en France.

Je gravissai la passerelle d'un pas craintif. L'océan m'impressionnait. Tiendrais-je les trois semaines du voyage sans avoir le mal de mer ?

Je pénétrais dans le ventre du navire où je découvrais émerveillé le confort de notre chambre et les différents aménagements qui donnaient au bâtiment un air de cité miniature. À midi, nous eûmes notre premier déjeuner. Nous avions été assignés à la même table que des inconnus. Maman et moi étions les seuls Noirs. Elle était toute à son aise. Envahi par le trac, j'étais chosifié. Il fallait me tenir comme Max me l'avait appris. Me taire n'était guère difficile. Cela m'arrangeait. Soudain, la catastrophe se produisit. En m'essuyant la bouche, je déchirai la serviette. Je coulai des regards inquiets autour de moi. Si quelqu'un s'en apercevait, il s'écrirait qu'il fallait s'y attendre, ces petits nègres sont des sauvages, ignorants les bonnes manières. À la fin du repas, je pliai soigneusement ma serviette pour camoufler mon forfait et me levai comme si de rien n'était. Tout l'après-midi, je vécus dans l'angoisse, sûr de ce que le personnel du restaurant, à partir du plan de table, détecterait l'auteur du forfait. Fallait-il m'en ouvrir à maman, à Max, aux deux ? Le soir, au dîner, je découvris qu'une nouvelle serviette avait été disposée à ma place. J'étais résolu à me montrer cette fois plus adroit. Je craignais cependant que l'on exigeât réparation en demandant à mes parents de payer le prix du linge détérioré. Ce serait la honte pour ma famille et moi et j'encourrais je ne sais quelle punition pour avoir dissimulé ma faute à mes parents. Soudain, l'un de nos commensaux renversa son verre de vin sur sa serviette. Ah ! je n'étais plus seul à avoir commis de gaffe. Les accidents de ce genre pouvaient aussi être le fait d'adultes. Pas seulement par les enfants et les Noirs. J'observai soigneusement le comportement de l'homme. À mon grand étonnement, le maître d'hôtel remplaça la serviette et j'entendis, sur ma droite, la voix de Max indiquer que les serviettes étaient en papier. Nul n'entendit le profond soupir que je poussai.

Le voyage dura trois semaines. Très vite, ma peur de la mer s'estompa et la vie à bord s'organisa comme en une petite cité. Une communauté se créait entre les passagers. Au début, le navire avançait à un rythme de cabotage : Port-Gentil, Libreville, Douala, Lagos, Takoradi, Sassandra, Port-Boué… À chaque escale, des excursions étaient organisées d'où les adultes revenaient les bras chargés de statuettes en ébène et en ivoire et d'autres colifichets fabriqués à l'intention des touristes. Déjà ! Les grands se disaient et se redisaient des anecdotes qui

alimentaient les conversations et souvent les indigènes faisaient les frais de plaisanteries où ils mettaient en relief la sottise des nègres. Ces journées de croisière se clôturaient par des fêtes dans le grand salon où les passagers rivalisaient d'élégance. La première des soirées eut lieu au passage de l'équateur. Un bal costumé avec cotillons, confettis, serpentins. D'autres suivirent et, la veille de notre arrivée à Marseille, un gala. Les enfants traînaient alentour et nous reprenions les refrains sur lesquels nos parents dansaient. *Ma cabane au Canada*, *La Samba brésilienne*, *O bella Reginela*, et d'autres ritournelles à la mode, pour la plupart de Tino Rossi, ou de Patrice et Mario, dont les voix faisaient se pâmer les dames. De leur côté les enfants avaient vite fait connaissance entre eux, organisaient des jeux, se poursuivant dans les coursives, emplissant le pont d'une atmosphère de cour de récréation qui irritait certains esprits ronchons. Les premiers jours, j'hésitais à me mêler à eux. À cause de ma couleur. Je reconnus parmi eux un garçon à la chevelure moutarde. Je l'apercevais, à Brazzaville, dans la cour de l'école de la poste. Je me hasardai. Il me fit bon accueil et m'introduisit dans le groupe. Je lorgnais à la dérobée sa sœur, Nadine. Après quelques jours, dès que je me sentis bien intégré, je m'ouvris à lui. « Demande à ta sœur si elle veut bien être ma fiancée ? » À peine chuchoté, je voulus ravaler mon aveu. On ne connaissait pas de mémoire de colonie un couple dont l'homme fût noir et la femme blanche. Hormis le colonel Fall, un Sénégalais dont la femme était blonde. Maman était sa couturière. Bien que citoyen français, il avait avalé des couleuvres. Notamment, disait-on, lorsqu'un jour, traversant le fleuve, il avait osé s'attabler avec son épouse à la terrasse du Memling, le plus grand des hôtels de Léopoldville. Un esclandre s'en était suivi, le colonel avait été bousculé et, n'eût été l'intervention *in extermis* du consul général de France, il aurait été jeté au cachot pour avoir osé « franchir la ligne ». La réponse de mon intermédiaire fut ambiguë. J'essayais, quand nous jouions à cache-cache, d'entraîner la belle Nadine à l'écart, de lui passer gauchement le bras autour de l'épaule… J'ai dû l'embrasser une fois sur la joue. Je me criai victoire à moi-même.

La croisière dura trois semaines. Les moments forts furent le débarquement à Grand-Bassam dans des nacelles, qu'on appelait les « paniers à salade », puis l'arrivée à Dakar où les passagers jetaient des piécettes dans la mer, se réjouissant de voir les enfants plonger dans les eaux transparentes pour les attraper. Dakar n'aurait pas dû nous impressionner. Capitale de l'Afrique-Occidentale française (AOF), n'était-elle pas le pendant de Brazzaville, capitale de l'Afrique équatoriale française (AEF) ? Même si la population était noire,

plus noire me semblait-il que chez nous, par ses infrastructures, par la douceur de son climat, par le mode de vie de ses habitants, on avait la sensation d'avoir quitté l'Afrique des forêts, le « cœur des ténèbres » et de découvrir le monde des grandes cités.

En appareillant de Dakar, *Le Canada* mettait un terme à la navigation de cabotage. Nous allions passer plusieurs journées et plusieurs nuits sans voir la terre. On nous l'annonça, je fus pris de panique. Pourquoi ne pas suggérer au capitaine de continuer à longer les côtes ? Lui faire comprendre que c'était prendre des risques que de s'aventurer au large sans repères ? Max me rassurait en m'expliquant que l'équipage avait à sa disposition de nombreux outils pour ne pas se perdre. Si nos maîtres et maîtresses nous avaient enseigné la notion d'horizon, je ne l'avais pas retenue. Max prit le temps de me l'expliquer en me révélant la distance à laquelle la vue s'étendait et que celle-ci s'accroissait selon la hauteur à laquelle l'on se trouvait par rapport au niveau de la mer. Son éducation s'étendait aux notions de bâbord, de tribord, de tangage, de roulis, et de nombreux autres termes de marine sur lesquels il était intarissable en raison, comme je le découvrirais plus tard, de son amour pour le monde de la mer.

Entre Dakar et Casablanca, la navigation eut aussi ses moments d'enchantement avec la découverte des poissons volants qui, à la proue des navires, s'amusaient à l'escorter comme une escadrille en modèle réduit, argentée et scintillante au soleil ; les moments d'émerveillement avec les marsouins qui nous saluaient en faisant la roue sur les côtés du bateau. Était-il possible que je n'aie jamais rien entendu auparavant sur ces prodiges ? Sans doute cela figurait-il dans les livres que Max me recommandait et que je ne lisais pas, préférant m'en tenir aux illustrés. J'étais pantois d'admiration des prodiges de la mer, même si je n'en laissais rien paraître pour ne pas avoir l'air sinon d'un paysan du Danube, du moins d'un villageois de la brousse équatoriale, comme on le disait au pays, ou d'un Gao, selon l'expression que j'apprendrais en France auprès de mes condisciples africains.

Dakar m'impressionna, Casablanca m'éblouit. Une ville immense en comparaison de laquelle Léopoldville était une naine. Elle était associée pour moi à Marcel Cerdan, le boxeur dont je lisais les exploits dans les magazines *Miroir Sprint* et *But et Club*, aux photos de couleur sépia. Quelques images de la ville blanche ne se sont jamais effacées de ma mémoire. Les artères à double voie, séparées par des allées parsemées de palmiers nains, la population coiffée du tarbouche, les jeunes garçons qui vendaient des journaux à la criée en se

faufilant entre des taxis nains, la piscine olympique, prise dans la mer, aux plongeoirs impressionnants. Chaque fois que depuis lors il m'a été donné de revenir à Casablanca, ce sont ces clichés que je recherchais et que je ne retrouvais évidemment pas à l'identique. Lors de la visite de la casbah, les enfants furent priés de rester dans les autobus de l'excursion. À leur retour, à leurs conversations, pleines de sous-entendus, nous comprîmes que les grands avaient visité des sortes de bordels. Les parents ne se doutaient pas que, sous nos dehors d'enfants sages, nous étions déjà délurés et que leurs allusions nous étaient transparentes.

Il y avait trois semaines que nous avions quitté Pointe-Noire. Trois semaines que j'avais redoutées. Trois semaines que, divertis par les charmes de la vie à bord, nous n'avions pas vues s'écouler. On supputait sur la date exacte de notre arrivée à Marseille. Le 16 avril, eut lieu le dernier grand bal. Vu le nom du navire, qui effectuait son dernier voyage, la fête commença et se termina aux sons de la rengaine popularisée par une jeune chanteuse en vogue, Line Renaud, *Ma cabane au Canada*.

Le matin du 17, dès potron-minet, je suis monté sur le pont en compagnie de Max. La mer était d'huile. Une expression que j'avais apprise au cours de la traversée et que j'aimais à répéter. Une brise fraîche décoiffait les cheveux de Max et je suis redescendu dans notre cabine pour enfiler un pull-over sans manches que maman appelait un chauffe-cœur. Elle l'avait tricoté elle-même, comme toutes les pièces de mon trousseau qu'elle avait patiemment confectionnées durant les derniers mois qui précédaient notre départ. Couture, broderies, tricotage n'avaient aucun secret pour elle. Une culture qu'elle tenait des religieuses de Javouhey.

Appuyé sur la rambarde du navire, à côté de Max, j'écoutais religieusement ses explications. Il me fournissait les clés d'un monde dont j'avais rêvé, qui me fascinait, m'intimidait et me faisait peur à mesure que nous en approchions. Les marsouins nous fêtaient en bondissant autour du bateau. J'avais l'impression qu'ils étaient plus nombreux et qu'ils sautaient plus haut que ceux que nous avions rencontrés au cours du voyage. Soudain, Gibraltar. Un rocher dans la mer. J'avais du mal à concevoir qu'une population choisît de vivre sur un espace aussi étriqué et surtout de comprendre pourquoi l'Angleterre et l'Espagne s'en disputaient la possession. Pour des raisons stratégiques, m'expliqua Max. Stratégique ? Un mot trop compliqué, trop abstrait, pour moi. Peu après nous avons pénétré dans le golfe du Lion. Il avait la réputation d'être une zone de

tempête. Je redoutais le mal de mer. Tout se passa sans heurts, nous glissions sur un lac. Nous étions bénis des dieux. Bientôt, à l'horizon, apparurent les côtes françaises. Je redescendis dans la cabine pour m'habiller. Une tenue que maman m'avait cousue à partir de modèles sélectionnés dans les gravures de mode qu'elle collectionnait pour son travail de couturière : un ensemble gris perle, composé d'un blouson et d'un pantalon de golf que je devais porter avec des chaussettes à losanges.

Nous avons débarqué à Marseille le dimanche 17 avril 1949. C'était le jour de Pâques. Un soleil impérial inondait la ville. Mon cœur bondissait de joie. Je posais enfin le pied sur le sol français, je vivais un rêve. Je regardais autour de moi et Max me poussait en me demandant de regarder devant moi. Ici, les Blancs ne portaient pas de casques, il n'y avait aucun Noir pour décharger le navire, les dockers étaient des Blancs. Ainsi, ceux-ci pouvaient faire des travaux manuels, alors qu'au pays cette condition était réservée aux Noirs !

La voix de Max nous guidait dans la ville. Il prenait son rôle de guide au sérieux, donnant une explication, un commentaire appropriés sur chaque lieu, chaque monument : le vieux port, Notre-Dame-de-la-Garde, dite « la Bonne Mère ». Maman aurait voulu en gravir les escaliers sur ses genoux afin de remercier la Sainte Vierge de nous avoir fait arriver sur le sol de la métropole. Max l'en dissuada. Max me rappelait fréquemment à l'ordre. Au lieu d'être attentif en traversant les chaussées, mon regard s'attardait sur les gens. Leur habillement me semblait un accoutrement de fête et j'avais l'impression de vivre ce que j'avais vu au cinéma, d'être moi-même acteur d'un film. Dans l'après-midi, nous avons été en voir un dans une salle de cinéma permanent où l'on pouvait, en ne payant qu'une seule entrée, assister à autant de séances qu'on le voulait. Un autre émerveillement fut la fête foraine avec la découverte des auto tamponneuses d'où Max eut de la peine à m'extraire. Fine fourchette et grand dégustateur de bons vins, Max nous entraîna dans un restaurant pour apprécier la bouillabaisse et l'aïoli. Au restaurant, je fus étonné d'être servi par des Blancs. Dockers blancs, manœuvres blancs, serveurs blancs ! Décidément les Blancs de France n'avaient rien à voir avec les Blancs d'Afrique et je me mis à mettre en cause la supériorité raciale sur laquelle ces derniers s'appuyaient pour fonder tout l'édifice colonial. Bien sûr, dans ma tête de gamin, c'était à l'époque des idées encore confuses, plus une intuition qu'une révélation, mais je date de là ma remise en cause de l'ordre colonial. Après cette journée mouvementée, le soir dans mon lit, je pensai à ma « fiancée » du bateau, Nadile Balot, que je ne reverrais plus et je sanglotai dans le noir. Ici au moins, dans ce monde sans

barrières de race je pourrais oser l'aimer, lui prendre la main, l'embrasser, sans que me soit opposée la couleur de ma peau. Je songeais au médecin-colonel Fall et me disais que c'était sur cette terre qu'il avait pu s'unir à sa blonde.

Le lendemain, avant de prendre le train pour Paris, Max, qui avait pour habitude de se lever tôt, a dit à maman qu'il avait rencontré M. Balot et que celui-ci lui avait indiqué qu'il se rendait aussi à Paris. C'était remuer le couteau dans ma blessure et je ne pouvais pas demander de précisions à Max. Mon amour était un secret. En parler aux parents eût été me faire passer à leurs yeux pour un petit vicieux. Alors que mon sentiment était si pur, si propre. Sur le quai de la gare Saint-Charles, je regardais anxieusement autour de moi. Pas de Nadine à l'horizon. Je pensais que la périodicité des trains à destination de Paris était analogue à celle des trains qui reliaient Brazzaville à Pointe-Noire. Un par jour.

À la gare de Lyon, personne ne nous attendait sur le quai. Max n'y vit rien d'anormal. Nous, à Brazzaville, nous n'aurions pas laissé un membre de sa famille, ou même une de ses relations, arriver dans la ville sans être accueilli.

Un porteur a transporté nos malles dans un taxi vieillot, comparé à ceux de Léopoldville ou même de Brazzaville. Cela a suscité une angoisse en moi. Ce sentiment se renforçait quand, le long du trajet, j'observais, par la fenêtre, la fourmilière humaine qui marchait à pas pressés sur les trottoirs et les immeubles de couleur grise. Nous avons été accueillis, rue de l'Abbé-Groult, avec une joie tempérée, par des parents de Max. Dans ce pays, les gens tenaient des propos aimables, convenus, mais n'y mettaient pas le ton, ni les gestes, comme chez nous. Ils répugnaient à s'embrasser, à se toucher, à crier leur joie pour que les voisins entendent que des membres de la famille étaient revenus. La femme, que Max appelait Tante Gisèle, avait un visage rond, avec un petit nez en trompette, et des joues roses. Elle ponctuait la conversation de « voui, voui, voui ». Elle était la gardienne de l'immeuble et son mari, un retraité, à la silhouette sèche. Max l'appelait « le râleur ».

Durant les quelques jours passés dans la capitale, Max nous menait à un train d'enfer à la découverte de Paris. Lorsque traversant les chaussées, où je découvrais avec étonnement les passages cloutés, je regardais autour de moi, dans l'espoir d'apercevoir la silhouette de Nadine Balot, ou de quelqu'un de sa famille. En vain. La mélancolie tempérait ma joie de découvrir Mpoto. Max me rudoyait en me disant qu'ici il ne fallait pas rêvasser dans la rue, mais marcher vite, vite, vite, sous peine d'être bousculé par les piétons ou écrasé par les véhicules. Nous sommes montés sur la tour Eiffel, l'Arc de triomphe, nous

avons visité, au pas de charge, les Invalides où j'étais impressionné par le tombeau de Napoléon et, surtout, dans la cathédrale des Invalides par les drapeaux de la Grande Armée. J'ai fait répéter au guide que ces trophées étaient si anciens que si quelqu'un s'aventurait à les toucher, ils tomberaient en poussière. Devant l'insistance de maman, qui tenait à y brûler des cierges, nous avons visité Notre-Dame de Paris, gravi à pied les marches qui menaient au clocher, et le Sacré-Cœur de Montmartre où maman, comme à Notre-Dame-de-la-Garde, a exprimé sa déception de ne pouvoir monter sur les genoux toutes les marches de la basilique afin de remercier la Vierge de nous avoir permis de venir en métropole.

Notre voyage de Paris à Nantes s'effectua en troisième classe. Un déclassement par rapport au bateau où nous avions voyagé en deuxième.

Je demandais à Max le nom du cours d'eau qui, à partir d'Angers, longeait la voie ferrée. La Loire, me répondit-il. Je crus à une plaisanterie. Car, au Congo, notre maîtresse nous avait enseigné que la Loire était un des quatre grands fleuves français, ce qui dans mon esprit signifiait qu'ils étaient plus grands que le Congo, car tout, en métropole, aurait dû être plus grand, plus beau que dans les colonies.

Nous étions hébergés par le père de Max, un grand bourgeois qui, après avoir été ruiné par la belle vie et son goût pour la roulette dans les casinos de la Côte d'Azur, s'était replié dans cette île perdue de l'Atlantique comme tenancier d'un bistrot minable, Le Café de la poste, avec sa femme, que Max appelait non pas maman, mais « mémé ». Très vite, j'appris qu'elle était en fait la « marâtre » de mon père nourricier ; qu'elle lui avait mené la vie dure dans son enfance ; qu'elle lui avait préparé un mariage avec une « fille bien *du pays* » et que maman n'était pas dans ces circonstances la bienvenue, d'autant moins qu'il s'agissait d'une négresse. Mot qu'elle n'employait pas devant nous, mais dès que nous avions le dos tourné. Je l'ai surprise en train de l'utiliser alors qu'elle papotait avec les clients du café sans savoir que j'arrivais. Pépé Elie avait, dans les yeux, en guise d'iris, des agates bleues, qui pétillaient lorsqu'il entonnait ses chansons d'étudiant. Période dont il conservait une douce nostalgie. C'était la bonté même. Dommage, regrettait Max, qu'il soit tombé sur « cette femme », la Mémé, et qu'il l'eût « dans la peau ». Une mégère qui en profitait pour le mener par le bout du nez. De l'avis général, elle était, par ses goûts, et son amour du jeu, à l'origine de la ruine et de la déchéance dans laquelle ils se trouvaient et qui les avaient réduits à ce rôle peu reluisant de tenanciers de bistrot. Malgré ses

origines, et pour s'adapter au milieu de l'île, pépé se vêtait d'un bleu de travail, se chaussait de sabots en bois aux bouts pointus, se coiffait d'un béret basque, suçant une vieille bouffarde en s, qu'il bourrait de tabac noir avec le même soin qu'un vieux troupier. Dès le premier abord, il m'invita à l'appeler pépé et me prenait spontanément sur ses genoux en me contant des blagues et surtout m'initiant à des jeux de mots que je veillais à bien retenir pour les ressortir aux copains. J'étais un auditeur attentif et indulgent. Il se décrivait, coiffé d'une faluche, pointant du doigt les curieux qui regardaient défiler leurs joyeux et bruyants monômes dans le Quartier latin, en scandant sur l'air des lampions : « les cocus aux balcons, les cocus aux balcons » ou bien chantant sur un quai de gare « il est cocu le chef de gare ». Et je rêvais déjà de devenir un jour, moi aussi, un étudiant, entonnant ces chansons paillardes. Parmi les calembours, dont il possédait un riche répertoire, j'avais un faible pour celui-ci : un jour qu'il était en retard chez des amis qui, dans la joie de la réception, ne l'avaient pas entendu arriver, il aurait déclaré : « Ô, vous qui riez, Elie sonne. » Je trouvais tellement drôle ce trait d'esprit, avec son allusion à une prière bien connue, que je l'ai répété je ne sais combien de fois, chaque fois regrettant de ne pas me nommer Elie pour mieux faire passer la blague. En plus pour me défaire de ma peau de bâtard et devenir le vrai fils de Max afin de légitimer ma place dans ce nouveau cercle familial. Je n'osais pas le dire tout haut, mais le pensais sincèrement.

Alors que mon esprit baignait encore dans les séquelles des délices de notre croisière et de l'enchantement de la découverte d'un pays totalement différent du monde d'où je venais, Max songeait à mon avenir. Dès l'étape nantaise, il se démena afin de m'inscrire dans un internat. Nantes se prêtait bien à son projet, puisque je pourrais y bénéficier de la présence de son frère et de sa famille. Ils seraient mes correspondants naturels et me feraient sortir régulièrement le jeudi[1], le dimanche et à l'occasion des vacances scolaires. Max s'ouvrit à son aîné de son projet. Le couple déconseilla à Max de se lancer dans une telle aventure. C'est bien des années plus tard que j'appris de ma mère leurs arguments : d'une part, à cette période de l'année, les inscriptions dans les établissements scolaires étaient forcloses, d'autre part, mais surtout, c'était s'engager dans des dépenses insensées. Leurs propres enfants n'avaient-ils pas connu de grandes difficultés à s'insérer dans le système scolaire de la métropole ? Qu'en serait-il de ce pauvre petit Riquet ?

Max se rendit à l'argument du calendrier scolaire, mais n'avait pas l'intention de céder sur le reste. Comme il vouait un culte à l'unité familiale, il ne s'attaqua pas de front au deuxième argument. En attendant, je fus inscrit au Cours

complémentaire de Noirmoutier. À l'époque, la scolarité dans les lycées débutait en classe de sixième et non, comme aujourd'hui, en classe de seconde. Par ailleurs, les lycées possédaient des sections classiques, où l'on enseignait le latin dès la sixième et le grec à partir de la quatrième. Les Cours complémentaires pourraient être comparés aux collèges actuels. Toutes les sections étaient dites « modernes », c'est-à-dire sans enseignement des langues anciennes. Si, pour le reste, les programmes étaient sensiblement les mêmes, le niveau du corps professoral n'était pas aussi élevé que dans les lycées. À l'issue de leur cycle, en classe de troisième, les élèves des Cours complémentaires se présentaient au Brevet élémentaire qui permettait d'entrer dans la vie active ou de se présenter à certains concours, comme celui des ENI (Écoles normales d'instituteurs). Au Congo, Brazzaville n'ayant à l'époque pas encore de lycée, je fréquentais le modeste « Cours secondaire », qui se situait sur la côte qui conduit à la Cathédrale, à l'emplacement actuel de l'ISG (Institut supérieur de gestion), en face de la représentation du PNUD. À la suite d'un concours d'entrée assez sévère, j'y avais été admis. L'effectif ne devait pas atteindre la centaine et se trouvait composé essentiellement d'enfants de colons. Nous étions au total moins de dix Noirs. Mais le Cours secondaire possédait une section classique à laquelle j'avais été inscrit. En effet, Max, qui n'était titulaire que du Certificat d'études primaires, et ne commettait jamais ni faute d'orthographe ni solécisme, et possédait une culture éblouissante, m'avait expliqué que la section classique était la section des élites et que je me devais d'appartenir à celle-ci afin de faire oublier mes origines d'autant plus que, dans une société où les clivages raciaux étaient si marqués, je devais m'imposer par mes qualités intellectuelles. J'avais donc vocation à entrer au lycée Clemenceau de Nantes. Toutefois, une dernière raison poussa Max à une solution de compromis : j'étais resté plus d'un mois sans scolarité au cours du voyage sur *Le Canada*.

L'île de Noirmoutier possède plusieurs communes, dont la plus importante est celle de Noirmoutier, une manière de capitale. Nous habitions à Barbâtre, situé à 10 kilomètres de Noirmoutier. On me mit donc en pension chez l'habitant. Deux vieilles filles, invariablement vêtues de noir, coiffées d'un fichu et chaussées de sabots. L'une boitait et l'autre était bossue. En fait, elles se révélaient d'une grande gentillesse et n'eurent jamais à mon égard d'attitude ou de propos désobligeant. Mon compagnon de pension était le fils de l'épicier de Barbâtre. En sa compagnie, et celle de Niquette, la sœur agnate de Max, chaque dimanche et chaque jeudi soir, dans un sens, le mercredi et le samedi soir dans l'autre sens, nous enfourchions nos vélos et pédalions dix kilomètres, vent debout ou vent de

dos, pour rejoindre notre pension ou nos familles. Je le faisais le cœur en fête, m'imaginant accomplir des étapes du Tour de France dont, le moment venu, je suivais assidument les performances dans *But et Club* et *Miroir Sprint*. Ce nouveau mode de vie m'enchantait et me stimulait. Les difficultés me paraissaient des épreuves initiatiques que j'étais fier de surmonter pour bien m'insérer dans les us et coutumes de ce nouveau pays. Au cours des moments de rêvasseries, au demeurant fort nombreux, j'imaginais un miroir magique, là-bas, au Congo, qui permettrait au reste de la famille, et à mes tantines des deux rives du fleuve Congo, demeurées là-bas, d'admirer ma métamorphose en petit Français.

Alors que je m'étais familiarisé avec le Cours complémentaire de Noirmoutier, mon séjour fut interrompu. D'abord par une grippe. J'étais fier d'avoir contracté cette maladie de France. Une nouvelle épreuve, dans mon parcours initiatique. Max, maman et Tonton René, le héros de Bir Hakeim, étaient partis à Nantes à la recherche d'un lycée pour la rentrée scolaire d'octobre 1949. Pour me soigner j'étais couché, dans un lit du Café de la poste, avec une bouillotte dans mes draps. Dehors, sous les volets de ma chambre, deux femmes papotaient. La belle-mère du frère de Max Elie et la Mémé. Celles qu'en langue chez nous on aurait appelées les *bokilos*. Mémé racontait que Max avait téléphoné de Nantes : j'étais admis au lycée Clemenceau et il fallait me trouver un correspondant. La Mémé indiquait que, tout naturellement, ce serait le frère de Max. « Vous n'y songez pas, se récriait l'autre, ma fille et mon gendre ne vont pas s'encombrer d'un petit nègre. Déjà que ce dernier s'est proclamé le cousin de mes petits-enfants. On a bien ri. Il n'y a pas de nègre dans notre famille. » Je n'écoutais pas la suite. Dans la soirée, la Mémé, qui détestait son interlocutrice, me fit, sur un ton scandalisé, le compte rendu de sa conversation. Je me gardai d'indiquer que j'avais tout entendu.

Mes parents et Tonton René revinrent de Nantes. Ils confirmaient l'annonce de mon inscription, ajoutant que la prise d'effet n'était pas à la prochaine rentrée scolaire, mais immédiatement. Le temps de faire mon trousseau et je pris l'autocar qui, à l'époque, reliait Nantes à Lille. Les cars Mignal et Renoux. J'étais accompagné de Max, maman et du fidèle Tonton René. Je sentais leur joie. Pour eux, un avenir radieux s'ouvrait devant moi. Moi, j'étais rongé par l'angoisse. Je n'avais pas encore douze ans, je n'avais jamais été séparé de mes parents, j'avais entendu ce qui se disait de la vie d'internat avec sa discipline militaire, sa tambouille, ses bizutages. Je reliais par ailleurs ces sombres perspectives à la conversation que j'avais captée de mon lit de malade, et au

racisme de la société coloniale. J'eus du mal à me trouver des raisons pour me ragaillardir et affronter mon sort. En tout état de cause, je n'avais pas d'autre choix. J'étais dans l'état d'esprit du conscrit qui va rejoindre son régiment.

Le lycée me parut tout à la fois rempli de magnificence et de tristesse. Imposant par sa grandeur et son architecture. Aucun édifice de Brazzaville n'avait cette majesté. Dès l'entrée, la cour d'honneur avec son monument aux morts dédié aux anciens élèves et professeurs morts pour la France impressionnait. Des murs gris surmontés de flèches acérées. Une huis d'entrée qu'on n'ouvrait qu'en de rares occasions.

Le censeur, en costume gris élimé, aux lunettes cerclées de fer, nous reçut dans son bureau, le visage austère. Il nous indiqua que je serais le premier Congolais de l'effectif ; que les quelques Noirs (il dit bien sûr Africains et pas Noirs) qui étaient déjà là provenaient de la Côte d'Ivoire, du Cameroun et du Sénégal.

En pénétrant dans le ventre du lycée Clemenceau, c'est l'existence de cours de récréation répartis sur trois niveaux différents qui surprend. Le bureau du censeur se situait à l'étage supérieur, celui de la cour d'honneur. À la fin de l'entretien, mes parents et Tonton René prirent congé et, après de brèves effusions, la gorge serrée, je les ai vus de dos se diriger vers le grand portail. Le censeur avait convoqué le chef de la classe de 6e A1. Un garçon en blouse grise, légèrement plus grand et mieux bâti que moi, au visage avenant, quoique sérieux. Je n'ai pas oublié son nom : Émilien Gensac, que nous appelions Milou.

Émilien Gensac me présenta à la classe et, au moment de la récréation, me fit découvrir tous les aspects du lycée, en m'en expliquant les règles. On se trouvait seulement à quatre ans de la fin de la Seconde Guerre mondiale et la ville de Nantes portait encore les traces des bombardements qu'elle avait subis. La ville était parsemée de gravats. En 1943, les Allemands avaient occupé le lycée et y avaient fait construire deux *blokhaus*, qui étaient encore en place en 1949. L'une des brimades que les « anciens » des classes préparatoires faisaient subir à leurs bizuths était de les faire pénétrer à l'intérieur des labyrinthes obscurs de ces *blokhaus* et de demander à leurs victimes de trouver la sortie dans le noir. Comme la période de bizutage était terminée, je n'eus pas à subir cette épreuve. Je n'essuyai pas non plus de remarques blessantes sur mes origines ou ma couleur de peau. Décidément, les Français de France ne ressemblaient pas à ceux de la colonie. Il arrivait même que ces derniers tinssent des propos désobligeants sur les premiers, auxquels ils reprochaient de mépriser les indigènes, de

bénéficier de privilèges, de « faire du CFA[2] », d'être des parvenus. Je réagissais immédiatement, car je voyais dans ces attaques des flèches décochées contre Max, mon bienfaiteur, dont je ne reconnaissais pas les traits sous ces caricatures. En même temps, je reconnaissais dans ces critiques celles que moi-même je portais contre les colons.

Par rapport aux régimes des internats d'aujourd'hui, la discipline à laquelle j'appris à me conformer avait quelque chose de militaire. En dehors des heures de cours, où nous étions mêlés aux externes et aux demi-pensionnaires, les temps forts étaient rythmés par les heures d'étude, de récréation, les heures de réfectoire et de dortoir. Une sonnerie électrique assourdissante marquait le début et la fin de ces étapes et le passage d'un moment à un autre s'effectuait alignés en rangs de deux. En silence. Le moindre mot ou le fou rire le plus innocent était sanctionné : une quantité de lignes à recopier, des heures de retenue, la privation de sortie du jeudi ou du dimanche. Avant de s'ébranler les colonnes de pensionnaires étaient passées en revue par les pions. J'appris vite les surnoms de chacun. Mes parents m'avaient averti que la cuisine servie au réfectoire relèverait plus de la tambouille que de ce à quoi j'étais habitué à la maison. En fait, je ne la trouvai pas si mauvaise. L'omelette et les frites du vendredi étaient même fort prisées.

Les heures de récréation donnaient lieu à trois types d'activités : sportives avec des parties de foot, de basket et, sous les préaux, de jeu de paume. L'un des champions en était, plusieurs classes au-dessus de la mienne, un certain François Autin. La chevelure rousse et bouclée, il avait un grand sens de l'humour. On l'appelait Titine. Il sera secrétaire d'État dans le gouvernement Mauroy, puis sénateur.

Je m'intégrai très vite aux groupes de foot et de basket. Une autre activité consistait à faire des tours de la cour à plusieurs en marchant et devisant. L'administration considérait que les ressortissants des colonies, notamment d'Afrique noire et du Vietnam, étaient dotés d'un métabolisme qui s'adaptait mal aux rigueurs du climat nantais ; ils étaient donc dispensés de récréation et étaient regroupés en hiver dans une salle chauffée. Je refusai ce privilège et insistai pour subir le régime commun. Je l'ai déjà dit, ou laissé entendre, je voulais devenir un Français total.

Tout bilan fait, la discipline du « bahut » était supportable.

Ceux dont les parents étaient éloignés de Nantes et qui n'avaient pas de correspondants étaient regroupés le jeudi et dimanche après-midi. En rangs de

trois, endimanchés (nous n'avions pas d'uniforme, mais possédions en général la tenue de tous les jours et celle du dimanche), nous marchions cinq kilomètres invariablement jusqu'au Petit-Port, où le pion de service nous lâchait dans la nature, après nous avoir indiqué l'heure et le lieu de rassemblement pour le retour. C'était « la balade ».

Le moyen d'éviter la balade était de faire du sport. Selon la saison, je faisais partie de l'équipe de foot, de basket, de cross-country ou d'athlétisme du lycée. J'eus du mal à convaincre mes parents de m'acheter des chaussures à crampons. Ils ne m'avaient pas emmené en France, me repétaient-ils, pour jouer au football, mais pour avoir une bonne instruction et, plus tard, un métier honorable.

Le plus dur était les journées du dimanche. Le soir, j'entendais mes condisciples évoquer les plaisirs de leur journée. Je souhaitais le retour du lundi où nous étions tous logés à la même enseigne ; il n'y aurait plus ni privilégié, ni malheureux dont le seul loisir était la balade routinière.

Je passais le dernier trimestre scolaire de l'année 1948-1949 sans jamais sortir. Mon correspondant m'avait oublié. Cette période s'acheva par une mauvaise nouvelle : je devais redoubler ma sixième. C'était dans la logique des choses. Avant notre départ de Brazzaville, une chute à bicyclette m'avait fait rater un mois de cours juste avant la croisière Pointe-Noire-Marseille qui avait constitué une autre période sans scolarité.

Peu après la rentrée d'octobre, mes parents m'annoncèrent qu'ils allaient retourner à Brazzaville et me laisser au lycée.

Je venais d'avoir douze ans. Je sentais sur mes épaules le poids des responsabilités d'un adulte. Le monde d'alors n'avait pas les moyens de transport et de communication d'aujourd'hui. Les lettres que j'écrirais à mes parents, leurs réponses, les mandats pour mon argent de poche mettraient, dans le meilleur des cas, huit jours pour parvenir à leur destinataire, dans la réalité entre deux et trois semaines. Recourir au téléphone était inimaginable. En partant, mes parents m'avaient expliqué que nous ne nous reverrions que dans trois ans, à l'occasion de leur prochain congé. Dans les moments de grand cafard, il m'arrivait, la nuit dans le dortoir, d'échafauder des plans de fuite. Parmi les scénarios que j'imaginais, celui qui revenait le plus souvent était de me faire embaucher comme mousse sur un bateau reliant la France à Pointe-Noire. Les navires embauchaient facilement au pair des gamins en échange d'un travail de matelos. Mais comment franchir les hauts murs hérissés de pointes du lycée

sans se faire attraper ou se glisser par une des portes sans se faire repérer par un pion, le concierge ou le surveillant général ? Et puis, surtout, comment parvenir à Marseille, Bordeaux ou Le Havre, sans un sou en poche. La somme que mes parents avaient laissée à cet effet à l'économat de l'établissement avait surtout une valeur symbolique. L'existence d'un correspondant aurait sans doute atténué mes tourments. Durant une bonne partie du premier trimestre, je n'eus aucun signe de celui dont le nom avait été déposé par Max à l'administration du lycée.

J'ai passé sept ans au lycée Georges-Clemenceau de Nantes. Sept années dont je garde le meilleur souvenir. Sept années qui sont à la base de ma formation intellectuelle et de mon apprentissage à la vie adulte.

Très vite, je fus adopté par mes condisciples. Durant les sept années de mon cursus, je crois avoir été cinq, voire six fois, élu chef de classe. Souvent, j'étais désigné par mes congénères capitaine des équipes de sport que je pratiquais. Je décidai une année de décliner cette responsabilité. L'un de mes camarades me prit à part et m'expliqua que c'était un devoir ; que nos condisciples, quelque intelligents et brillants qu'ils fussent dans leurs études, ne laissaient pas d'être des gamins ; que j'étais le seul à être doté de maturité. « Aucun de ces branleurs n'a jamais pris le car ou le train seul. Toi, tu as voyagé en avion. Et seul. » De fait, Max qui, je ne sais ni par quelle procédure, ni au nom de quel texte, avait réussi à me faire considérer par l'administration française, à laquelle il appartenait désormais, comme son fils légitime, avait du même coup obtenu la possibilité pour moi d'aller voir ma famille en Afrique tous les deux ans. De fait, le ventre serré, en 1952, je reçus mon baptême de l'air en empruntant un DC 4, de la compagnie TAI, qui reliait Le Bourget au nouvel aéroport de Maya-Maya à Brazzaville, en effectuant de nombreuses escales.

À vrai dire, tel un animal bien dressé, je me coulais dans le rythme de vie du lycée, sa discipline ne me pesait pas. Je n'étais pas un rebelle. Contrairement à mes condisciples qui pestaient contre le bahut, assimilé à une caserne et entretenaient la flamme de leur espoir en inscrivant quotidiennement dans un coin du tableau l'équation *tg fuite* = *x* (x étant le nombre de jours qui nous séparaient des prochaines vacances), seules les grandes vacances avaient grâce à mes yeux et j'envisageais avec effroi la perspective de celles de la Toussaint, de Noël, de février et de Pâques. C'est que j'étais censé, à l'occasion de ces pauses saisonnières, me rendre à Barbâtre, au Café de la poste, chez la Mémé.

Or, malgré l'affection dont le Pépé m'entourait, Barbâtre me paraissait un

bagne. Le Café de la poste, comme toutes les maisons vendéennes, était une construction basse peinte à la chaux et tout en longueur. La partie centrale était celle du bistrot. À gauche, en entrant, une pièce étroite servait à la fois de cuisine, de salle à manger et de salle de séjour, équipée de quelques meubles rustiques. Je me souviens des mornes soirées d'hiver où nous tuions le temps en jouant, avec le vieux Pépé, aux dominos, aux dames, à la crapette, ou bien, quand passaient des visiteurs, à la manille ou à la belote. Ces soirées qui, invariablement réglées, selon un rituel bien programmé, commençaient par l'écoute, sur une radio périphérique, d'une série, *La Famille Duraton*, et se poursuivaient par le crochet *Dop* et le *Quitte ou Double*, du fameux Zappi Max. Le dimanche midi, nous écoutions religieusement *Le Grenier de Montmartre*, l'émission favorite du Pépé qui savourait silencieusement les calembours, esquissant seulement un sourire ravi chaque fois que le trait faisait mouche.

Le Café de la poste me répugnait surtout en raison de son manque de confort. L'hiver, aucun chauffage, hormis celui d'un vieux fourneau en fonte, dont nous bénéficiions lorsque nous séjournions dans la cuisine. La Mémé essayait d'atténuer l'humidité des draps de mon lit en y glissant une bouillotte en caoutchouc dont l'effet était éphémère. J'eus droit, lors d'un épisode grippal, à une couverture électrique chauffante que la Mémé venait débrancher au bout d'un moment pour éviter que je ne grille et, surtout, pour faire des économies de courant. Mais le plus pénible était l'absence de toilettes et d'eau courante. Les latrines étaient situées dans une baraque rudimentaire, repaire des toiles d'araignée, des chauves-souris et des cafards, et dans laquelle était aménagé, au-dessus de la fosse d'aisance, une planche en bois trouée. C'était pire que la vie à Poto-Poto. C'était la vie de Maluku, la vie de brousse en France. Chaque jour, je devais à des moments précis, réglés par la Mémé, me rendre au puits, dans le fond de la cour, pour y puiser des seaux d'eau, aussi lourds que mon corps, dont le contenu servait partie à la vaisselle de la cuisine, partie à la toilette et au bain, partie à nettoyer les verres du café. Il m'est arrivé dans le noir, effrayé par l'obscurité, de me comparer à la Cosette des *Misérables*. Mais je me reprenais en me reprochant la comparaison, car Pépé et Mémé n'étaient pas les Thénardier. Surtout pas Pépé qui, à la dérobée, me gratifiait d'une ou deux pièces de cent sous, lorsque je l'aidais à servir au bistrot.

La première année d'internat, je vécus, à l'occasion des vacances qu'on appelait alors de Mardi gras, une expérience particulièrement cuisante. Je n'avais pas prévu cette coupure et n'avais donc pas pris les dispositions nécessaires. Je pris le parti d'annoncer à l'administration que, à l'instar des autres pensionnaires

africains et vietnamiens, je resterais au lycée. Celle-ci ne l'entendait pas de cette oreille. Elle n'avait pas prévu dans son budget la mobilisation d'un service de surveillance pour une quinzaine d'individus. De surcroît, chauffer le vaste établissement pour un si petit groupe aurait constitué une dépense déraisonnable. Joindre nos parents à l'autre bout du monde, autant dire sur la lune, par téléphone, était impensable. L'administration perdait patience. Je me sentis soudain sans racines. Un orphelin. Un orphelin, à l'instar d'un des personnages de *Topaze* – la pièce de Pagnol, que je jouerais quelques années plus tard dans la troupe du lycée –, un orphelin dont les parents sont vivants. Je ne me souviens pas de la solution qui fut trouvée pour mes condisciples camerounais, ivoiriens, sénégalais et vietnamiens. En épluchant plus soigneusement mon dossier, le censeur y découvrit l'adresse de mes « grands-parents » de Barbâtre et téléphona au Café de la poste. Je n'assistai pas à l'entretien, mais le censeur me fit part laconiquement du résultat ; j'étais attendu par mes « grands-parents ». Je pris donc l'autocar qui reliait Nantes à l'île de Noirmoutier dont les horaires fluctuaient en fonction des heures de marée basse.

Je revois, comme si c'était hier, la mine ulcérée de la Mémé pour m'accueillir. Même si la fraîcheur de son accueil fut tempérée, en aparté, par une tape affectueuse du Pépé sur mon crâne, la nuit, dans mon lit, je me demandai comment rejoindre Brazzaville.

Peut-être suis-je dans ma relation injuste avec cette femme que j'appelle la Mémé et qui deviendra, plus tard, on va comprendre pourquoi, la Mémé d'Amérique. De fait, elle n'était pas, comme je l'ai laissé entendre plus haut, la Thénardier. Elle était capable d'élans de générosité. Sa vie mériterait plus d'être romancée que contée. Je me suis longtemps promis de réaliser ce travail, mais les saisons se sont succédé trop vite et « il est déjà demain ».

Si l'on en croit la tradition orale d'une de mes familles françaises d'adoption, le Pépé, Georges Elie devant l'état civil, était le rejeton d'une riche famille bourgeoise parisienne. Une famille qui tenait à bien préciser que son patronyme ne devait pas prêter à confusion. Ils n'étaient pas juifs : un officier d'état civil, dans les siècles précédents, aurait mal transcrit ce qui dans la réalité s'orthographiait Ely, mais que, depuis la nuit des temps, la famille était catholique. De mauvaises langues persistent pourtant pernicieusement à laisser entendre qu'il s'agirait bien de Juifs repentis qui auraient tenté de se trouver une ascendance Ely. Allez savoir ! Et quelle importance ? J'aime d'autant plus les

Juifs que, dans l'histoire, comme les Noirs, comme les métis, ils ont souvent été maltraités. Mon propos n'est pas de jouer sur cette équivoque, mais de constater avec amusement que l'une de mes familles d'adoption possède des origines nimbées d'autant de brume que celle des Lopes et des Vulturi. Du moins jusqu'à l'apparition de Fanny et Louis-Jean.

En tout état de cause, une chose est certaine, Georges Elie était issu d'une riche famille dont la fortune reposait sur l'immobilier. Les Elie auraient construit une grande partie du XVe arrondissement de Paris, précisément dans le quartier des rues Saint-Charles et de l'Abbé-Groult. Max évoquait un ensemble d'immeubles, baptisé la Cité Elie. Le père de Georges Elie serait l'entrepreneur qui a construit le lycée Michelet de Vanves où, coïncidence amusante, le bâtard Henri Lopes, subrepticement introduit dans leur famille, va faire ses premières armes en qualité de professeur d'histoire et géographie, durant l'année scolaire 1961-1962.

La fortune de Georges Elie était suffisante pour lui assurer une vie de rentier, comme on disait alors. Sans grande conviction, il entreprit des études de droit, qu'il abandonna en cours de route. De son premier mariage, il eut un premier fils, Jean, le futur ingénieur des travaux agronomes dont j'ai aussi parlé plus haut. C'est après la naissance de Jean que Georges Elie rencontre Renée Demichel, une midinette, beauté du diable, pimpante et délurée, qui lui fait perdre la tête. Les Antillais diraient qu'elle le « quimboisa », les Sénégalais qu'elle le « marabouta » et les Congolais qu'elle « l'attacha » par des *nkissi*, disons des sortilèges. En ce temps-là on ignorait la pilule et, si les préservatifs existaient déjà (je n'ai pas vérifié), Georges et sa maîtresse durent en trouver la pratique frustrante : un bonbon enveloppé dans du papier cellophane n'a plus de goût ! Ce que le couple clandestin redoutait leur tomba sur la tête. Renée était enceinte. Empêtré dans la morale de leur milieu, Georges Elie et Renée n'osèrent sauter le pas. Pour l'un le divorce était sacrilège, pour l'autre l'état de « fille-mère » étaient synonyme de déchéance. Georges fit avorter Renée. Sans quoi, la future Mémé aurait donné naissance à un enfant à peu près du même âge que le second Elie, Max, mon futur père nourricier. Les psychanalystes de la famille y voyaient l'origine du ressentiment de Renée envers Max. C'est par des « tatas », amies de jeunesse de Renée, et de ce fait au courant de tous les secrets de famille, que j'ai su ce détail important dont, l'âge venant, je perçus mieux le sens.

La mère de Jean et de Max mourut peu après la naissance de ce dernier qui ne

garda d'elle d'autre souvenir que celui fourni par quelques rares photos. La voie était libre. Renée épousa Georges Elie. J'ai évoqué plus haut les folles années sur la Côte d'Azur. Des décennies plus tard, les barmans des palaces et les physionomistes des casinos se souviendront de ce couple mondain qui ne se refusait rien et qui leur graissait généreusement la patte.

C'est Max qui paya le plus lourd tribut à la décadence de sa famille. Retiré du collège Saint-Stanislas, il fut placé en apprentissage dans une boucherie des Halles, jusqu'à ce qu'advienne la guerre. C'est l'amour des livres qui lui permit de dépasser l'adversité.

Mais revenons au Café de la poste.

Deux fois par semaine, la Mémé organisait des bals. L'un de ses neveux, Parisien, qui se vêtait et se coiffait à la mode des zazous du Saint-Germain-des-Prés de l'après-guerre, faisait office de danseur mondain. Avec sa fiancée, ils valsaient à merveille, dansaient le tango et le boléro en glissant sur la piste, le buste droit et le menton relevé. C'est en les observant que j'ai appris à danser le boogie-woogie et le be-bop, au son de *Guitar boogie*. Il suffisait de les imiter, sans toutefois réussir, comme eux, à passer ma cavalière par-dessus mon épaule, mon dos, et la recevoir sur le ventre. Danser à douze, treize ans ? Oui Monsieur, oui Madame, car la Mémé demandait à ses *pensionnaires* d'animer ses bals. Et le petit nègre était une belle attraction dans ce cirque. Avec l'été, les pensionnaires s'en venaient pour la plupart de Paris. Environ une dizaine de gamins et d'adolescents auxquels elle offrait trois mois de vacances saines au bord de la mer. Une manière de colonie de vacances où les pensionnaires étaient affranchis de toute discipline. Tard levés, ils passaient le plus clair de leur temps en bande sur la plage, à nager, à se dorer au soleil, à vivre les émois des premiers flirts, chahutant, la nuit tombée, dans les rues de Barbâtre endormie, s'époumonant à chanter *Nini Pot de chien*, *C'est nous les Africains*, d'autres chansons populaires, et des rengaines à la mode, en monômes dans les rues tièdes du bourg, tandis que les Barbâtrins, derrière leurs volets clos, pestaient contre ces enfants d'estivants qui se croyaient tout permis. Le Pépé comprenait. Cela lui rappelait ses années étudiantes sur le Boul'Mich'. Les pensionnaires se contentaient, pour le déjeuner et le dîner, d'une portion congrue, parce que, soupirait la Mémé, la contribution versée par nos parents était symbolique et ne correspondait pas au coût réel de notre entretien. Au demeurant, les parts de nos maigres pitances étaient proportionnelles à la contribution de chaque famille. Je

faisais pour ma part partie du lot des trois ou quatre malheureux qu'elle recueillait par bonté puisque nos parents ne contribuaient pas à la pension. J'étais en conséquence astreint avec un autre à servir les clients du café. Nous ne nous en plaignions guère, car le Pépé nous autorisait à mettre dans une cagnotte les pièces laissées en pourboire que nous nous partagions chaque fin de semaine.

La Mémé pouvait avoir des bouffées de générosité aussi brusques qu'imprévisibles. Autant, contrairement à certains autres membres de la famille, elle me gratifiait devant les étrangers, du statut de petit-fils, de vrai petit-fils, autant me prenait-elle, quelquefois, dans ses bras pour me consoler de mes chagrins d'enfant, autant n'hésitait-elle pas à me faire libérer ma chambre pour aller dormir dans un hamac dans le poulailler, ou, plus agréable, sous la tente avec son neveu, mon ami, mon aîné, Maurice Normand, afin qu'elle fût en mesure de louer à des estivants en difficulté les pièces où nous logions.

Je suis redevable à Mémé de deux leçons importantes : la première est que les êtres, les choses et les situations ne sont jamais ni totalement sombres ni totalement purs ; la deuxième que, pour le meilleur et pour le pire, parmi les facteurs qui nous façonnent et nous animent, l'intérêt, souvent pécuniaire, joue un rôle fondamental. Tout le monde l'apprend avec l'expérience. Grâce à elle, je l'ai su très tôt.

J'appris bien plus tard, de mes parents, au cours de vacances à Brazzaville, qu'ils envoyaient à la Mémé pour la période des vacances quelque chose pour ma pension. Max, très organisé, me produisit les souches des mandats.

Je ne sais plus en quelle année se produisit ce qui va suivre. Vraisemblablement au début des années 1950, car, Niquette, la fille de la Mémé, en somme ma tante, qui n'avait que trois ans de différence avec moi, était déjà fiancée avec un barman du Palais de la Méditerranée, à Nice. Quand se produisit l'événement crucial auquel je me réfère, elle s'en revenait d'un long séjour chez ce fiancé.

Deux jeunes Américains se présentèrent au Café de la poste. Étudiants à Genève, ils avaient traversé la France à bicyclette et recherchaient un terrain où dresser leur tente. Dans un de ses élans du cœur qui la rendaient adorable à ceux qui la connaissaient mal, la Mémé offrit l'espace d'un grand terrain attenant à la cour du Café, offrant aux deux jeunes gens le gite et le couvert. Dans ce cas-là, elle se saignait afin de mettre à l'aise ses hôtes. L'un des deux étudiants se nommait Richard Damour, un patronyme des plus répandus dans les alentours, et avait précisément effectué ce voyage pour retrouver des racines qu'il pensait se

situer dans l'île. Le Café de la poste devint sa base, d'où il rayonnait chaque jour dans les bourgs environnants, à partir des indices que lui fournissait la Mémé qui connaissait directement, ou indirectement, les principaux Damour de l'île. L'histoire ne dit pas si l'Américain put déterminer de laquelle de ces branches son ancêtre, parti chercher fortune aux États-Unis, était issu. Ce qu'en revanche l'histoire certifie, c'est que le jeune Richard fut séduit par l'éclat de la jeune Niquette, effectivement un joli brin de fille. Un flirt s'ébaucha, se mua en idylle et le coup de pouce, appuyé, de la Mémé, aidant, après une rupture orageuse avec le parti niçois, on conclut, avant la fin de l'été, une nouvelle union dont Mémé réglait minutieusement tous les détails ; de la noce, comme du contrat. Ce n'est pas deux fois que se présente à vous l'occasion de se procurer des parents d'Amérique.

Niquette suivit son époux au pays de l'Oncle Tom, et Mémé, chaque jour, dans le jardin de Sainte-Odile, demeure où, depuis le décès du bon Pépé, elle s'était installée, étudiait à voix haute, dans un accent français caricatural, les secrets de l'American-English en vue d'émigrer à son tour aux USA. Ainsi devint-elle la Mémé d'Amérique, seul nom sous lequel des générations de ses descendants du Vieux Continent la connaissent.

Possessive, se mêlant de tout, voulant régenter la maison dans son quotidien, elle indisposa vite son gendre. Loin d'en être déconcertée, elle finit par se résoudre à quitter le foyer du jeune couple tout en demeurant dans les alentours où elle se fit dame de compagnie de personnes isolées du troisième âge. Elle aurait un instant nourri l'espoir d'hériter d'un veuf particulièrement fortuné, sur lequel elle jeta son dévolu. Déçue de ne point arriver à ses fins, et tirant la conclusion qu'elle avait intérêt à ne pas briser le ménage de sa fille, elle s'en revint couler ses derniers jours dans l'île de Noirmoutier. Épuisée par les riches et tumultueuses tribulations de sa vie, elle repose dans le calme et apaisant cimetière de Barbâtre, non loin de la tombe de mes parents. Il m'arrive de m'arrêter devant sa sépulture et d'y déposer, sans rancune, une fleur.

Officiellement, du moins au début, les correspondants chargés de m'accueillir quand le lycée fermait ses portes étaient la Mémé, disons d'Amérique, et le frère de Max, mon père nourricier.

Ils furent les correspondants commis d'office. Les correspondants réels, volontaires, appelés à constituer, naturellement, l'une de mes familles authentiques, furent la famille Perron.

À la fin d'un match de foot dans la cour du lycée, un garçon aux lunettes embuées, béret basque et cape noire, m'aborda, un large sourire aux lèvres : René Hollinger ; un externe d'une autre classe que la mienne. Je ne l'avais jamais remarqué, car il ne participait pas aux sports auxquels je m'adonnais aux heures de récréation. C'était un *pupille de la nation*, terme par lequel on désignait ceux qui avaient perdu leur père à la guerre, encore récente. Affable, il m'expliqua que nos parents respectifs étaient des amis de jeunesse et que sa famille allait devenir mes correspondants. J'apprendrais par la suite que sa mère, Jeannette Perron-Hollinger, et son oncle, le docteur Jean Perron, étaient des amis d'adolescence de Max. Sur une carte postale sépia, datant des années trente, avec une légende en patois vendéen, ils apparaissent au milieu d'une bande de jeunes estivants joyeux sur une dune de la plage de Barbâtre, alors très peu fréquentée.

Le dimanche suivant, à ma grande surprise, je fus convoqué au parloir. René Hollinger m'y attendait. J'eus à peine le temps de monter au dortoir pour enfiler mon costume du dimanche. Un complet bleu nuit, cousu par ma mère, avant notre départ d'Afrique, en même temps que ma tenue à pantalon gris perle qui constituait mon habit de semaine. René m'entraîna dans les rues pavées et gondolées du quartier Saint-Joseph. Au cours du trajet, je me montrai taiseux, car, même s'il était plus jeune que moi, René m'intimidait. Il entretenait une conversation à la manière des grandes personnes, alors que je m'exprimais gauchement, en des phrases brèves, et surtout perlées de mots d'argot. Au 107 de la rue de Coulmiers, il sonna. Une maison à plusieurs niveaux, en pierre de taille, vieux mauve, que je trouvais bien triste, comparée aux villas blanches et ensoleillées de chez nous. On gravissait trois marches avant de franchir le seuil. Il fallut me déchausser et, sur mes chaussettes, dont l'une était, sinon trouée, du moins bien élimée, me déplacer en glissant sur des patins de feutre. La semaine suivante, après que mes hôtes eurent mesuré ma pointure, on m'offrit une paire de charentaises.

Tous les dimanches, la famille Perron se réunissait chez Tati Jeannette, au 107, rue de Coulmiers et, à partir d'octobre, ou novembre, 1949, et, sans discontinuer, chaque dimanche, pendant huit ans, elle associa à leurs rencontres un petit Noir, qu'on appelait Riquet. La famille Perron, je devrais dire *ma* famille Perron, constituait un exemple tangible de ces Français, laïcs, dont l'ascension sociale s'était faite progressivement grâce à l'école et par le mérite. Elle évoquait souvent avec distance, humour et fierté ses racines qui plongeaient dans la région viticole nantaise, productrice de muscadet et de gros plan. La lecture de mon roman *Dossier classé*, en 2002, a inspiré ces lignes à l'un des

descendants, Pierre Perron, artiste peintre, qui, avec son sens de l'humour, nous a baptisés « frères de lait et de café » :

Il y a presque cent ans, mon grand-père, un jeune homme bien misérable, dont toute la fortune se tenait dans son chapeau à condition qu'il le portât, mettait vingt-quatre heures pour rejoindre l'école normale de Savenay, soit quarante kilomètres en diligence, avec une nuit d'auberge passée à Nantes ! Mon Afrique imaginaire aussi proche qu'elle me paraisse aujourd'hui dans l'espace géographique était donc aussi lointaine que ton Afrique personnelle. Elle s'est définitivement perdue dans le temps : après deux générations, je n'y connais plus personne. À notre petite échelle, c'est grâce à l'idée généreuse de la culture que se faisaient certains parmi nos ancêtres respectifs que notre rencontre a pu avoir lieu.

J'ai connu ce grand-père. Le fils de vigneron devenu instituteur, puis professeur d'école normale d'instituteur. De petite taille, affecté d'une scoliose, arborant une moustache blanche en accent circonflexe, coiffé d'un béret basque. Il s'habillait, en toute saison, qu'il fût en ville ou dans l'île de Noirmoutier, d'un costume gris anthracite avec gilet assorti qu'il portait sur une chemise blanche à col de celluloïd, noué par une cravate à nœud épais. Se prénommait-il Joseph, ou Georges, je ne l'ai jamais su. Pour toute sa descendance, c'était Jo, ce qui me stupéfiait, car chez nous, il était malséant d'appeler le père de ses parents autrement que grand-père. Il acceptait la chose sans s'en offusquer. En fait, toute la famille lui vouait une grande affection. Pour fêter mon arrivée dans la famille, il monta de la cave une bouteille poussiéreuse de vin d'avant-guerre, nichée dans un panier. Il tenait l'objet dans ses bras comme un bébé et fit le tour de la table jusqu'à moi. J'avais l'impression de participer à un rite. Une bouteille d'avant-guerre, c'était une bouteille vieille d'une dizaine d'années. Pour le gamin que j'étais, c'était un vin d'un autre siècle ! Avec des gestes de célébrant, Jo versa le contenu de la précieuse bouteille dans un verre à pied posé devant moi. Suivant les recommandations de mes parents selon lesquels un enfant de mon âge ne devait pas boire du vin pur, je m'emparai du pichet d'eau et coupai mon rouge breuvage. « Merde, merde, merde ! s'écria Jo, il a mouillé le vin ! » Je me souviens de cette anecdote non sans une forte émotion d'autant plus que la seconde fois où le vieux Jo proféra le juron de Cambrone en ma présence fut la dernière. Il était saisi d'une attaque.

Élevée dans la tradition du travail et l'amour de la connaissance, sa fille

Jeannette, que j'appelais, moi aussi, Tatie, grimpa un étage dans la hiérarchie sociale républicaine en intégrant l'École normale supérieure de Fontenay-aux-Roses. Elle était le pivot de la famille. Débordante d'affection, elle était à la fois la fée du logis, notre répétitrice, et ce que les Antillais appellent « le poteau mitan ». J'appris très vite son histoire, son secret, la tragédie qui la rongeait. Elle était tombée amoureuse d'un jeune Juif ashkénaze, dont la famille était originaire de Hongrie, M. Hollinger. À une époque où les mariages étaient l'aboutissement d'avis et de consultations familiales, elle avait déclaré sans ambages sa décision de l'épouser ; que la chose était irrémédiable, non négociable. Avec la même brutalité que l'amour avait fondu sur le jeune couple, la guerre s'abattit sur lui et emporta le jeune Hollinger. Nul n'a jamais su son sort. Victime du bombardement qu'essuya la ville d'où il écrivit sa dernière lettre, ou bien, à cause de ses origines, emporté dans un camp de concentration ? Il ne figurait sur aucune liste de morts pour la France, mais sur celle des disparus, ce qui, dans ces années, où la presse faisait de temps en temps état du retour de soldats qu'on croyait morts, conduisait Jeannette à passer chaque jour du désespoir à l'espoir avant de retomber dans le chagrin. J'étais des rencontres rituelles chez Tatie Jeannette, j'étais des communions, j'étais des sorties sur les bords de la Loire, j'étais des invitations chez les amis.

Jeannette avait un frère, Jean : le docteur Perron. Le menton volontaire, la chevelure plus longue que la moyenne, soyeuse, d'un noir de geais, il avait un visage de jeune premier et un corps d'athlète. Médecin charismatique auprès de ses patients, il aimait dans ses moments de loisir toucher à la peinture et passer des heures à écouter de la musique classique. C'est à son contact que j'ai développé moi-même mon intérêt pour ces arts. Sa femme, Maud, que je n'ai jamais vue maquillée, était aussi d'une grande beauté. Elle avait un profil de médaillon. Elle m'appelait son troisième fils et fut bouleversée le jour où j'annonçai mon retour en Afrique. Je me reproche souvent de n'avoir pas su dans ma maladresse enfantine lui rendre cet amour qu'elle me dispensait pour pallier l'absence de ma mère.

Elle était sourde et ne voulait pas entendre parler de prothèse auditive. Cela donnait lieu quelquefois à des moments savoureux. Ainsi, cette scène, à Barbâtre, dans l'île de Noirmoutier, au début de ma relation avec la famille Perron. C'était un après-midi d'été. Je m'étais approché craintivement à la recherche d'un des fils, Jacques, de mon âge, qui était mon partenaire aux billes. Me tenant volontairement à l'écart, j'étais cependant à portée de voix et suivais le dialogue entre la mère et le fils. Jacques demandait en criant, et en se répétant,

afin d’être bien entendu de sa mère :

« Maman, je peux aller jouer avec le petit nègre ?

— Quel petit aigle ?

— Le petit nègre !

— Jacques, je t’interdis d’utiliser ce mot. Il a un nom le petit garçon. »

En fait, Jacques fut l’un de mes meilleurs amis d’enfance, un frère. Sans une ombre de racisme. À mon égard, aussi bien qu’envers d’autres personnes qui ne lui ressemblaient pas.

M. et Mme Perron étaient l’image tangible d’un amour exceptionnel. Jamais d’incompréhension, jamais de dispute.

Ils avaient trois enfants. Pierre, d’un an mon aîné, aujourd’hui artiste peintre qui vit dans la retraite que ses parents lui ont léguée sur les bords de l’Erdre. Il m’appelait, il m’appelle toujours, son « frère de lait et de café ». Par le fait de la vie, nous ne nous voyons pas souvent, mais notre relation demeure très forte. Je n’oublie jamais que dans une des parties les moins vaines de moi, je suis le produit de ma rencontre avec sa famille. Détail piquant, nos enfants sont très proches les uns des autres. Notamment sa fille Claude, actrice talentueuse et chevronnée, et ma fille Laure.

Chaque être est à la fois forme et fond. Je dois beaucoup de ma forme, de la partie limée et polie de mon être, à la famille Perron. Elle m’a appris cette partie essentielle de la vie que ni l’école, ni le catéchisme, ni les livres ne pouvaient me fournir et qui mérite le nom de culture.

Je me suis défini dans un de mes livres comme un SIF, un sans identité fixe, et ai indiqué qu’une de mes appartenances était mon identité internationale. Elle-même est un alliage, dont l’une des composantes est ma citoyenneté nantaise, résultat, pour une bonne part, de mes années bahut. Chaque fois qu’il m’arrive de revenir au lycée Clemenceau, c’est comme un pèlerinage. Les potaches qui m’aperçoivent doivent me percevoir comme un intrus. C’est vrai que les règles et les codes qui les régissent ne sont plus ceux des années cinquante et de la fin des années quarante. Pourtant, c’est dans ces lieux que mon squelette en formation s’est nourri de ce qui a fortifié son ossature.

C’est là qu’un homme en pantalon de golf et chaussettes semblables aux Burlington d’aujourd’hui, à la coiffure gominée avec une raie tirée au cordeau,

nous a enseigné, en jouant, l'*Épitomé*, le *De viris*, Tite-Live, César et Cicéron. Il s'appelait… Ayraud, nous le surnommions affectueusement Toto la mailloche, en raison d'un petit maillet dont il se servait pour nous rappeler à l'ordre. En privé, à quatre mains, avec un comparse dénommé Boileau, il écrivait, sous le pseudonyme de Thomas Narcejac, des romans policiers à succès. Avec lui une brochette de maîtres dont je veux citer les noms pour le cas où ces lignes tomberaient sous les yeux de leurs descendants : Dumonceaux, Toucheveux, Lafay, Michel Deguy, Kirn, Visbec, Colinet, que nous pastichions en imitant leurs tics et que, jeune professeur, je prenais pour modèles et imitais, cette fois-ci, sérieusement, pour capter l'attention de mes élèves ou de mes étudiants. J'accorderai une place particulière à Martin, jeune professeur d'espagnol dynamique, qui ne réussissait pas à obtenir l'agrégation, mais était un pédagogue hors pair à telle enseigne que deux années de ses cours amènent ceux auxquels je m'adresse quand je me rends en Espagne à me demander dans quel pays j'ai appris la langue de Cervantès.

Mais de tous ces maîtres, l'un d'entre eux m'a marqué plus que les autres, Michel Verret. C'était en classe de première. Le goût de la lecture l'emportait insensiblement sur celui des sports. Je délaissais les illustrés, les *Miroir sprint* et *But et club* au profit des ouvrages que j'empruntais chaque semaine à la bibliothèque municipale, située à deux pas du lycée. Au début, cet intérêt était pragmatique : mieux me préparer au bac. Très vite, je m'aperçus que ces livres dont j'aimais la reliure, mais surtout la police des caractères sur du papier légèrement jauni, loin d'être rébarbatifs, exprimaient une vie intérieure qui ressemblait à la mienne, que leurs auteurs devenaient des compagnons de route. Je ne me lassai pas de lire et relire Diderot, Voltaire, Jean-Jacques Rousseau et bientôt les romantiques et les romanciers du XIXe siècle, que les extraits publiés dans notre manuel, le Lagarde et Michard, ne suffisaient plus à étancher ma soif. Le miracle sur les effets de la lecture, annoncé par Max, auquel je ne croyais plus, se produisit.

Un jour arrivèrent deux nouveaux internes en provenance de je ne sais plus quel lycée de Bretagne. Ils étaient en terminale, en classe de philo-lettres. Contrairement à l'usage, ils ne portaient pas au-dessus de leurs costumes la fameuse blouse grise, caractéristique des pensionnaires, que nous prenions soin de barbouiller d'encre et de graffitis allant de formules de mathématiques à des slogans qui n'avaient de sens que pour notre petite communauté. Surtout,

contrairement à la majorité d'entre nous, aux longues heures de pause, entre le réfectoire et les cours de l'après-midi ou bien entre les cours de l'après-midi et l'étude du soir, ils ne se mêlaient ni aux parties de sport (jeu de paume, basket, football), dont j'étais un fervent adepte, ni aux jeux de cartes et de dés, où des galets remplaçaient l'argent, mais enfilaient des tours de cour en devisant. De vrais péripatéticiens modernes. Je ne sais plus comment je me mêlai à eux. Subjugué par leurs connaissances et par l'aisance avec laquelle ils parlaient des auteurs du programme. Ici, je dois ajouter un détail utile à la compréhension de mon récit : à partir de la classe de première, l'administration nous autorisait à sortir seuls en ville, sans parents ni correspondants. Or les deux nouveaux venus cherchaient un dancing afin de s'esbaudir le dimanche suivant. C'était l'époque où j'avais ce côté un peu canaille que l'internat favorise. Un voyou, bien sûr, mais nullement dangereux, qui voulait seulement affirmer son émancipation et son entrée dans l'âge adulte. Je leur indiquai les Salons Mauduit, fréquenté par les midinettes de la ville de Nantes, et me proposai comme guide. L'orchestre jouait des tangos et des valses, des danses qui n'étaient pas mon fort, j'étais plus à l'aise dans la rumba (la rumba congolaise, bien sûr), la biguine, le slow ou, surtout, les swings du boogie-woogie et du be-bop. Je n'obtenais guère de succès auprès des jeunes filles qui peuplaient la salle. Pour une danse acceptée, j'essuyais quatre ou cinq refus. Nous faisions, comme on dit, tapisserie. À ma grande surprise, Rousseau, l'un des deux bizuths, dont j'ai oublié le prénom, se mit à entretenir l'autre d'un auteur dont le nom m'était inconnu, Marcel Proust. Il voyait des similitudes entre ce que nous vivions et des pages de cet écrivain qu'il décrivait comme s'il s'agissait d'une vieille connaissance et non d'un buste en pierre. Sur le chemin du retour au bahut, la conversation se poursuivit sur le même thème. Rousseau associait souvent les idées de Marcel Proust aux réflexions de leur nouveau professeur de philosophie, Michel Verret. Les jours suivants, il évoquait les sujets de dissertation que celui-ci leur donnait et le traitement du devoir devenait un jeu auquel il m'associait : des phrases de Socrate à commenter, mais surtout des réflexions sur « Qu'est-ce que le bonheur ? », « la femme est-elle l'égal de l'homme ? », « Certaines races sont-elles supérieures à d'autres ? », autant de thèmes qui me rendaient la philosophie plus proche et ôtait à cette matière, que je ne savais définir, le côté effrayant et mystérieux qu'elle contenait à mes yeux.

À l'époque, il y avait deux baccalauréats. Le premier et le second. Rousseau obtint son second avec une mention bien ou assez bien et, à mon grand étonnement, s'inscrivit à l'École supérieure de commerce. Je l'ai par la suite

perdu de vue. J'obtins également une mention assez bien à mon premier bac, dans la série C de l'époque, dans laquelle l'on étudiait à la fois le latin, les humanités et les disciplines scientifiques (maths, physique-chimie, sciences naturelles) sur des programmes similaires à ceux qui choisissaient la section dite moderne. En classe terminale, il n'y avait que trois sections : philo-lettres, sciences expérimentales, mathématiques élémentaires.

J'avais naturellement vocation à m'inscrire à l'une des deux dernières. J'éliminai la troisième, à mon sens trop rebutante, et optai pour le moyen terme, les sciences expérimentales, qui auraient dû me conduire, selon le vœu de mes parents, vers des études supérieures de médecine ou d'une discipline voisine, pharmacie ou dentaire. En fait, je nourrissais un sentiment de frustration. Au lieu de me joindre, à l'occasion des récréations, aux groupes de mes condisciples de même option, je me mêlais à ceux de philo-lettres. Leurs impressions et leurs relations de l'ambiance des cours nourrissaient mon vague à l'âme, ma colère refoulée. Un jour, sans crier gare, sans avertir ni mes parents (l'échange de lettres, je l'ai déjà dit, aurait demandé plusieurs longues semaines, voire des mois), ni mes correspondants, ni mon voisin de classe (Jacques Perron), je frappai, sans rendez-vous préalable à la porte du bureau du censeur, le même qui nous avait accueilli des années plus tôt et dont l'apparence m'évoquait celle du Topaze de Marcel Pagnol.

« Monsieur le censeur, je veux être transféré en classe de Philo 2.

— On dit je voudrais, et non je veux, monsieur. »

C'est ainsi que les autorités administratives nous appelaient, monsieur. Il me demanda pourquoi et surtout si mes parents étaient informés de ma démarche.

« Ils sont à sept mille kilomètres, monsieur le censeur.

— Et pourquoi, en philo 2 et pas en philo 1 ? »

J'ai dû marmonner quelque chose de confus. Finalement, Topaze a cédé.

Michel Verret était communiste, j'étais anticommuniste. Parce que Max m'avait raconté l'arrivée des Soviétiques en Allemagne. Des barbares, des sauvages !

Les cours de Michel Verret étaient vivants. Nous avions le sentiment d'en composer la structure avec lui. En fait, nous avancions selon un fil rouge préalablement tracé par lui. Il passait en revue toutes les questions du programme. C'était l'occasion de découvrir le point de vue des philosophes anciens sur la vie, sur la mort, sur l'émotion, sur toutes les questions que

l’homme se posait. Il nous enseignait le point de vue des penseurs idéalistes, dont les positions étaient passées au crible de notre critique. Cela nous conduisait au point de vue des rationalistes, pour finalement aboutir au matérialisme dialectique, qui englobait toute la philosophie des siècles passés, les dépassait et nous conduisait au marxisme. Il insistait toujours sur le fait qu’on ne pouvait saisir la nature de celui-ci sans avoir au préalable compris Socrate, Platon, Kant, Hegel. Rien à voir avec les ouvrages caricaturaux et dogmatiques des Garaudy et autres Politzer qui nous vendaient un marxisme en comprimé, comme le fera plus tard, à l’échelle industrielle, *Le Petit Livre rouge* de Mao Zédong.

Michel Verret, c’est le père Flandrin d’une de mes nouvelles de *Tribaliques*. Il ne nous préparait pas seulement au baccalauréat, mais à la vie. Il ne nous endoctrinait pas, il nous apprenait à nous poser des questions. À nous méfier de nos certitudes. À ne pas juger ce qui nous était étranger, à écouter l’autre, à le comprendre, à nous transformer au contact des autres. Il nous enseignait la tolérance. Lorsqu’il nous rendait nos dissertations, la meilleure copie était souvent celle d’un condisciple anticommuniste. Il était bien plus que communiste, il était humaniste. Un humaniste du monde contemporain. Un saint laïc, disait-on encore à cette époque-là. Ses cours m’enchantaient et m’envoûtaient à tel point que je voulus devenir comme lui, sinon communiste – le mot me faisait peur –, du moins matérialiste dialectique, marxiste ; comme lui, je voulus devenir professeur de philo ; comme lui, je voulus intégrer l’École normale supérieure de la rue d’Ulm.

1. À l’époque, la pause scolaire hebdomadaire n’avait pas lieu le mercredi, mais le jeudi.

2. Le FCFA, à l’origine abréviation de franc des colonies françaises d’Afrique, valait le double du franc français de l’époque. À salaire égal à celui de la métropole, les coloniaux gagnaient donc le double de ce qu’ils auraient perçu en France.

Afin de suivre le cursus qui permettait de franchir la porte étroite de la rue d'Ulm, je m'inscrivis à l'hypokhâgne du lycée Henri-IV. Ce fut une source de déboires. J'y étais entré en roulant les mécaniques. Le jour de la rentrée des classes, le professeur de thème latin nous testa en nous soumettant à une épreuve. Si ma mémoire est fidèle, sur la vingtaine d'élèves que nous étions, aucun n'eut la moyenne. Trois obtinrent des notes au-dessus de zéro, mais inférieures à neuf sur vingt. Le reste récolta des notes négatives. Il me semble que j'eus *moins vingt-trois*. Par la suite, à l'occasion de la remise des devoirs, ces notes négatives faisaient l'objet, de la part de notre professeur, d'une plaisanterie aigre-douce. « Messieurs, aujourd'hui, j'ai quelques températures hivernales, dont une sibérienne. » En fait, c'était pour notre maître (c'est le titre que nous donnions à nos professeurs) l'occasion de nous soumettre à un bizutage, même s'il n'usait pas du terme. Étant donné que, pour être admis à l'hypokhâgne d'Henri-IV, il fallait avoir obtenu au moins deux mentions assez bien, aux deux bacs, nous avions, en entrant dans l'établissement de la rue Clovis, tendance à nous prendre pour des cracs. L'épreuve de thème latin nous rabattait le caquet.

Je me consolais en pensant me distinguer en philosophie. Il se trouvait que notre maître en la matière, un certain Bloch dont je n'ai jamais su le prénom, loin d'adhérer au matérialisme dialectique, était un phénoménologue, disciple de Husserl, qui débutait son cours, en mettant le monde entre parenthèses, en procédant à son « époché édéitique ». Contrairement à Verret, il ne dialoguait pas avec ses élèves, qui avaient juste la possibilité, à la fin du cours, de poser deux ou trois questions entre deux portes. Je me souviens d'une dissertation qu'il nous infligea, sans aucun esprit de canular : « Quelle est le coefficient métaphysique du jaune, quelle est la teneur métaphysique du citron. » Contre toute attente, je ne m'en tirai pas trop mal, mais n'échappai pas au traumatisme

que ce genre d'exercice peut produire. J'écrivis une lettre à Michel Verret dans laquelle je m'épanchais, décrivant mon désespoir et exprimant mon désir de rendre les armes. Verret me réconforta et, au cours d'un bref voyage à Paris, me conseilla de consulter, avant de faire mon choix, son *caïman*[1], un certain Louis Althusser. Celui-ci me reçut assez brièvement et, après m'avoir écouté, me conseilla d'opter en faveur de la philosophie, si je me sentais être un esprit à l'aise dans les abstractions, et, au profit de l'histoire, si au contraire je me sentais être un esprit plus concret. Avec le recul, je pense n'avoir pas compris le conseil d'Althusser. Ou, peut-être, ne savais-je pas m'analyser moi-même ? J'optai pour l'histoire.

C'était un défi, car j'avais, tout au long de mes études secondaires, négligé cette matière. Je classais les disciplines scolaires en deux groupes : celles qui faisaient appel à l'intelligence et celles qui reposaient sur la mémoire ; les premières sollicitaient et formaient les têtes bien faites, les secondes les têtes bien pleines. Je les méprisais. C'est dans une certaine mesure en première, avec Alain Plenel, père d'Edwy Plenel, président de l'actuel Médiapart, que j'ai reconsidéré ma position. Les cours d'Alain Plenel nous enchantaient, mais nous n'en bénéficiâmes qu'un trimestre, avant la mutation de notre professeur, sur sa demande, à la Martinique, où il allait s'illustrer par sa proximité avec les mouvements indépendantistes de l'île, ainsi qu'avec ceux de l'île sœur de la Guadeloupe. En terminale, un autre pédagogue hors norme, Touchard, dont les cours étaient animés par des narrations vivantes, dans le style que rendra populaire Alain Decaux à la télévision, cristallisera mon intérêt pour Clio. Sans doute la philosophie et mon intérêt de plus en plus grand pour la politique jouèrent-ils également un rôle dans cette évolution. Mais ce furent surtout les cours de mes maîtres d'histoire d'hypokhâgne (Hubac en histoire ancienne et Fourniol en histoire moderne et contemporaine) qui m'amenèrent à reconsidérer mon opinion sur cette discipline.

Pourquoi mon penchant naturel ne me poussa-t-il pas vers la licence de lettres ? Sans doute parce que, à l'époque, je n'imaginais pas des études littéraires qui ne fussent de lettres classiques, c'est-à-dire avec le latin. Or mon année d'hypokhâgne avait développé en moi une incurable allergie à l'épreuve de thème latin.

Les élèves de khâgne, et plus encore ceux de Normale sup, nourrissaient un souverain mépris à l'égard des études à la Sorbonne. Je me fis vite au rythme et aux méthodes de travail de la vénérable institution. Alors que, en classes

préparatoires, j'évoluais parmi des effectifs de même calibre que ceux des classes du lycée, permettant une proximité avec nos maîtres qui mettaient un visage sur chaque nom, je faisais, à la Sorbonne, l'expérience d'amphithéâtres bondés qui nous contraignaient à pratiquer des choix parmi les cours auxquels il fallait assister. Il nous arrivait d'assister à un cours précédant le nôtre, quelquefois d'une autre discipline, afin d'être sûrs d'avoir une place assise au cours suivant, qui, lui, nous concernait. Il n'y avait guère qu'aux travaux pratiques, sous la conduite de jeunes assistants, et plus tard lors des séminaires du Diplôme d'études supérieures, que nous entretenions un contact rapproché avec nos maîtres. Certains de ces derniers furent appelés à connaître la notoriété : Robert Fossier qui deviendra un grand médiéviste ; Michel Coquery en géographie humaine ; et Yves Lacoste, futur géopoliticien et créateur de la fameuse revue *Hérodote*. Bien que nous ne puissions les approcher, un certain nombre d'entre eux m'ont profondément marqué par leurs cours qui donnaient l'occasion à de lumineuses révélations et nous enseignaient des méthodes d'études et d'organisation de la pensée et, surtout, développaient notre sens critique. Au sommet de mon panthéon personnel figure le médiéviste Édouard Perroy, dont, à mon époque marxiste, une fois revenu au Congo, je préférerais, afin de comprendre mon pays, la relecture des polycopiés et des ouvrages sur la société féodale, à la lecture des plaquettes ennuyeuses de Lénine et de Mao Zedong. Ses cours sur les religions aux XIIe et XIIIe siècles sont restés gravés dans ma mémoire de manière indélébile. Il m'arrive de les consulter encore pour fixer certains points d'histoire. Des travaux de référence. À côté de ce brillant chercheur, figurent le doyen Aymard, fin analyste de l'histoire ancienne notamment en ce qui concerne l'esclavage en Égypte, à Athènes et à Rome, à l'époque antique, et Roger Portal, dont les études sur la Russie industrielle du début du XXe font encore autorité.

Au lycée Henri-IV, nous étions peu d'Africains. Mon « ancien », pour reprendre l'argot du milieu, ou, si l'on préfère, celui dont j'étais le bizuth, était Wilfried de Souza, originaire du Dahomey, devenu depuis lors le Bénin. Il y avait aussi Didier Ratsiraka, un Malgache, futur président de la République de son pays. Un détail de la vie personnelle de Wilfried de Souza suscitait notre admiration. Il avait pour amie une blonde ravissante, Francine, dont la relation datait de l'époque où il fréquentait le lycée de Cotonou. Un jeune Noir qui flirte avec une jeune fille blanche constitue aujourd'hui une relation banale. À l'époque, dans l'Afrique coloniale, c'était braver l'opinion. Ils le firent et tinrent bon. Leur idylle s'est poursuivie au temps des études en France, ils se marièrent

et eurent des petits métis.

L'année de mon baccalauréat correspondait à des vacances au pays. Je profitai de ma présence à Brazzaville pour postuler à une bourse de l'Afrique équatoriale française. Elle était bien plus élevée que la bourse française, qui avait soulagé mes parents de la sixième à la terminale et qui, en raison de mon âge, était parvenue à son terme. Les boursiers de la France d'outre-mer percevaient une mensualité supérieure au SMIG alors en vigueur en métropole. De surcroît, ils recevaient à la rentrée de septembre le « trousseau », qui équivalait à trois mois de bourse et, avant les grandes vacances, en juillet, la même somme que nous appelions « le gros lot ». Dès le début, mon dossier se heurta à des difficultés. On ne pouvait pas s'appeler Lopes et être congolais. Il fallut ensuite démontrer que, puisque j'étais né à Léopoldville (l'actuelle Kinshasa), j'avais pourtant bien des origines sur la bonne rive du fleuve. Lors de mon entrée en hypokhâgne, en octobre 1957, la question n'était toujours pas résolue. On me redemanda, à plusieurs reprises, un acte de naissance. Puis celui de mes parents… C'est en novembre ou décembre que l'on m'annonça qu'un texte avait été pris en ma faveur et c'est seulement en février de l'année suivante que je touchai ma première bourse, avec un rappel qui m'offrait une somme dont je n'avais jamais rêvé. Entretemps, j'avais vivoté. La somme dérisoire que mes parents (ils ne pouvaient pas plus) m'avaient donnée en guise d'argent de poche avait rapidement fondu comme neige au soleil pour l'achat de mes livres et de mes fournitures scolaires. Dans ces circonstances, Wilfried de Souza fit preuve à mon égard d'une grande solidarité. Il m'avançait de l'argent. Chaque jeudi après-midi, il m'escortait à l'Office des étudiants de la France d'outre-mer, dont les bureaux étaient alors dans le XVIIe arrondissement, du côté du métro Villiers afin de voir si ma bourse était arrivée. Je me souviens de m'y être rendu sans vérifier si je disposais d'un ticket de métro pour le retour. J'en fus pour mes frais et dus revenir à Henri-IV à pied. Une distance de plus de 6 kilomètres ! À cet âge, j'étais un bon marcheur, mais le soir, à l'étude, je somnolai sur mon devoir de thème latin.

Alors qu'à Nantes, nous étions en ce temps-là moins d'une douzaine d'Africains, à Paris le nombre des étudiants africains était plus important. Wilfried de Souza fut le parrain qui m'introduisit dans le milieu. C'était essentiellement des originaires de l'AOF (Afrique-Occidentale française) : Dahoméens (aujourd'hui Béninois), Togolais, Ivoiriens et surtout Sénégalais.

Les Congolais étaient peu nombreux et j'avais gardé un amer souvenir de ma rencontre avec certains d'entre eux. Bien que fréquentant peu les boîtes de nuit, je m'étais laissé entraîner un soir dans l'une d'entre elles. La clientèle était composée en majorité d'Africains et d'Antillais. Soudain entrèrent des joyeux drilles, apparemment habitués du lieu, qui transportaient un tam-tam. Ils prolongèrent l'attraction de la soirée en se produisant sur la piste, avec succès, exécutant ce que l'on appelait au pays des *ngwakatours*, c'est-à-dire des danses exotiques de qualité douteuse, mais qui suscitaient des applaudissements faciles des Européens lesquels y retrouvaient l'image stéréotypée du nègre danseur et insouciant. Je reconnus dans leur répertoire *Olélé madziba makassi*, un morceau en lingala connu de tous les gosses de ma génération. Le reste était chanté en lari, que je ne comprends pas, mais que je sais identifier. Après leur spectacle, je m'approchai du groupe et me présentai à eux, comme étant de même origine. Mon interlocuteur me demanda mon nom, me regarda et, narquois, rétorqua qu'il ne connaissait pas de Congolais portant ce patronyme. À son regard et à son sourire sardonique, il me fit comprendre que nous n'avions pas la même peau, avant de s'adresser à ses camarades en lari qui clôturèrent l'échange par des éclats de rire grossiers.

Depuis mon arrivée en France, j'abhorrais les vacances de fin d'année. Noël était une fête de famille, intime, et la mienne était loin. J'avais la nostalgie des Noëls de mon enfance où j'étais gâté par mes parents. Pour la Saint-Sylvestre, Wilfried de Souza me proposa de l'accompagner au gala de la Fédération des étudiants d'Afrique noire en France, la fameuse FEANF, un syndicat d'étudiants fort politisé. Chaque année, elle clôturait fastueusement son congrès annuel. La soirée avait lieu au Palais d'Orsay, une gare désaffectée de style rococo impressionnante par ses colonnes immenses, ses dorures, sa décoration intérieure, siège aujourd'hui du musée éponyme. À l'affiche étaient prévus des artistes de grand renom : le saxophoniste Sidney Bechet et Chiquita Serrano. En première partie, une chanteuse « de genre », comme on disait alors, tenta de capter l'attention du public qui avait la tête ailleurs. Elle s'interrompit, tapota son micro et demanda si on l'entendait. Un oui enthousiaste fusa de la salle. « Cela m'étonne, car moi-même je ne m'entends pas. » Dans la foule, je reconnus Papa Galo Thiam (plus connu sous le nom de Thiam Papa Galo), un géant sénégalais qui fut le premier athlète, en France, à franchir la hauteur symbolique des deux mètres. Comme lui, je pratiquais le rouleau ventral, un style aujourd'hui révolu, et j'étais détenteur du record de la discipline en Loire-Inférieure, devenue depuis lors Loire-Atlantique, avec un bond plus modeste de

1,92 mètre. Je lui demandai conseil sur l'attitude à tenir devant l'invite de clubs qui, mis au courant, je ne sais comment, de mon arrivée dans la capitale, m'avaient contacté à Henri-IV en me faisant des propositions. Je sus gré à Papa Gallo Thiam de me faire une réponse claire : « De deux choses l'une, soit tu fais tes études et tu oublies le sport, soit tu te lances dans le sport et tu fais une croix sur tes études ? » L'athlétisme n'était pas encore le sport professionnel qu'il est devenu et qui permet à ses champions de vivre de leurs revenus. En tout état de cause, j'aimais mes études, avais envie d'apprendre, et d'entrer dans les meilleurs délais dans la vie professionnelle. Je pris une décision extrême : je renonçai à la pratique de tout sport.

L'apparition de Sidney Bechet sur la scène du Palais d'Orsay déclencha une immense ovation, suivie d'un silence. Je considérais la situation d'un œil critique. Je trouvais alors le style de Bechet un peu frelaté et le qualifiais de « jazz commercial ». Mais la manière dont il interpréta ce soir-là les morceaux les plus connus de son répertoire (*Si tu vois ma mère*, *Dans les rues d'Antibes, Les Oignons, Petite fleur*), qu'il exécutait accompagné de Claude Luter et que la Mémé d'Amérique rejouait fréquemment à l'occasion de ses bals au Café de la poste, me firent regretter de n'avoir pas de cavalière. Fût-ce l'ambiance, l'acoustique, une inspiration particulière du musicien, je fus conquis par la prestation. Surtout lorsque le jazzman demeura longtemps sur une note aiguë. La performance était d'autant plus admirable qu'il avait alors la soixantaine, ce qui me paraissait un âge canonique. Dans la seconde partie de la soirée apparut Chiquita Serrano. Une Cubaine corpulante et truculente, avec une robe à volants et paillettes, idole des étudiants africains de France. Elle débuta sa prestation par son fameux *Babalou* qui enflamma une salle déjà bien surchauffée. Elle poursuivit son numéro avec des cha-cha-cha, des mambos, des rumbas et autres *dansóns*, qu'on appelait alors rythmes afro-cubains et qu'aujourd'hui on englobe indifféremment sous le nom de salsa. Nous en raffolions. Pour ne rien perdre de la prestation de l'artiste, certains, sous les yeux horrifiés des maîtres d'hôtel en livrée, grimpaient sur des chaises, s'agrippaient aux colonnes dorées du Palais et ajoutaient des hurlements effrayants aux applaudissements du public en transe. La piste de danse était bondée de danseurs qui rivalisaient en déhanchements, mouvements des épaules, virevoltaient devant leur cavalière. Des danses qui toutes contaient l'approche de la séduction. Le mâle fait le paon, cherche à hypnotiser sa cavalière, qui joue un temps les mijaurées, les saintes-nitouches, les vierges effarouchées, avant de se laisser prendre, de consentir à jouer le jeu, de se débrider, de s'électriser de participer à ce qui ressemble bien à une

stylisation d'une scène de copulation. Ces danses offraient effectivement l'occasion d'ébaucher des liaisons. Faute de cavalière, je faisais, comme on dit, tapisserie. Un jeune homme dont le teint, la chevelure et la douceur des traits étaient ceux d'un Indien errait un verre à la main. À ma vue, il s'arrêta, fronça le sourcil et m'aborda.

— Riquet ?

Je tressaillis. Qui donc, en ce Paris étranger, connaissait le diminutif par lequel on m'appelait au temps de l'enfance au Congo ?

— C'est pas Henri Lopes ?

Brusquement, je reconnus une lueur familière dans l'œil du jeune homme. Ses lunettes à montures d'écaille m'avaient fourvoyé. C'était Joseph Van den Reysen, mon ami d'enfance. Le même qui a Bangui disparaissait dans la savane une journée entière pour lire tout son saoul. Il s'exprimait en un français châtié qui m'impressionnait. Non, il n'avait pas, comme on aurait pu s'y attendre, entrepris des études de lettres, mais, après un brillant parcours dans un lycée du sud de la France, où il raflait les prix dans toutes les disciplines, s'était engagé dans une filière mathématique. Il m'expliqua qu'il se trouvait là moins pour la partie festive que parce qu'il était l'un des dirigeants de la FEANF. La fédération avait terminé ses travaux dans la journée dans ce même Palais d'Orsay. Il m'annonça avec une modestie feinte son élection au Comité exécutif. Le terme m'impressionna et me rappelait certaines instances de la Révolution française. Il était chargé de la revue du bulletin, *L'Étudiant d'Afrique noire*. Une publication qui prônait l'Indépendance immédiate d'une Afrique unie et apportait un soutien actif au FLN algérien, ce qui lui avait valu à plusieurs reprises le courroux de la censure. Joseph me parla de la nécessité de m'engager politiquement. Je lui dis mes réticences du fait de la couleur de ma peau. Il ricana. N'était-il pas lui aussi métis ? Il ajouta que les camarades africains ne faisaient pas cas de ce détail et que les Blancs, en revanche, faisaient litière de ces nuances et nous considéraient comme des nègres. Son discours était bien construit, étayé par des arguments qui faisaient mouche. Avant de filer, il me dit de ne pas être aussi timide, qu'après deux ou trois ans à Paris j'évoluerais avec la même aisance que tous les Africains qu'on voyait dans la salle. Cette remarque, faite sur un ton de sollicitude, me conforta dans l'idée que j'avais de moi-même : j'avais l'air tarte, cela se voyait, et c'était la raison pour laquelle je ne trouvais pas de partenaire pour danser.

En juin 1958, je passai l'examen de propédeutique, un programme d'études

aujourd'hui disparu, qui permettait de s'inscrire en licence de lettres. Peu après, j'étais admis à la Cité universitaire, au Pavillon de la France d'outre-mer qui hébergeait en priorité les élèves de l'École de la France d'outre-mer. Parmi eux, je fis la connaissance d'Abdou Diouf, futur président de la République du Sénégal. Mais le plus grand nombre des résidents de la Maison de la FOM, aujourd'hui Maison de l'Afrique, était constitué par les boursiers des territoires africains colonisés par la France. Ceinturée d'un côté par des grilles élégantes, de l'autre par la commune de Gentilly, la Cité universitaire du boulevard Jourdan s'étendait entre les portes d'Orléans et de Gentilly. Un vaste espace de bâtiments coquets dont quelques-uns, souvent les plus anciens, évoquaient l'architecture du pays éponyme. Ainsi en était-il des pavillons des États-Unis, de la Grèce, des pays nordiques, du Brésil, de la Suisse. Ces bâtisses voisinaient avec des immeubles d'une architecture en vogue après la Deuxième Guerre mondiale. Pauvre d'inspiration, elle se résumait à un assemblage de béton et de verre. À l'époque, la Cité universitaire était le seul lieu, en France, qui, avec ses pelouses, ses espaces verts, pouvait évoquer les campus de Grande-Bretagne et des États-Unis. Quand, bien plus tard, je découvrirais ces derniers, ce n'est pas à ma vénérable Sorbonne que je penserais, mais à la Cité universitaire du boulevard Jourdan. Quand venait la belle saison, les étudiants s'allongeaient sur les pelouses soit pour y étudier, soit pour s'y détendre, soit pour flirter. L'administration de l'ensemble avait une politique de brassage. Chaque maison réservait quelques lits à des ressortissants de pays différents de celui auquel appartenait le pavillon. Ainsi, mon ami Wilfried de Souza était hébergé à la Fondation Deutsche de la Meurthe. Le premier étudiant rwandais que je rencontrai de ma vie logeait au Pavillon des États-Unis, et Farah Diba, future chahbanou (impératrice) d'Iran au Pavillon des Pays-Bas, pas loin du nôtre.

Trois règles étaient en vigueur. La première, afin d'assurer une rotation, limitait à trois ans le séjour à la Cité ; la deuxième excluait la mixité (le seul pavillon exclusivement féminin était précisément celui des Pays-Bas) ; la troisième faisait obligation au nouvel arrivant de partager, durant sa première année de séjour, sa chambre avec un colocataire. Le mien était un jeune Camerounais, particulièrement actif et performant dans le domaine amoureux, qui me priait, avec amabilité et beaucoup de délicatesse, de ne pas pénétrer dans la chambre à certaines heures. C'était au demeurant un être généreux. Un jour, il m'emprunta mon Gaffiot, le dictionnaire de version latine qui faisait alors autorité, afin de se présenter à une épreuve du baccalauréat à la place d'un de ses compatriotes. Lorsque je lui fis remarquer qu'il risquait gros, en cas de

découverte de la supercherie, il me répondit dans un éclat de rire : « Tu parles ! les *toubabs*[2] n'y voient que du feu. À leurs yeux, tous les nègres se ressemblent. » Il n'était pas seul à profiter de cette situation. Il y avait deux restaurants. Celui de la Maison internationale, fréquenté par la plupart des résidents, et celui de la FOM, pour les étudiants de la maison éponyme et les pavillons voisins. La qualité de la cuisine du second avait meilleure réputation. Une fois par mois, on y servait un couscous délicieux. Ce midi-là, la nouvelle se répandait comme une traînée de poudre auprès de tous les Africains de Paris qui empruntaient les cartes de ceux de la Cité. Effectivement les appariteurs chargés du contrôle à l'entrée n'y voyaient que du feu !

Les étudiants africains de la Cité étaient très politisés. Les conversations avaient lieu au restaurant, mais surtout au Babel, un café sur le trottoir opposé du boulevard Jourdan. J'y fis la connaissance d'un étudiant en médecine, qui y avait ces quartiers, Ahmat Bâ. Ce Peul du Sénégal, aux traits fins et à l'allure longiligne, était particulièrement séduisant. Quoiqu'il tînt des propos révolutionnaires, il affichait une ouverture d'esprit qui faisait de lui l'ennemi des dogmatiques. Il me rappelait Michel Verret, mon professeur de philo du lycée de Nantes. Nous nous liâmes d'amitié et je me rendis à des réunions publiques où il était sur la scène. Le programme d'un président de la FEANF était particulièrement chargé. Il participait au Comité anticolonialiste, et au Comité de liaison, où se retrouvaient les étudiants des pays colonisés, ceux des Antilles françaises, du Maghreb et, alors dans la clandestinité, les militants de l'UGEMA (Union générale des étudiants musulmans algériens). Nous côtoyions des noms déjà célèbres : Me Gisèle Halimi, Me Jacques Verges, alors impressionnant de jeunesse, toujours souriant, qui défendait les intérêts de notre organisation. Il arrivait que nos rencontres publiques fussent interrompues par l'assaut de commandos de Jeune Nation, une organisation fondée par les frères Sidos, anciens collabos et dont l'emblème était la croix celtique. Armés de battes de base-ball, ils faisaient irruption, en hurlant « la France aux Français » et des slogans racistes, faisant tournoyer au-dessus de leurs têtes des ceinturons ou des chaînes de bicyclette. Nous trouvions les forces de l'ordre particulièrement tolérantes à leur égard. Au lieu de m'effrayer, ce climat me poussait à m'engager. Je me mis à dévorer certains textes qui circulaient alors sous le manteau. Outre *L'Étudiant d'Afrique noire* où écrivait Joseph Van den Reysen, mon ami d'enfance, la presse communiste, et les écrits de Lénine, Mao Zedong, rarement Marx. Beaucoup d'entre nous faisaient, dans leurs débats, référence à Marx et Engels et au fameux *Capital*. Je me le procurai, mais ne réussis pas à en

lire plus de quelques pages sans m'endormir. Je me retrouvais plus dans *Le Discours sur le colonialisme* d'Aimé Césaire dont les informations, le ton polémique, souvent féroce, quelquefois épique, voire grandiloquent, m'enchantaient. J'y voyais un lien avec mon goût pour la littérature. À la même époque, je dévorais Aragon et les romanciers haïtiens, notamment Jacques Roumain et Jacques Stephen Alexis. J'adhérai à la FEANF et fréquentai le siège de la Fédération, cité Rougemont, vers les Grands Boulevards, pour y ronéotyper des tracts que je distribuais à la Cité universitaire. Aux grandes vacances de 1959, je ne pouvais me rendre au Congo. On m'inclut dans la délégation de la FEANF qui participait au festival de la jeunesse et des étudiants à Vienne, en Autriche. La proposition était la bienvenue : j'étais en proie à un chagrin d'amour.

À la gare du Nord, ou peut-être de l'Est, un grand nombre de voitures de notre train avaient été louées pour l'occasion. Des jeunes gens, en provenance de toute la France, brandissaient des calicots et chantaient une chanson dont je sus les paroles avant la fin de la journée au point de l'entonner avec les autres en frappant dans mes mains, comme eux :

Nous allons chasser la guerre pour toujours,

Pour toujours, pour toujours,

Oui, nous allons porter aux peuples le bonheur.

Cette profession de foi angélique me rappelait les chants scouts du temps de Brazzaville. Au demeurant, le cou de ces jeunes voyageurs était noué par des foulards rouges. À la manière des scouts. Au cours du voyage, je découvris que tous appartenaient aux jeunesses communistes.

Dans mon compartiment se trouvaient d'autres Africains, de la FEANF également. L'un d'eux, camerounais, beaucoup plus âgé que nous, nous apprenait une chanson dans une langue de son pays que nous apprîmes tous. Un personnage étrange. La rumeur se répandit qu'il s'agissait d'un agent, au service de la police française, dont le rôle était de nous infiltrer, de relever l'identité de chacun d'entre nous et, vraisemblablement, d'identifier les membres de l'UNEK (Union des étudiants kamerounais) dont la plupart étaient clandestinement en liaison avec l'UPC (Union des populations du Cameroun), dont les maquisards, sous la direction de Ruben Um Nyobé, se livraient à des accrochages avec l'armée française dans la province camerounaise de la Sanaga maritime. Il y avait aussi, plus âgée que moi, mais plus jeune que le Camerounais, une jolie blonde souriante, professeure dans un lycée de Toulouse. Était-elle dans le

même compartiment que le mien, ou dans un voisin ? Peu importe. Elle n'était pas communiste, mais sympathisante. Elle appartenait à cette mouvance que le Parti appelait alors les compagnons de route. Nous nous découvrîmes des idées et une sensibilité communes. Elle allait au festival retrouver son ami de cœur, originaire du Soudan français (le Mali actuel) qui étudiait en Pologne.

À Vienne, nous fûmes logés dans des hangars. La délégation de la FEANF fut associée à celle de l'UGEAO (Union générale des étudiants de l'Afrique-Occidentale), venue directement de Dakar. Un responsable de la FEANF fit passer le mot d'ordre de nous vêtir en tenues nationales, pour la cérémonie d'ouverture. Les Sénégalais, les Soudanais, les Mauritaniens avaient pris soin d'emporter dans leurs valises leurs boubous de basin plus somptueux que des toges romaines. En Afrique centrale, hormis le Cameroun, nous n'avons pas de tenue traditionnelle. À moins de porter les pagnes de raphia des notables Batékés et Bagangoulous, fort inconfortables. Je me déguisai donc en Sénégalais.

Chaque délégation était précédée d'un porte-drapeau. Apprenant que la délégation algérienne arborerait non pas la bannière, mais le drapeau vert et blanc frappé d'un croissant rouge, l'ambassade de France, pour qui ce drapeau était celui des *fellagas*, fit pression sur les autorités autrichiennes afin qu'elle ne fût pas déployée. Les organisateurs ne fléchirent pas. Il n'y avait pas, il n'y a toujours pas, de drapeau africain. Les délégations africaines défilèrent donc derrière la pancarte Afrika.

Sur le parcours qui menait au stade, nous avancions lentement, en désordre, esquissant des pas de danse, au rythme de quelques tam-tams, fiers de nous exhiber aux badauds qui formaient une haie de curieux sur notre passage. L'entrée dans le stade était impressionnante. Les tribunes étaient pleines, et des groupes de jeunes viennois, en uniforme, et qui appartenaient sans doute à des organisations communistes, ou satellites de celles-ci, se levèrent, le bras tendu, en scandant, sur l'air des lampions, « *Afrika ! frunden und frunchaft* ». Mon voisin me souffla la traduction : « Afrique ! paix et amitié », qui était le thème du festival.

En fait, il n'y avait pas *une*, mais *des* délégations africaines. Celle de la FEANF était l'une des plus maigres, avec celle de la WASU (West African Students Union), établie à Londres. Les plus nombreuses étaient celles du Ghana et de la Guinée, pays fraîchement indépendants. Nous admirions et enviions leur statut et les applaudissions à chacune de leurs apparitions. Chaque fois que nous rencontrions les délégations de l'Union soviétique, des pays satellites et de la

Chine, je m'approchais d'elles et essayais d'engager la discussion avec leurs membres. Elles avaient toujours des encadreurs qui s'exprimaient en anglais. Le mien était pauvre, mais je n'hésitais pas à baragouiner. C'est, je crois, la première fois que je pris conscience que la langue de Shakespeare était la véritable *lingua franca* et qu'il fallait s'en pénétrer. Quelquefois, on se trouvait en présence d'encadreurs russes, polonais ou chinois qui parlaient couramment un français sans accent. Où l'avaient-ils acquis ? Tous prétendaient avoir été formés chez eux, à Moscou, à Varsovie, à Pékin. J'en béais d'admiration et, dans les conversations avec les membres de notre délégation, nous en concluions que derrière le « rideau de fer », ce n'était pas l'enfer et qu'y prédominait un climat de richesse et d'ouverture culturelles. Une chose me gênait cependant, que je n'exprimais pas à l'époque, c'était de constater que les chefs de délégation et les encadreurs n'étaient pour la plupart ni jeunes ni étudiants. Notamment pour celles des pays communistes.

La délégation indonésienne, particulièrement nombreuse, défilait en bon ordre. Tous les hommes étaient coiffés d'un calot en feutre semblable à celui que portait Soekarno, leur président. J'avais remarqué que Sékou Touré arborait également la même coiffure. Il ne s'en départait jamais. Ni en salle ni à la nuit tombée. Je cherchai à m'en procurer un.

Le programme du festival comportait de nombreuses soirées culturelles. Deux pays africains offrirent des prestations de grande qualité, le Ghana et surtout la Guinée avec des ballets où les jeunes filles dansaient la poitrine nue. Les spectacles des pays communistes étaient par leurs costumes, leurs chorégraphies, et à tous égards d'un niveau professionnel. Lorsqu'à la fin de leurs numéros l'assistance les ovationnait, ils applaudissaient aussi.

Dans la journée étaient organisés des séminaires sur différents thèmes qui avaient trait à la jeunesse et à la vie étudiante et dont le contenu semblait anodin. En fait, les débats se révélaient fortement politiques et déclenchaient des passions. Les participants y dénonçaient le capitalisme, l'impérialisme, surtout américain, le colonialisme et le néocolonialisme, surtout français, britannique, portugais et belge. J'assistai à l'un d'entre eux présidé par un Congolais, que je ne connaissais pas, mais dont j'avais beaucoup entendu parler, Lazare Matsocota. Il avait une voix de stentor et brillait par son intelligence, sa culture, et son habileté à maîtriser les débats. Au début de la séance était apparu un mastodonte noir, coiffé d'une casquette de gavroche et pour lequel la salle se leva, applaudit, trépigna. C'était le chanteur noir américain Paul Robeson, qui

m’était alors inconnu. J’appris qu’il venait juste de recouvrer un passeport. Il salua le festival, eut quelques paroles en faveur de la jeunesse et de la paix, évoqua la situation des Noirs aux États-Unis, insista sur ses origines africaines et son lien avec notre continent, avant de porter à l’oreille sa main en cornée. Mon voisin, un Sénégalais, me chuchota qu’ainsi procédaient les griots pour mieux entendre leur propre voix et la régler en conséquence. D’une voix de basse, bien timbrée, il entonna *Les Bateliers de la Volga*, en russe, *Old Man River*, en anglais, *Le Canadien errant*, pour partie en anglais, pour partie en français, avec un accent sympathique.

À la tribune se succédaient des délégations de tous les pays du monde qui lisaient dans toutes les langues de la terre des textes convenus mettant en pièce l’impérialisme, surtout yankee. Les associations auxquelles appartenaient ces orateurs étaient toutes affiliées soit à l’Union internationale des étudiants (UIE), dont le siège était à Prague, soit à la Fédération mondiale des jeunesses démocratiques (FMJD), dont le siège se trouvait en Allemagne de l’Est. Un étudiant britannique prit la parole. Il était venu à Vienne pour rencontrer des étudiants d’autres pays et s’entretenir des questions relatives à leurs conditions. Il déplora le contenu des débats auxquels il assistait et… il fut interrompu par une bronca. Le président de séance lui ôta la parole et la donna à un étudiant à l’accent américain, qui demanda des comptes sur les répressions contre les Mau-Mau, au Kenya, et celles qui avaient lieu en Rhodésie et au Nyassaland. Des pays d’Afrique dont je ne savais rien. Matsocota, alors président de séance, mit de l’ordre dans les débats et la longue série de litanies de condamnations contre l’impérialisme yankee reprit. Les accusations étaient proférées par des pays d’Amérique latine, par les Indonésiens et par d’autres pays que je découvrais. À la fin de la séance, je me suis rapproché de Matsocota, qui me promit de me revoir à Paris, avant d’être happé par un groupe d’officiels. Je rencontrai un groupe de trois ou quatre Congolais, venus directement du pays. Nous nous présentâmes et nous parlâmes de « la lutte au pays » dont j’ignorais tout.

L’ambiance du festival m’enchantait. Le soir, après les spectacles, nous nous mêlions à des groupes qui entonnaient à la guitare des chansons de leurs pays. Les Italiens chantaient et dansaient *Bella ciao*, les Mexicains *Cielito lindo*, les Arabes des airs où il était question d’Istiqlal. À une occasion, nous nous attardâmes avec un groupe au milieu duquel rayonnait une Algérienne d’une grande beauté. Elle venait de Médéa, où elle était institutrice et où elle participait à la lutte au côté du Front de libération nationale. Il fallait lui arracher les mots pour qu’elle consente à lâcher avec pudeur des miettes de son action, en souriant

avec une simplicité désarmante. Elle était venue clandestinement, en prenant des risques, jusqu'à Vienne. Elle s'appelait Myriam Khely. Qu'est-elle devenue ? C'était la première fois que j'entendais son prénom. Deux ans plus tard, je l'ai donné à ma première fille.

Dans le train du retour, je retrouvai la jeune femme blonde professeure à Toulouse. La nuit, nous discutâmes fort tard, nous nous rapprochâmes, nous allongeâmes sur la banquette d'un compartiment et, très naturellement, nous flirtâmes. À en oublier de dormir. À l'arrivée à Paris, nous regrettâmes de nous être livrés l'un à l'autre bien tardivement.

Un long jour, une courte nuit,

Puis au matin : « Bonsoir madame »

L'amour s'achève avec la pluie. (Aragon)

Nous avons échangé quelques lettres et chacun a été avalé par son quotidien. J'ai oublié son prénom.

Le festival de Vienne fut un catalyseur. Toutes mes heures étaient occupées et je ne me permettais aucun moment de loisir. En dehors de mes études, je consacrais le plus clair de mon temps à militer au sein de la FEANF, pour, selon la formule consacrée, obtenir sans délai l'indépendance de l'Afrique dans l'unité. Je me composai même un look en me procurant un calot à la Soekarno. Les plus actifs des adhérents de la FEANF, et une bonne partie de ses dirigeants, étaient sénégalais. Outre la section de Paris, notre branche la plus active était celle de Toulouse qui, à l'époque, était, après la capitale française, la ville universitaire où on trouvait le plus grand nombre d'étudiants africains. Au demeurant, si le siège de la Fédération se trouvait à Paris, Cité Rougemont, c'était à Toulouse que se situait la rédaction de notre organe d'information, *L'Étudiant d'Afrique noire*, dont le rédacteur en chef, avec Albert Tévoédjré, était mon ami d'enfance, Joseph Van den Reysen. À une époque où la censure existait encore en France, *L'Étudiant d'Afrique noire* faisait l'objet d'une surveillance étroite de la part des services français de sécurité, en raison de ses prises de position en faveur des combattants algériens et, de manière générale, de la virulence de ses propos anticolonialistes. Plusieurs numéros furent saisis et, de ce fait, distribués sous le manteau. Au retour du festival de Vienne, je publiai dans ses colonnes un article polémique, avant de me donner la mission d'y

rédiger régulièrement une chronique littéraire. J'y ai notamment fait des recensions des ouvrages du romancier sud-africain Peter Abrahams. Aujourd'hui, il ne se passe pas de mois sans que paraisse une nouvelle publication d'un auteur africain. À l'époque, nous étions à nos débuts dans la littérature et rares étaient les nouveautés. Inspiré par les exemples de Césaire, Senghor, et les pères du mouvement de la négritude, j'étais convaincu qu'il n'est pas de vie politique solide sans une dimension culturelle.

Cela me conduit à insérer ici un fait que je considère à l'origine de mon activité créatrice.

La FEANF exigeait de ses militants qu'ils participent à la vie des sections « territoriales ». Un terme qui surprendra sans doute le lecteur africain d'aujourd'hui. C'est que, dans ces années-là, la géographie politique africaine n'avait pas encore, hormis le Ghana et la Guinée, de nations reconnues. Nos pays n'étaient que des territoires de la Communauté. Je militais donc aussi à l'AEC (Association des étudiants congolais). Nos réunions se tenaient au foyer des étudiants de l'AEF (Afrique équatoriale française) qui se trouvait dans une rue perpendiculaire au boulevard Pasteur. À la fin d'une rencontre, je fouinai dans la bibliothèque. Un titre intrigua l'ancien hypokhâgneux : *Anthologie de la nouvelle poésie nègre et malgache*. Son auteur, Léopold Sédar Senghor. Un nom qui, avec ceux d'Houphouët Boigny, Ahidjo, et quelques autres, émaillait les motions et résolutions de la FEANF, toujours assortis du qualificatif de « fantoches », ou de « valets ou suppôts du colonialisme, du néocolonialisme et de l'impérialisme ». Mais la fibre littéraire l'emporta, j'empruntai le volume.

Je lus et relus plusieurs fois ces poèmes. J'en appris quelques-uns par cœur, surtout ceux du Guyannais Léon-Gontran Damas. Dans la constellation de la négritude, ce n'est pas l'étoile la plus grande. C'est celle qui m'éblouissait le plus. Son ton, intimiste, me bouleversait.

Rendez-les-moi, mes poupées noires…

Le rythme de ses vers, tantôt emprunté au jazz, tantôt inspiré des danses de nos villages, me coupait le souffle. Je fermai les yeux et pensai aux soirées autour du feu, à Maluku :

Ils sont venus ce soir

Où le tam-tam

À la Cité universitaire, je faisais part de mon émotion à mes camarades du groupe des anciens khâgneux. Ils accueillirent mes propos avec amusement,

comme si je découvrais, avec retard, l'Amérique. Ils évoquèrent un étudiant guinéen qui récitait par cœur, en s'accompagnant d'une guitare, *Le Cahier d'un retour au pays natal* et *Le Discours sur le colonialisme*, d'Aimé Césaire. Je ferais sa connaissance, quelques années plus tard, à Genève, dans des soirées où, autour de quelques bouteilles, dans une atmosphère enfumée, nous critiquions les premiers pas des dirigeants africains et bâtissions, avec le vocabulaire de la FEANF, le continent de nos rêves. En vérité, l'*Anthologie* de Senghor fut mon chemin de Damas culturel.

Même si j'avais fait le choix de suivre la filière qui menait au professorat d'histoire et géographie, les cours de mes maîtres d'hypokhâgne, et auparavant ceux de Michel Verret qui illustrait sa réflexion philosophique par des références poétiques ou romanesques, m'avaient profondément pénétré. Pour le dire plus simplement, j'étais un jeune intellectuel en herbe tout imbibé de culture européenne. J'avais plaisir à errer et à m'égarer dans la grande bibliothèque du monde où la fameuse phrase de La Bruyère me revenait comme ces rengaines qui vous reste dans la gorge et dont on a du mal à se défaire : « Tout est dit et l'on vient trop tard depuis plus de sept mille ans qu'il y a des hommes et qui pensent… » Et voici que je découvrais une humanité pensante que le monde avait ignorée et que j'entendais des voix. Des voix d'un ton nouveau. Des voix neuves. Des voix qui disaient l'absence d'un monde dans lequel flottaient les parfums de mon enfance, l'odeur de ma grand-mère, le souvenir de ceux de mes ancêtres que je laissais dans l'ombre et dont, peut-être, sans doute à l'époque, j'avais honte. Il fallait me reconstruire, resculpter, remodeler mon âme, écouter le bouillonnement de mes reins, emprunter des sentiers de latérite, explorer mes forêts, prêter l'oreille au chant des griots, ces aèdes d'une autre couleur, se perdre dans la savane, labourer des terres en friche dont j'étais l'héritier : un trésor y était enfoui. Non, monsieur La Bruyère, tout n'avait pas été dit.

Entre-temps, l'Indépendance fut proclamée. Dans la balkanisation. Les territoires réunis dans l'ancienne fédération de l'AEF mirent chacune un point d'honneur à posséder son drapeau, son hymne, ses ambassades. Les biens communs furent répartis, avec plus ou moins de bonheur. Personne ne se soucia de la bibliothèque du foyer des étudiants. Je gardai l'*Anthologie* de Senghor. Des années plus tard, revenu au pays, je l'ai fait relier. J'ai dû la prêter à quelqu'un avec force recommandations. Il ne me l'a jamais rendue. Il ne faut pas, on le sait bien, prêter ses livres les plus chers.

Après le festival de Vienne, une fièvre est entrée dans moi, m'a envahi. Le militantisme. Je l'entretenais. Chaque après-midi, après mes cours à la Sorbonne, dans le métro de la ligne de Sceaux, entre les stations Luxembourg et Cité-Universitaire, je lisais *Le Monde*, comme un bréviaire, à la quête d'articles sur l'Afrique. Ils étaient rares. La plupart du temps, des entrefilets. Quelquefois un reportage, une chronique, où l'auteur expliquait les événements par le tribalisme ou la main de Moscou. Une fois par semaine, j'achetais les *Lettres françaises*. Chaque fois, je commençais par la recherche de l'éditorial. Quand il était signé d'Aragon, je le lisais lentement. Je le reprenais plusieurs fois. Outre son style, ample, classique, que je savourais comme un air de Mozart, une rumba congolaise, une biguine antillaise, j'adoptais pour mentor l'écrivain à la plume inimitable, qui menait de pair, avec sa création, une action militante dans un parti qui, lui aussi, dénonçait le colonialisme et prônait la fin de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Je supprimai les visites aux membres de ma famille, afin de m'offrir sans réserve à la Révolution. J'étais volontaire pour toutes les missions et mettais en œuvre tous les mots d'ordre de la FEANF. Je participais aux séminaires, dont un à Rennes, où la tête d'affiche était Cheikh Anta Diop. Un physicien qui s'était soudain passionné pour l'histoire au point de soutenir une thèse à la Sorbonne. Elle avait fait grand bruit dans le milieu universitaire. Si le travail du chercheur sénégalais obtint une mention du jury, ses assertions ne laissaient pas d'horrifier bon nombre de spécialistes. Les éditions Présence africaine publièrent ce mémoire sous le titre de *Nations nègres et culture* dans lequel l'auteur réaffirmait ses idées iconoclastes. En étayant ses affirmations sur des analyses scientifiques des momies, en recourant au carbonne 14, il affirmait que les pharaons avaient la peau noire et les cheveux crépus. Nous n'étions donc pas, comme l'affirmait la doxa coloniale, des sauvages sans histoire, sans civilisation, mais les bâtisseurs des pyramides. Nos ancêtres étaient du même coup ces Égyptiens de l'Antiquité à l'école desquels les Grecs et les Romains s'étaient placés afin d'apprendre la mathématique et de réviser certaines de leurs notions de philosophie. Nous n'étions donc pas ces peuples sans culture, sans histoire, sans civilisation, à la lisière de l'humanité que l'Europe était venue civiliser. Ainsi tombaient les arguments qui avaient servi de prétexte à la colonisation. Le temps était venu d'alléger l'Homme blanc de son fardeau[3], de nous « ceindre les reins, ainsi qu'un vaillant homme[4] » et de nous assumer. Je fus heureux de rencontrer Cheikh Anta Diop au séminaire organisé par la FEANF à Rennes. Il était intarissable et subjuguait une assistance déjà acquise, mais heureuse

d’engranger des arguments. À la fin de la rencontre, nous nous sentions allégés d’un grand poids, nous ne rasions plus les murs, nous nous redressions et marchions fiers dans les rues, nos têtes enflammées par le brandon que l’historien sénégalais y avait jeté. J’écrivis un reportage de la réunion dans *L’Étudiant d’Afrique noire*, que je vendais à la criée devant les grilles de la Cité universitaire et dans la cour de notre vénérable Sorbonne. Une revue dont nous aimions à reprendre la devise qui figurait sur la première page et qui était une citation de Ghezo, roi d’Abomey : « Si tous les enfants du pays venaient, de leurs mains réunies, boucher les trous de la jarre percée, le pays serait sauvé. »

J’étais assidu aux conférences que faisait, au Palais de la Mutualité, une fois par mois, André Ribard, auteur de *La Prodigieuse Histoire de l’humanité*. Ribard était un vieillard handicapé, transfuge du Parti communiste français, mais qui vouait une foi étonnante à la cause marxiste-léniniste. Son ouvrage n’intégrait pas l’Afrique dans cette « prodigieuse histoire » humaine. Il ne devait rien savoir du sujet. Nous n’en avions cure. En fait, ce qui nous attirait était sa lecture de l’actualité à la faveur d’une grille marxiste-léniniste. Je participais aux manifestations contre la guerre d’Algérie et j’étais de tous les meetings de protestation contre ce que le Parti communiste français et son organe, *L’Humanité*, appelaient invariablement « la sale guerre ». Lors de ces occasions, nous côtoyions des tribuns célèbres, dont la jeunesse et le talent oratoire m’impressionnaient. Me Vergès, par ailleurs avocat de la FEANF, Me Gisèle Halimi, Me Oussedik, Roland Dumas, et quelques autres, enfiévraient la salle par leur éloquence. La première des manifestations à laquelle je pris part avait été organisée pour protester contre l’assassinat de Me Ould Aoudia, un avocat algérien. Je ne savais rien de lui. À la fin de la réunion, nous dûmes faire le coup de poing pour nous défendre de l’attaque de jeunes nervis d’extrême droite qui, sous la houlette du groupe Jeune Nation, avaient encerclé la salle et nous attendaient armés de chaînes de vélo et de battes de base-ball. Je n’étais pas encore admis à participer aux réunions, quasi clandestines, des Comités de liaison et anticolonialiste, mais j’avais la primeur de leur contenu. Je militais à perdre haleine.

La FEANF tenait son congrès chaque année, au mois de décembre. Je participais à la session de 1959, dans une salle obscure de la rue de la Grange-aux-Belles. Je ne sais plus qui présenta ma candidature au Comité exécutif de l’organisation. Cet organe dirigeant était composé d’un président, de plusieurs vice-présidents, chargés chacun d’un domaine (relations internationales, affaires panafricaines, finances, etc.), d’un secrétaire général et de secrétaires qui

secondaient les vice-présidents. Notre président était Moustapha Diallo, un étudiant, alors à la fin de ses études de médecine. Petit, l'œil malicieux, le regard perçant, mâchant souvent un cure-dent, il avait une mise soignée, et son statut d'interne des Hôpitaux de Paris lui avait permis de s'acheter une traction avant Citroën dans laquelle nous nous entassions. On me confia le poste de secrétaire aux affaires panafricaines. J'avais bien une idée de la signification du terme ronflant de « panafricain », mais elle était vague. J'eusse été bien en peine d'expliquer la différence entre africain et panafricain. Qu'à cela ne tînt. J'endossai le costume.

J'étais chapeauté par un vice-président : Abdoulaye Fadiga, un Ivoirien, qui allait devenir un ami, jusqu'à sa disparition. À son retour en Côte d'Ivoire, il fut embastillé par Houphouët-Boigny, pour des raisons obscures de complot et croupira quelques années en prison, jusqu'à ce qu'on reconnût que pesaient sur lui plus de suspicions que de preuves. En mission à Abidjan, en 1967, ou 1968, j'allai lui rendre visite à son domicile. Plus tard, le même Félix Houphouët-Boigny lui confiera la direction générale de la Caisse de stabilisation des produits agricoles, qui financera le développement de la Côte d'Ivoire, avant d'être nommé premier gouverneur de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest. Lorsque, en 1988, je me rendis à nouveau dans la capitale ivoirienne, porteur d'un message du Directeur général de l'Unesco, au président Houphouët-Boigny, j'eus pour voisine, dans l'avion, une dame blonde de grande classe que je ne connaissais pas. Récemment veuve d'un homme d'affaires français installé en Côte d'Ivoire, elle était dirigeante d'une société immobilière fondée par elle-même. Je compris vite qu'elle était introduite auprès des plus hautes autorités du pays. Elle allait devenir plus tard Mme Dominique Ouatarra, aujourd'hui première dame de la Côte d'Ivoire. Quand je lui citai le nom d'Abdoulaye Fadiga, elle me demanda si je le connaissais bien, avant de m'apprendre qu'il était alors très malade. Je me proposai de lui téléphoner dès mon arrivée. Elle me dit qu'il n'était pas à Abidjan, mais dans un hôpital à Paris et me conseilla de faire vite. Le jour de mon audience à la résidence présidentielle de Cocody, j'eus à peine tendu le message de Federico Mayor, alors directeur général de l'Unesco, au président Houphouët-Boigny que nous fumes interrompu par un appel téléphonique. Le visage du président se décomposa. Par la fenêtre, un corbeau s'envola et j'entendis le président murmurer d'une voix faible, avant de déposer le combiné : « Eh bien ! il ne nous reste plus qu'à prier. » Puis, se ressaisissant, il ajouta, en me regardant l'œil triste : « Nous venons de perdre l'un de nos meilleurs cadres, il était à la Banque

centrale…

— Abdoulaye Fadiga ? »

Je compris que le chef de l'État avait besoin de se retrouver seul avec lui-même.

Le lendemain, il me fit contacter à l'hôtel et nous déjeunâmes en tête à tête. L'occasion pour moi d'évoquer la mémoire de mon camarade et de poser à celui qu'on appelait respectueusement « le Vieux » de nombreuses questions sur son parcours, sa vision de son pays, de l'Afrique. À la fin du repas, il m'annonça que, après lui et la famille du disparu, avant le public, je serais le premier à m'incliner devant la dépouille du défunt, à la morgue d'Abidjan. En contemplant, à travers la lunette de sa bière, le visage immobile de mon camarade, je pensais à nos années FEANF.

Les autres membres du Conseil exécutif élus en 1959 étaient Kader Fall, chargé des Affaires étrangères. Lui aussi est parti prématurément, foudroyé dans son fauteuil, un soir, dans le salon de sa résidence, alors qu'il était ambassadeur du Sénégal à Ottawa. Un garçon brillant, à la fibre littéraire, d'une grande sensibilité, aux yeux malicieux derrière ses lunettes aux branches d'écaille, que je revois, à une table du café Le Babel, aspirer la fumée de sa cigarette et siroter l'un de ses douze ou quinze expressos quotidiens, dont le manque provoquait en lui des crises de mauvaise humeur. J'en fis une fois les frais et crus que notre amitié était à jamais rompue. C'est ma compatriote, Aimée Gnali, alors très proche de lui, qui me rassura et me révéla la véritable source de son étrange comportement. Effectivement, avant la fin de la journée, Kader vint s'excuser.

Le souvenir de Kader Fall est aussi lié à un autre événement. Peu après l'assassinat de Patrice Lumumba, le héros, et martyr, congolais, toujours en ce cher Babel, je lui confiai la lecture d'un poème manuscrit que cette tragédie m'avait inspiré. Il le considéra longuement, me félicita, avant d'ajouter que mon texte serait meilleur si je faisais disparaître les Patrice et les Lumumba qui émaillaient le texte. C'est ainsi que je corrigeai ce qui devait devenir *Du côté du Katanga*, le premier bourgeon de ma production littéraire. C'est toujours avec émotion que me reviennent les images de Kader Fall chaque fois que je rencontre son fils, le journaliste Jean-Karim Fall, sa copie en couleur métisse.

Entre le moment où j'écrivais ces lignes et où je relis mon tapuscrit, Karim est lui aussi parti rejoindre son père.

Il y avait également Habib Thiam, ancien champion de France du 100 mètres

plat, futur Premier ministre, puis président de l'Assemblée nationale du Sénégal. Il y avait Fara Ndiaye, dont j'ai oublié la fonction précise au sein du Comité exécutif ; il y avait ma compatriote Mambou Aimée Gnali ; Yves Brenner, un métis togolais, pince-sans-rire au visage poupon, rigoureux dans la tenue des comptes ; Hamadou Dicko, originaire de la Haute-Volta.

La FEANF était affiliée à l'Union internationale des étudiants dont le siège était à Prague, en pays communiste. Son président était Jiri Pélikan, un Tchèque, dont les traits du visage et la crinière poivre et sel trahissaient l'âge et faisaient douter de son statut d'étudiant. Nous le supposions tous, mais personne ne dénonçait la supercherie. C'était un de ces apparatchiks, contrôlés par Moscou. Cultivé, brillant, intelligent, il parlait couramment plusieurs langues dont, en plus de sa langue maternelle, l'anglais, le russe, l'espagnol. Son français, sans accent, était étonnant.

Pour être active, la FEANF tablait beaucoup sur ses cotisations. Mais celles-ci n'auraient pas suffi à assurer notre train de vie. Sans doute recevions-nous une subvention du gouvernement ghanéen et, à un moindre niveau, du gouvernement guinéen, les deux pays d'Afrique noire alors indépendants. Mais la contribution la plus importante provenait de l'Union internationale des étudiants. Au cours d'une mission en Pologne, j'eus l'occasion de faire une halte au siège de l'UIE, à Prague. Sans bénéficier de conditions luxueuses, je découvris que c'était le quartier général d'une organisation internationale avec un appareil bureaucratique impressionnant composé de fonctionnaires fournis par les différents pays communistes de ce qu'on appelait alors le bloc de l'Est. Ces derniers assuraient l'encadrement d'étudiants en rupture de ban avec leurs pays. De jeunes révolutionnaires de pays d'Amérique latine ou de pays africains encore sous le joug colonial. C'est à cette occasion que je rencontrai pour la première fois des ressortissants de l'Afrique australe. Certains d'entre eux avouaient se sentir mal à l'aise dans leur statut et que le corset de fer des encadreurs communistes leur pesait.

Les langues de travail étaient le russe et l'anglais.

L'UIE mettait à notre disposition des bourses d'études dans les pays communistes. Je me souviens d'avoir signé les papiers permettant à des condisciples guinéens, expulsés de France à l'issue d'une manifestation pour l'indépendance de l'Algérie, de se rendre en Pologne. La langue ne constituait pas une barrière pour ceux qui choisissaient d'aller accomplir leur cursus universitaire dans ces pays-là. À leur arrivée, ils étaient regroupés pour une

année de cours linguistiques intensifs. Mais je crois surtout que les Africains bénéficiaient du fait que nous sommes tous, du moins à cette époque, des polyglottes naturels. En effet, la mosaïque linguistique est telle sur le continent que lorsqu'on quitte son village, il faut pour être compris dans le village voisin apprendre une autre langue. La seule langue africaine que je parle aujourd'hui est le lingala. Mais, dans mon enfance, le kikongo et le sangho furent également mes langues de jeu. Certains de mes camarades pouvaient s'exprimer dans quatre ou cinq langues. Ma grand-mère, cette Socrate féminine, analphabète, parlait couramment aussi plusieurs langues.

Je découvris vite que la plupart des dirigeants de la FEANF étaient membres d'une organisation clandestine, le Parti africain de l'Indépendance (PAI), auquel j'adhérais.

Le PAI se définissait comme un parti d'avant-garde, marxiste-léniniste. Nous disions que c'était le premier de cette nature en Afrique noire. Nous oubliions l'existence du Parti communiste sud-africain et de l'ANC. Nous ignorions celle du Parti communiste soudanais.

Comme beaucoup de mes congénères, j'aurais pu adhérer au Parti communiste français. Cet attrait pour le communisme étonne aujourd'hui mes enfants et mes petits-enfants. Ils associent le communisme au stalinisme et au goulag. À notre époque, le communisme, en France, offrait un autre visage. C'était le parti de la résistance contre le nazisme. Le parti de l'affiche rouge chanté par Aragon. Celui du groupe Manouchian, dont les membres furent fusillés un matin de février au mont Valérien. De Gaulle n'avait-il pas reconnu le rôle joué par le PCF pendant la Résistance en prenant, après la libération, dans son gouvernement, comme vice-président, son secrétaire général, Maurice Thorez ? N'était-ce pas à ce parti qu'adhéraient les principaux intellectuels et artistes de l'époque : le couple Joliot-Curie, Paul Éluard, Louis Aragon, Picasso, Fernand Léger ? Sans compter les compagnons de route, comme Yves Montand, Simone Signoret, Gérard Philipe ? C'est le Parti qui soutenait la lutte de libération du peuple algérien, c'est le parti qui, en vertu de l'internationalisme socialiste, ne pouvait pas être raciste. Il y a sans doute eu, en dehors du PCF, des personnalités qui n'étaient pas racistes et prenaient position contre la colonisation, mais en tant que communauté, le PCF était le seul dont la ligne était claire sur ces sujets.

Malgré ce contexte, auquel j'étais sensible, deux raisons me dissuadaient de prendre ma carte au PCF : la première était de m'affirmer comme Africain et de

souligner ma différence par rapport à la France ; la seconde était la position du PCF sur la question coloniale. Influencés par la stratégie du Parti communiste soviétique, les communistes français estimaient que les marxistes africains devaient contribuer à hâter la révolution en France, à la faveur de laquelle serait créée une grande communauté socialiste à l'image de l'Union soviétique. Ce raisonnement reposait sur le présupposé que la domination française était insupportable dans la mesure où elle était celle d'un pays capitaliste, impérialiste, exploiteur, mais que dans le beau paradis d'une France révolutionnaire, socialiste, où tous les peuples seraient unis, libérés de l'exploitation de l'homme par l'homme, sous la direction éclairée des prolétaires européens et africains, la pétition pour l'Indépendance perdait son sens.

En fait, le PAI était essentiellement implanté au Sénégal, dirigé par Mahjemout Diop, et sa section française était, pour son écrasante majorité, composée d'étudiants de ce pays. En France, les autres cellules du continent étaient celles de la Centrafrique et du Congo, qui n'avaient aucune base dans leurs pays d'origine. En France, notre mission consistait à susciter des adhésions parmi tous les étudiants originaires de l'Afrique noire, de noyauter la direction de la FEANF, et d'implanter le parti dans nos territoires respectifs. Nos réunions avaient lieu à la Cité universitaire, au pavillon de la FOM et au foyer des étudiants de l'Afrique-Occidentale, à la porte Dorée. Pour bien en affirmer le caractère clandestin, certains de nos militants, qui suspectaient, non sans raison, d'avoir été placés sur écoutes, se dissimulaient sous des pseudonymes. À vingt ans, tout cela était grisant, enthousiasmant.

La FEANF a-t-elle eu un impact significatif sur, comme on disait dans notre langage formaté, les peuples d'Afrique et sur les mouvements d'Indépendance ? A-t-elle été l'un des acteurs majeurs de la libération africaine ? Certains, comme mon camarade Matsocota, le contestaient. Non qu'il mît en cause le bien-fondé de l'action étudiante, mais parce que, perfectionniste, il estimait que nous pouvions mieux faire. Il affirmait que, après avoir chipoté, comme des Byzantins, sur leurs formulations, nous votions des motions, des résolutions, des condamnations, des appels à se soulever qui se perdaient dans l'atmosphère et n'atteignaient pas notre continent ; que nos mots d'ordre ne parvenaient pas à ceux auxquels ils étaient destinés, à savoir les populations de nos pays ; que nous pratiquions des exercices de lyrisme et psalmodions de vaines incantations…

Il déplorait que notre voix ne fût pas entendue de ceux dont nous voulions incendier les esprits et que nous appelions au soulèvement. Sans doute faut-il,

pour bien saisir la mesure des choses, rappeler le contexte d'alors.

Nous n'avions pas accès à la radio et la télévision en était à peine à ses débuts. Le seul moyen de communication dont nous disposions était l'écrit. Or, sans même rappeler le fait que les « masses » auxquelles nous nous adressions étaient pour leur plus grande part analphabètes, nos textes et nos tracts, avec les moyens de transport du moment, mettaient un temps infini à parvenir à leurs destinataires. D'ailleurs, nos rares correspondants clandestins ne les recevaient pas. Grâce aux renseignements de leurs indicateurs, la police et la douane interceptaient et détruisaient notre littérature.

Il y avait pourtant une période propice à l'action de nos agitateurs. Celle des grandes vacances, quand nous rentrions au pays. Les archives de police témoignent que les services de sécurité locaux étaient alors sur les dents. Même si, depuis 1945, avec la fin du régime de l'indigénat, une certaine dose de démocratie réelle avait fait son apparition dans les colonies françaises, et que des partis politiques indigènes pouvaient effectivement s'exprimer librement, pour autant qu'ils n'abordassent pas le sujet sensible de notre indépendance, les représentants de la FEANF et, chez nous, de l'Association des étudiants congolais – celle-ci étant affiliée à celle-là – étaient jugés particulièrement dangereux du fait que ces syndicats étudiants étaient considérés comme des organisations cryptocommunistes. Au demeurant, un certain nombre de conférences et de meetings convoqués par nos camarades étaient interdits. Nous étions, ne l'oublions pas, dans le contexte de la guerre froide et, même si le Parti communiste français (alors parti des résistants et premier parti de France) avait une existence légale et officielle, en France, aux colonies c'était une autre affaire. Le « danger rouge », la hantise de « l'homme au couteau entre les dents », la crainte des agents de Moscou sécrétaient une paranoïa et l'anticommunisme y revêtait un aspect primaire.

Que les idées de la FEANF aient eu en leur temps un rôle que les services de sécurité coloniaux ne traitaient pas à la légère est incontestable. La chose fut considérée avec sérieux dans la période précédant le référendum organisé par le général de Gaulle afin que chaque territoire des colonies françaises se déclarât clairement soit en faveur de son appartenance à la communauté française, une manière de Commonwealth à la française, soit en faveur de l'Indépendance. À cette occasion, la FEANF donna mission à ses membres d'aller sur le terrain et de s'investir dans une action de propagande et d'agitation en faveur du *non*, vote qui libérerait nos pays des chaînes coloniales. Nos camarades accomplirent cette

mission, effectivement, activement, efficacement. Sans doute par le truchement de certains partis locaux, qui les utilisaient, en appréciant une ressource humaine fraîche, dynamique, aguerrie. Cette action faillit porter ses fruits dans l'ancien Soudan français (aujourd'hui Mali) et au Sénégal, où nos activistes perturbèrent un meeting du général de Gaulle, le 26 août 1958, en agitant des pancartes et des calicots en faveur du non. Ébranlé, le général de Gaulle interrompit son discours pour leur lancer, avec cette élocution un peu vieux jeu, sur un rythme essoufflé, qui lui était propre : « Je veux dire un mot d'abord aux porteurs de pancartes. Voici ce mot : s'ils veulent l'indépendance à leur façon, qu'ils la prennent le 28 septembre… Nous ne sommes pas à l'époque des démagogues. Qu'ils s'en aillent, les démagogues, d'où ils viennent, où on les attend. » La veille, à Conakry, une situation analogue avait tourné au vinaigre et de Gaulle s'y était attiré la fameuse réplique cinglante de Sékou Touré : « Nous préférons la liberté dans la pauvreté à la richesse dans l'esclavage. » Formule ronflante qui exaltait nos cœurs de vingt ans. Un mois plus tard, le 28 septembre, le non l'emportait effectivement au référendum, en Guinée, ce pays devenant, à la suite du Ghana, le deuxième pays d'Afrique noire, mais le premier d'Afrique francophone, à accéder à l'Indépendance. Il est établi que, à cette occasion, non seulement la FEANF apporta une contribution importante, que Sékou Touré lui-même reconnut, mais lança immédiatement un mot d'ordre appelant ses militants à se mettre, toutes affaires cessantes, à la disposition de la Guinée. Un très grand nombre de ceux qui étaient parvenus à la fin de leur formation répondirent à l'appel et une internationale de jeunes gens formés aux idées de la FEANF arrivèrent en masse en Guinée pour combler le vide laissé par le départ des cadres français. Aucune autre génération n'aura vécu les transports de l'âme que ces moments engendrèrent. Ce qu'il en advint par la suite constitue une autre histoire.

Au total, la FEANF me fut une école de formation politique. Les voyages qu'elle nous donnait l'occasion d'effectuer, pour assister au congrès d'autres formations étudiantes, ou à des manifestations de partis politiques ou de syndicats progressistes, ouvraient nos horizons et nous offraient la possibilité d'établir un réseau de relations qui allaient plus tard nous être très utiles.

1. Terme par lequel les normaliens de la rue d’Ulm appellent leur répétiteur.

2. Terme oulof pour désigner les Blancs. Comme les Sénégalais étaient alors les plus nombreux, tous les Africains s’appropriaient le terme.

3. *The White Man’s Burden* de Kipling.

4. Aimé Césaire, *Le Cahier d’un retour au pays natal*.

Cette période de militantisme étudiant correspondit aussi à une évolution capitale dans ma vie personnelle.

J'ai indiqué rapidement, plus haut, que mon départ au festival de la jeunesse, à Vienne, en 1959, m'avait été une occasion de surmonter un dépit amoureux.

À la rentrée de l'année universitaire 1958-1959, j'avais fait la connaissance de Joseph Avaro-Ambrouet, un jeune étudiant gabonais, qui, comme moi, habitait la Cité universitaire, et qui, comme moi, entamait sa licence d'histoire à la Sorbonne. À la sortie d'un cours, il me présenta deux jeunes condisciples qui étaient à l'École normale supérieure de jeunes filles, laquelle, à cette époque, se trouvait également au boulevard Jourdan, en face du pavillon néerlandais. Cela nous conduisit à faire ensemble le trajet de métro entre les stations Luxembourg et Cité-Universitaire. L'une des deux normaliennes était une Eurasienne. Nous avons flirté et nous sommes aimés. En raison du règlement intérieur de la Cité universitaire qui obligeait les résidents, en première année, à partager une chambre double, je ne pouvais l'inviter à me rendre visite. C'est elle qui m'accueillait le dimanche dans sa « turne ». Les mœurs, ou les préjugés, comme on voudra, de l'époque jouant, nous nous livrions à des jeux de l'amour sans aller au bout. Mais cela suscitait en nous des transports et des liens qui nous amenaient à partager nos emplois du temps comme un couple marié. En réalité, notre liaison ne dura qu'un trimestre. À la fin décembre, elle alla passer ses vacances chez ses parents, à Nice. Au retour, je la trouvai fuyante. Finalement, elle m'annonça, en larmes, le dimanche, dans sa « turne » du boulevard Jourdan, qu'il fallait mettre un terme à notre relation. Elle avait fait part à ses parents de ma présence dans sa vie et la réaction de son père avait été orageuse. C'était un Chinois du régime de Tchang Kaï-chek, ancien ambassadeur de la République de Chine (Taïwan) auprès de l'Unesco. Le régime de Taïwan étant soutenu par les États-Unis, qui pratiquaient alors la ségrégation à l'égard des Noirs, je n'étais

donc pas le bienvenu dans la famille. Abasourdi par cette nouvelle, je sombrai dans le désespoir. Avec le recul, je pense que ma frustration n'était pas seulement due au fait d'être privé de ce qui avait produit chez moi le fameux « coup de foudre », à savoir, sa beauté, son intelligence, son humour, parce qu'elle était aussi une métisse, mais par dessus tout parce qu'elle était normalienne. C'est-à-dire l'élève d'une grande école que j'avais rêvé d'intégrer, et à laquelle j'avais dû renoncer en raison de mes déboires en thème latin en classe d'hypokhâgne. Être choisi par E… me revalorisait par rapport à un échec antérieur. Notre soudaine rupture m'abasourdit. Je n'avais plus la tête à mes études. Je me rendais aux cours dans le seul espoir que nos chemins se rencontrassent. Je mangeais peu, mes nuits étaient agitées, je n'arrivais plus à fixer mon attention sur une ligne, je dépérissais. Le monde autour de moi s'effondrait. Au début de l'été, je me présentais sans conviction à mes examens. Je fus ajourné. Une session de rattrapage avait lieu à l'automne, je n'avais ni l'énergie ni la motivation pour m'y préparer. Afin de m'aérer l'esprit et d'oublier, je m'intégrais dans la délégation de la FEANF qui se rendait à Vienne participer au VIIe festival de la jeunesse et des étudiants.

Qu'une amourette, au bout du compte platonique et brève, ait produit de tels effets sur moi surprendra le jeune lecteur d'aujourd'hui. Mais, au risque de me répéter, c'était une autre époque.

Je forçai la porte d'un prêtre oratorien, alors de grande notoriété, le père François Houang.

J'avais entendu parler de lui, en hypokhâgne, par les « talas » du lycée Henri-IV, puis par E… elle-même. Talas ? Dans le jargon des classes préparatoires aux grandes écoles, on divisait les étudiants en trois groupes : d'une part les « cocos » (communistes), d'autre part les « talas » (ceux qui von*t-à-la* messe), enfin les autres.

Le père Houang était alors vicaire de l'église Saint-Eustache, dans le quartier des Halles. Dès l'abord, je lui révélai l'objet de ma détresse, en précisant qu'il s'agissait d'une Eurasienne, imaginant sans doute que les Chinois, alors très peu nombreux en France, formaient un cercle dans lequel tout le monde se connaissait. Il me demanda le nom de celle qui faisait l'objet de mon tourment. Il la connaissait. Ainsi que sa famille. Il me conseilla de l'oublier. Les choses auraient pu s'arrêter là, mais l'homme d'Église était sensible à mon mal. Il m'invita à parler de moi avant de venir à se raconter lui-même. La chose vint naturellement, simplement. Il me paraissait vieux. Il avait quarante-huit ans.

Dirigeant des Jeunesses communistes chinoises, il avait été arrêté et condamné à une lourde peine par le pouvoir de Tchang Kaï-chek. Grâce à la richesse et aux relations de sa famille, il fut gracié à condition qu'il quittât la Chine et n'y revînt plus. Je n'ai pas demandé pourquoi il avait choisi la France comme pays d'asile. Une de ses biographies indique qu'il aurait bénéficié d'une bourse d'études. Il s'intégra vite dans sa société d'accueil et, au cours de la guerre 1939-1945, participa à la résistance contre le nazisme en devenant membre d'un maquis dans lequel il fit la connaissance d'une femme dont il tomba amoureux. La foi chrétienne de celle-ci l'impressionna. Elle fut emportée par un cancer. Il se convertit au catholicisme en 1945. Quelques années plus tard, il sera ordonné prêtre dans la Congrégation de l'Oratoire. Ma première visite fut suivie de beaucoup d'autres. Chaque fois que j'étais envahi par l'abattement, je me rendais sans préavis à Saint-Eustache. Chaque fois, il me recevait. Une image me revient souvent. Celle d'un après-midi où je me présentais à l'improviste chez lui. Je le trouvai à sa table de travail, plongé dans la rédaction d'un texte. Il releva la tête, sans quitter sa chaise, me salua brièvement d'un mouvement du chef, m'indiqua un siège afin que je m'asseye, poursuivit un instant sa tâche, poussa un soupir, rangea les feuillets devant lui avant de m'accueillir vraiment. J'éprouvais un malaise. Je n'étais pas fier de moi. Je l'avais dérangé et je voulus prendre congé. Il me retint.

Nos conversations se passaient soit dans la pièce qui leur était dévolue, soit en marchant dans les rues de Paris, nous arrêtant à l'occasion dans un bistrot du quartier des Halles. Depuis, j'ai su qu'il avait traduit, avec Michel Leiris, un texte fondamental de Lao-Tseu et était l'auteur de plusieurs ouvrages qui tous faisaient autorité tant chez les sinologues que dans les milieux des philosophes catholiques. J'ai vainement tenté à l'époque de me procurer l'un de ses livres. Il était épuisé et, à l'époque, on rééditait moins qu'aujourd'hui. Au bout du compte, je n'ai rien lu de lui, mais il a diffusé en moi une philosophie de la vie. Oralement. C'est un autre de mes Socrate. Ces maîtres dont la réflexion m'a été communiquée par le verbe et non par le texte. Les trois autres sont ma grand-mère – une analphabète –, Michel Verret, mon professeur de philo du lycée de Nantes, Jacques Demorgon, un ami, un frère, dont je n'ai pas parlé. Le père Houang m'apprenait la Chine, m'expliquait pourquoi le communisme représentait un choix capital et bénéfique pour son peuple, affirmant que, dans ses prières, il remerciait Dieu d'avoir fait choisir cette voie à son pays : « Je dis souvent aux Occidentaux, et à mes amis chrétiens, vous avez conçu le christianisme, mais c'est la Chine qui porte la croix du monde. » Il me posait une

foule de questions sur l'Afrique, pour lesquelles je ne possédais que quelques réponses, parfois douteuses ; il soulignait l'importance de l'organisation : « L'Occident a tiré sa puissance de sa capacité à s'organiser. La connaissance ne suffit pas : nous avons inventé la roue, nous publiions la Gazette de Pékin alors que les Gaulois étaient encore un peuple primitif, mais parce que nous manquions d'organisation, nous avons été dominés. » Il craignait que le climat, les traditions et les coutumes ancestrales, ne prédisposassent pas les prêtres africains à respecter leur vœu de chasteté ; il abordait les questions de la sexualité, m'encourageait à revenir en Afrique, même si je devais, insistait-il, y être pendu, car, expliquait-il, en France, nul n'avait besoin de moi, tandis que, en Afrique, j'appartenais à la première génération d'élite, j'y étais un objet précieux. Nous n'avons jamais débattu de religion, de foi et des questions qui s'y rattachaient ; il me parlait de l'amour, me dissuadait d'avoir pour idéal l'horizon étriqué de la vie familiale ; je devais devenir un homme de vision, d'action, de changement. Il m'a confié de nombreux préceptes, fruits de sa réflexion et de son expérience, dont l'énumération ici serait fastidieuse.

À mon retour en France, dans les années quatre-vingt, j'ai repris contact avec lui. Nous nous sommes revus quelquefois. En 1990, j'ai appris sa mort par la presse. Son enterrement avait lieu le jour où je devais présenter aux États membres du Conseil exécutif de l'Unesco un rapport sur mon secteur… Je ne me pardonne pas mon absence à ses obsèques.

En 1960, dix-sept pays africains accèdent à l'Indépendance. Parmi eux, le mien. La République du Congo, souvent appelé le Congo-Brazzaville. Paradoxalement, il avait été précédé de quelques mois par le Congo-Léopoldville. Paradoxalement, car sous la chape de plomb de la colonisation belge, les velléités d'émancipation y étaient brutalement étouffées.

À la FEANF, nous avions une réponse toute prête pour ceux qui hiérarchisaient les types de régimes coloniaux : il ne s'agissait pas pour nous de savoir à quelle sauce nous serions mangés, mais de ne pas se faire manger. Pourtant, je savais, pour les avoir vécus, que les traitements subis par les Noirs variaient d'une rive à l'autre du fleuve Congo. Même si, à Brazzaville, comme à Pointe-Noire et Bangui, l'on nous lançait des regards de mépris, même si l'on nous faisait des réflexions blessantes, lorsque nous nous aventurions dans certains quartiers, même s'il existait des quartiers différents selon la couleur de la peau, nous avions, depuis 1945, le droit (je ne dis pas les moyens) de fréquenter les mêmes lieux que les métropolitains. À Léopoldville, c'était la ségrégation dans sa forme la plus virulente, comme au sud des États-Unis et en Afrique du Sud. J'en subissais les conséquences quand je traversais le fleuve pour rendre visite à ma famille du Congo belge. Depuis 1945, à l'échelle de la fédération de l'Afrique équatoriale française, un concours nous permettait d'obtenir des bourses pour aller étudier en France. Pas au Congo belge. Mon frère qui y vivait enviait les perspectives qui s'offraient à moi et qui lui étaient interdites. Depuis 1945, nous pouvions traîner en justice le Blanc qui nous traitait de nègres. Nous n'étions plus des indigènes, mais des autochtones, ou des Africains. Ces conquêtes paraissent aujourd'hui, à juste titre, bien dérisoires et la situation des Noirs des deux rives n'avait pas de différence de nature, seulement de degré.

À la surprise générale, des émeutes éclatèrent à Léopoldville. Pris de panique,

les Belges, après avoir tenté de mater brutalement ces manifestations, concédèrent la tenue d'une table ronde à Bruxelles, au cours de laquelle, contre toute attente, ils accordèrent l'Indépendance à leur colonie. La date fut fixée au 30 juin 1960. Un calendrier improvisé, qui prenait de cours tous les observateurs. Sur la rive droite, la nôtre était prévue pour la mi-août. À Léopoldville, les colons affolés traversèrent précipitamment le fleuve arrivant à Brazzaville avec des valises bouclées à la hâte. Ainsi, le Congo belge accédait à la souveraineté internationale avant nous.

La vague de fond porta à la tête du pays un personnage charismatique qui enflamma les cœurs de tous les Africains, Patrice Lumumba. Cette année-là, je me rendais en vacances au pays. La FEANF me donna mission de prendre contact avec les nationalistes du Congo-Léopoldville. Je traversai le fleuve et, grâce aux relations de ma famille, je rencontrai effectivement un certain nombre de dirigeants. Pas Lumumba. Le fait d'avoir cueilli si vite l'Indépendance grisa les leaders d'un nombre considérable de partis qui se prenaient pour des héros capables de tout vaincre, en mesure de résoudre toutes les questions qui allaient se présenter à eux. En fait, leur inexpérience politique, leur méconnaissance du monde, leur naïveté, leur suffisance et leur arrogance me sidérèrent. Il faut dire, à leur décharge, que le système colonial belge avait produit en tout et pour tout dans cette immense colonie seulement deux cadres de niveau universitaire, dont un évêque. Je fus brièvement reçu par le ministre des Affaires étrangères, Justin Bomboko. Bien que, comme toujours chez nous, l'après-midi fût torride, l'homme plastronnait dans son bureau en smoking et nœud papillon. Le contenu de la conversation que j'ébauchais avec lui était affligeant.

De retour de l'Exposition universelle de Bruxelles, où les Congolais avaient fait de la figuration, Lumumba et la délégation du MNC (Mouvement national congolais) forcent la main des autorités belges, font un crochet à Accra pour répondre à l'invitation de Kwame Nkrumah, président du Ghana fraîchement indépendant, afin de participer à la première conférence des peuples africains, qui réunissait des délégations d'Afrique subsaharienne et celles du Maghreb et du Machrek. La réunion avait été inspirée, et organisée, par un vieux compagnon de route de Kwame Nkrumah, George Padmore, l'un des pères de l'idéologie panafricaine, originaire de Trinité-et-Tobago. À l'exception des pays souverains (Égypte, Ghana, Guinée), qui étaient représentés par leurs présidents, les délégations des autres pays étaient composées de mouvements de libération et de partis fortement engagés dans la lutte pour l'indépendance de leurs peuples. Les participants prirent la résolution de soutenir les mouvements de libération

d’Afrique. Tribuns célèbres et talentueux, personnalités séductrices, Nasser, Sekou Touré, Kwame Nkrumah enflammèrent les esprits. Il semble que Lumumba eut des apartés avec plusieurs d’entre eux. Ébloui, il en fit ses modèles et se promit d’appliquer leur ligne politique au Congo.

C’était l’époque de la guerre froide. Alors qu’il n’avait lu aucune ligne de Marx, d’Engels, de Lénine ou de Mao, Lumumba fut de ce jour catalogué par les Occidentaux comme un dangereux crypto-communiste qu’il fallait marquer de près.

Lorsque, un an et demi plus tard, le 30 juin 1960, l’ancien Congo belge accède à l’Indépendance, Lumumba s’est imposé comme un leader captivant et son peuple le hisse au poste de Premier ministre, chef du gouvernement. C’est à lui qu’échoit l’honneur et la responsabilité de répondre à Beaudoin, le roi des Belges, qui a fait le déplacement, lors des cérémonies où sera amené le drap belge et hissé le drapeau congolais. Ce dernier commet l’erreur de prononcer un discours ressenti par les leaders congolais comme paternaliste et humiliant. Lumumba a deux discours dans ses poches. L’un conventionnel, diplomatique, poli. L’autre violent. Choqué par les propos de Baudoin, il choisit de lire celui qui retrace les souffrances de son peuple sous le joug colonial. La foule exulte, applaudit, danse. Le roi est ulcéré, blessé, atteint dans son amour propre et dans sa dignité de monarque. Il ne le pardonnera pas à Lumumba.

C’est plus qu’un incident diplomatique. C’est une déclaration d’hostilité que les chancelleries occidentales ne prennent pas à la légère. Car le Congo n’est pas n’importe quel territoire. C’est un pays immense qui s’étend sur une superficie égale à celle de toute l’Europe occidentale. Avec ses 2,300 millions de kilomètres carrés de superficie, c’est l’espace national le plus vaste du continent, après celui de l’Algérie et devant celui du Soudan. C’est, de loin, le sous-sol le plus riche du continent et l’un des mieux lotis de la planète. Il regorge de gisements contenant une cinquantaine de minerais recensés dont plusieurs sont stratégiques. Quatrième producteur mondial de diamants (25 % des réserves mondiales), il possède de l’or en quantité respectable, la deuxième réserve mondiale de cuivre (10 % de celles recensées dans le monde), 50 % des réserves mondiales de cobalt, les trois quarts des réserves mondiales de coltan, qui constitue aujourd’hui un composant essentiel pour les circuits des téléphones et des ordinateurs portables. À cette liste s’ajoutent l’uranium, le plomb, le zinc, le cadmium, l’étain, le tungstène le manganèse. Des ressources phénoménales qui faisaient à l’époque écrire à un géographe belge que le sous-sol congolais

constituait un « scandale géologique ». Formule depuis lors abondamment reprise et attribuée, par ignorance, à d'autres pays.

Comment abandonner un tel pactole entre les mains d'un dirigeant que l'on étiquette agent de Moscou ? Une coalition s'échafaude afin d'avoir à l'œil ce dangereux activiste et, si nécessaire, de l'éliminer. Elle comprend les puissances occidentales, auxquelles s'agrège évidemment la Belgique. L'opération est confiée à la CIA qui opère en sous-main et utilise des politiciens locaux : Joseph Kasavubu, le président d'une république parlementaire (donc en théorie sans pouvoir exécutif), Joseph-Désiré Mobutu, un journaliste récemment versé dans l'armée au grade d'officier supérieur, Victor Nendaka, Albert Kalondji et Moïse Tschombé. Ces deux derniers, originaires des régions minières du Kassaï et du Katanga, organisent une sécession. S'ensuit un bras de fer entre le chef du gouvernement et le chef de l'État. Celui-ci, soutenu par la coalition occidentale, bénéficie du concours de certains éléments de l'armée sous la férule d'officiers belges. À la suite d'incidents au cours desquels l'un et l'autre se succèdent à la radio, faisant des déclarations contradictoires, le Premier ministre est brutalement arrêté. L'armée exécute son forfait avec la même brutalité qu'elle employait lorsqu'elle était commandée par les officiers belges de la coloniale et le chef du gouvernement est traité sans ménagement comme un vulgaire malfaiteur avant d'être livré, ainsi qu'un colis, pieds et poings liés, avec deux de ses compagnons, les fidèles Mpolo et Okito, aux sécessionnistes du Katanga. Les circonstances précises de son élimination demeurent mal élucidées, mais les commanditaires sont rapidement identifiés. Dans le monde entier se déclenche un mouvement de réprobation et des manifestations ont lieu dans toutes les grandes capitales mondiales. À Paris, elle se déroule sur les Champs-Élysées. J'y participe avec mes camarades de la FEANF, Nirva est à mes côtés. Nous sommes arrêtés quelques heures avant d'être relâchés. Lumumba qui a conquis la sympathie et forcé l'admiration de la jeunesse mondiale ainsi que celles des forces progressistes devient un héros dont la célébrité dépasse les frontières de son pays et dont le nom figurera désormais au panthéon des martyrs de l'Afrique et des grandes causes.

L’année précédente, la blessure de mon chagrin d’amour s’était refermée, mais subsistait la cicatrice et, comme un rhumatisme, la douleur revenait jusqu’à ce que quelqu’un d’autre s’insinue en moi.

Sa silhouette illuminait la cour pavée et les couloirs de la Sorbonne. Mince, plutôt élancée, élégamment juchée sur des talons discrets, la démarche lente, à peine chaloupée, la peau sapotille, coiffée d’un chignon de bon goût qui rehaussait son profil de Nefertiti, ou de reine Karomama (j’aimais alors à me réciter le poème d’O. V. de Milosz), le nez légèrement retroussé, à la parisienne, elle me subjugait. Sans doute me rappelait-elle quelque chose de mes superbes tantines des deux rives du fleuve Congo dont j’étais précocement amoureux. À chacun des cours qui nous étaient communs, je jouais des coudes pour trouver une place près d’elle. Je la dévisageais à la dérobée et je n’écoutais plus le professeur. Un jour que, dans un couloir, nous attendions que la salle du cours précédent se libère, nous nous sommes trouvés côte à côte. J’ai surmonté ma timidité et lui ai demandé si elle était africaine. Cela l’a amusée et a provoqué la repartie suivante : « Et vous, vous êtes antillais ? » Elle l’était. Plus précisément, de Guadeloupe. D’une petite île : Marie-Galante dont le nom m’enchantait et lui seyait bien. Tout comme son prénom, Nirva, qui me fit rêver et débrida mon imagination. Nous avons ri de nos deux méprises. Le ton était donné. Voulant pousser l’avantage, j’ai essayé de m’asseoir à côté d’elle, mais j’ai été pris de court par une de ses amies. Je me contentais d’une place aux alentours, mais, à la fin du cours, invitais Nirva à prendre un verre dans un café du Boul’Mich’. Appelle-t-on encore ainsi aujourd’hui le boulevard Saint-Michel ?

Plus tard, elle me dira que je la déstabilisais à ne pas la regarder en face. C’est qu’elle m’intimidait. Maladroitement, et peut-être, avec un peu de fatuité, je me suis mis à faire étalage de mes connaissances, somme toute récentes, de la poésie antillaise. J’ai cité Aimé Césaire, Léon-Gontran Damas et Tirolien. Elle

connaissait ce dernier. J'ai cité quelques vers de chacun et lui ai fait état de la vénération des Congolais envers la musique de ses îles dont nous aimions à danser les biguines. Leurs rythmes étaient voisins de ceux de notre rumba. Plus tard, je me hasarderais à lui fredonner les paroles de l'une d'entre elles que mes parents, au sens africain – c'est-à-dire large, très large – du terme aimaient à fredonner :

L'avait d'mandé, l'avait d'mandé,

L'avait d'mandé des ananas

Elle éclata de rire en se renversant, avant de m'expliquer qu'en fait il s'agissait, en créole, de paroles grivoises :

Ravet' modé, ravet' modé

Ravet' modé shoun à Nana [1]

Je pris le pli de l'inviter à chacune de nos rencontres dans un bistrot du coin, puis un jour, dans un cinéma d'art et d'essai de la rue Champolion où l'on donnait *Come Back Africa*, dans lequel apparaissait une chanteuse sud-africaine au fin minois, coiffée à la garçonne, encore inconnue du grand public, Miriam Makéba. Dans le noir de la salle, je rassemblai tout mon courage, posai ma main sur celle de Nirva. Elle ne la retira pas, je la serrai, elle répondit. C'était le début d'une histoire qui allait durer quarante-neuf ans.

Chacune de nos rencontres donnait prétexte à une nouvelle. Travail, cinéma, théâtre. À la Sorbonne, je paradais à côté d'elle. À la bibliothèque, nous travaillions côte à côte, ou face à face. La bibliothèque Sainte-Geneviève, sur la montagne éponyme, offrait l'avantage de rester ouverte tard dans la nuit. Nous en aimions le silence. J'y aperçevais un vieillard légèrement voûté, à la longue barbe blanche de prophète, légèrement jaunie, à la silhouette de Panoramix, le druide du village d'Astérix. Discipliné, il remplissait la fiche pour obtenir un livre, et le regard rempli de douceur, il allait docilement s'asseoir au milieu des jeunes gens. Comme eux, il étudiait. Goguenards, les appariteurs l'appelaient Mathusalem. Moi, je le révérais. Je l'avais reconnu. Gaston Bachelard, le philosophe, dont j'avais utilisé les ouvrages *(La Psychanalyse du feu*, *L'Eau et les Rêves*) pour me dépatouiller de ce maudit sujet de dissertation (Quelle est la teneur métaphysique du jaune, quel est le coefficient métaphysique du citron) que nous avait infligé, trois ans plus tôt, notre prof de philosophie en hypokhâgne, au lycée Henri-IV, sur la même montagne Sainte-Geneviève. Il avait soixante-dix-sept ans. Trois ans de moins que moi, au moment où j'écris

ces lignes. Moi qui, aujourd'hui, trouverais cruel d'être catégorisé parmi les vieillards.

J'avais obtenu une chambre individuelle à la Cité universitaire. Le règlement autorisait les visiteuses à monter dans nos chambres de midi à onze heures du soir. Je fis découvrir la mienne à Nirva. En tout bien tout honneur. Du moins la première fois. J'étais timide et gauche. En retour, elle me fit les honneurs du parloir de son foyer d'étudiantes, rue des Bernardins, dans le Ve arrondissement. Un après-midi, les Haïtiennes y célébraient une fête. Hervé Denis, un étudiant, apprenti comédien, que j'apercevais dans les jardins de la Cité, ou bien au Babel, le café qui servait de rendez-vous à la gent étudiante africaine, y récita un poème qui fit écho au plus intime de moi. J'en retins aussitôt quelques vers, qui me sont devenus viatique :

… je veux faire le tour de mon ami Manuel

L'homme qui n'a jamais dormi dans un lit

L'homme qui se rase avec un tesson de bouteille

Ébloui, j'en oubliai mon amie et me précipitai vers le comédien. De qui était ce poème ? René Depestre. Le lendemain, je me présentai à la librairie Présence africaine. Christiane Diop, l'éditrice du poète, était désolée. La plaquette de poèmes, *Minerai Noir*, était épuisée.

L'un des loisirs favoris des étudiants africains, et antillais, était de pratiquer les discothèques. Ce n'était pas mon cas. Autant aimions-nous, Nirva et moi, écouter sur un tourne-disque d'époque de la musique antillaise ou des rythmes africains, autant ne fréquentions-nous pas les boîtes de nuit. Nos divertissements étaient proportionnels à nos modestes bourses d'étudiants. Le cinéma, le théâtre, des visites de musée nous suffisaient. L'essentiel était d'être ensemble.

Maman Tatide, la mère de Nirva, lui écrivait régulièrement à courts intervalles. Une constance qui m'impressionnait d'autant plus que j'entretenais avec mes parents une correspondance plus relâchée. C'était l'expression d'un amour maternel hors du commun. Surtout que Maman Tatide avait un niveau d'instruction modeste et, comme ma mère, écrivait de manière phonétique. Ce qui n'empêchait pas ses missives d'être de vivantes chroniques, pleines d'humour, de la vie dans la petite île de Marie-Galante. Sa fille lui rendait son amour et se montrait aussi assidue dans sa correspondance. Nirva me décrivit sa mère, Gertrude Tulle qu'elle appelait affectivement Maman Tatiole. Une mulâtresse originaire de la région du Morne des Esses, en Martinique. En

Afrique, mulâtre était un mot synonyme de métis, avec un contenu plus dépréciatif. Nirva m'expliqua que le vocable avait un autre sens aux Antilles, où le mot métis désorientait. Dans ces contrées où tout habitant était un sang-mêlé, mulâtre était un terme qui décrivait l'apparence physique : un nègre au teint clair, presque blanc, aux traits fins et aux cheveux lisses. Orpheline dès son plus jeune âge, Maman Tatiole avait été recueillie par sa marraine, M'man Zaza, qui l'avait, à la faveur de je ne sais plus quelle occasion, emmenée en Guadeloupe. À Grand-Bourg, la commune la plus importante de l'île de Marie-Galante. C'est là que, très jeune, elle avait été demandée en mariage par Ernest Pasbeau, plus connu dans le bourg, et dans toute la Guadeloupe, sous le surnom de Commandant. Il tenait ce sobriquet du fait qu'il était effectivement commandant dans la marine marchande, ce qui l'avait conduit à bourlinguer sur toutes les mers et les océans du globe. C'est de ces voyages qu'il ramena ce prénom magnifique, Nirva, dont il baptisa sa fille aînée. Un patronyme que j'aurais aimé voir un de mes enfants se réapproprier au bénéfice de l'un de leurs enfants. Le commandant Pasbeau mesurait près de deux mètres, avait une carrure de catcheur, une voix de basse si puissante qu'on avait l'impression, chaque fois qu'il ouvrait la bouche, qu'il s'exprimait à l'aide d'un porte-voix et que, chaque fois, c'était un dieu du panthéon vaudou qui tonnait. La peau aussi noire que celle d'un Ouolof du Sénégal, de la taille d'un basketteur, solide comme un roc, le commandant Pasbeau était un colosse qui représentait à mes yeux le prototype de ces nègres des îles, qui, grâce à leur constitution, avaient survécu à la traite négrière. Ses marins, ses moussaillons, tout son équipage le craignaient. Les jeunes Marie-Galantais n'osaient approcher les filles – toutes magnifiques – du commandant tant celui-ci les effrayait par ses mensurations et le timbre de sa voix.

Lorsque Nirva annonça à ses parents qu'elle envisageait d'épouser un Africain, le père le prit très mal. Il faut avoir lu *Peaux noires et masques blancs* de Frantz Fanon et *Contacts de civilisations en Martinique et Guadeloupe* de Michel Leiris pour comprendre les préjugés qu'une génération d'Antillais a nourris envers les Africains. Qui de notre côté en nourrissions à leur égard. Cette réaction ne découragea ni Nirva ni moi dans notre projet. Au demeurant, sa mère lui écrivit : « Il faut, ma fille, te marier à l'homme que tu aimes. »

Nirva entreprit de me présenter aux membres de sa famille résidant en France. Je fus accueilli à bras ouverts par l'un de ses frères, Guy, qui vivait à Paris et avait épousé une jeune femme blonde. Il y avait belle lurette qu'il n'était pas reparti à la Guadeloupe. Parisien joyeux et bon vivant, il me fit un seul reproche,

celui de ne pas boire et de ne pas résister au punch quand, par courtoisie, j'acceptai un malheureux verre. Un peu plus tard, je fis la connaissance de son autre frère, Frantz, alors étudiant en médecine à Montpellier. C'était sans conteste le membre de sa famille le plus proche d'elle. Comme nous nous ressemblions physiquement, beaucoup de membres de la famille, et de notre entourage, y trouvaient un sujet de plaisanterie. Je me souviens aussi de Tonton Adrien à qui nous allâmes rendre visite au Havre où il tenait un bistrot, lieu de rendez-vous de la colonie antillaise et de nombreux marins. On y dansait la biguine et la mazurka le dimanche après-midi.

Le 13 mai 1961, nous nous sommes mariés à la mairie du XIIe arrondissement ainsi qu'à la paroisse Notre-Dame-de-la-Nativité de Bercy, alors que Nirva était domiciliée dans le Ve arrondissement et moi dans le XIVe. Nous avions pour l'occasion été les hôtes de la famille Tirolien. Celle-ci était très proche, à Marie-Galante, de la famille Pasbeau. Notamment Thérèse, la femme du poète Guy Tirolien.

La noce fut sobre. Nous étions étudiants et n'avions pas les moyens d'organiser une fête tapageuse. Nous ne nourrissions pas non plus un tel dessein. Le mariage était une affaire intime et nous répugnions à transformer cette occasion en une manifestation fastueuse. Si quelque fée nous avait offert de l'argent pour l'occasion nous aurions préféré utiliser ces ressources à équiper notre jeune foyer. Mes parents, inquiets des grondements souterrains qui laissaient présager un séisme susceptible de plonger le pays dans le chaos avaient pris le parti de quitter définitivement le Congo. Ils nous demandèrent de différer la date de notre mariage. Les déplacements entre l'Afrique et l'Europe n'avaient alors ni la fréquence ni la rapidité qu'on leur connaît aujourd'hui. Et Nirva était enceinte. Sans être traditionalistes, nous tenions à certaines formes : une mariée au ventre rond n'était pas de bon goût. Mes parents furent donc absents à la fête. La contribution qu'ils me firent parvenir était à la mesure de leurs moyens, c'est-à-dire modique. L'événement fut donc financé par les économies réalisées sur nos bourses et un apport du Commandant Pasbeau. L'apport de mes parents permit l'achat des anneaux. En or, certes, mais des plus simples qui fussent. Nous étions à peine une vingtaine, parmi lesquels, outre la proche famille, Jacques Perron, l'un des fils de mon correspondant de Nantes qui fit office de témoin, deux ou trois étudiants congolais et mon prof de philo de terminale, mon mentor, ce cher Michel Verret. Au nombre de mes compatriotes figurait en première ligne William Tchicaya, alors le plus proche de mes camarades, frère du poète Tchicaya U'Tamsi que je ne connaissais pas encore.

Sur la photo prise devant l'église, on reconnaît Abdoulaye Yérodia, dont le destin politique se déroulera au Congo-Kinshasa, Aimée Gnali, la seule étudiante congolaise dans ces années-là, Stan Spéro Adotévi, le futur auteur de *Négritude et négrologues*, alors élève à l'École normale Supérieure de la rue d'Ulm.

La famille Tirolien avait dressé un buffet de plats antillais – accras, boudins, riz, colombos, bébélés, etc. – que nous dégustâmes en suçant à l'occasion nos doigts. Dans l'après-midi, un tourne-disque nous fit danser des rythmes antillais et africains et, avant la tombée de la nuit, j'emmenais ma jeune femme à Anet, dans une Vespa, ancêtre des voitures sans permis d'aujourd'hui. Qu'on s'imagine, pour se faire une idée de ce véhicule, une voiture de poupée, sans coffre, avec le moteur à l'arrière, dont la taille et le volume correspondaient à la moitié d'une Smart actuelle. Autre différence, la Smart est haute, la Vespa était basse. Pourquoi avoir choisi Anet, pour notre nuit de noces, cette modeste commune de l'Eure-et-Loir, dont le château, dernière demeure de Diane de Poitiers, est un joyau de la Renaissance française ? Parce que, en préparant la fête, Nirva avait identifié dans ce village une auberge dont elle avait entendu dire le plus grand bien. Un modeste hôtel deux étoiles, un luxe pour nous. Il nous ravit.

À la Cité universitaire, le pavillon de la FOM ne possédait qu'un studio pour les étudiants mariés, à l'époque espèce rare. De son côté, le Foyer des Bernardins, dans la rue éponyme, était géré par des religieuses. Hors de question d'y trouver refuge. Dans un premier temps, nous nous fîmes accepter au foyer des étudiants calédoniens qui nous hébergea quelques mois. C'était un ancien hôtel de la rue des Écoles.

Je ne peux résister à l'envie de conter ici une aventure qui nous y arriva.

Soucieux d'honorer Jacques Perron, mon témoin de mariage, dont les parents, je l'ai dit plus avant, m'avaient été une seconde famille au temps de mes études secondaires à Nantes, et qui avait mis à ma disposition sa voiture de poupée, nous convînmes de lui offrir un repas dans un lieu distingué.

Sur la montagne Sainte-Geneviève venait d'ouvrir un restaurant antillais, La Montagne Pelée. Des articles laudateurs lui avaient été consacrés dans la presse et Nirva était désireuse de faire découvrir à mon ami la cuisine de son pays. Je vidai mon compte de caisse d'épargne et me déclarai prêt à honorer Jacques. Hormis les restaurants universitaires, et quelques restaurants chinois du Quartier latin, je n'avais pas l'expérience de ces établissements. Le soir du dîner, je me comportai en grand prince, invitant notre hôte à savourer, en apéritif, un punch

ou un planteur tandis que Nirva expliquait la composition des différentes variétés de chacun de ces breuvages. En petit-fils de vigneron et fils d'un père gourmet, Jacques était un fin palais et ne se fit pas prier. Quand on nous présenta la carte, Nirva décrivait chacun des plats en l'assortissant de commentaires appropriés. Moi, je jetais un œil discret sur les tarifs affichés et, après un rapide calcul mental, j'essayais d'orienter les choix. À la fin de la soirée, voyant que nous traînions, alors que la plupart des clients avaient quitté la salle, le patron, un Martiniquais aux mensurations de videur, glissa la note que je dérobai aussitôt. J'avalai ma salive de travers et, après avoir balancé un instant sur la conduite à tenir, j'avouai, tout penaud, que je n'avais pas la somme. Nirva disposait bien de quelque chose, mais sur son livret d'épargne et, à cette heure tardive, tous les bureaux de poste étaient clos depuis bien longtemps. Jacques était bien disposé à faire un geste, mais il était sorti sans un sou. La carte de crédit n'existait pas. Jacques, d'un grand calme, comme à son habitude, décida de sauter dans sa voiture et de se rendre à l'autre bout de Paris, dans le XIVe arrondissement, où il partageait un studio avec un camarade préparant, comme lui, le concours de l'internat. Les minutes passaient, le patron du restaurant rôdait autour de nous en nous jetant des regards noirs, auxquels je répondais par des sourires crispés et, dès qu'il s'éloignait, Nirva et moi nous rassurions en consultant nos montres et échafaudant des hypothèses.

Jacques apparut au bout d'une heure et demie, souriant et détendu, sortant de sa poche des billets salvateurs froissés. Nous fîmes à grand-peine l'appoint, mais nous étions sauvés d'une situation dont j'avais imaginé, pour le pire, mille scénarios. Pour détendre l'atmosphère un peu glaciale, Jacques nous conta avec force détails une nouvelle de Blaise Cendrars où le héros se trouvait dans la même situation.

Le ministère de la France d'Outre-Mer disposait d'un parc de logements dans la proche banlieue parisienne à la disposition de ses boursiers. Je présentai un dossier et nous obtînmes un coquet deux-pièces dans une cité de Fontenay-aux-Roses. J'y fis connaissance de compatriotes africains dans la même situation que moi. Des Centrafricains, des Sénégalais, des Guinéens, des Camerounais. Le nombre de ceux qui avaient épousé des jeunes filles de leur pays, ou des Antillaises, était sensiblement égal à celui des couples dont la femme était française. Il y avait une vie de communauté assez active. Nous nous invitions, nous nous rendions des services, nous nous réunissions. Sur le même étage que nous résidait un couple de Dahoméens dont le mari était étudiant à l'ENA. Nicéphore et Rosine Soglo. L'un et l'autre étaient de taille imposante. Rosine,

qui n’avait pas sa langue dans sa poche, fédéra toutes les femmes de la cité et créa une brigade chargée de venir en aide aux femmes violentées. Un jour que des cris alertaient la cité, Rosine mobilisa sa brigade qui tambourina à la porte d’un couple de Camerounais. Au bout d’un moment, la porte s’ouvrît. La femme battue apparut nue et, à la surprise générale, lança à la brigade venue à sa rescousse, avant de leur claquer la porte au nez : « De quoi vous mêlez-vous ? Laissez-moi m’expliquer avec mon mari. » Malgré la distance entre nos pays, nous avons longtemps entretenu une relation étroite avec le couple Soglo. En 1991, après le discours de la Baule et de la conférence nationale qui s’ensuivit, Nicéphore Soglo a été élu président de la République du Bénin (ancien Dahomey). Les charges de ces fonctions et leurs emplois du temps ont raréfié nos contacts.

La bourse de Nirva et la mienne se révélèrent insuffisantes pour faire face à nos dépenses, notamment pour accueillir notre futur nouveau-né. Je décidai de travailler. L’Éducation nationale française souffrait d’un déficit de professeurs. Un certain nombre d’entre eux effectuaient leur service militaire en Algérie. Je fus recruté en qualité de « maître auxiliaire » et affecté au lycée Michelet de Vanves. Sans doute possédais-je les connaissances qui me permettaient d’exercer mon magistère, mais me trouvais dénué de tout savoir-faire pédagogique. Mes nouveaux collègues me rassurèrent, ils n’en avaient pas reçu au temps de leur formation. Lorsque je me préparai à pénétrer pour la première fois dans une salle de classe du lycée Michelet de Vanves, je rassemblai les souvenirs que j’avais de mes professeurs de Clémenceau. Je fis aussi appel à mon expérience d’ancien chahuteur pour m’armer psychologiquement. Je savais que certaines classes sont de véritables cages de fauves ; qu’il n’y faut ni tourner le dos ni effectuer de faux pas si l’on ne veut pas se faire dévorer.

Le réseau des transports publics d’alors ne permettait pas d’effectuer les déplacements dans un triangle dont les sommets étaient la Sorbonne, Fontenay-aux-Roses, Vanves. Grâce à mon salaire de professeur, qui s’ajoutait à ma bourse, et à un emprunt contracté auprès de mes parents, j’achetai une voiture à un Guinéen qui s’apprêtait à rentrer au pays. Une Panhard Dyna Z, marque aujourd’hui disparue.

Je tenais à aider Nirva dans l’entretien de notre intérieur et m’adonnais à des occupations que les hommes, au pays, laissent totalement aux femmes. La lecture d’Aragon, dont les ouvrages m’accompagnaient toujours, m’encourageait dans cette voie. À part le riz sénégalais que j’avais appris à cuisiner pour, on

s’en souvient, le plaisir de mes correspondants nantais, mon point faible était la cuisine. C’était un des grands talents de Nirva. Je compensais cette lacune en faisant la vaisselle et les courses. Faute de temps, je fis des choix et pris mes distances avec mes activités de militant de la FEANF ainsi qu’à l’Association des étudiants congolais dont j’avais été le président durant une année scolaire. Je continuais toutefois à militer au sein du PAI[2] dont nous avions créé une cellule dans la résidence de Fontenay-aux-Roses. Je me trouvais bien chez nous. Un appartement de taille modeste, composé d’une chambre, d’une salle d’eau et d’une salle de séjour séparée par un rideau de la cuisine. Le meuble le plus prestigieux était notre bibliothèque dont les rayons étaient garnis de nos manuels d’études, des ouvrages de nos professeurs, de nos polycopiés et, surtout, des romans, des poèmes, des essais dont nous étions tous deux férus. Faute de réfrigérateur, nous suspendions à l’extérieur, dans un filet, que nous utilisions habituellement pour les courses, nos bouteilles de lait et les denrées périssables puisque, hormis les mois d’été, la température ambiante était toujours fraîche.

La fin de l’année 1961 et l’année 1962 furent marquées par des événements dans ma vie personnelle. Le 16 novembre 1961 naissait Myriam, notre première fille. En raison d’un quiproquo avec le personnel de la clinique, je ne pus, comme je le désirais, assister à l’accouchement. J’en fus déçu.

Nirva tenait à terminer ses études. Dans le secondaire, elle avait été une élève brillante, très tôt attirée par la géographie. Je me sentais le devoir de l’aider en allégeant le poids des engagements que nous avions pris en commun et en lui facilitant les conditions d’études.

L’année 1962 me fut défavorable. Les médecins me diagnostiquèrent une tuberculose. La nouvelle m’abasourdit. Je me crus atteint d’un mal incurable. Le médecin me rassura et m’expliqua les bienfaits des antibiotiques. Nirva aussi. Elle-même avait été atteinte, avant notre rencontre, contracté la même affection et s’était non seulement tirée d’affaire, mais avait pu suivre ses études sans dommages dans le sanatorium étudiant de Vence. Je fus donc aussitôt hospitalisé à l’hôpital de la Cité universitaire de Paris, alors situé dans des bâtiments où se trouve aujourd’hui la résidence de fonction de certains responsables administratifs de la Cité.

Tout en recevant des soins, j’étudiais. Sans conviction, j’ai préparé mon certificat de géographie sur mon lit d’hôpital. Contre toute attente, je fus déclaré admissible. Je n’avais pas préparé mon oral et ne disposais que de quarante-huit

heures pour le faire. Je fus interrogé par l'un des meilleurs géographes de la Sorbonne, Jean Dresch. Il était connu pour ses positions en faveur de l'indépendance des anciennes colonies et militait activement contre la guerre d'Algérie. Autant dire, m'imaginais-je dans ma sotte candeur, un allié qui, en raison de mes origines et sachant ma maladie, se montrerait plein de mansuétude à mon égard. Le sujet que je tirai s'intitulait « les plaines de niveau de base ». Je restai sec. Dresch fut intraitable. Je craquai, je tentais d'expliquer d'une manière piteuse ma situation, avant d'éclater en sanglots. Dresch me colla en m'expliquant qu'il le faisait parce que j'appartenais justement à un pays qui venait d'acquérir son indépendance, ce qui me donnait le devoir d'être meilleur que les autres. À la session d'automne, je retombai sur Dresch sur un sujet, que j'ai oublié, mais que je réussis à traiter sinon brillamment, du moins de manière convenable. Il s'agissait non plus de géomorphologie, mais de géographie humaine.

L'hôpital de la Cité universitaire me fut l'occasion de riches rencontres : mon jeune compatriote, Pierre Nzé, dont je découvrais l'intelligence, la finesse d'analyse et l'engagement politique. Il a par la suite été un personnage central dans de nombreux événements de notre pays. C'est là également que je fis la connaissance d'un ami japonais Kato Haluhisa, alors auditeur libre à l'École normale supérieure de la rue d'Ulm. Il lisait surtout Albert Camus et Jean-Paul Sartre, me surprenant par la connaissance détaillée et approfondie de ce dernier. Nous sommes restés liés jusqu'à aujourd'hui et, sur ma recommandation, il a reçu Frédéric, le fils de Pierre Nzé, jeune et brillant homme d'affaires, lorsque celui-ci effectua, il y a quelques années, son premier voyage au Japon.

Frantz Fanon venait de publier *Les Damnés de la terre* que je dévorai d'une traite et relus plusieurs fois, emporté surtout par les pages de conclusion. Je conseillai l'ouvrage à Kato. Il allait devenir son premier traducteur en japonais. Kato a fait une carrière universitaire remarquable au Japon, devenant une référence en ce qui concerne la langue française qu'il enseigna, durant de nombreuses années, à la télévision japonaise. Outre son amitié qui n'a jamais cessé, je lui dois d'avoir été invité au Japon et d'avoir fait la connaissance d'un romancier, congénère de Kato, comme lui francophone, dont la découverte des œuvres m'enchantait, et qui n'avait pas encore obtenu le prix Nobel de littérature, Kenzaburô Ôé. Entretemps, pour des raisons obscures, que mon ami Kato n'a jamais pu m'expliquer, les deux anciens boursiers qui vinrent en France dans le même bateau se brouillèrent. J'en étais gêné.

Avant l'utilisation des antibiotiques, on prêtait à l'air des montagnes la vertu de guérir les maladies pulmonaires et c'est dans ce décor que furent construits les premiers sanatoriums étudiants. Le plus célèbre était celui de Saint-Hilaire-du-Touvet où Nzé et Kato furent dirigés. Afin de ne pas m'éloigner de mon jeune foyer, je choisis une maison de cure moins connue, Bouffémont, dans la région parisienne, à la lisière de la forêt de Montmorency. Nirva pouvait m'y rendre visite, et j'avais le droit, au cours de certains week-ends, d'aller chez moi. Les médecins m'avaient expliqué que, dès le jour où j'avais été placé sous antibiotiques, je n'étais plus contagieux. Toutefois, pour ne prendre aucun risque, Myriam fut placée chez ma mère, dans la région nantaise. Le sanatorium de Bouffémont était un bâtiment qui m'évoquait celui de *L'Année dernière à Marienbad*, le film d'Alain Resnais, d'après le roman de Marguerite Duras. Il avait pour écrin un vaste parc dans lequel nous nous adonnions à des promenades entre les heures de cure. Tout était conçu pour que nous puissions effectuer nos études dans les meilleures conditions. Nous jouissions notamment d'une riche bibliothèque. C'est sans doute à Bouffémont que j'ai consacré plus de temps à la lecture. J'en profitai pour lire tous les romans de Louis Aragon, à l'exception des *Communistes* que je trouvais rébarbatif. Mon compagnon de chambre était Gérard Vauclair, futur astrophysicien. Élevé dans une famille de communistes, il était aussi un lecteur avisé d'Aragon, ce qui nous rapprocha.

Mon temps de cure était estimé à dix-huit mois. Comme je n'avais auparavant pratiquement pas eu recours aux antibiotiques, ils eurent un effet spectaculaire sur mon organisme et, au bout de six mois, je fus déclaré apte à reprendre la vie active, avec, il est vrai, un séjour d'une période de six mois dans un établissement dit de postcure dans Paris même, à l'issue duquel je repris du service dans l'enseignement tout en poursuivant mes études.

1. Un cafard avait mordu la « chatte » de Nana.
2. Parti africain de l’Indépendance.

En 1963, grâce aux économies que notre jeune couple s'était constitué, nous fûmes en mesure de nous offrir le voyage des Antilles. Un projet que nous caressions depuis plusieurs années afin, elle de me présenter à sa famille, moi de faire sa connaissance et de découvrir ces îles qui avaient fait l'objet de fantasmes de la part d'un grand nombre de Congolais. La musique avait été pour beaucoup dans la formation de cette chimère : un Guadeloupéen, Sam Castandet, était venu au Congo où, dans les années quarante et cinquante, il joua un rôle essentiel dans le métissage entre la biguine et la rumba de chez nous. Dans son sillage, Essous, le musicien emblématique de l'orchestre Les Bantous de la capitale, s'était rendu aux Antilles où il séjourna plusieurs années jetant un pont musical entre Pointe-à-Pitre et Brazzaville.

Nous avons à peine posé le pied à Pointe-à-Pitre. Sans sortir de l'aéroport, nous avons embarqué dans un petit avion pour rejoindre, en un vol de moins d'un quart d'heure, l'île de Marie-Galante. Un vol à faible altitude où je restai le nez collé au hublot fasciné par la beauté de la mer des Antilles. Des eaux transparentes avec plusieurs nuances de couleur selon la profondeur. La douce torpeur dans laquelle la température et la forte humidité ambiante nous plongeaient faisait affluer en moi une atmosphère bien connue du temps où j'aimais à me prélasser dans les bras de maman. L'Afrique des jours d'enfance me rattrapait. Sans nos forêts denses, hautes, aux troncs musclés, aux branches et frondaisons entrelacées, aux sous-bois infestés de moustiques et d'insectes invisibles, mais une végétation de jardin avec sa symphonie de flamboyants, de jacarandas et d'autres fleurs sœurs que l'on ne m'avait pas appris à nommer. J'étais en pays de connaissance prêt à me laisser fondre dans un état de fusion originelle. Le rideau de la nuit tomba avec la même brutalité que sous l'équateur, emmenant son cortège d'esprits effrayants qu'accompagnait un concert de crapauds et de grillons. En m'apercevant, le Commandant Pasbeau, si réticent à

m’accorder la main de sa fille, m’ouvrit ses bras et s’écria : « Mais il est comme nous. »

Le matin suivant, nous nous levâmes dès les premières lueurs de l’aube. Certes, sous l’effet du décalage horaire, mais surtout parce que en ces climats la vie débute tôt. Encore une fois, comme chez nous. Nirva m’entraîna vers une plage proche et m’enseigna les nuances de la mer : eau de piscine pure au bord du sable farine, puis un camaïeu de tons émeraude pour bleuir au large, c’était la mer des Caraïbes que saluent de leurs palmes les cocotiers penchés dans le sens du vent. Dans la cour de la maison familiale, un de mes jeunes beaux-frères, José, louait ma venue en éventrant de coups de machette des noix de coco avant de m’offrir l’eau fraîche et sucrée que je dégustais en fermant les yeux. Au petit déjeuner, ma belle-mère, M’man Tatide, me préparait un sandwich au maquereau légèrement pimenté.

La maison était petite et la grande famille que nous formions s’y entassait sans façon. Du fait que Nirva était la première mariée du clan, nous bénéficiions d’un privilège : une petite pièce située dans la cour où le berceau de Myriam était accolé à notre lit. Cet arrangement me convenait. Je n’étais pas né dans un palais et j’avais connu bien pire au temps du Café de la poste, chez la Mémé.

Je ne me sentais pas étranger dans cette île où tout m’enchantait. Elle allait devenir l’une de mes secondes patries. Si certains habitants étaient des sang-mêlé, avec toutes les combinaisons imaginables et tous les types les plus inattendus, dont celui de Romaine, l’une de mes belles-sœurs, chabine dorée à la peau miel claire et aux yeux vert citronnelle, la grande majorité de la population était noire. En effet, dans l’archipel des Petites Antilles, la Guadeloupe, et surtout l’île de Marie-Galante, est celle où le fond africain est le plus homogène. La propre famille de Nirva était une métaphore de l’arc-en-ciel racial des Caraïbes. Avec des Noirs au teint wolof (comme le père de Nirva), ou bien sapotille (comme Josette, l’une des sœurs de Nirva), en passant par tous les degrés de teinte métisse jusques et y compris celui de mulâtresse, comme ma belle-mère, sans compter les types de coolies indiens. Quand j’errais dans les ruelles des bourgs, j’avais l’impression de me déplacer dans un Poto-Poto, moins pauvre que celui de Brazzaville, où l’on parlait non pas le lingala, mais le créole dont je ne possédais que des bribes. Ce doux parler qu’Édouard Glissant a un jour, justement et joliment, qualifié de langue « tangente au français ». Au cours de vacances ultérieures, après que Nirva aura vécu au Congo, nous nous amuserons à donner des noms de Congolais à des individus que nous

apercevions dans nos promenades. D'ailleurs, un certain nombre d'entre eux portaient effectivement des noms de chez moi : Loulendo, Pambou, Siloud, Locko…

Chaque matin, après un crochet dans la rue de la Marine, où les pêcheurs, coiffés du salaco, vendaient à la criée des poissons aux couleurs merveilleuses dont j'apprenais le nom, je retrouvais Guy Tirolien. Malgré la chaleur et la moiteur de l'air, fidèle à son statut de notable, il ne se départait jamais de son complet blanc de toile légère, d'un élégant chapeau de paille, et de sa cravate. Un planteur des tropiques vêtu tel un personnage de gravure de mode des débuts du XXe siècle. Guy était alors le fils du maire de la commune de Grand-Bourg et nourrissait, je crois, le secret espoir de succéder à son père. À une époque où l'île de Marie-Galante ne possédait pas d'établissement d'enseignement secondaire, il avait été remarqué par ses maîtres et, boursier, avait poursuivi des études brillantes dans un lycée de Pointe-à-Pitre, avant de réussir, à Paris, le concours d'entrée à la célèbre École nationale de la France d'outre-mer, formatrice des administrateurs des colonies. Ses séjours au Niger, en Côte d'Ivoire, en Guinée, le conduisirent, comme Éboué, et d'autres administrateurs de couleur, à sympathiser avec des populations dans lesquelles ils voyaient leur propre image. Ainsi Guy participa-t-il avec les fondateurs du RDA (Rassemblement démocratique africain) à lutter pour l'abolition du régime de l'indigénat. Il aimait l'Afrique et, au moment des Indépendances, hésita entre poursuivre sa vie sur le continent originel et revenir dans son île natale. Afin d'exprimer ce déchirement, il avait lui aussi forgé une belle formule en assimilant son peuple à des « fruits dépareillés ». J'ai su plus tard que Guy avait même investi sentimentalement dans l'un des territoires où il eut un enfant au destin tragique : ayant participé, au Niger, avec quelques jeunes officiers bonapartistes à une tentative de renversement de régime, il fut fusillé. Guy aimait à me questionner sur l'Afrique. En fait, c'est lui qui m'apprenait l'histoire des mouvements d'émancipation des colonies françaises.

C'est au cours de ces années d'études à l'ENFOM que Guy fit la connaissance, au Quartier latin, de Césaire, Senghor, Léon-Gontran Damas et d'autres jeunes enragés qui allaient fonder le mouvement de la négritude. Je buvais ses paroles lorsqu'il évoquait pour moi les après-midi littéraires de cette pléiade dans les salons d'une des demoiselles Éboué. L'une des règles du cénacle était qu'à chaque rencontre quelqu'un lût un de ses textes inédits. C'est ainsi que, son tour venu, Guy Tirolien offrit à ce cénacle la fameuse *Prière d'un petit enfant nègre*[1], appelée à devenir un classique de la littérature noire

naissante. J'interrogeais beaucoup Guy sur ces années-là, sur la création littéraire, et nos conversations dépassaient la sphère de la négritude pour de fil en aiguille toucher la littérature mondiale, surtout française, de sa naissance aux recherches contemporaines. Je lui montrai à l'occasion quelques poèmes que j'écrivis et dont le nombre n'a jamais été suffisant pour constituer ne fût-ce qu'une plaquette. Des années plus tard, Jean-Baptiste Tati Loutard les rassemblera dans une Anthologie de la poésie congolaise que publieront les éditions CLE de Yaoundé.

J'ai passé trois mois à Marie-Galante. Trois mois d'immersion totale dans la société guadeloupéenne au point de, à la fin, sinon parler, du moins comprendre cette langue savoureuse qu'est le créole.

Mon bain initiatique fut favorisé par la fréquentation d'un club de jeunes dont Nirva et moi étions les plus âgés, « les colibris ». Son animateur était Max Rippon devenu depuis lors un auteur prolifique en langue créole. Je le considère comme le griot, au meilleur sens du terme, de la Guadeloupe moderne, c'est-à-dire celui qui non seulement, à côté des musiciens, donne vie et revivifie sans cesse une langue délicieuse, un parler plein de sentences, de musique, de malice et d'humour. Pour le dire autrement, je confère à Max Rippon le titre d'aède moderne de la Caraïbe. Les colibris avaient des activités culturelles, quelquefois rehaussées de la présence de Guy Tirolien qui nous déclamait certains de ses poèmes, et agrémentées de nombreuses excursions au cours desquelles nous découvrions les mille visages de l'île.

À la mi-août, la commune de Grand-Bourg célébrait sa fête annuelle. Un syncrétisme de réjouissances où s'exprimaient en même temps un brin de culture catholique, un brin de tradition française et un brin de rites païens avec des réminiscences de folklore bantou. Au Congo, nous appelons les chauves-souris *nguembo*, en Guadeloupe aussi. Par extension, on désignait du même mot les gamins qui la nuit se juchent sur les branches des arbres, ou au sommet des murs d'enceinte, pour participer à des nuits de danse ou aux séances de cinéma en plein air. En Guadeloupe aussi. Je n'avais aucun mal à danser la biguine, la mazurka ou le calypso, car les rythmes étaient les mêmes et les reins, les épaules, le buste et les jambes épousaient les mêmes mouvements. À plusieurs reprises, je sentis l'appel de la terre et songeai à m'enraciner là-bas. Nirva, qui adorait son île et ses habitants, me ramenait à la réalité en me disant que je n'étais sensible qu'à un aspect de la vie insulaire et elle appelait mon attention sur les différences fondamentales que l'Histoire avait façonnées entre l'Afrique

et ces morceaux d'Afrique que l'esclavage avait transportés dans la mer Caraïbe. Dans le village africain, pour le meilleur ou le pire, chacun s'occupe de la vie du voisin. Cette solidarité spontanée, qui sécrète quelquefois le parasitisme et noie l'individu dans le groupe, a disparu aux Antilles où, dans les cas extrêmes, l'on apprend à l'enfant à se méfier du voisin.

La fête de Grand-Bourg dure plusieurs jours et atteint son paroxysme le 15 août. Je me trouvais, ce jour de 1963, dans la mairie de Grand-Bourg de Marie-Galante où le discours du maire, le père de Guy Tirolien, était, à la manière, je dirais congolaise, saluée par les rythmes d'un orchestre que la foule accompagnait en frappant dans ses mains et esquissant des pas de danse. C'est au milieu de ce flonflon qu'un voisin, et ami, de ma belle-famille, m'entraîna à l'écart pour me faire part d'une nouvelle que j'eus du mal à croire et qui m'inonda de joie. Après trois jours de manifestations à Brazzaville, l'abbé Fulbert Youlou avait démissionné. Pour comprendre mon exaltation, je renvoie à un livre récemment paru, *La Fabrique des barbouzes : histoire des réseaux Foccart en Afrique*, de Jean-Pierre Bat, qui décrit l'un des aspects les plus sordides du régime du premier président de la République du Congo.

Après trois mois de vacances merveilleuses, où j'avais vécu aux frais de mes beaux-parents, arriva le moment du retour. La veille, les colibris et tous ceux avec lesquels j'avais noué des liens nous offrirent une fête. Cette attention me laissait sans voix. La nuit, il fut impossible de dormir. Des jeunes gens, accompagnés de leur guitare, chantèrent jusqu'à l'aube sous les fenêtres de deux de mes belles-sœurs qui partaient en même temps que nous. Nirva m'expliqua que les Antillais appelaient « sérénade » ce rite. Ils alternaient les paroles des vieilles biguines et mazurkas telles que le fameux *Adieu foulards, adieu madras*, avec des succès de l'année qu'ils avaient dansé au cours de soirées où s'étaient ébauchées des romances adolescentes. Un morceau, au rythme de valse lente, me toucha : *Adieu Marie-Galante*. Plus d'un demi-siècle après, quand je l'entends, ou qu'il me vient aux lèvres, je suis inondé de la même émotion qu'à la première fois. Ce n'est qu'une chanson, mais elle tient, dans l'anthologie de mon cœur, la même place que de grands poèmes qui ont façonné mon âme.

De retour à Paris, je m'empressai de toucher mes amis les plus proches, William Tchicaya, Pierre Nzé, Mambou Aimée Gnali afin de me conter les détails de ceux que, au pays, on appelait les Trois Glorieuses, ainsi que les développements de la situation depuis la chute de Youlou. Avec les deux

premiers, nous analysions les événements à travers les grilles de lecture de la ligne politique de l'Association des étudiants congolais, autant dire de la FEANF, et dans une perspective marxiste, puisque nous militions, tous les trois, au Parti africain de l'Indépendance. Par Aimée, je tentais d'obtenir des nouvelles de notre mentor, Lazare Matsocota. Quel rôle avait-il joué dans le renversement du régime, quelle était sa position dans l'évolution des choses ? Je ne pouvais imaginer qu'un homme de sa stature soit demeuré inactif, n'ait pas saisi l'occasion pour orienter et diriger cette lame de fond. C'était ne pas tenir compte de ce que nous nommions sarcastiquement les « RN », les réalités nationales. Aveuglé par mon analyse marxiste et rationnelle des événements, je sous-estimais le poids de la tribu, facteur capital de la vie politique congolaise, que, pour farder la vie réelle, nous appelions d'un terme grandiloquent la géopolitique. Surtout, je pensais que l'évaluation des personnalités politiques s'effectuait en utilisant les mêmes critères que ceux des militants de la FEANF. Tel n'était pas le cas. Enfin, j'ignorais que la répartition des postes s'effectuait en se guidant sur des équilibres régionaux et tribaux totalement étrangers à mes grilles de lecture.

1. … Seigneur, je ne veux plus aller à leur école.

À mon retour de Guadeloupe, un événement fortuit allait constituer un tournant capital dans mon parcours.

Nirva et moi étions allés, à Louveciennes, rendre visite à ma tante, Marie Galiert, veuve de René Galiert, le héros de Bir Hakeim, dont j'ai parlé plus haut. Sa fille, ma cousine, Marie-Josée, recevait une amie d'enfance, Paulette Gradevol. À la fin de la soirée, comme nous avions une voiture, nous proposâmes à cette dernière de la déposer à Paris. En cours de route, Paulette nous indiqua qu'elle souhaitait faire un détour chez l'un ses cousins, rue Lakanal, dans le XVe arrondissement. Il s'agissait d'un certain Gérald Tchicaya, frère de mon ami William Tchicaya. L'accueil fut glacial. Il n'aimait pas qu'on se présente chez lui, à l'africaine, sans s'être annoncé. Par la porte entrouverte, nous aperçûmes une tête d'ours ronchon. Paulette était une fille enjouée qui jouait de son charme et de sa volubilité pour convaincre les plus réticents. Elle réussit à amadouer son cousin. Gérald consentit à nous introduire chez lui, sans cesser de maugréer. Son appartement était décoré avec goût et rangé avec la minutie du célibataire maniaque. À l'époque, il se qualifiait de « fils père », par allusion à ce qu'on appelait alors, d'un terme aujourd'hui révolu, les « filles-mères ». Il élevait seul son fils Patrice. Je compris soudain que je me trouvais en face de Tchicaya U'Tamsi, un poète alors déjà pourvu d'une certaine notoriété dans les milieux littéraires et dont une autre de ses cousines, Mambou Aimée Gnali, m'avait parlé. J'avais récemment lu dans une revue une interview dans laquelle il évoquait sa récente et tragique présence aux côtés de Patrice Lumumba. Dans cet entretien, il déclarait qu'il reviendrait certes en Afrique, mais en prenant des précautions.

Tandis qu'il se déplaçait dans l'appartement, je remarquai une légère claudication. Un détail qui constituait l'un des leitmotivs de sa poésie. Son mouvement d'humeur passé, l'homme ne manquait pas de charme et aimait

séduire ses interlocuteurs. Il reprit son air revêche pour me faire subir un interrogatoire et, j'imagine, me jauger.

« Ainsi donc, il y a des étudiants congolais qui ont étudié l'histoire et sont parvenus à ce stade ? »

Je lui indiquai que je n'étais pas le seul et lui citai quelques condisciples dont deux, Jean-Pierre Thystère-Tchicaya et Hélène Bouboutou, préparaient les concours du CAPES et de l'agrégation. Il n'en eut cure.

« Demain après-midi, passez à mon bureau, à l'Unesco », dit-il brutalement. « Et soyez à l'heure. Parce que, vous les nègres-là, vous ignorez la ponctualité. » Il avait une voix légèrement tremblotante à la manière des gens qui sont en manque de sommeil. S'agissait-il d'un hyper nerveux ou d'un bègue qui avait soigné son affection ? S'ensuivit un couplet sur les défauts à cause desquels les Africains, excepté lui, demeuraient à la traîne de l'Occident.

Le lendemain, tiré à quatre épingles, je me présentai, avant l'heure convenue, à la réception de l'Unesco, un édifice aux lignes avant-gardistes et en forme d'un X, construit par l'architecte Zerfus, sur la place de Fontenoy, face à la cour de l'École militaire. Juchées derrière de hauts comptoirs, des réceptionnistes souriantes vous accueillaient. Vêtues de tailleurs stricts, de couleur sombre, maquillées avec goût, elles passaient sans heurt du français à l'anglais ou à l'espagnol. L'une d'entre elles, après m'avoir demandé mon identité, voulu savoir avec qui j'avais rendez-vous, avant de feuilleter un agenda oblong à couverture de cuir noir. Elle ne trouvait pas de Tchicaya. J'insistai. Elle me demanda si je pouvais préciser le secteur dans lequel il travaillait. Ses recherches demeurant infructueuses, elle appela à l'aide l'une de ses collègues, elles passèrent de nouveaux coups de téléphone intérieurs, sans obtenir de résultat. On me pria de patienter. Au bout d'une dizaine de minutes, j'entendis des hurlements derrière moi. C'était mon homme. « Ça fait un quart d'heure que je vous attends ! Décidément, les nègres, vous êtes fâchés avec le temps. Ce que vous portez au poignet-là, ce n'est pas un bijou, nom de Dieu. Ça dit l'heure, ces machines-là, et ça se consulte. » Penaud, je prenais les réceptionnistes à témoin pour attester que j'avais été ponctuel. « Évidemment, me dit-il, en souriant enfin, évidemment si vous demandiez Tchicaya, ces malheureuses on dû vainement chercher dans l'annuaire à la lettre T… » Car, conformément aux pièces de son état civil, il était enregistré sous le patronyme de Félix-Tchicaya. Gérald de son prénom. J'apprendrais plus tard de son frère, mon ami William, que leur père, homme politique bien connu au Congo, puisqu'il avait été le premier député de

chez nous, élu pour le Congo et le Gabon, à siéger à l'Assemblée nationale française. Fondateur du Parti progressiste congolais, une section du RDA d'Houphouët-Boigny, il faisait l'objet de nombreuses sollicitations. Or, dans la région de Pointe-Noire, les Tchicaya sont légion, sans avoir pour autant de liens consanguins. Afin de marquer sa différence, et d'écarter les importuns, le politicien modifia son état civil en accolant son prénom à son nom et fonda ainsi la lignée des Félix-Tchicaya.

Nous nous engouffrâmes dans un ascenseur et je me retrouvai dans son bureau où, après une brève conversation téléphonique, il m'annonça que Mahdi El Mandjara, un jeune Marocain, alors directeur de cabinet du directeur général de l'Unesco, m'attendait. À l'issue d'un entretien au cours duquel le haut fonctionnaire m'évalua, je fus orienté vers le département des bourses de l'Unesco. On m'y expliqua que, afin de pallier le manque de professeurs dans l'enseignement secondaire dans les pays africains nouvellement indépendants, l'Unesco venait de mettre en place un réseau d'Écoles normales supérieures dont le financement était assuré par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). Pour l'Afrique centrale (Congo, Gabon, République centrafricaine, Tchad), l'établissement était basé à Brazzaville. Dans un premier temps, des professeurs européens – de préférence non français, afin d'assurer une décolonisation des enseignements – y avaient été affectés par l'Unesco. Dans l'intervalle, des homologues africains recevaient une formation pour prendre le relais. C'était les boursiers dont j'allais faire partie. Ils devaient avoir une formation universitaire de troisième cycle et avoir une expérience dans l'enseignement. Ce qui était une vue de l'esprit, car, à l'époque, en Afrique centrale, j'appartenais à la première génération d'étudiants de mon niveau. Nul d'entre nous n'avait d'expérience dans l'enseignement. Les boursiers avaient la liberté de concevoir leur programme de perfectionnement à leur guise, étant entendu que, deux ans plus tard, en septembre 1965, je devrais être en mesure de remplacer le professeur belge qui actuellement enseignait l'histoire et la géographie à l'ENS de Brazzaville. Par ailleurs, cerise sur le gâteau, j'aurais la liberté d'établir moi-même le programme que j'enseignerais à mes étudiants. J'étais stupéfait. On me faisait l'offre, moi qui avais renoncé, en France, à me présenter au concours d'entrée à l'ENS, d'enseigner dans une ENS, qui était la première de l'histoire de notre pays !…

Après m'avoir fait remplir les papiers de candidature, je pris connaissance du taux de la bourse : un chiffre en dollars équivalent à environ 120 000 francs français de l'époque, soit quatre fois la bourse du Congo et le double du salaire

que je percevais en tant qu'enseignant au lycée Michelet de Vanves. Le SMIC était alors d'environ 35 000 francs lourds.

La bourse me permettait d'aller suivre une formation pédagogique ou bien d'étudier les systèmes d'éducation dans n'importe quel pays membre de l'Unesco, soit plus d'une centaine, à l'époque. Elle était assortie d'une contrainte qui me paraissait étrange : ne pas préparer d'examens durant les vingt-quatre mois de sa durée. À l'issue d'une petite négociation, j'obtins cependant le droit de demeurer en France, la première année, afin de préparer le concours d'agrégation auquel j'étais déjà inscrit.

J'usai de mille arguments pour obtenir de l'Unesco une année de repêchage, faisant notamment valoir qu'il ne s'agissait pas d'un examen, mais d'un concours où entrait en jeu non pas la moyenne, mais le classement et que d'ailleurs beaucoup n'obtenaient l'agrégation qu'au deuxième, voire troisième essai. Je me heurtai à une administration intraitable.

Le jeune marié que j'étais répugnait à se séparer de sa femme. Je découpais mon année d'études libres en quatre tranches. Une première période en Russie, une deuxième en Suisse, une troisième en Belgique et le reste à nouveau en France.

L'Union soviétique parce qu'elle était située derrière le « rideau de fer », d'où rien ne filtrait. Mon penchant marxiste, mon engagement à la FEANF et au PAI m'y poussaient. La Suisse en raison de sa réputation dans la recherche pédagogique. C'était la patrie de Jean Piaget dont les travaux en la matière faisaient autorité sur le plan international. La Belgique afin de consulter, à la bibliothèque du Musée royal de Tervuren, les ouvrages et les archives sur l'Afrique centrale. Grâce à ma bourse, je m'étais acheté mon premier appareil photographique en vue de réaliser une collection de diapositives des pièces de la riche collection de masques et de sculptures du musée. Elles illustreraient un cours que j'envisageais de donner à mes étudiants de l'ENS sur l'art nègre.

Le service des bourses de l'Unesco était dirigé par un Américain, Varchaver, dont la famille, originaire de Russie, avait émigré aux États-Unis. Outre le russe, sa langue maternelle, et l'anglais, sa langue de tous les jours, il parlait couramment un français châtié, avec le sens des nuances, et une utilisation habile d'expressions courantes. Il me déconseilla l'Union soviétique où il n'y avait selon lui rien à apprendre. Son adjoint, Fomenko, un Ukrainien, citoyen soviétique, me poussait au contraire à persévérer dans mon choix.

Je me procurai *Le Russe sans peine* de la méthode Assimil et *Le Manuel de*

langue russe de Nina Potapova qui trônaient sur les présentoirs de la librairie des éditions sociales, rue Racine. Je passai donc l'été à me familiariser avec l'écriture cyrillique et à travailler d'arrache-pied les secrets de la langue de Pouchkine afin sinon de la manier, du moins de la comprendre. Pour me stimuler, je me disais, avec une pointe de chauvinisme mal placée, que Pouchkine était un Noir, un métis. Les magnétophones portables et les cassettes n'étaient pas encore répandus si bien que, pour la prononciation, je m'en remettais aux indications de ces deux manuels et à mon imagination ce qui, quelquefois, allait être source de fausses notes.

Début septembre, le cœur serré, à l'aéroport d'Orly, alors le plus grand et le plus prestigieux d'Europe, j'embrassai Nirva et ma petite Myriam en leur promettant de leur fournir quotidiennement de mes nouvelles.

Un fonctionnaire de l'académie des sciences pédagogiques de la Fédération de Russie m'accueillit à l'aéroport de Moscou-Cheremiétevo. Je m'étais bien sûr équipé d'un manteau bien chaud.

Le ciel était bleu, la température estivale, c'était l'été indien que les Russes, je l'appris vite, appelaient *babiliéta*, ou quelque chose d'approchant. Un mot forgé par Pouchkine et qui signifierait le printemps de la femme mariée. L'air était empli d'une odeur de gazole que je retrouverais plus tard à chacune de mes visites dans ce pays et qui en était la caractéristique. J'embarquai dans une voiture aux formes lourdes, avec des rideaux à l'arrière. Un véhicule administratif de marque Volga, si ma mémoire ne me fait pas défaut. À l'époque, le haut de gamme des véhicules russes, après les ZYS, réservés aux hauts dignitaires. Dans un français hésitant, maladroit, mais honorable, mon hôte me souhaitait la bienvenue et me débitait des formules convenues pour me présenter son pays. J'écartai les rideaux. La ville me semblait grise et triste, mais je me réconfortais en me disant que c'était le prix à payer pour construire la société socialiste ; que c'était l'aspect de la France d'après-guerre que j'avais découvert en y débarquant à la fin des années quarante ; que l'Afrique n'en était pas encore à ce stade. Le sentiment d'étrangeté s'accroissait en découvrant les rares enseignes illuminées. Toutes en caractères cyrilliques. Je devinais que APOTEK devait signifier pharmacie et comprenais que PECTOPAN était restaurant.

On me logea au Gostinitsa (hôtel) Tourist, près du pavillon des expositions, non loin d'un monument de style réaliste socialiste, un peu pompier, à la gloire des succès du prolétariat. Un homme et une femme, de jeunes sportifs statufiés en un pas de danse qui les élevait vers le ciel, brandissant un marteau, une

faucille, une gerbe de blé. Ma chambre était rustique avec pour mobilier deux lits bas et larges, en bois, sur lesquels était pliée une couette sommaire. Dans un coin, une table monacale avec une chaise du même acabit. Suffisant pour lire et écrire. À mon chevet, un poste radio qui allait se révéler être un haut-parleur muni de deux boutons. L'un pour le volume, l'autre pour se connecter sur les deux ou trois chaînes de radio imposées. Afin, m'expliquera-t-on, de prémunir le peuple soviétique contre la propagande mensongère de la Voix de l'Amérique. Tout contrevenant était passible de camp de rééducation. J'ignorais alors le terme de *goulag*, tout comme l'existence de ces bagnes.

Ni toilettes ni salle d'eau. Les premières étaient communes à tout l'étage, dans le couloir, où une dame âgée, la *dijournaïa*, que tout le monde appelait *babouchka*, grand-mère, dont le travail consistait à veiller à ce qu'aucun intrus ne pénètre subrepticement dans l'hôtel et surtout n'accompagne un client dans sa chambre. Tout contrevenant, tout amateur d'aventures risquait également l'emprisonnement, disons la disparition.

C'est le lendemain matin de mon arrivée que je découvris les douches. Elles étaient situées à l'un des sous-sols. Je pénétrais en pyjama dans une salle pleine de vapeur où les hommes allaient et venaient complètement nus et n'éprouvaient apparemment aucune gêne à s'exhiber dans cette promiscuité. Je m'armais de courage. Je n'avais pas le choix. J'étais dans un lieu bâti à l'époque glorieuse et romantique de la révolution bolchevique montante où tout était communautarisé. Ma couleur de peau incita l'usager de la douche voisine à m'interpeller. « *Vi otkouda ?* D'où êtes-vous ? » Première satisfaction. L'Assimil et Nina Patapova avaient produit leur effet. J'avais compris le camarade. « Du Congo. Congo-Brazzaville. – Je vois, Congo-Lumumba ! – *Niet*, le Congo-Lumumba, c'est l'autre, le Congo-Léopoldville. » Il partit dans un discours dont je n'entendais pas un mot, sinon celui de *tovaritch.* Il m'appelait camarade, ce qui me remplit d'orgueil, car c'était suivant les us et coutumes du régime une marque de considération. Les étrangers étaient généralement appelés monsieur ou, au mieux, citoyen.

À la cafétéria, un libre-service, j'eus du mal à composer mon petit déjeuner. Tandis que j'hésitais, les clients dans la queue s'impatientaient. Des visages mornes, des gens pressés. Aucun sourire, aucun *tovaritch*, animé par l'ouverture d'esprit de l'internationalisme prolétarien, prêt à venir en aide à l'étranger. Plutôt une masse brutale et primitive. Les serveuses, à la corpulence de lanceuses de poids, n'étaient pas plus aimables. J'avais l'impression de vivre un cauchemar

au cours duquel, analphabète, sourd, muet, j'avais l'air d'un benêt. Afin de calmer la rumeur de protestation qui sourdait derrière moi, je pointais à la hâte ce qui ressemblait à du café, à du lait, à des viennoiseries afin de ne pas avoir l'estomac vide. Le café, du jus de chaussette ! Le verre de lait était en réalité du *kéfir*, un lait caillé proche du yaourt, et, en guise de croissants, j'avais posé sur mon plateau des brioches lourdes recouvertes d'une couche de sucre confit. Suite à cette mésaventure, armé d'un dictionnaire, j'allai aux pages appropriées de mon Assimil et du Nina Potapova. En quelques jours, mon russe effectua un bond qualitatif prodigieux dans le vocabulaire alimentaire.

À l'heure prévue, chaleureuse, une dame au visage rond et sympathique, au corps enrobé, les yeux derrière de grosses loupes, m'attendait à l'accueil. Elle s'excusa, en anglais, de ne pas parler le français. C'était, excusez du peu, la responsable de l'Académie des sciences pédagogiques de la République fédérative de Russie. J'ai oublié son nom. Appelons-la Olga Simoneva.

Dehors, il faisait beau. Dans le fond de l'air, toujours cette odeur de carburant mal raffiné. Un chauffeur au volant d'une voiture semblable à celle de la veille, aux vitres arrière masquées par des rideaux, patientait.

Le mot d'académie m'impressionnait. Les bâtiments de ceux des sciences pédagogiques de la Fédération de Russie étaient modestes. Sans doute d'anciens biens de la bourgeoisie ou de la noblesse d'avant la Révolution. On me présenta mon interprète, Ilya Markevitch. Le corps légèrement voûté, le visage prématurément vieilli, il s'adressait à la fonctionnaire de l'académie avec un respect craintif.

La communauté de langue aidant, nous nous sommes aussitôt compris et avons développé une relation de confiance sur laquelle allait se bâtir une amitié sincère dont la durée allait s'étendre au-delà de mon séjour. Quand il fut assuré que, malgré mon discours convenu aux accents révolutionnaires, souvent marxistes, je n'étais pas homme à le trahir, il s'ouvrit à moi progressivement. Les bribes lâchées peu à peu au cours de nos marches dans les rues de Moscou, dont il me faisait découvrir les richesses et les secrets, peignaient son histoire personnelle, me révélaient les blessures éprouvées, les souffrances subies, les illusions perdues. Il était juif. J'appris ainsi que les pièces d'identité distinguaient entre la citoyenneté, soviétique, et la nationalité, ukrainienne, lettone, russe, ouzbek, kirghize… juive ; qu'on pouvait changer de citoyenneté, mais jamais de nationalité. Elle était consubstantielle à chaque individu. Dans la Russie ancienne, sa famille enseignait systématiquement le français à sa

progéniture. Dans son cas, la maîtrise de cette langue s'expliquait aussi du fait que sa sœur avait épousé un Français, un certain Rude, neveu de l'artiste, auteur de la fameuse *Marseillaise* qui orne l'un des montants de l'Arc de Triomphe, et vivait à Lyon. Son idiosyncrasie et cette parenté avec quelqu'un qui s'était installé dans un pays capitaliste avaient nourri des soupçons suffisants sur sa personne pour lui valoir des années de goulag. Il n'osait pas m'inviter chez lui pour plusieurs raisons : son passé qui faisait de lui un personnage douteux, fiché, surveillé, sur qui pesait l'épée de Damoclès du KGB, les services de sécurité intérieure ; le fait que j'étais étranger ; l'état de son domicile. En effet, sa famille, composée de trois personnes (sa femme, sa fille et lui), partageait un appartement de quatre pièces avec trois autres familles. Il me révéla que tel était le lot de la plupart des familles soviétiques ; qu'à l'époque stalinienne – et encore alors – des voisins charitables vous dénonçaient (sans preuve) au KGB prétextant vous avoir surpris à écouter La Voix de l'Amérique. Vous disparaissiez et l'espace que vous aviez libéré dans l'appartement était attribué au marchand à titre de récompense. Au cours de mon séjour, j'eus l'occasion de rencontrer de jeunes couples dont l'un des membres vivait dans un quartier de Moscou, l'autre dans un autre. Et je pensais au Parti communiste qui, en France, dénonçait le régime capitaliste incapable de bâtir suffisamment de HLM au profit de la classe ouvrière, laissant entendre que, au contraire, dans les paradis communistes… !

Par rapport au niveau de vie du citoyen soviétique, le taux de ma bourse permettait un train de vie aisé. Avant de quitter Paris, l'Unesco m'avait assuré que mon premier mois de bourse m'attendait à Moscou. Il n'en fut rien. Tous les deux jours, je me rendais dans les bureaux de la Commission soviétique pour l'Unesco qui prétendait que Paris n'avait rien envoyé. Je passais une quinzaine de jours à faire le pied de grue dans les couloirs de la commission nationale. En fait – je le saurais à mon retour en France –, les services de bourse de l'Unesco avaient bien pris les dispositions pour que je ne sois pas en difficulté, mais les Soviétiques, pour qui les devises étrangères constituaient une source de revenus, bloquaient la somme sur un compte qui leur rapportait des intérêts.

Quand, enfin, on me versa ma bourse, en roubles, je pus me rendre compte qu'un mois de celle-ci me fournissait des ressources suffisantes pour vivre aisément durant un trimestre. La première de mes démarches fut de me faire transférer du Gostinitsa Tourist à l'hôtel Ukraïnia. Son bâtiment, par son architecture, était une réplique du ministère des Affaires étrangères, surmontée comme ce dernier d'une étoile rouge lumineuse, dont la hauteur faisait la fierté

des Soviétiques. Un gratte-ciel à l'architecture stalinienne dont j'avais vu, lors d'un voyage en Pologne, cinq ans plus tôt, une copie dans le centre de Varsovie. La fameuse Maison du Peuple, que les Polonais avaient en horreur et dans laquelle ils voyaient le prototype du mauvais goût et le symbole de la domination russe. Au bord de la Moskova, faisant face à la statue de Taras Chevtchenko, le grand poète ukrainien, l'hôtel Ukraïnia était alors le fleuron de l'hôtellerie soviétique. Le standing des chambres était en fait celui d'un deux étoiles français. Du moins y bénéficiais-je d'une salle d'eau individuelle. L'autre avantage était que c'était le lieu où logeaient les touristes étrangers. Même si ceux-ci étaient dans leur majorité des voyageurs en provenance des pays satellites de Moscou (Bulgarie, Yougoslavie, Allemagne de l'Est, Roumanie, Albanie, etc.), j'y avais l'occasion de rencontrer des ressortissants des pays capitalistes et quelques rares délégations africaines. On distinguait aisément les étrangers venus de l'Occident à leur habillement, à l'élégance de leurs chaussures, mais aussi à un certain je-ne-sais-quoi dans leur comportement, généralement plus raffiné que celui des Russes. Dès que j'en repérais un, dans le hall de l'hôtel ou dans la salle du restaurant, je l'abordais, dans mon anglais laborieux. Chaque fois, c'était une bouffée d'oxygène. Dans ces années-là, là-bas, l'usage voulait que, dans un restaurant, le premier venu puisse s'imposer à la table d'un client isolé. Je m'attablais donc souvent avec ces voyageurs en provenance de sociétés que je considérais comme plus policées, encore que je n'eusse à l'époque osé les décrire en ces termes. Je partageais ainsi des déjeuners et des dîners avec tel homme d'affaires britannique, tel conservateur de musée italien, telle délégation française en transit pour les Jeux olympiques de Tokyo, ce qui m'amena à faire la connaissance de l'écrivain Maurice Pons. Plusieurs de ses romans étaient traduits en russe, et ses droits d'auteur lui rapportaient de coquettes sommes, en roubles non convertibles, qui sommeillaient sur un compte bancaire moscovite. Les disques, les livres, et les rares colifichets, qu'il achetait sans compter lors de ses passages, ne suffisaient pas à épuiser les ressources de cette tirelire forcée.

L'hôtel était aussi fréquenté par des diplomates étrangers accrédités dans le pays, ou par des étudiants des pays africains qui y trouvaient un espace de respiration. J'y fis la connaissance d'un ambassadeur sénégalais dont les enfants étaient scolarisés en langue russe et qui me racontait que ces derniers lui demandaient, quand il s'aventurait à s'adresser à eux dans la langue de Pouchkine, pourquoi diable il parlait si mal.

Il n'y avait pas encore d'étudiants congolais (du Congo-Brazza) en Russie. En

revanche, il y avait des Angolais, des Mozambicains, des Capverdiens. Ceux-ci me prenaient, en raison de mon nom, pour un lusophone, méprise qui me poursuivra tout au long de ma vie. Pour mon bonheur !

En cette année l'obtention d'un poste fixe téléphonique en France était difficile. Il fallait attendre des mois, voire des années. De plus, le coût d'installation, aussi bien que celui des communications, était au-delà des ressources d'un étudiant. Or, malgré mon enthousiasme et la jubilation que me procurait l'audace d'avoir franchi le « rideau de fer » pour me rendre dans un pays sur lequel on ne savait pas grand-chose, l'absence de ma jeune femme et de ma fille me pesait. Tous les deux jours, j'écrivais à Nirva. Une manière de journal dans lequel je lui rendais compte de mon emploi du temps, de mes découvertes, de mes impressions, en émettant le vœu qu'un jour nous referions ce périple à trois. En retour, je ne recevais aucune réponse.

Après bien des péripéties, au cours desquelles il fallut surmonter les obstacles de la langue et de la bureaucratie, je réussis à placer un PCV, une procédure téléphonique aujourd'hui oubliée. Elle consistait à organiser un rendez-vous téléphonique avec votre correspondant, ce qui supposait que le même jour, à la même heure, l'un et l'autre se trouvassent dans des bureaux de poste précis. La communication était de mauvaise qualité. Sur le coup de l'émotion, je n'eus pas la présence d'esprit de redéclarer mon amour à Nirva. Elle ne comprenait pas mes reproches, car, de son côté, elle m'écrivait au même rythme que moi. Je n'eus pas le temps de demander des nouvelles de Myriam, notre fille. La communication s'interrompit et il fut impossible de la reprendre.

Fou de rage, je rentrai à l'hôtel et décidai de faire la grève. Inquiète, la responsable de mon stage, Olga Simoneva, se déplaça, pour vérifier si j'étais malade. Je me souviens presque mot pour mot de mon propos : madame, j'ai dû forcer la main de l'Unesco pour venir en Union soviétique, que je considérais comme un pays ami. Or, je constate que l'on me suspecte, que l'on intercepte mon courrier, qu'on le lit, qu'on me prend pour un agent de la CIA. À cette accusation, la dame suffoqua d'indignation. Comment osais-je imaginer une telle chose. Non, non, et non, on ne lisait pas le courrier. Ni celui des citoyens soviétiques ni celui des honorables hôtes étrangers. Une formule ronflante qui faisait partie de la langue de bois.

L'échange dura plus d'une heure. Je maintins fermement ma décision. Je n'irais plus à l'Académie jusqu'à ce que mon courrier me fût restitué. Olga

Simoneva repartit le visage défait. Deux ou trois jours plus tard, je recevais la première des lettres de Nirva. Ses mots m'étaient doux et me redonnaient vie. Je réapparus à l'Académie pédagogique. On fêta l'événement. Trois jours plus tard, deux lettres, puis, trois autres jours plus tard, un paquet de lettres. Ensuite, le rythme devint régulier. Tous les trois jours, avec un retard de deux semaines, une lettre de ma Nirva.

L'académie pédagogique avait du mal à organiser mon séjour. Elle aurait souhaité que je passe mon temps en bibliothèque à lire une bibliographie qu'ils avaient établie. Mais, même si, de jour en jour, je progressais dans ma compréhension et dans mon usage du russe, je n'avais pas la maîtrise suffisante de la langue pour me lancer dans la lecture d'un ouvrage en caractères cyrilliques. D'autre part le nombre de manuels traduits dans les langues que je connaissais était dérisoire. On m'organisa des entretiens, avec le secours de mon cher Ilya Markevitch. Quand on me demanda mon niveau d'études et le lieu où je les avais accomplies, la référence à la Sorbonne suscita la stupéfaction de mes interlocuteurs. La Sorbonne ? On me fit répéter. Les yeux s'écarquillèrent, on fit cercle, on se concerta, presque à mi-voix, tenant l'interprète en dehors du colloque. Plus tard, Ilya Markevitch m'expliquera qu'ils avaient douté de la réalité. Je compris que dans cette Mecque du communisme, anticapitaliste, on vénérait la Sorbonne et on doutait qu'un Noir fût en mesure d'y suivre les cours et surtout d'en être diplômé. Il faut savoir en effet que, dans leur politique de séduction de l'Afrique, les Soviétiques avaient créé l'université Patrice-Lumumba, moins destinée à former des esprits pourvus de connaissances scientifiques et aptes à réfléchir que des commissaires politiques auxquels on bourrait le cerveau de « philosophie » marxiste-léniniste, avec un vernis de technicité. C'est avec le temps que les pays africains obtiendront l'existence de deux filières, d'une part celle de l'université Patrice-Lumumba, destinée aux boursiers choisis par les « partis frères » et, d'autre part, celle des « universités d'État », où nos boursiers recevaient les mêmes enseignements que les étudiants russes.

Je demandais à assister à des cours d'histoire. Je me rendis dans un lycée où toutes les matières étaient enseignées en langues étrangères. L'aisance des élèves de secondaire en français et en anglais m'ébahit. Dans la rue, Ilya Markevitch tempéra mon enthousiasme en m'indiquant qu'il ne s'agissait hélas pas d'écoles ouvertes au tout-venant. Tous ces charmants garçons et filles avec lesquels je venais de m'entretenir étaient qui des fils de dirigeants de l'État ou de diplomates, qui de hauts fonctionnaires du Parti, qui de fonctionnaires du KGB,

en un mot la progéniture de la nomenklatura.

À la fin des cours, quelques professeurs, et quelqu'un qui était visiblement le commissaire politique de service, voulurent recueillir mes impressions. Je leur confiai mon admiration pour la manière dont les élèves s'exprimaient en français et en anglais. Toutefois, j'émis des réserves sur le contenu du cours. Il traitait d'une période historique dont j'étais particulièrement féru, le monde féodal. La leçon du professeur était un raccourci, une caricature de cette société qui ne disait rien de ce qui en était l'essentiel, la terre, le fief. J'ajoutai que le système féodal était plus complexe que le schéma présenté aux élèves. J'étayai mon propos d'exemples. Les professeurs se taisaient, le commissaire politique, un sourire crispé aux lèvres, m'expliqua que mon discours était trop compliqué pour de jeunes esprits ; qu'il fallait donner aux élèves seulement l'essentiel : illustrer la vision marxiste de l'histoire, notamment en soulignant la lutte des classes.

Au bout du compte, mon « stage » ne m'apportait rien en ce qui concernait les deux objectifs sur lesquels l'Unesco souhaitait que je me concentre : la pédagogie et l'enseignement de l'histoire. Ma visite n'avait pas été préparée et je sentais que je constituais un fardeau pour les Russes. Ne voulant pas perdre mon temps, je concentrai mes efforts sur l'apprentissage de la langue russe et sur la connaissance de la société soviétique. Pour le premier objectif, je faisais flèche de tout bois. Je marchais seul dans les rues, m'y perdais et demandais mon chemin. Les dialogues qui s'ensuivaient, ceux que je nouais avec les chauffeurs de taxi, ceux que j'entretenais avec les serveurs des restaurants et les vendeurs de magasin constituaient une immersion linguistique qui portait ses fruits d'autant mieux que chaque jour, je m'astreignais à une heure d'exercices avec la méthode Assimil et le fameux Nina Patapova. Mais la difficulté de la langue russe réside non seulement dans son alphabet (auquel on se fait vite), ses déclinaisons (un mécanisme plus délicat), mais aussi dans ses accents toniques. Sans doute savais-je, par ma pratique de quelques langues africaines (lingala, mounoukoutouba, sango), de l'espagnol, qu'un mot mal accentué peut être source de fâcheux malentendus, mais c'était précisément le terrain sur lequel je commettais quelques impairs. Ainsi, un jour dans le bus je voulus demander à un passager devant moi s'il descendait à la prochaine station. J'accentuai mal le mot. Le passager écarquilla les yeux et me lança un *chto* (quoi, en russe). C'est une fois sorti du véhicule qu'Ilya Markevitch, pouffant de rire, m'expliqua que, pour avoir mis l'accent sur la mauvaise syllabe, j'avais utilisé l'impératif au lieu de l'interrogatif, donnant ainsi un ordre comminatoire au malheureux passager abasourdi.

Les étudiants africains me fournissaient des tuyaux sur la vie russe grâce auxquels je comprenais mieux des comportements qui au départ me heurtaient.

Je m'étais imaginé que la société communiste constituait un progrès sur la société capitaliste dans tous les secteurs de la vie. L'homme nouveau dont faisait état la propagande ne pouvait que constituer un modèle. Par exemple, l'engouement pour la lecture me stupéfiait. Les Soviétiques, de tout âge, avaient une soif incroyable de savoir. Ils lisaient dans le métro, dans la rue, dans les parcs. Sans doute de la littérature politique, mais tout autant, sinon plus, des romans, des poèmes, des essais. Les gens faisaient la queue dès le point du jour pour une nouvelle édition en russe de Balzac, de Maupassant, de Zola ou de Romain Rolland et des tirages phénoménaux étaient épuisés en une journée. La langue russe étant naturellement scandée, des poètes, comme Andreï Voznessenski, attiraient des foules énormes sur des places ou dans des jardins publics. Je pus me procurer à des prix dérisoires, dans une présentation soignée, en français, des ouvrages de Romain Rolland, de Gorki, de Zola. Ilya Markevitch regrettait que, en revanche, les Russes n'eussent pas accès aux œuvres de Jean-Paul Sartre, de Simone de Beauvoir, de Camus, mis à l'index parce que c'était de la littérature bourgeoise, vecteur de l'idéologie capitaliste, par définition malsaine. Amusant, car ces auteurs, tout au moins les deux premiers, ne manquaient aucune occasion dans leurs écrits de s'en prendre à la libre entreprise et au système capitaliste. Si la Galerie Tretiakov présentait surtout des croûtes réalistes-socialistes, le musée Pouchkine offrait des collections où l'on pouvait admirer des œuvres des impressionnistes français, de Picasso, de Léger.

Dans les transports, dans la rue, dans les lieux que je fréquentais, j'assistais à des comportements, à des scènes, en contradiction avec ce à quoi je m'attendais. À la porte des ascenseurs, des métros, des bus, les gens se bousculaient avec l'engagement et la brutalité de rugbymen au cours d'une mêlée, avant de s'engouffrer par la porte étroite sans aucun ménagement pour les autres. Dans le métro, les jeunes ne cédaient pas leur place aux plus âgés ni les hommes aux femmes. C'était, disait-on, des attitudes bourgeoises, hypocrites.

Les gens étaient vêtus comme dans les campagnes françaises de l'après-guerre. Les plus élégants d'entre eux plastronnaient dans des costumes chiffonnés. Les femmes endimanchées portaient des bas blancs et des chaussures de formes grossières. À plusieurs reprises, je fus abordé par des jeunes gens qui me demandaient en catimini si je n'avais pas un jean ou un stylo à bille à leur

vendre. Un jour, dans le métro, un jeune homme à la bouille, la casquette et la mise de Gavroche, après m'avoir grossièrement dévisagé, tira de sa musette une pomme et me la tendit. Gêné, je déclinai son offre, il insista, « prends, camarade, c'est une pomme soviétique ». Les étudiants noirs, qu'on appelait *nièger*, avec mépris, étaient fréquemment abordés afin de tâter leur chevelure crépue ou de passer le doigt sur leur peau pour vérifier si leur couleur était indélébile. On comprend que certains ne supportassent pas ces comportements et que s'ensuivissent des bagarres, quelquefois soldées par des morts. Nous avons perdu, dans les pays communistes, quelques étudiants de manière mystérieuse. Les autorités de ces pays refusaient d'en imputer la cause à des actes de racisme et s'opposaient à toute forme d'enquête. Un jour que, dans la rue, je cherchais des toilettes, Ilya Markevitch m'indiqua un lieu. Il fallait descendre dans un sous-sol. Quelques secondes plus tard, mon chaperon me vit remonter rapidement les marches. Je n'avais pu supporter le spectacle. Alignés les uns à côté des autres, des hommes, le pantalon en accordéon sur leurs chevilles, trônaient sur des cuvettes sanitaires indifférents aux effets du spectacle qu'ils offraient.

À l'heure du dîner, j'assistais dans le restaurant de mon hôtel, de manière quotidienne, à l'arrivée d'individus, ou de bandes d'amis, hommes aussi bien que femmes, qui, pris par l'alcool, pénétraient dans la salle en tanguant et zigzaguant. Dans mon angélisme, je me disais qu'il s'agissait là de séquelles de l'époque capitaliste et que l'éducation en vue de la formation de « l'homme nouveau » n'avait pas eu le temps de produire ses effets. Marx n'avait-il pas dit que la superstructure retarde toujours sur l'infrastructure ? Traduction hors jargon : les esprits sont toujours en retard sur la réalité de leur temps. Un étudiant angolais, avec lequel je m'étais lié, me fournit une autre interprétation. Le citoyen soviétique possédait un pouvoir d'achat qui lui permettait de satisfaire ses besoins fondamentaux, d'être à l'abri du chômage, en étant pris en charge par une protection universelle, sans pour autant avoir la possibilité de bénéficier d'un logement individuel ou de s'offrir un véhicule. La voiture la moins chère (une sorte de mini smart qui, dans ses pointes de vitesse, ne dépassait pas le 80 kilomètres à l'heure) équivalait à plusieurs décennies du salaire d'un ouvrier le mieux payé. En fin de mois, le camarade possédait des milliers de roubles dont il ne savait que faire. Le meilleur usage était de les dépenser dans la vodka qui lui faisait oublier les affres du paradis dans lequel il vivait.

Ma bourse Unesco m'assurait un train de vie aisé, même en logeant dans le

meilleur hôtel de Moscou et en y prenant tous mes repas. À la fin du mois, il me restait des économies. Mais le rouble étant inconvertible, ma tirelire ne m'était d'aucune utilité. Je faisais donc provision de cadeaux à ramener en France pour les miens et de souvenirs pour moi-même. Mes achats se faisaient pour une bonne partie au Goum, le plus grand magasin du pays que les citoyens comparaient aux Galeries Lafayette.

Un matin que j'arrivais dans la salle de restaurant de l'hôtel pour y prendre mon petit déjeuner, je trouvai l'ambiance glaciale. Je demandai à l'une des serveuses avec qui j'avais l'habitude d'échanger quelques mots, afin de tester mes progrès en russe, comment elle allait.

« Comment donc, vous n'êtes pas au courant ? Le camarade Nikita Khrouchtchev a été renversé cette nuit. »

Depuis six ans, Nikita Khrouchtchev était le Secrétaire général du Parti communiste soviétique et président du Conseil des ministres. Il avait dénoncé les « erreurs » de Staline, avait enclenché le dégel des relations avec le monde capitaliste. Personnage truculent, il avait frappé l'opinion internationale par son comportement au cours d'une session de la vénérable Assemblée générale des Nations unies, à New York. Froissé par l'intervention du délégué philippin, qui dénonçait la mainmise de l'Union soviétique sur ce que celle-ci appelait les « démocraties populaires » et que l'Occident désignait du terme de « pays satellites » de Moscou, Khrouchtchev avait troublé l'ambiance feutrée de l'enceinte en tapant bruyamment des deux poings sur son pupitre. Comme cela ne suffisait pas, il aurait alors brandi sa chaussure. Ce détail a par la suite été contesté par les Soviétiques. En tout état de cause, c'est l'image que l'opinion garde du personnage. Si l'on prend du recul et que l'on considère l'homme dans une perspective historique, plusieurs gestes d'importance sont à porter à son crédit : il révéla l'existence des goulags, en fit sortir des prisonniers, dont l'écrivain Soljenitsyne et, sans doute, mon cher Ilya Markevitch ; il fut le premier dirigeant soviétique, depuis la révolution d'Octobre, à effectuer des visites officielles, et d'État, en Occident, dont les États-Unis et la France.

Je demandai à la serveuse les raisons de ce limogeage ? Elle haussa les épaules, prit un air malheureux avant de me chuchoter que c'était une histoire « entre eux ».

En quelques heures, tous les portraits de Khrouchtchev disparurent des murs de tous les bâtiments de l'Union soviétique et les citoyens du pays n'osèrent plus faire mention de lui. Toutefois, contrairement aux méthodes utilisées à

l’occasion des purges de l’époque stalinienne, il eut droit à un traitement relativement doux. L’État le logea dans une datcha, dans les environs de Moscou. Dans les vingt-quatre heures qui suivirent l’événement, on découvrit sur les murs des édifices publics, des bureaux et des humbles chaumières, les photos de ses successeurs, Alexeï Kossyguine, au titre de l’État, et Leonid Brejnev, au titre du Parti.

À la fin de mon séjour, l’Académie des sciences pédagogiques m’offrit un séjour à Leningrad. Toujours flanqué de mon fidèle Ilya Markevitch. Nous avons fait le voyage dans un wagon-lit de la *Flèche rouge*, le train qui faisait alors la fierté des Soviétiques.

Dès l’abord, Leningrad, l’ancienne Saint-Pétersbourg, qui depuis a repris son nom d’origine, m’enchanta. Bâtie, au début du XVIIIe siècle, par la volonté du tsar Pierre le Grand, sur le delta marécageux de la Neva, elle avait quelque chose de plus occidental que Moscou. Un ensemble architectural unique qui en fait l’une des plus belles villes d’Europe, ce qui lui vaudra, un quart de siècle plus tard, son inscription sur la liste du patrimoine mondial de l’Unesco. Un mélange de style baroque et néoclassique. Son imposante beauté, alliée à l’existence de nombreux canaux, lui a valu le surnom de « Venise du Nord ». Lorsque Ilya Markevitch m’indiqua que le dessein de son fondateur était d’en faire « une fenêtre sur l’Europe », et que cette ambition avait marqué l’esprit et la culture de ses habitants.

La visite des musées et des monuments se faisait au pas de charge et sans discontinuer. J’en avais le tournis. Quel que fût le site, le guide insistait surtout sur l’héroïsme des habitants de Stalingrad qui avaient résisté pendant 900 jours au siège de la ville par les nazis, payant un lourd tribut : cinq cent mille hommes de l’Armée rouge et plus d’un million de victimes civiles.

J’avais besoin de marquer une pause. Je réclamai une balade sur la perspective Nevski, une artère que je connaissais par mes lectures de Dostoïevski. Ses héros y déambulaient souvent.

Il n’est pas un écrivain qui puisse à lui seul symboliser la littérature française : Villon, Molière, Corneille, Racine, Descartes, Balzac, Stendhal, Proust, et quelques autres seraient tous en droit, chacun à titre égal, de revendiquer le titre d’ambassadeur de la littérature française. En revanche quand on parle de la littérature anglaise, c’est le nom de Shakespeare qui vient à l’esprit. Celui de Cervantès pour l’espagnole, ceux de Camoëns et Fernando Pessoa pour la

portugaise. Pour le russe, c'est sans conteste Pouchkine. Quand Ilya Markevitch m'annonça la visite du musée éponyme, je jubilai. Pouchkine était considéré comme le fondateur de la littérature russe moderne. Je n'avais lu que peu de choses de lui. À Moscou, je me rendais souvent sur la place qui porte son nom et me recueillais devant sa statue, placée sur un socle élevé. Je connaissais mal son histoire, mais un détail m'intriguait : son aïeul, Hanibal, était un esclave africain anobli par Pierre le Grand. En gros, Pouchkine était un quarteron. La guide du musée glissa sur cette ascendance, préférant insister – sans doute parce que j'étais francophone et que pour beaucoup francophone et français sont synonymes – sur le fait que d'Anthès, celui qui le tua au cours d'un duel, était un Français. Depuis, de nombreux travaux ont non seulement confirmé l'origine africaine de Hanibal, mais établi qu'il ne venait pas d'Abyssinie (c'est-à-dire d'Éthiopie), mais du Bar El Ghazal, une région du Sud-Soudan, frontalière du Tchad et donc qu'il n'était pas un Africain à la peau pain d'épice, comme l'est la majorité des Éthiopiens, mais un Noir fondamental, pour reprendre la formule d'Aimé Césaire.

Pour l'Unesco mon domicile était Brazzaville, et non Paris. On m'avait donc établi un billet circulaire Moscou, Genève, Bruxelles, les deux autres capitales où devait se dérouler mon stage. En découvrant la campagne suisse, avec ses champs tracés au cordeau, propres, bien entretenus, ses maisons coquettes aux couleurs joyeuses, j'eus l'impression de baigner dans une atmosphère moins triste et de respirer à nouveau un air pur, plus sain sans cette odeur d'essence mal raffinée si caractéristique de l'Union soviétique et de ses pays satellites.

La Suisse est un petit pays. Je n'eus aucun mal à y faire la connaissance de la quasi-totalité des étudiants africains qui y vivaient alors. Ils formaient une communauté très soudée qui se retrouvait souvent chez tel ou tel. Au cours de ces soirées, où l'on refaisait l'Afrique, il arrivait que l'un d'eux, un certain Ray Autra, plus âgé que les autres, et dont j'avais connu l'un des frères à Paris, Sékou Traoré, s'empara de sa guitare et récita de longs passages du *Cahier d'un retour au pays natal* du poète martiniquais Aimé Césaire. Il était plus connu, et plus apprécié, des étudiants africains que son confrère, le Sénégalais Léopold Sédar Senghor. Notamment pour son *Discours sur le colonialisme* qui appartenait aussi au répertoire de Ray Autra et que j'avais entendu, à Paris, récité, de la première à la dernière ligne, par cœur, par certains de mes camarades d'université.

À Bruxelles, j'allais retrouver la même solidarité au sein de la communauté africaine dont le noyau principal était formé par les ressortissants de l'ancien Congo belge. Je passais le plus clair de mon temps à Tervuren, dans la proche banlieue bruxelloise, dans la bibliothèque du Musée royal de l'Afrique centrale. À l'époque, l'histoire de l'Afrique ne figurait aux programmes ni dans les universités européennes ni dans celles d'Afrique. À la Sorbonne, on pouvait en avoir une connaissance indirecte et tronquée en s'inscrivant au certificat d'histoire coloniale dont le maître était Charles-André Julien. Mais ses études, ses ouvrages et ses cours, de très grande qualité, portaient surtout sur le Maghreb. C'est en 1962, ou 1963, que l'ancien gouverneur Hubert Deschamps inaugura un séminaire sur l'histoire de l'Afrique Noire. Nous n'étions moins de dix à le fréquenter. En liaison avec notre aîné, Amadou Mahtar M'Bow, et le professeur Jean Devisse, nos sherpas, nous travaillions parallèlement à mettre au point un programme d'enseignement de l'histoire africaine afin de combler une lacune. Le fonds de la bibliothèque du musée de Tervuren offrait une documentation où je trouvais une riche matière sur un des objets que je me proposai d'enseigner à mes futurs étudiants. Je fus particulièrement impressionné par une étude riche et sérieuse, œuvre d'un Suédois de l'université d'Uppsala sur les mouvements messianiques dans le bas Congo. Parallèlement, je souhaitais faire découvrir à mes étudiants les richesses de l'art africain. Je m'étais acheté à cet effet mon premier appareil de photographie grâce auquel je réussis à me constituer une collection de diapositives afin d'illustrer mes cours.

Au cours de ce séjour, grâce à Marie-Hélène Ledivelec, dont je fis la connaissance dans la bibliothèque du musée, je pris contact avec beaucoup d'anthropologues d'Afrique centrale, dont le fameux Olbrecht, auteur d'un livre sur la statuaire du Congo. Un vieil homme qui, pour des raisons de santé, n'avait pu se rendre sur le terrain, mais possédait une des plus belles collections privées qu'on pût imaginer. Il a eu le mérite d'être le premier à classer ces œuvres d'art non pas en fonction de leur origine ethnique, mais de leur style, cherchant à mettre en valeur sinon le travail d'un artiste du moins de certaines écoles.

Au cours de mon séjour bruxellois se produisit un événement qui faillit changer le cours de ma vie. Chaque matin, avant de prendre le tram qui m'emmenait au musée de Tervuren, je faisais un détour chez le marchand de journaux du quartier afin de me procurer *Le Monde*. Ce matin-là tandis que j'attendais mon tour pour payer le journal, je jetai un coup d'œil sur l'éditorial du quotidien. J'aperçus le nom de Matscota, mon mentor à la FEANF, celui que mon amie Mambou Aimée Gnali et moi appelions « le maître ». Mon cœur battit

la chamade. Sans doute venait-il d'être propulsé à la tête du gouvernement, ou du pays. Impatient, je dévorai la colonne où j'avais aperçu le nom de Matsocota. En fait, la chronique traitait d'une tragédie. La première de la Révolution. Trois hauts fonctionnaires, dont Lazare Matsocota, procureur de la République, avaient été enlevés en pleine nuit à leur domicile et assassinés. Les mains moites, les jambes flageolantes, je manquais défaillir. Quelques jours plus tard, allant passer le week-end à Paris, auprès de ma femme, je reçus une lettre d'Aimée. Elle donnait des détails. Logée chez son oncle, Joseph Pouabou, premier président de la Cour suprême, l'une des trois victimes, elle avait été témoin de l'enlèvement de celui-ci. On retrouva les corps de Matsocota et de Massouémé, directeur de l'Agence congolaise d'information, mutilés sur les bords du fleuve Congo, mais jamais celui de Pouabou. Mambou Aimée Gnali a depuis lors livré son témoignage dans un livre poignant, *Beto na Beto, le poids de la tribu*[1]. Terrorisé, je songeais à ne plus rentrer au pays. Le souvenir d'une parole du R. P. Houang, l'un de mes mentors, me revint en mémoire : « Même si vous deviez être pendu, vous devez rentrer dans votre pays. » Nous étions à la mi-février 1965, c'est ce que je fis en septembre de la même année.

1. Éditions Gallimard, collection Continents noirs.

Le 17 septembre 1965, Nirva donnait naissance à notre deuxième fille, Anouk. J'avais prévu de prendre l'avion la semaine suivante, je ne changeai pas mon programme. Par la suite, je me suis souvent reproché d'avoir laissé ma femme seule, avec nos deux enfants, sans avoir évalué la charge que représentaient pour elle tous les soucis d'organisation et tous les tracas de préparation de son voyage. Je pensais bien faire. Je voulais être à pied d'œuvre avant le jour de la rentrée et m'occuper d'obtenir un logement pour accueillir ma famille. Car je rentrais au pays comme un véritable déraciné. Mes parents étaient en France depuis quatre ans. Au fond, j'effectuais une fuite en avant pour conjurer ma peur de ne plus savoir m'orienter dans ce pays qui avait changé, comme moi, mais de manière parallèle ; de ne plus en connaître les codes. Sur la fiche de police qu'on nous distribua dans l'avion, je ne savais quelle information apposer en face de la rubrique adresse au Congo. Je mentionnai celle de ma grand-mère, sachant bien qu'elle ne pourrait m'héberger. Ou, pour être plus exact, je savais bien qu'elle m'offrirait spontanément le gîte, mais que le problème viendrait de moi. Je n'étais pas prêt à vivre dans l'inconfort de sa case. Je me suis soudain trouvé dans la situation d'un assistant technique dans son propre pays. Un autre inconfort. Plus dur. Un malaise insoutenable. Une nausée.

Comme mon avion avait atterri à l'aube, j'avais toute la journée pour trouver une solution. Les hôtels étaient modestes et tous réquisitionnés pour loger les coopérants. Le frère d'un ami resté en France qui avait été chargé de m'accueillir me tira d'affaire. En face de l'ancien hôpital général, aujourd'hui occupé par les services de police, et à côté de l'institut Pasteur, il y avait un modeste établissement appartenant à la jeunesse du parti unique. À l'époque coloniale, c'était l'hôtel Congo-Océan, appartenant à un certain Milot : je ne garantis pas l'orthographe du nom. En fait, un gîte avec moins de dix chambres. C'est là que je trouvai refuge.

Après m'être présenté à l'administration de l'École normale supérieure d'Afrique centrale, je passais le plus clair de mes journées en quête d'un logement décent afin d'héberger ma famille, et à faire les démarches pour mon intégration dans la fonction publique.

Les étudiants de l'École normale supérieure étaient relativement âgés. Certains d'entre eux plus que moi. J'avais le feu si sacré que ce détail ne m'impressionnait pas. Mon travail m'exaltait. J'attachais un soin particulier à la préparation de cours dont j'avais eu la liberté de choisir les thèmes. Une partie était consacrée à l'histoire mondiale, l'autre à l'histoire de l'Afrique, réservant des heures à l'initiation à l'art africain, durant lesquelles j'illustrais mon cours avec des diapositives réalisées au musée de Tervuren. Un étudiant me demanda pourquoi je leur projetais ces images de fétiches qu'il trouvait laides. J'eus quelques surprises de la même eau, mais dans l'ensemble mon jeune public était ravi de découvrir que le pays, et le continent, avait eu un passé dont ils avaient jusque-là ignoré l'existence.

À la fin de l'année 1965, l'Unesco organisa à Dar es Salaam, en Tanzanie, une rencontre de toutes les Écoles normales supérieures africaines, afin d'évaluer l'avancement du projet. Notre établissement bénéficiait de trois billets. L'un pour le directeur, un autre pour un expert de l'Unesco, c'est-à-dire un professeur rémunéré par l'organisation internationale. Le troisième était réservé à un « homologue » congolais. Quel sens recouvrait ce terme ?

Dans une première étape, les ENS avaient été animées par des professeurs, qualifiés d'« experts Unesco ». Leur mission était limitée dans le temps. Elle prenait fin lorsque « l'homologue » africain, titulaire d'une bourse, généralement de deux ans, rentrait au pays. J'étais le seul « homologue », fraîchement revenu de son stage à l'étranger. Bien que je n'eusse aucune idée de ce qu'était une évaluation, je fus coopté par défaut.

J'allais découvrir les difficultés de voyager en Afrique. Dar es Salam est située sur la même latitude que Brazzaville, à peu près à cinq mille kilomètres à l'est. À six heures en vol direct. En fait, nous dûmes traverser le fleuve et passer la nuit à Kinshasa, qui s'appelait encore Léopoldville, afin de prendre, le lendemain, un vol en direction de Nairobi où nous attendîmes plusieurs jours une correspondance pour notre destination finale. Notre voyage aurait pu être plus rapide, si nous avions eu les moyens de nous rendre de Brazzaville à Paris, destination pourvue de vols quotidiens, de là prendre une correspondance vers Londres, d'où un vol également quotidien reliait la capitale britannique à celle

de la Tanzanie. L'attente à Nairobi me donna l'occasion de découvrir une ville en face de laquelle Brazzaville apparaissait comme un bourg équipé de maisons de passage. Bénéficiant, presque toute l'année, d'un ciel pur et d'une luminosité éclatante, la capitale du Kenya nous accueillit riante et belle. Ses rues bien goudronnées, ses larges avenues, ses parcs aux pelouses soigneusement entretenues, ses villas cossues, ses hôtels modernes évoquaient plus une ville britannique qu'une cité africaine. Nous mîmes à profit notre séjour pour visiter un parc naturel où je découvrais des animaux qui, chez nous, avaient disparu. Le représentant de l'Unesco nous organisa un pique-nique dans le rift, au lac Nakuru, où nous ne nous lassions pas d'admirer les bouquets de flamands roses. L'appareil qui nous transporta, enfin, à Dar es Salaam, au cours du trajet, s'attarda au-dessus du Kilimandjaro, dont le sommet enneigé me ravit. Je mitraillai ce spectacle avec mon appareil photo.

Je découvrais la diversité du continent. J'étais au cœur de l'Afrique, mais les types humains, la culture des habitants, plus pudiques que les Bantous de la côte ouest, le paysage différaient de l'Afrique centrale de la côte ouest.

En raison de la présence des Écoles normales supérieures[1] anglophones, la réunion utilisait deux langues de travail : le français et l'anglais. Ayant étudié l'anglais durant mes sept années d'études secondaires, puis pendant une année dans le supérieur au cours de laquelle on m'avait fait réciter par cœur des passages entiers de Shakespeare, du *Fairy Queen* d'Edmund Spenser et les poèmes des romantiques anglais, je m'estimais à même de suivre les interventions des anglophones sans utiliser mes écouteurs. Je déchantai vite et dus me montrer plus humble.

Au premier trimestre de l'année 1966, je fus convoqué par le directeur général de l'Enseignement. Lévy Makany était le premier Congolais à occuper ce poste qui traditionnellement revenait à un Français, l'inspecteur d'Académie. Je connaissais Makany surtout de nom. En effet, lorsque je présidais l'Association des étudiants congolais (AEC), en France, il était le président de la section de Montpellier. Il m'apprit que le gouvernement chinois invitait quatre ou cinq « savants » congolais pour assister à un symposium à Beijing. L'événement serait suivi d'une visite de plusieurs semaines dans la Chine intérieure. La proposition m'alléchait, mais je fis remarquer que je n'étais pas un « savant », même pas un chercheur, et que, par ailleurs, j'avais des scrupules à abandonner mes étudiants pour une période aussi longue. Il balaya les deux arguments d'un

revers de la main. D'une part, il prenait la responsabilité d'expliquer à la direction de mon établissement l'importance de ce voyage, d'autre part il me suggérait de m'organiser afin de rattraper mes cours à mon retour. Quant aux titres dont les Chinois nous affublaient, il ne fallait pas s'en émouvoir. C'était un détail protocolaire. Il me raconta que, invité lui-même, deux années plus tôt, au même symposium, il avait lu dans le journal de la rencontre que « quatre savants maliens » venaient d'arriver dans la capitale chinoise. Il cita leur nom. D'anciens étudiants, membres de la FEANF, que je connaissais également. Nous en rîmes. Les Chinois aimaient les titres ronflants. Cela ne déplaisait pas non plus aux Africains. On était, à peu de frais, promu ingénieur, docteur, professeur, savant, grand artiste, spécialiste…

Si tous nos chemins ne menaient pas à Rome, du moins passaient-ils par Paris, ce qui, au demeurant, n'a guère changé aujourd'hui. De même, Moscou constituait le passage obligé pour se rendre dans tous les pays situés derrière ce qu'on appelait le « rideau de fer », c'est-à-dire le monde communiste. Officiellement, le camp socialiste constituait un bloc compact face à l'ennemi capitaliste. En fait, depuis la déstanilisation, une profonde polémique couvait entre Pékin et Moscou. Le gros du contingent des étudiants chinois en Union soviétique avait été rappelé dans leur pays et réciproquement. Des incidents avaient régulièrement lieu à la frontière des deux sanctuaires mondiaux du communisme. Nous en fîmes les frais lors de notre transit à Moscou et faillîmes rater notre correspondance. Épuisés par notre voyage de nuit entre Brazzaville et Paris, puis par le vol Paris-Moscou, nous étions irritables et l'interrogatoire que les fonctionnaires russes nous faisaient subir, dans un anglais aussi primitif que le nôtre, faillit virer à la dispute.

Nous embarquâmes dans un Tupolev. L'abolition des classes sociales se répercutait jusque dans l'appareil. Pas de première, pas de classe affaires. En tant qu'hôtes de marque, nous fûmes toutefois placés sur des sièges à l'avant de l'appareil. Nous fîmes connaissance avec des délégations d'Amérique latine. L'une d'entre elles, j'ai oublié de quel pays, était composée de jeunes guérilleros extraits du maquis pour la circonstance et qui avaient transité par La Havane.

À la descente de l'avion, quelques Chinois affairés, uniformément vêtus en bleu de travail, au col à la Sun Yat Sen, les pieds dans de légers chaussons noirs, nous repérèrent et nous prirent en main, nous évitant une longue queue, et nous dirigèrent vers un salon d'honneur où notre interprète nous présenta à quelques hauts fonctionnaires venus spécialement nous accueillir, avant de nous conduire

à une voiture avec les vitres arrière occultées par des rideaux. Comme ce que j'avais connu à Moscou, quelques années plus tôt. Sur le trajet, je les écartai. Un paysage de campagne triste, avec de rares paysans dans la même tenue que nos accompagnateurs, cousue toutefois dans des matières moins nobles. Pékin avait de larges avenues envahies de pelotons incessants de cyclistes qui faisaient tinter en un concert de notes cristallines les sonnettes de leurs bicyclettes et s'arrêtaient avec discipline aux feux rouges. Les rares véhicules que j'apercevais étaient des camions souvent chargés de militaires habillés avec les mêmes tenues que les fonctionnaires qui nous avaient reçus, mais de couleur kaki et la tête coiffée de sortes de charlottes à visière d'une teinte assortie. Un monde discipliné, uniforme, morne.

Notre hôtel était à quelques pas de la Place Tian'anmen. Un énorme édifice, de style stalinien, construit, nous répétait-on, en quelques mois. L'intérieur et les chambres étaient d'une propreté impeccable, mais sans décoration ni couleurs. Les fauteuils et les chaises étaient uniformément protégés par des housses blanches. Quelquefois, accrochée au mur, une reproduction de style chinois ancien avec au centre un Mao Zedong géant, souriant et dominant l'horizon au sommet d'une montagne. Le moment de plaisir fut le restaurant. Dans une salle, on servait des plats européens et dans les autres de la cuisine chinoise. Nous jetâmes notre dévolu sur celle-ci.

On nous distribua un programme minuté en nous précisant non seulement l'heure des événements, mais aussi celle à laquelle nous devions être prêts dans nos véhicules. Je demandai à Makany si nous devions nous préparer à une intervention et de quel type. Il ne pouvait me répondre. C'était, je le répète, un symposium afro-asiatique scientifique. À l'ouverture, un ministre fit une déclaration où il n'était fait mention à aucun moment ni de recherche ni de science, mais où le propos était émaillé de références à la lutte héroïque des peuples africains, asiatiques et d'Amérique latine, contre l'impérialisme américain, assaisonné de quelques citations de Mao Zedong, le Timonier bien-aimé. Les communications des délégations étrangères suivaient toutes la même trame. Il n'y avait aucune référence à la recherche dans les pays représentés ni aucun débat. À la mi-journée, mon chef de délégation me demanda de lui préparer, pour le lendemain, une intervention en m'indiquant les idées directrices. Il voulait un texte de même farine que ceux dont nous avions été abreuvés. Même rhétorique, même ton, tout aussi ronronnant que les autres. Je l'avais rehaussé d'une citation de Jaurès, mais ce furent surtout les références à la lutte du peuple algérien, des peuples angolais et des autres colonies

portugaises, ainsi que, surtout, une allusion à Patrice Lumumba qui déclenchèrent des tonnerres d'applaudissements. En fait, toutes les délégations étaient ovationnées et l'orateur honoré s'applaudissait lui-même, imitant en cela les orateurs des pays communistes. Lors de la deuxième demi-journée on nous lut des motions, des résolutions, une Déclaration de Pékin, à laquelle nous aurions tous collaboré, dont les termes étaient des répliques des interventions qui nous avaient été déversées alors que, drogués par le décalage horaire, nous somnolions les écouteurs sur les oreilles. Les maîtres mots en étaient : la glorification et l'appui à la lutte de plusieurs peuples, contre des impérialismes divers dont celui des États-Unis était bien sûr le chef de file.

Le matin suivant, alors que nous pénétrions dans la salle du restaurant pour y prendre le petit déjeuner, j'aperçus un visage connu. J'hésitai un instant. Mais si, c'était bien lui : Abdoulaye Yérodia. Un des rares camarades congolais à avoir assisté à mon mariage. Il avait disparu de Paris sans crier gare ni laisser d'adresse. Et je le retrouvais là, le visage aussi rieur que d'habitude, les yeux aussi malicieux, le menton recouvert d'une barbe de quelques jours. Je me précipitai vers lui, abandonnant un instant Makany, mon chef de délégation. Pour comprendre mon élan incontrôlé, il fallait savoir nos liens. Né, comme moi, à Kinshasa, de parents sénégalais, il avait grandi à Brazzaville. Ses origines congolaises avaient été, comme moi, mises en doute. Il militait activement à l'Association des étudiants congolais et fréquentait assidument les milieux trotskistes. Ainsi m'avait-il entraîné à écrire avec lui un article dans une de leurs revues. Nous l'avions signé Moyindo et Ndombé, les deux noms signifiant le Noir, d'une part en lingala, d'autre part en kikongo. En me voyant approcher, il m'adressa des signes désespérés, qui m'invitaient à plus de discrétion et à me méfier de mon chef de délégation. Je n'en avais cure. Il s'exprimait en anglais, comme s'il s'adressait à quelqu'un d'autre : « *Yes, yes, yes, I remember you, we met in Pragua ; I am from Equatorial Guinea, my name is Murumu*[2]. » J'étais troublé. Mais le nom de Murumu me rassura. C'était un surnom que je lui avais donné. Quand je rejoignis Makany, je dis à ce dernier que je m'étais trompé ; que la ressemblance de cet individu avec Abdoulaye Yerodia était saisissante, mais qu'il s'agissait d'un citoyen de la Guinée-Équatoriale.

Pourquoi ce besoin de se masquer ? Pourquoi cette méfiance à l'égard de Makany ? Le soir, nous nous retrouvâmes dans ma chambre et Abdoulaye m'expliqua qu'il était dans la clandestinité, avec une fausse identité, et ne souhaitait pas qu'on connût sa présence. Je me souvenais qu'au moment de l'indépendance du Congo belge, des délégations, venues de Léopoldville, pour

aller participer aux négociations dites de la Table Ronde, à Bruxelles, avaient séjourné à Paris. Certains d'entre nous les avaient rencontrées dans une boîte de nuit : la Canne à Sucre, l'Ajoupa, ou la Cabane Bambou ? Nous avions été frappés par leur immaturité et leur manque d'expérience politique. Quelques-uns d'entre nous, aux origines belgo-congolaises, nous étions improvisés conseillers. Lorsque, plus tard, après la mort de Lumumba, des maquis se constituèrent dans l'est de l'ancienne colonie belge, les mêmes décidèrent de s'intégrer à ces groupes. Tel Mitoudidi, qui devait périr dans cette aventure. Abdoulaye avait dû emprunter ce chemin et se trouvait peut-être en Chine pour une formation militaire ou pour convoyer des armes. Je ne voulais pas être indiscret.

L'une des soirées fut marquée par un banquet où le maréchal Chen Yi, alors ministre des affaires étrangères, apparut et prononça un discours virulent contre l'impérialisme américain et les révisionnistes citant la fameuse phrase de Mao Zedong selon laquelle « les impérialistes n'étaient que des tigres de papier ».

Le programme prévoyait deux semaines de tournée en Chine. Après des discussions serrées, Makany réussit à réduire de moitié le temps de notre séjour. Le travail nous attendait au Congo. Nous promettions à nos hôtes de revenir pour un séjour où nous serions plus disponibles.

Nous avons visité la Cité interdite, le Palais d'été, le tombeau des Ming, nous avons gravi les pentes de la Grande Muraille, avant de prendre tantôt l'avion, tantôt le train, pour Nankin, Shanghai, Hong-Chow. Nous étions attendus dans une commune populaire à Canton. Les visites se déroulaient à un train d'enfer et, chaque fois, l'interprétation consécutive rallongeait le temps consacré aux échanges.

Nous avons visité des monuments, des sites historiques, des communes populaires, chaque fois écoutant les présentations de responsables dont le discours était celui de commissaires politiques. À la fin de chaque discours de bienvenue, on nous demandait d'excuser les insuffisances soit de l'organisation soit des conditions d'accueil et l'on priait les hôtes vénérables de leur faire des suggestions afin de s'améliorer. Quand nous demandions en combien de temps, tel ouvrage, pharaonique, avait été construit, on nous répondait six mois. Quand nous voulions savoir quel empereur avait fait bâtir tel monument, si tel autre bâtiment avait été construit par les Américains à l'époque des concessions, quel architecte avait conçu, ou réalisé, tel pont, on nous répondait invariablement que c'était le peuple chinois. Tout au long du parcours en train, des haut-parleurs diffusaient de la musique entraînante entrecoupée par des commentaires que

nous ne pouvions comprendre. L'interprète nous en livrait le sens : il s'agissait de rappeler aux voyageurs que des épisodes de la lutte révolutionnaire avaient pour théâtre la campagne que nous apercevions par la fenêtre de notre voiture. C'est dans le train aussi que nous apprîmes, suite au mot d'ordre du président Mao, intimant aux jeunes Gardes rouges de faire « feu sur le Quartier général », le déclenchement de ce qui allait être l'événement le plus destructeur de l'histoire de la Révolution chinoise, et causer la perte de plus d'un million d'hommes et de femmes, la Grande Révolution culturelle prolétarienne, pour ne pas déformer la formulation officielle. À l'instigation du « Grand Timonier », et sous son regard bienveillant, des cohortes de jeunes gens vont, pendant plusieurs années, faire une véritable chasse aux « révisionnistes », en fait à tous ceux dont le zèle maoïste n'était pas jugé satisfaisant. Brandissant frénétiquement *Le Petit Livre rouge*, un condensé de « la pensée Mao Zedong », des jeunes vont battre à mort leurs professeurs, dénoncer leurs parents, humilier des artistes, des créateurs, des cadres, afin, prétendront-ils, d'arracher « les herbes vénéneuses ».

Hong-Chow est une ville charmante où l'on trouve, paraît-il, les plus beaux, et les plus anciens, saules pleureurs du monde. Leur spectacle m'enchanta effectivement. Mais notre séjour fut écourté.

Le président congolais, Massamba-Débat, avait procédé à un remaniement ministériel à l'occasion duquel mon chef de délégation, Lévy Makany, avait été nommé ministre de l'Éducation nationale. Le Congo était l'un des premiers pays africains à avoir reconnu la Chine populaire – un an avant la France de De Gaulle – et possédait à ce titre une ambassade à Beijing. Je ne suis pas certain qu'elle fût au courant de notre présence dans le pays. Ce furent donc les autorités chinoises qui nous mirent au courant de l'événement. En un tournemain, nous assistâmes à une modification spectaculaire dans le protocole. Makany eut droit à une voiture de calibre et de standing supérieurs, aux vitres arrière aveugles. J'héritai de la sienne. Le savant devenait une Excellence et était qualifié d'hôte vénérable. Nous embarquâmes le jour même dans un avion spécial affrété à cet effet et gagnâmes Pékin où Makany eut droit à une audience avec son homologue chinois.

Dans l'avion qui nous ramenait de Paris à Brazzaville, il me fit part de son intention de me nommer au poste que sa promotion laissait vacant, directeur général de l'Enseignement. Il n'y avait pas six mois que j'étais rentré au pays, après dix-sept années passées en France, au cours desquelles je n'étais venu que quatre fois au Congo pour de courts séjours à la période des vacances. Faute de

pratique, mon lingala s’était appauvri, j’avais perdu mon mounoukoutouba, je n’avais pas eu le temps de réapprendre le pays.

1. *High Training Teachers Colleges*, en anglais.

2. « Oui, nous nous sommes rencontrés à Prague. Je suis de Guinée-Équatoriale ; je m’appelle Murumu. »

À la tête de l’administration du système éducatif congolais, je me trouvai un moment désemparé. Affluaient à la maison une foule de gens qui m’agaçaient. Beaucoup de solliciteurs, et de nombreux donneurs de conseils. Un jour débarqua un cousin avec une délégation de Bagangoulous, c’est-à-dire de ma tribu par ma branche maternelle. L’un d’eux se prétendait le représentant du chef traditionnel et deux d’entre eux étaient visiblement sous l’effet de l’alcool. Le cousin prit la parole en exprimant la fierté de la tribu d’avoir pour la première fois de l’histoire du Congo un Gangoulou à un haut poste et que ma première tournée devait être un déplacement à Gamboma, le foyer des Bagangoulous, pour obtenir l’investiture des autorités traditionnelles, et régler les problèmes du Collège qui, selon lui, se mourait. Son discours était décousu. Il m’encourageait à diriger l’Enseignement comme l’avait fait Borgeaud, un inspecteur français. M’inviter d’une part à privilégier la tribu, d’autre part à suivre l’exemple d’un agent de l’administration coloniale, il n’en fallait pas plus pour m’ulcérer. Ma réponse fut sèche : nous avions une nation à construire, par-dessus les communautés, et à décoloniser notre enseignement. S’ensuivit un dialogue de sourds.

Nirva, qui avait écouté la conversation de loin, en se gardant d’intervenir, me conseilla la mesure. Il ne fallait certes pas sombrer dans le tribalisme, mais se garder de repousser ma communauté d’origine. Elle avait décelé, à travers les maladresses du discours, un sincère désir de solidarité.

Je n’avais aucune expérience administrative et je devais apprendre sur le tas. Il n’existait ni structure ni mécanisme pour me préparer à mon travail. Quand, à la fin de la journée, on déposait sur mon bureau une pile de parapheurs de correspondances et de textes divers à signer, je m’en prenais à mes collaborateurs. Quel dessein nourrissaient ces vieux fonctionnaires de la coloniale ? M’imaginaient-ils incapable de rédiger moi-même une

correspondance ? Gardant son calme, Kololo, un vieux fonctionnaire, plein de sagesse, réussit, dans un tête-à-tête, à obtenir mon attention et, plus tard, ma confiance. Il m'expliqua patiemment ce qui m'est devenu une évidence : je pouvais certes, dans certains cas exceptionnels, rédiger moi-même une lettre ou un texte, mais il me serait impossible, dans le quotidien, de faire ce travail. Ma tâche était d'écouter, de concevoir, de coordonner, d'animer, une équipe, toutes choses qui requéraient des audiences, la participation, ou l'organisation, de séances de travail, des déplacements à l'intérieur du pays, pour tout dire un emploi du temps tourné vers l'action et qui supposait qu'une équipe, sous mon contrôle, me soulageât du travail bureaucratique, étant entendu que j'aurais le dernier mot avec la possibilité d'amender, de corriger, de rejeter ce qui était, en bout de chaîne, soumis à ma signature. S'agissant de la substance, mon ministre, Lévy Makany, et moi étions pour l'essentiel d'accord sur un programme qui pourrait se résumer en une formule : décoloniser l'enseignement congolais et l'africaniser selon la ligne politique de la FEANF.

Nos différences tenaient à peu de sujets. Ainsi était-il partisan de supprimer l'enseignement du latin et du grec, tandis que moi, formé dans une éducation humaniste, j'hésitais. La pénurie de professeurs dans ces deux disciplines eut raison de mes atermoiements. L'autre sujet de désaccord était celui de la langue d'enseignement. Au départ, j'étais convaincu qu'une nation devait s'approprier certains instruments de sa souveraineté. Un drapeau, un hymne, la construction d'une armée, la reconnaissance de son existence par la communauté internationale ne suffisaient pas. Il nous fallait aussi créer notre monnaie et éduquer dans une langue nationale. Je ne fus pas étonné de voir mon projet combattu par mes collègues hauts fonctionnaires de l'Éducation nationale. Ils avaient été modelés par la colonisation et étaient incapables de penser en dehors des schémas dans lesquels ils avaient été formatés. Je m'adressai directement aux parents d'élèves, chez qui je provoquai un tollé plus grand. Ne voulant pas rendre les armes, j'organisai, sur la suggestion d'un expert Unesco en matière d'alphabétisation des adultes, un sondage. Le résultat me fut défavorable : une immense majorité de l'échantillon interrogée souhaitait être alphabétisée en français. J'instaurai un dialogue avec ce public. Leurs arguments me firent rendre les armes. Hormis le fait que le Congo, composé, à l'époque, de deux millions d'habitants, possédait une quarantaine d'idiomes, ils me demandaient d'une part dans quelles bibliothèques, dans quels livres, dans quels journaux ils pourraient utiliser leur connaissance en langues nationales, d'autre part, ils faisaient valoir que, pour l'instant, le français était la langue de pouvoir, et qu'ils

ne voyaient pas pourquoi eux-mêmes et leurs enfants devaient se voir interdire la maîtrise de cet outil d'expression.

Pendant les deux années passées à ce poste, je me suis attaché à relever le niveau général de notre système éducatif en améliorant la formation des enseignants. Je multipliais les cours de recyclage pendant les périodes de vacances et je réussis à convaincre les partenaires français de nous aider à la création d'un centre de recherche pédagogique. Nous n'avions aucune vision claire de l'état de notre enseignement. Grâce à l'appui de l'Unesco, nous avons mis en place un service fiable de la statistique et de la planification de l'enseignement. Cela permit la confirmation d'une donnée. À savoir que nous avions un taux de scolarisation proche de cent pour cent, ce qui constituait un record en Afrique francophone. Dans beaucoup de pays du tiers-monde, il faut convaincre les parents de scolariser leurs enfants. Tel n'était pas le cas du Congo. Bien au contraire. Les parents considéraient comme naturel, mieux comme un droit, le fait de les envoyer à l'école. Les statistiques mettaient aussi en évidence une égalité presque parfaite entre les garçons et les filles dans nos effectifs, mais que cette égalité fléchissait dans l'enseignement secondaire où les filles étaient victimes de grossesses précoces. Bien qu'il convînt que, dans cette situation, les jeunes filles étaient victimes, notamment du harcèlement d'adultes, souvent mariés, Lévy Makany était partisan de la rigueur, en préconisant l'exclusion des établissements des futures mères. J'étais pour ma part partisan d'une certaine souplesse afin de ne pas pénaliser les jeunes filles et je mis en place un système de congé de grossesse et maternité qui permettait aux élèves mères de ne pas décrocher de leurs études.

Les statistiques scolaires nous permirent de mettre également en évidence un phénomène que j'avais constaté lors de mes inspections, le sureffectif de certaines classes. J'ai vu, lors de mes tournées à l'intérieur, aussi bien que dans les villes, comme Brazzaville et Pointe-Noire, des salles de classe de plus de cent élèves dans l'enseignement primaire. Des effectifs d'amphithéâtre dans des salles exiguës. Cette surpopulation était due à la pénurie de bâtiments aussi bien qu'à l'insuffisance de maîtres. Le système éducatif ayant été nationalisé en 1964, il revenait désormais à l'État congolais, et à lui seul, de remédier à cette situation. Or, il ne disposait pas des ressources nécessaires. Il fallait donc recourir à des expédients. Faire appel à l'effort des populations qui, quelquefois, se mobilisaient spontanément à cet effet. Je me souviens d'avoir, lors d'une rentrée scolaire, sollicité avec succès le concours des Kibanguistes, les adeptes d'une religion syncrétique, qui, sans barguigner, mit à notre disposition plusieurs

salles construites par ses fidèles. Je considérais comme un échec personnel le fait de n'avoir pas réussi à convaincre mes autorités de dégager l'argent nécessaire.

Plusieurs causes étaient à l'origine du manque d'enseignants. À l'accroissement naturel de la population qui offrait chaque année des contingents d'élèves de plus en plus nombreux, s'ajoutait un phénomène particulier au Congo. La fuite des enseignants vers d'autres secteurs de la fonction publique. Ces maîtres détachés continuaient à émarger au budget de l'éducation nationale, ce qui, au moment des arbitrages budgétaires, gonflait inconsidérément, et faussement, la part du budget de l'enseignement. Parmi ces déserteurs figuraient pour une bonne part les maîtres nommés dans ce qu'on appelait « la brousse », en fait le pays profond. Enfin, un phénomène historique récent avait radicalement aggravé l'état du système d'enseignement. En 1965, mettant à profit les idées que la Révolution avait popularisées, les enseignants du privé avaient œuvré en faveur de la nationalisation des établissements dans lesquels ils œuvraient, espérant par là obtenir des salaires équivalents à ceux de leurs collègues de la fonction publique. Cette nationalisation avait conduit beaucoup d'enseignants religieux étrangers à partir.

Les dirigeants qui mettaient à leur actif l'aspect politique de cette décision n'en avaient pas calculé les effets. Je me souviens d'avoir vu, dans les rues de Brazzaville, à mon arrivée au pays, en septembre 1965, défiler des milliers de jeunes qui se dirigeaient vers le ministère de l'Éducation nationale en chantant « *Youlou*[1] *a tout volé, nous rebâtirons le Congo, Congo oyé*[2]. » La réponse précipitée avait été la création de « collèges populaires » dans lesquels enseignaient des militants, volontaires, sans aucune préparation qui, quelques années plus tard, feront pression sur le gouvernement, par des manifestations et des grèves, afin d'être intégrés dans la fonction publique.

1. Premier président de l’histoire de la République du Congo, renversé par un mouvement populaire, appelé les « Trois Glorieuses », qui se déroula les 13, 14, 15 août 1965.

2. Manière congolaise de dire « vive » ou « viva ».

La chute du président Youlou, en août 1963, avait été provoquée par un certain nombre de facteurs dont les principaux étaient une politique de démission nationale au cours de laquelle le pays était en fait dirigé par une bande d'anciens collabos français et certains éléments de l'extrême droite française. La lutte contre le communisme constituait le point de rencontre de ces deux groupuscules qui manœuvraient l'abbé Youlou à leur guise[1]. Cette politique suscita un mouvement de résistance essentiellement mené par les centrales syndicales et des mouvements de la jeunesse (notamment l'UJC), auxquels s'agrégèrent des associations regroupant les anciens étudiants de l'Association des étudiants congolais et de la Fédération des étudiants africains en France. Le mouvement populaire qui s'ensuivit bénéficia de la bienveillance de l'armée congolaise et de la position du général de Gaulle qui, alors qu'on le pressait d'intervenir, refusa de porter secours à un dirigeant dont les frasques l'agaçaient.

Le mouvement débuta le 13 août 1963 par une manifestation qui se dirigea vers la maison d'arrêt de Brazzaville afin d'y libérer des syndicalistes et se poursuivit jusqu'au 15 août, pendant trois jours, d'où son nom des « Trois Glorieuses ». Le président Youlou fut déposé et un gouvernement fut mis en place sous la présidence d'Alphonse Massamba-Débat, avec, pour Premier ministre, Pascal Lissouba, un étudiant fraîchement rentré au pays, et plusieurs cadres, anciens étudiants en France, dont les principaux étaient Édouard Ebouka-Babakas, ministre des Finances, Paul Kaya, ministre du Plan, et le Dr Galiba, ministre de la Santé. Dans la foulée de ces changements radicaux, un système de parti unique était mis en place sous la direction du MNR (Mouvement national de la révolution). Au cours du congrès constitutif, la délégation des étudiants venus de France, avec à sa tête Ambroise Noumazalay, se montra particulièrement active et obtint l'adoption du Socialisme scientifique, autant dire le marxisme-léninisme, comme idéologie de référence. Il s'ensuivit un

certain nombre de mesures radicales : départ de l'armée française, rupture des relations diplomatiques avec les États-Unis d'Amérique, établissements de relations diplomatiques avec l'Union soviétique, la Chine, Cuba. Les nouveaux dirigeants se méfièrent de l'armée congolaise, considérée comme une armée coloniale, et mirent en place des milices armées dont le gros des troupes sera constitué par la JMNR (Jeunesse du nouveau parti unique), avant de devenir la Défense civile, encadrée et entraînée par des coopérants cubains. Ainsi Brazzaville qui avait été la plaque tournante d'un mouvement anticommuniste allait devenir un foyer et un bastion du communisme en Afrique. Cet élan révolutionnaire aura pour mérite un affranchissement de la tutelle française, mais aussi une brutalité dont le peuple congolais allait payer le plus lourd tribut. À cet égard, l'événement qui traumatisera les esprits sera sans conteste l'enlèvement dans la nuit et les assassinats, dans des conditions obscures, et jamais totalement élucidées, en janvier 1965, de trois cadres prestigieux : Joseph Pouabou, président de la Cour suprême, Lazare Matsocota, ancien dirigeant de la FEANF et procureur général de la République, et Massouémé, directeur de l'Agence congolaise d'information.

En fait, peu de ceux qui avaient œuvré pour que le socialisme scientifique devînt l'idéologie dominante, et exclusive, du pays en avaient une idée bien claire. Surtout, dans le contexte de la guerre froide, et dans un moment où le mouvement communiste se fissurait avec des schismes (ligne soviétique, ligne yougoslave, ligne chinoise, ligne cubaine, ligne albanaise), la direction politique congolaise était traversée par l'influence de ces tendances. Enfin, un certain nombre de dirigeants qui, lors du congrès constitutif du MNR, s'étaient trouvé surpris, faute de préparation, par l'extrémisme des étudiants, et effrayés par la brutalité des méthodes des miliciens, se resaisissaient et tentaient de s'organiser. Ainsi des syndicalistes chrétiens, ainsi des syndicalistes libéraux sous influence de la CISL[2], ainsi d'une tendance sans étiquette, composée de politiciens regroupés autour du président Massamba-Débat. Ce dernier, ancien militant contre le régime de l'indigénat, contre le colonialisme, contre le néocolonialisme incarné par Fulbert Youlou, était effrayé par les idées communistes et les actions de la JMNR et autres milices incontrôlées. Il regroupait autour de lui des partisans traumatisés par l'atmosphère de terreur qui prévalait et tenta de reprendre en main les choses en proposant une voie intermédiaire, le socialisme bantou. L'erreur de Massamba-Débat fut de regrouper, ou de laisser se regrouper, autour de lui uniquement des ressortissants de sa tribu, les Bakongos. Cette ligne tribale était incarnée au sein du gouvernement par quelques fidèles et

surtout par le chef de la sécurité, Michel Bindi, dont deux hommes de main, Kouvoua *alias* Castro et Mabouaka, toujours armés, écumaient la ville dans une jeep.

Un de mes proches prit une initiative sans me consulter ni m'y associer. Pierre Nzé, mon compagnon d'hôpital, et surtout au sein de l'Association des étudiants congolais en France, rédigea un tract dénonçant l'atmosphère de plus en plus étouffante qui régnait à Brazzaville et demandant des comptes sur les enlèvements de Matsocota, Pouabou et Massouémé. Pierre Nzé agit avec deux camarades : Carambo et un jeune militaire, Aboya. Les trois comparses furent arrêtés, sans mandat, et emprisonnés, sans jugement. C'est par le bouche-à-oreille que nous apprîmes la nouvelle. Ni la radio ni les journaux n'informaient l'opinion et nul n'osait évoquer cette affaire, fût-ce à titre d'information, sans être sûr de son interlocuteur. Questionnés, quelques amis responsables avouaient leur désaccord avec ces agissements, mais on les sentait incapables de réagir. Nzé, Carambo et Aboya demeurèrent deux années en prison, au bout desquelles ils furent déférés devant un tribunal révolutionnaire présidé par un jeune professeur des collèges, Stanislas Batchi. Le procès, diffusé en direct, sur les ondes de La Voix de la Révolution, dura plusieurs jours et la cour relaxa les intéressés. Le verdict irrita Massamba-Débat et, quarante-huit heures après leur libération, les trois camarades furent repris et, sans explication, rejetés à la maison d'arrêt.

L'atmosphère policière du régime se renforçait. Des gens étaient arrêtés, ou disparaissaient, sous prétexte d'attitude contre-révolutionnaire. Bindi intervenait jusque dans la sphère privée. La mode était à la minijupe. La police arrêtait toute femme dont la robe, ou la jupe, était au-dessus du genou. Hilaire Mounthault, pourtant membre du Bureau politique du MNR, fut arrêté, accusé de complot. Là aussi, sans que l'opinion en fût informée. Les intellectuels, aux propos libres, se sentaient menacés. Quatre d'entre nous se concertèrent et rédigèrent une lettre adressée au président de la République dans laquelle nous demandions de mettre « le socialisme scientifique entre parenthèses ». La lettre fut déposée au Palais et fit grand bruit. Le lendemain, nous fûmes avertis par des amis que des nervis, protégés par le pouvoir, projetaient de nous enlever. Ma famille était absente de Brazzaville. Sans que j'aie sollicité quoi que ce fût, je fus pris en charge par la solidarité tribale et hébergé, au Plateau des Quinze Ans, chez un jeune enseignant bagangoulou, que je connaissais à peine, André Obami-Itou. Il m'expliqua son geste. Lors de son arrivée dans la capitale, ma grand-mère l'avait hébergé à Poto-Poto.

De ma cache, j'apprenais que la situation politique était de plus en plus tendue. Pour plus de sécurité, je fus transféré à l'Hôpital général, où l'un de mes cousins, Antoine Ossebi-Douniam, alors en stage d'internat, possédait une maison de fonction. J'y restai plusieurs jours. Un ami, le chargé d'affaires de Cuba, José-Antonio Garcia, dit Nico, vint m'y rendre visite et m'apprit que la situation était grave. La dérive autoritaire de Massamba-Débat avait provoqué une réaction dans l'armée et dans une partie de la défense civile. Quelques jours plus tard, je fus transféré, sous escorte, dans un camp de la Défense civile, située dans la forêt de la Patte-d'Oie, à l'endroit précis où se trouve actuellement le ministère des Affaires étrangères. Je logeais sous une tente où je retrouvais entre autres l'ancien Premier ministre, Ambroise Noumazalay, et Pierre Nzé. Les camarades du camp m'expliquèrent que, agissant de conserve, l'armée et la Défense civile avaient lancé un ultimatum au président Massamba-Débat ; que toutefois, une Fraction de la Défense civile, pour l'essentiel composée de miliciens de l'ethnie kongo, avait pris fait et cause pour le chef de l'État et s'était regroupée au camp de la Météo, à l'entrée de Bacongo ; que les Camerounais de l'UPC, auxquels le Congo offrait l'asile, avaient été induits en erreur et s'étaient rangés aux côtés des « Biafrais ».

Un soir arriva Hilaire Mounthault, qui venait d'être libéré par l'armée. Il me raconta que, pendant plusieurs mois, il avait été incarcéré au poste de police central, situé alors pas loin de l'hôtel de ville, sans qu'aucune explication sur sa détention lui fût donnée. Pendant cette période, l'accès à une douche lui était refusé. L'odeur de son corps l'attestait.

Dans Brazzaville, la situation était de plus en plus tendue. On nous distribua des armes et des munitions. Je reçus un PM Kalachnikov, une tenue de combat, un pistolet Makarov et une paire de Pataugas. Je ne savais comment me servir de ces armes. Un instructeur m'apprit comment monter et démonter mes armes, mais je n'y comprenais rien. Tout comme au demeurant je ne comprenais rien à la situation qui prévalait à l'extérieur du camp. Nous avions certes plusieurs transistors en permanence allumés et branchés sur La Voix de la Révolution. Celle-ci ne donnait aucune information, mais diffusait à longueur de journée des rumbas congolaises. Alors que nous nous demandions si nous n'allions pas être l'objet d'une attaque de l'ennemi – sans que nous puissions déterminer avec précision ce que recouvrait ce vocable –, j'observais dans le camp les miliciens insouciants qui déambulaient en réglant leur pas sur le rythme de chansons à la mode. Des allées et venues avaient lieu à l'entrée du camp de la Patte-d'Oie où

nous assistions de loin à de mystérieux conciliabules entre divers partenaires et Ambroise Noumazalay qui paraissait être le responsable de notre camp. Les chefs du camp ne nous rendaient pas compte de ces entretiens. Les négociateurs représentant l'armée n'étaient pas admis à pénétrer dans le camp et les échanges avaient lieu debout sur un talus. La délégation des militaires était invariablement conduite par un jeune officier que je connaissais de vue et que je savais très lié à Pierre Nzé, le capitaine Marien Ngouabi. Il avait défrayé la chronique pour s'être opposé à la hiérarchie. À chacune de ses rencontres, il était escorté d'un camion blindé dans lequel se trouvaient des militaires casqués et en tenue de combat. Le capitaine était invariablement accompagné d'un jeune officier, dont je finis par connaître l'identité, le lieutenant Eyabo, et quelquefois d'un autre, le lieutenant Sassou.

Un jour, nous entendîmes les crépitements d'armes automatiques. Une fusillade avait eu lieu devant la maison d'arrêt et une escouade commandée par le lieutenant Sassou avait tué Kouvoua *alias* Castro. La nouvelle fut accueillie par des cris de joie dans le camp. On apprenait que le président Massamba-Débat s'était retiré à Boko, son village, dans la région du Pool.

Une inquiétude subsistait : quelle était la position des miliciens du camp de la Météo, qu'on appela, ou qui se baptisèrent eux-mêmes, les Biafrais, par allusion à la longue guerre civile qui ravageait alors une partie du Nigéria. Cette région du sud du pays, en majorité peuplée de populations d'ethnie Ibo (ou Igbo), avait fait sécession. Le Biafra bénéficiait de l'appui multiforme des pays occidentaux et, en Afrique, de celui du Gabon et de la Côte d'Ivoire, tandis que l'Organisation de l'Unité africaine, et ses États membres, au nom du sacro-saint principe de l'intangibilité des frontières héritées de la colonisation, condamnaient la sécession et soutenaient le gouvernement du Nigéria.

Un après-midi retentit le crépitement nourri des armes automatiques, accompagné de tirs de mortier. Un messager apporta la nouvelle et l'ordre nous fut donné de nous tenir en alerte. L'assaut avait été donné au camp du Biafra. L'échange de tirs était vif et dura de longues heures. Quand le silence retomba, je me dis que le bilan devait être lourd. Radio-trottoir parlait simplement de quelques morts, ce qui me paraissait illogique. Je crois que nul n'a jamais su combien de victimes périrent dans cet épisode.

Les choses allèrent très vite. Le président Massamba-Débat démissionna et l'intérim fut confié à un officier de l'armée de l'air, Augustin Poignet, président de la République pour vingt-quatre heures. Les militaires et la Défense civile lui

préférèrent un autre officier, connu pour son engagement en faveur de la Révolution, le capitaine Alfred Raoul, notre premier saint-cyrien. Il avait intégré l'École en participant au même concours que ses condisciples français[3] et non pas admis sur une liste d'auditeurs étrangers. Après Saint-Cyr, il s'était spécialisé dans le génie militaire, ce qui le conduisit à construire le boulevard des Armées, qui porte aujourd'hui son nom, entre l'Assemblée nationale et le ministère des Affaires étrangères.

Une instance politique chapeautait la nouvelle architecture institutionnelle, le Conseil national de la révolution, présidé par le capitaine Ngouabi. Malgré ce bouleversement politique devait se tenir, à Brazzaville, le sommet des chefs d'État de l'Union douanière économique de l'Afrique centrale (UDEAC), ancêtre de l'actuelle Commission économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC). La règle protocolaire voulait donc que ce fût le capitaine Raoul qui reçût ses homologues camerounais, centrafricain, gabonais et tchadien. Tel fut le cas. Du moins, au début. Car Ngouabi ne l'entendait pas de cette oreille et on le vit, au cours des cérémonies, jouer des coudes pour supplanter Raoul. Peu après, les choses furent clarifiées par un acte qui faisait de Ngouabi le chef de l'État, reléguant Raoul au rang de Premier ministre.

Je ne connaissais pas vraiment le capitaine Marien Ngouabi. C'est l'un de mes amis, Pierre Nzé, qui était proche de lui. Il me l'avait présenté un jour que nous nous étions croisés et nos relations en étaient demeurées là. La plupart des jeunes officiers qui évoluaient autour de Ngouabi ne supportaient pas l'existence des miliciens de la JMNR. Ils reprochaient à cette force de constituer un doublon par rapport à eux, alors que leur formation militaire avait été rapide et d'une qualité discutable. Ils lui attribuaient également la plupart des exactions dont les populations étaient victimes, dont l'enlèvement des trois cadres, Pouabou, Matsocota, Massoueme. Je pense que Pierre Nzé, qui avait été emprisonné pour avoir lancé un tract demandant des comptes sur cette affaire, a dû encourager Ngouabi à faire la lumière sur ces crimes qui ternissaient l'image de la Révolution. Dans la plus grande discrétion une cour révolutionnaire fut mise en place pour instruire l'affaire et en élucider tous les aspects. Parmi les juges désignés figuraient Me Aloïse Moudileno-Massengo et, me semble-t-il, Christophe Moukouéké, qui était alors un jeune professeur de collège, mais remarqué pour son militantisme, son courage, son intelligence. L'opinion n'a jamais été informée des résultats. De ce que j'ai grappillé ça et là, j'ai cru comprendre qu'Ambroise Noumazalay, Claude-Ernest Ndalla-Graille, Jean-Baptiste Lounda et quelques autres furent entendus et qu'aucune sanction ne fut

prononcée. La conclusion fut tirée qu'il s'agissait d'un « accident », parce que, comme le disait Mao Zedong, alors tenu, par certains d'entre nous, pour un oracle, la « révolution n'est pas un dîner de gala ». Le résultat recherché ne fut donc pas atteint et jusqu'à aujourd'hui une ombre subsiste sur cet événement.

Fin septembre et début octobre de cette année 1968 va se produire un événement sur lequel peut-être toute la lumière n'a pas été faite.

Depuis l'assassinat de Patrice Lumumba, et à la suite des abus du gouvernement central, des groupes rebelles s'étaient formés au Congo-Léopoldville. Parmi les plus célèbres, celui des Simbas dans l'est du pays. Ses dirigeants établiront un gouvernement, dit de la République populaire du Congo avec pour capitale Stanleyville, rebaptisée Kisangani, dont Christophe Gbenyé sera le président et Gaston Soumialot le ministre de la Défense. Ce gouvernement fut reconnu par sept pays, dont l'URSS et l'Égypte du président Nasser. Les Simbas tiraient leur nom d'une croyance selon laquelle l'absorption d'alcool et de drogue les transformait en lions (*simbas* en kiswahili) et les rendaient invincibles. Certains groupes simbas se livraient à des exactions sur les populations et instaurèrent un climat de terreur en recourant à la torture et à des exécutions publiques. Appelées par Moïse Tschombé, les troupes belges, au cours de l'opération Dragon rouge, mettront en déroute le gouvernement de Kisangani.

Une autre rébellion, implantée dans la province du Kwilu, sous la conduite de Pierre Mulele, aura la vie plus dure et infligera de lourdes pertes à l'armée nationale congolaise. Mulele avait reçu une formation militaire en Chine et tiré les leçons des erreurs du maquis des simbas. Il mettait en avant le rôle des femmes dans l'insurrection, rejetait le tribalisme et appliquant le précepte de Mao selon lequel les troupes révolutionnaires doivent être dans le peuple « comme un poisson dans l'eau », obtint le soutien des populations. Il est probable que Che Guevera a effectué un séjour dans le maquis muleliste. Alarmés par les succès de ces maquisards, la Belgique et les États-Unis vinrent à la rescousse de l'armée nationale congolaise, créant des difficultés à la rébellion du Kwilu. Il est vraisemblable que Mobutu soit alors entré en négociation avec le chef rebelle et lui ait promis le bénéfice de l'amnistie générale qu'il venait de proclamer. Désireux d'en profiter, Pierre Mulele franchit le fleuve et obtient l'asile des autorités brazzavilloises. Les Cubains, qui étaient en relation avec le guérillero, et qui doutaient de la sincérité de la parole de Mobutu, tentèrent vainement de le dissuader de se rendre à Léopoldville. Je tiens cette information

de José Antonio Garcia-Lara, alors chargé d'affaires de l'ambassade cubaine à Brazzaville. On ne dispose d'aucune archive des débats qui eurent alors lieu au sein de la direction politique du Congo-Brazzaville. Mais de ce que j'ai entendu par la suite de la bouche de ceux qui y ont participé, deux lignes s'affrontèrent. La première ne croyait pas à la parole de Mobutu et estimait que les autorités devaient par tous les moyens dissuader Mulele de se rendre à Léopoldville. La seconde faisait l'analyse géopolitique suivante : le Congo-Brazzaville était un pays de taille modeste, par sa superficie et son poids démographique, et sa révolution était encore fragile, entourée de pays hostiles au « socialisme scientifique ». De fait, le Congo-Brazzaville hébergeait des maquisards de l'Union des populations du Cameroun (UPC), du Mouvement populaire de libération de l'Angola (MPLA), et, quoique discrètement, des représentants des diverses rebellions de l'autre rive. Dans le contexte de la guerre froide, le Congo-Brazzaville ne pouvait compter que sur lui-même : l'URSS n'était pas disposée à ouvrir un front antiaméricain ; quant aux Chinois, ils adoptaient une attitude de prudence. À leurs yeux, nous étions de sympathiques patriotes dans une étape de consolidation de leur indépendance, et de construction nationale, mais non comme des communistes auxquels ils étaient tenus, au nom de l'internationalisme prolétarien, de protéger de leur parapluie. En bref, la ligne politique, incarnée par le président Marien Ngouabi, prônait une politique de bon voisinage. En même temps, les autorités brazzavilloises se rendaient compte que s'il arrivait malheur à Mulele, ils en seraient tenus pour responsables. Ils dépêchèrent à Léopoldville Nicolas Mondjo, ministre des Affaires étrangères, afin d'obtenir des garanties de Léopoldville. Mobutu se trouvait alors en voyage au Maroc. Justin Bomboko, le ministre des Affaires étrangères du Congo-Léopoldville, confirma à Nicolas Mondjo la parole de son président. Afin de s'entourer de toutes les précautions et de prouver à l'opinion internationale que le retour de Mulele s'effectuait à leur corps défendant, les autorités de Brazzaville firent interviewer Mulele par la télévision nationale et diffusèrent l'entretien sur la chaîne nationale. Au cours de l'émission, Pierre Mulele répondit au journaliste qui lui demandait s'il ne prenait pas de risques : « Qui ne risque rien n'a rien. » Ce témoignage a malheureusement aujourd'hui disparu des archives de la télévision nationale congolaise.

Le lendemain, le bateau de commandement du général Mobutu traverse le fleuve avec une délégation léopoldvilloise, conduite par le ministre Justin Marie Bomboko, venue en grande pompe chercher Pierre Mulele, le 29 septembre 1968. Celui-ci est au rendez-vous, monte sur le navire et, accompagné de notre

ministre des Affaires étrangères, traverse le fleuve dans l'autre sens. Avant l'embarquement, au cours de la traversée, et à Léopoldville, Nicolas Mondjo redemande des garanties qu'il n'arrivera rien à Mulele. Elles lui sont chaque fois données. Une grande soirée est même organisée par les officiels léopoldvillois en l'honneur du chef rebelle. Le 2 octobre, coup de théâtre : Mobutu rentre de Rabat, convoque un meeting au parc de Boek et, devant une foule manipulée, se dédit publiquement et ordonne l'arrestation de Mulele. Le gouvernement du Congo-Brazzaville tente une dernière démarche, mais en vain. Il semblerait qu'au moment de cette ultime intervention Mulele avait déjà été assassiné, après avoir subi d'horribles tortures. Aussitôt, Brazzaville annonce la rupture de toutes ses relations avec Léopoldville. Une situation qui durera deux ans.

Directeur de l'Enseignement, j'étais considéré comme un technocrate. Mais politiquement formé par la FEANF, je suivais attentivement l'évolution dans notre pays. Dans la soirée du 31 décembre 1968, je me trouvai en conversation téléphonique avec le commandant Alfred Raoul, alors Premier ministre. Un dialogue à caractère amical. Soudain, ce dernier me dit en riant : « Écoute attentivement la radio tout à l'heure. »

Elle annonça la formation d'un nouveau gouvernement dont j'étais membre en qualité de ministre de l'Éducation nationale. Je n'avais pas été consulté. Ma femme, Nirva, accueillit mal la nouvelle. Elle estimait la situation politique fragile et dangereuse. C'était aussi mon sentiment, mais je ne l'exprimai pas.

Le gouvernement était composé dans sa presque totalité de jeunes militants sans expérience. J'avais trente et un ans et figurais parmi les plus âgés. Marien Ngouabi, le chef de l'État, et Alfred Raoul, le Premier ministre, n'avaient que trente ans. Notre doyen, le garde des Sceaux, Aloïse Moudileno-Massengo, en avait trente-six.

Sans doute influencés par l'exemple français, les conseils des ministres se tenaient le mercredi. Mais alors que, dans l'ancienne métropole, cette instance ne siège que quelques heures, nos sessions se prolongeaient tard dans l'après-midi, voire après la tombée de la nuit. Le Premier ministre Alfred Raoul ménageait une courte pause à l'occasion de laquelle on nous distribuait des sandwiches. C'était de véritables séminaires où chacun donnait son avis, souvent dans des interventions prolixes sans être interrompu. Le chef du gouvernement tenait à ce que chacun s'exprime librement et tentait d'obtenir ainsi une ligne commune que chacun devait s'engager à suivre. Nous manquions de méthode. Nous ne

bénéficiions pas du savoir-faire d'une administration chevronnée qui aurait pu nous amener à recentrer nos débats. Tous les hauts fonctionnaires du secrétariat général de la présidence, ou du gouvernement, de l'époque Youlou, avaient été écartés sous le prétexte qu'ils étaient contre-révolutionnaires. Les aurions-nous conservés que, hormis quelques exceptions, ils nous auraient été inutiles. C'était des cadres formés rapidement au lendemain de l'Indépendance.

Sans doute avions-nous à débattre de dossiers préalablement envoyés et inscrits à l'ordre du jour du conseil, mais chacun pouvait ajouter un nouveau point dans la rubrique des divers. Ainsi, un matin, un ministre demanda de manière impromptue l'inscription d'un point relatif à la piscine des Caïmans congolais. Il s'agissait d'un club, créé à l'époque coloniale, et qui, à l'origine, était interdite aux indigènes. L'Indépendance venue, cette proscription avait été bannie, mais l'esprit de ségrégation, quoique informelle, persistait. Par une politique de tarif d'abonnement prohibitif, et sous le prétexte d'un nombre limité de places, n'étaient membres de ce cercle que des coopérants français et des anciens colons. Ignorant le caractère privé de la piscine, la femme d'un ministre, en l'occurrence celle de celui qui venait d'inscrire la question à l'ordre du jour, s'était vu refuser l'accès. Dans une plaidoirie enflammée dans laquelle notre collègue, après avoir souligné l'incohérence scandaleuse de l'existence d'un tel club sur le territoire national d'un pays souverain, qui plus était, révolutionnaire et socialiste, exigea la nationalisation immédiate de la piscine. Nul d'entre nous ne demanda un avis juridique. Le soir, dans le compte rendu du conseil des ministres, la radio annonça la nationalisation de la piscine. L'État y nomma un directeur qui n'avait aucune notion de gestion d'une telle structure. Elle manqua très vite d'entretien, végéta et fut bientôt close. Les années venant, des maraîchers s'y installèrent et y cultivèrent des salades et des carottes. Aujourd'hui, l'État a dû se souvenir que ce terrain lui appartenait et l'a offert à la Chine qui y construisit le siège d'une Banque imposante.

Directeur général de l'Enseignement, je m'étais quelquefois heurté à la position du gouvernement pour faire aboutir certaines des réformes que j'envisageais. Je me disais que, à mon nouveau poste, je serais en meilleure position pour plaider mes dossiers et pourrais ainsi mieux faire mettre en œuvre mes objectifs.

À mes yeux, le mal fondamental dont souffrait notre système d'enseignement était l'inadéquation entre la soif d'enseignement de la population congolaise et les ressources mis à notre disposition.

Le Congo n'était pas, n'avait jamais été, un pays où il fallait convaincre les parents d'envoyer leurs enfants à l'école. Malgré les conditions difficiles de déplacement dans l'arrière-pays, j'avais sillonné le Congo profond dans presque tous les sens. Jamais je n'avais eu besoin de faire des plaidoyers sur les bienfaits de l'école. Au contraire, dans tous mes dialogues avec les populations de l'intérieur, je faisais face aux nombreuses demandes de salle de classe, de tables-bancs, d'enseignants supplémentaires. Dès ces années-là, les filles constituaient, à tous les niveaux de l'enseignement, la moitié des effectifs scolaires.

Comment obtenir plus de moyens ? À chaque débat sur le budget, le chef du gouvernement et le chef de l'État me rétorquaient que l'Éducation nationale était budgétivore avec plus de 25 % des ressources nationales, alors qu'à l'époque une somme dérisoire était consacrée aux infrastructures du pays, nous contentant, pour ce poste, de recourir à l'aide extérieure. Chaque fois que je présentais aux pays donateurs des dossiers de construction scolaire, il m'était répondu que c'était au pays de construire ses salles de classe, ses universités, ses instituts de recherche pédagogique.

Parmi les solutions figurait l'assistance étrangère. La plus nombreuse alors était, pour des raisons historiques évidentes, les enseignants de la coopération française. Or, la France, chaque année, annonçait une politique de déflation. Officiellement, elle ne touchait pas le seul Congo. En fait, elle était appliquée de manière plus douce au Sénégal, en Côte d'Ivoire, au Gabon, les bons élèves de la Françafrique. Dans un premier temps, elle toucha l'enseignement primaire, puis très vite le secondaire. Paris prétendait substituer à l'ancienne politique une nouvelle dont le maître mot était la formation des formateurs. Formule séduisante. En fait, le contingent des professeurs français à l'ENS et dans les écoles normales d'instituteurs restait maigre et allait s'amenuisant.

Je me tournai vers d'autres pays. Je le fis après beaucoup de réticences. En effet, les autres pays francophones (Canada, Belgique) étaient peu nombreux et n'avaient pas les moyens de répondre à nos besoins. De plus, notre politique socialiste (scientifique ou non) refroidissait ces partenaires éventuels. Bien que je me rendisse compte de l'obstacle que représentait la langue, je fis une démarche vers l'Union soviétique. Celle-ci avait déjà au Congo quelques enseignants. Moins de cinq. Deux dans l'enseignement supérieur et le reste dans le secondaire. Des éléments qui parlaient un français remarquable. Je me rendis donc à Moscou avec le détail de nos besoins, excepté en matière de langue française. Afin d'éviter une rentrée catastrophique, il nous fallait une soixantaine

de professeurs d'enseignement secondaire. J'avais ajouté à ma requête une demande de bourses d'enseignement supérieur et une autre de construction de bâtiments : un centre de formation pédagogique et une université. Je passai plusieurs jours de négociation à Moscou. L'administration soviétique commençait chaque séance par me faire la leçon : j'aurais dû soumettre au préalable mes demandes à l'ambassade soviétique à Brazzaville, ce qui aurait permis une étude plus sérieuse de mes demandes et aurait permis de me fournir une réponse à mon arrivée. La réalité est que je ne possédais aucune expérience et, hormis les assistants techniques étrangers, je ne disposais pas de technicien avec le bagage nécessaire. Pour être honnête, il faut avouer que nous n'avions qu'une idée floue de la différence entre nos hauts fonctionnaires et les membres de nos cabinets. La plupart d'entre nous composaient ceux-ci des membres de leur tribu. Les Soviétiques me proposèrent donc une tournée de quinze jours dans les Républiques d'Asie centrale, le temps pour leur administration de préparer une réponse. Je voulus consulter Brazzaville sur la conduite à tenir, mais les moyens de communication de l'époque ne le permettaient pas. On me proposa un périple qui nous mena à Achkhabad, Tachkent et Samarcande. Des villes dont les noms éveillaient en moi la fameuse route de la soie dont j'avais étudié l'importance lors de mes études à la Sorbonne. Chaque déplacement constituait un moment d'angoisse qui débutait la veille du voyage jusqu'au terme de celui-ci. À cause des avions de l'Aéroport qui ne m'inspiraient pas confiance. Dans chacune de ces cités, je découvrais un état de dénuement bien éloigné des images de la propagande officielle.

À notre retour à Moscou, une séance de travail solennelle eut lieu, présidée par un troisième ou quatrième vice-ministre, qui, au bout d'un moment, laissa sa place à un haut fonctionnaire. Je ne méritais pas d'être reçu par mon homologue. J'émis mes regrets, mais, ravalant mon amour propre, restai à la séance de travail : seuls les résultats m'importaient. J'obtins la totalité des professeurs demandés.

Dans la pratique, j'eus le déplaisir de constater que, à l'exception de quelques cas, les professeurs russes de ce contingent n'avaient pas la maîtrise du français du premier groupe. Le cas le plus choquant qui me fut signalé fut celui d'un professeur de musique, affecté à l'École normale d'instituteur de Dolisie. Il donnait ses cours accompagné d'un interprète. Je le convoquai en compagnie de son interprète et du conseiller culturel de l'ambassade. En effet, pour le pauvre bougre, la langue française était de l'hébreu. Il pria l'interprète de me dire que la musique ne s'enseignait pas avec des mots, mais avec des sons. C'était exprimé

de manière touchante. J'étais déchiré entre la justesse de sa remarque et la naïveté de son propos. Je demandai à l'ambassade soviétique de le rapatrier.

J'appris par la suite, d'un ami soviétique, parfaitement francophone, que, avant nous, d'autres pays africains avaient connu les mêmes mésaventures. À part une élite, à laquelle appartenait mon ami, l'Union soviétique, pour répondre aux demandes des pays africains, sélectionnait des éléments dont ils étaient sûrs politiquement, parmi lesquels un certain nombre avaient une base de connaissance de la langue du pays demandeur – plus souvent l'anglais que le français – et les autres étaient formés lors de cours intensifs, à la va-vite. Et mon ami de me confier sous le sceau du secret l'anecdote suivante, qu'il avait vécue en Guinée. Un jeune professeur de mathématiques, formé au débotté, préparait consciencieusement ses cours en s'aidant du dictionnaire. Un jour, l'inspecteur d'académie arrive dans sa classe. Les élèves restent assis. Affolé, il leur lance : « En vertical ! »

Quant aux bourses d'étudiants, j'en obtins plus que je n'en avais demandé. Un certain nombre était destiné à l'université Patrice-Lumumba. Une institution créée surtout dans un but politique. À tort ou à raison, elle souffrait d'une mauvaise réputation. On la disait conçue surtout pour former des révolutionnaires et autres commissaires politiques.

Dans le système colonial, qui avait pris fin depuis seulement une décennie, l'accès à l'enseignement secondaire, puis à l'enseignement supérieur faisait l'objet d'une sévère sélection. Ce *numerus clausus* permettait de dégager une élite de qualité, mais en nombre limité. Les autorités coloniales pouvaient se permettre de faire preuve de générosité à l'égard des rares élus. En 1960, moins de cinquante lycéens congolais obtenaient le baccalauréat. L'accès à l'Indépendance ouvrit les vannes. À la fin des années soixante, il n'était plus possible d'offrir systématiquement une bourse aux internes du secondaire et aux nouveaux bacheliers. Je proposai donc de restreindre le bénéfice de ces pécules aux élèves les plus méritants ou à ceux issus de familles pauvres. Bronca au conseil des ministres. Et chacun de rappeler que la famille africaine est large et que la solidarité n'était pas un vain mot. Chaque ministre avait chez lui, en plus des siens propres, plusieurs enfants de membres de la famille qui provenaient justement des milieux défavorisés. Malgré toute la persévérance dont j'étais capable, mon projet passa à la trappe.

La gestion de ces questions d'intendance dévorait tout mon temps et j'en consacrais moins aux questions de substance, à commencer par celles des

programmes. Je n'avais par ailleurs pas d'équipe en mesure de réfléchir à ces questions. J'allais en payer le prix.

En même temps que la coopération française réduisait ses contingents arrivaient des promotions de plus en plus nombreuses d'élèves et d'étudiants congolais. Le recours aux professeurs soviétiques avait, on l'a vu, ses limites. Les Allemands de l'Est, les Chinois, les Vietnamiens, les Cubains tinrent à effectuer un geste de solidarité, mais il était symbolique, il n'atteignait pas la masse critique. Il fallait bien palier cette pénurie. Nous recourûmes au système de contractuels. Des appels d'offre furent lancés à des professeurs africains et français sur une base individuelle. Nous leur proposions des contrats aux termes desquels ils étaient payés par l'État congolais qui s'engageait aussi à les loger. Leur traitement était bien sûr inférieur à celui des coopérants français. Nous leur payions des vacances dans le pays où ils avaient été engagés. Surtout nous ne prenions pas en charge leur famille. Ainsi apparurent des Haïtiens, des Guinéens, des Angolais, quelques Gabonais, des Rwandais et des Burundais. Les plus nombreux demeuraient les Français. Pour la langue. Généralement, des jeunes en début de carrière, aux idées de gauche, d'anciens soixante-huitards. Très proches de notre jeunesse à laquelle ils se mêlaient volontiers, ils leur instillaient leur vision idéologique et leur insatisfaction sur la manière dont nous menions la Révolution. C'était une variante des fameux « pieds rouges » qui pour vivre leurs convictions et mettre en œuvre leurs idéologies (marxistes, trotskistes, anarchistes…) étaient allés aider les Algériens à l'orée de leur indépendance. Aussitôt après son coup d'État contre Ben Bella, Boumédiène les avait trouvés encombrants et avait expulsé le plus grand nombre d'entre eux. Ainsi avons-nous récupéré un illustre anarchiste, qui vivait sincèrement son engagement, Serge Michel. Apatride, il était, en 1960, venu sur l'autre rive, prêter main-forte à Patrice Lumumba. Je me souvenais d'avoir entendu à Radio Léopoldville ses éditoriaux qui me plaisaient bien. Après l'assassinat du héros congolais, il s'était rendu en Algérie et avait publié un livre, *Uhuru*[4] *Lumumba*, qui racontait son expérience.

La première génération de nos élites, celle qui avait lutté contre le système de l'indigénat, puis le système colonial, avait été formée par l'école, l'université, ou les séminaires religieux. Aux yeux de nos populations, l'accès à l'éducation et la maîtrise des connaissances modernes avaient permis aux premières élites de ne plus avoir de complexe devant le maître colonial et partant de cesser de courber l'échine afin de passer du statut de boy à celui de citoyen. En ce sens, l'école apparaissait comme un sanctuaire où s'acquéraient les « armes miraculeuses »

qui permettaient de s'offrir une situation sociale, de s'affranchir de la pauvreté et d'accéder au pouvoir.

J'avais été sollicité par l'Unesco pour participer à une commission de réflexion sur l'avenir global de l'éducation que présidait Edgar Faure, ancien ministre français de l'Éducation et antérieurement président du Conseil[5].

J'annonçai donc une vaste consultation sur le sujet, pour laquelle je fis appel à la participation des enseignants, des parents d'élèves, des syndicats, des associations de femmes, d'élèves et d'étudiants, et de personnalités intéressées à ces questions. Sans oublier, bien sûr, le Parti, puisque l'une des règles du régime était que le parti dirigeait l'État. Dès l'ouverture de ces assises, les élèves du secondaire se mirent en grève et vinrent manifester sous les fenêtres de l'hôtel de ville où se tenait notre colloque. Surpris par ce mouvement, j'essayai d'en comprendre la cause. Elle était confuse. Je m'étonnais que dans un pays, où les manifestations n'étaient habituellement pas tolérées, les autorités aient fait preuve de grande indulgence. C'est plus tard que j'ai compris qu'il s'agissait d'un mouvement d'intimidation dirigé contre ma personne. L'objectif de ceux qui pilotaient l'opération en sous-main était de me faire accepter un projet que, dans la salle, les représentants de la Jeunesse du parti unique et de l'UGEC (Union générale des élèves et étudiants congolais) présentèrent : l'École du peuple. Leurs auteurs obtinrent que mon document de travail fût retiré, au motif qu'il était trop bureaucratique et que le document de référence fût celui de l'École du peuple. Les auteurs du projet avaient conçu un bouleversement total des structures existantes, sans étapes transitoires. Il s'agissait d'une véritable « révolution culturelle » qui faisait table rase du système en vigueur. Certaines personnalités, comme le professeur Marcel Gilbert, un Haïtien qui jouissait d'un grand prestige auprès de la jeunesse, tentèrent d'adoucir certains aspects du texte en appelant à l'histoire et au réalisme. Ce fut peine perdue. L'École du peuple devint la référence. Qui se permettait une remarque critique sur tel aspect, ou sur l'ensemble, du projet était taxé de contre-révolutionnaire.

Très vite, les dessous de l'affaire furent mis en lumière. Les véritables auteurs du projet étaient des « pieds rouges », dont le plus actif était un certain Lhenoret dont j'ai oublié le prénom. Cet ancien « soixante-huitard » avait été recruté avec sa femme comme professeur pour l'École normale d'institutrices de Mouyondzi avant d'être muté à Brazzaville, où il fréquentait assidument certains dirigeants de la Jeunesse du Parti avec lesquels il avait de longues discussions au cours desquelles ils rebâtissaient le Congo pour accélérer la Révolution. Lhenoret et

quelques autres avaient acquis un grand prestige auprès des jeunes de l'UJSC[6]. Proches de certains membres du Comité Central du PCT[7], ils bénéficiaient d'un statut privilégié au sein des instances politiques. À l'image des Jeunesses communistes cubaines qui aimaient à se qualifier de « jeunes du pays de Fidel[8] », ils s'appelaient « les jeunes du pays de Marien[9] ». Ils jouissaient d'un temps d'antenne aux heures de grande écoute à La Voix de la Révolution congolaise pendant lequel « les jeunes du pays de Marien » lisaient le « télex de la jeunesse », une chronique virulente qui appelait quotidiennement les militants à accélérer le rythme de la Révolution, se permettant à l'occasion de dénoncer tel ou tel dirigeant politique.

Le comité central fut convoqué quelques jours après le séminaire sur les questions d'Éducation nationale. Je fus désavoué et, à l'issue du remaniement ministériel, j'abandonnai le portefeuille de l'Éducation nationale pour occuper celui des Affaires étrangères. Nous étions à la fin de l'année 1971.

À la fin de décembre 1969, j'avais été convoqué, sans rien savoir de quoi il s'agissait, au congrès constitutif du Parti congolais du travail. Un débat assez vif s'engagea entre les membres de l'organisation de la jeunesse et le capitaine Ngouabi. J'avais du mal à en comprendre le sens. Les jeunes et quelques étudiants récemment rentrés de France s'étonnaient de l'absence de l'ancien Premier ministre, Ambroise Noumazalay. Ngouabi rétorqua qu'il était suffisamment représenté dans la salle. Son absence était-elle en lien avec les suites de l'affaire Matsocota, Pouabou, Massouemé ? Certains jeunes mettent en cause la présence du capitaine Yhombi-Opangault et du lieutenant Sassou, considérés comme des marxistes trop tièdes. Ngouabi joue de son charisme pour les faire accepter. Mieux, il les fait élire au comité central. Je figure également sur la liste présentée par Marien Ngouabi.

Mais le Congo en 1970 avait connu de grands bouleversements. Un nouveau drapeau avait été soumis à notre approbation : rouge vif, frappé, dans le coin droit, d'une étoile en or, de deux palmes, d'une houe et d'un marteau entrecroisés. Quelques jours plus tard, Marien Ngouabi me reçoit pour me demander de rédiger, en quarante-huit heures, les paroles d'un hymne dont la musique a déjà été écrite par un jeune officier de la fanfare de la gendarmerie, Philippe Moussouami. Le président me dit qu'il a entendu que j'étais poète et qu'il a lu *Du côté du Katanga*, un poème écrit quand j'étais étudiant, en hommage à Lumumba. Je suis intimidé comme un collégien et n'ose pas

répondre que je ne sais pas écrire sur commande. Ce sera *Les Trois Glorieuses* qui, durant une vingtaine d'années, ponctua les cérémonies officielles et sera entonnée par une génération d'élèves au lever des couleurs.

Le 23 mars 1970, à l'aube, Brazzaville fut réveillée par le bruit d'une sirène. On apprit qu'un commando conduit par le lieutenant Kiganga avait traversé le fleuve et s'était emparé des bâtiments de la radio télévision congolaise. Le lieutenant Sassou, à la tête d'une unité de parachutistes mène l'assaut contre les assaillants. Peu de temps après, des camions de l'armée sillonnent la ville en brandissant le drapeau rouge. La Voix de la Révolution avait été reprise et Kiganga abattu. Effectivement, un camion entre dans la cour et des militaires, sur la plateforme arrière, jettent sur le sol une poupée de chiffon à la taille d'homme. Le corps de Kiganga. Je n'avais jamais vu de cadavre. Des pensées confuses, que je ne maîtrise pas, bourdonnent dans ma tête. Autour de moi, des soldats jouent aux durs, ricanent, me lorgnent, rient des intellectuels, ces mauviettes.

1. Voir à ce sujet l'ouvrage de Jean-Pierre Bat, *La Fabrique des barbouzes : histoire des réseaux Foccart en Afrique*, éd. Nouveau monde, Paris, 2015.

2. La Confédération internationale des syndicats libres était une union syndicale internationale fondée le 7 décembre 1949 par des syndicats en rupture avec la Fédération syndicale mondiale dominée par les communistes.

3. L'autre saint-cyrien, promotionnaire d'Alfred Raoul, était le capitaine Luc Kimbouala Nkaya.

4. *Uhuru* signifie, en kiswahili, liberté ou indépendance.

5. Voir à ce sujet l'ouvrage *Apprendre à être*, de Faure Edgar – Herrera Felipe – Kaddoura Abdul-Razzak – Lopes Henri – Petrovski Arthur V. – Rahnema Majid – Champion Ward Frederick (Unesco-Fayard, Paris, 1972).

6. Union de la jeunesse socialiste congolaise.

7. Parti congolais du travail.

8. Fidel Castro Ruz, le leader maximo de la Révolution cubaine.

9. Marien Ngouabi, président du comité central du PCT et chef de l'État congolais de 1968 à 1979.

Au mois de juillet ou d'août 1969, le Premier ministre Alfred Raoul me demanda de l'accompagner dans une mission en Chine. Le but du voyage n'allait m'être révélé qu'à notre arrivée à Pékin. Nous y fûmes accueillis avec ce faste dont les Chinois ont le secret. Le Premier ministre Zhou Enlaï, entouré de hauts dignitaires du Parti et de l'État, nous attendait au pied de l'avion. Les flammes de la « révolution culturelle prolétarienne » faisaient fureur.

J'appris que notre mission consistait à préparer la nationalisation des usines sucrières de la vallée du Niari, qui étaient la propriété des Grands Moulins de France. Nous devions obtenir des Chinois une garantie d'achat de la production à un prix de faveur.

La première journée consista en des visites. Vers onze heures du soir, alors que nous nous étions écroulés dans nos lits, épuisés par le décalage horaire, notre interprète vint nous réveiller pour une « rencontre à un haut niveau ». C'est en arrivant dans les salles du Palais du Peuple que nous découvrîmes l'identité de notre interlocuteur. Le visage impénétrable, derrière des sourcils broussailleux, le Premier ministre nous attendait accompagné de personnalités du ministère des Affaires étrangères et de l'ambassadeur de Chine au Congo, un homme remarquable et délicieux, Wang Yue Tien. Les Chinois étaient uniformément vêtus de la fameuse tenue Sun Yat Sen, plus connue sous le nom de tenue Mao. Bien que similaire aux autres, l'étoffe de celle du Premier ministre chinois me parut d'une qualité supérieure. Jeune septuagénaire, Zhou Enlaï portait beau. Contrairement à une légende qui se colportait à Paris, il ne parlait pas le français. Quoiqu'il ait vécu quelques années dans la capitale française, au début des années 1920. L'interprète était un jeune Chinois, Wu Jianmin, qui parlait la langue française avec un léger accent du XVIe arrondissement. Je l'avais rencontré une première fois au festival de la jeunesse, à Vienne, en 1959, et je le retrouverais en France, à la fin des années 1990 et au début des années 2000, où

il y serait ambassadeur de son pays en même temps que moi du mien. On le voit, entre le président Mao et l'auteur, sur la quatrième de couverture du livre d'Alain Peyrefitte, *Quand la Chine s'éveillera*.

La séance de travail durera jusqu'à quatre heures du matin pour reprendre le jour suivant un peu après minuit et se terminer vers sept heures du matin. Ce fut une véritable fête de l'esprit. Zhou Enlaï voulait tout savoir, tout comprendre sur notre pays. À un moment, il demanda quel était le taux de saccharose de notre sucre. Pris au dépourvu, le commandant Raoul, notre chef de délégation, dont la culture était vaste, se retourna vers nous, n'obtenant d'autre réponse qu'un silence embarrassé. À un autre moment, Zhou Enlaï demandait qu'on lui apportât une carte du Congo, et posait une série de questions à l'ambassadeur Wang Yue Tien.

Le Premier ministre chinois nous déconseillait de nationaliser les usines Villegrain. Il ne fallait pas, selon lui, irriter inutilement les Français. Je me souviens précisément de l'échange entre le Premier ministre Zhou Enlaï et notre Premier ministre, le commandant Raoul.

« En cas de conflit avec les Français, qui vous viendra en aide ?

— Les pays frères.

— Lesquels ? Surtout pas les Soviétiques, ils sont plus dangereux que les Américains.

— Les pays camarades, alors.

— Lesquels ? »

« La Chine », osa le Commandant Raoul, un sourire malicieux aux lèvres. À son tour, Zhou Enlaï sourit et dit quelque chose que l'interprète traduisit : « Un proverbe chinois dit que les eaux lointaines ne peuvent pas éteindre le feu. »

Il nous recommandait, au lieu de nationaliser les deux entreprises, de prendre une participation majoritaire dans l'une et la minorité de blocage dans l'autre. Serait-il possible de faire prévaloir cet avis de sagesse et de modération à Brazzaville ? Le Premier ministre chinois ajouta que nous devions imprimer une ligne politique adaptée aux conditions de notre pays ; que nous ne devions pas chercher à les imiter. « Notre ambassadeur m'a rapporté que votre jeunesse s'habillait comme nos gardes rouges. Vêtements et chaussons. Cessez de faire cela. Cousez-vous des tenues et fabriquez-vous des sandales adaptées à votre climat. »

S'agissant du sucre, ils nous proposèrent un accord aux termes duquel il

s’engageait à nous acheter notre sucre au-dessus du cours mondial, nous garantissant ce même prix si le cours de la filière baissait et de s’aligner sur le cours mondial si celui-ci devenait supérieur au prix préférentiel prévu par l’accord.

Le lendemain, nous étions reçus par Mao Zedong.

La rencontre avec celui que les gardes rouges de la révolution culturelle appelaient le Grand Timonier avait été tenue secrète. Nous ne fûmes informés qu’à la dernière minute. Nous avons été conduits à travers Pékin dans des voitures aux vitres masquées par des rideaux. Nous étions incapables de dire où nous nous trouvions. Sur le perron de sa résidence, Mao nous attendait. « Vous êtes très grand », s’exclama le dirigeant chinois. « Pas autant que vous », rétorqua Alfred Raoul. Il jouait, bien sûr, sur les deux sens du terme. La traduction vers le chinois restituait-elle ce jeu de mots ? Il n’y eut pas de tête-à-tête, j’assistai à la rencontre entre les deux hommes. Mao trouvait qu’il y avait trop de pays en Afrique, qu’il fallait nous unir. Comparé aux séances de travail que nous avions eues avec le Premier ministre Zhou Enlaï, je trouvai l’entretien plat. À la fin, nous rejoignîmes le reste des deux délégations pour une séance de photos où la place de chacun était définie. Un cliché panoramique montre Alfred Raoul à la droite de Mao. Je suis à sa gauche, à droite du président de la République chinoise, Dong Biwu. Un vieux monsieur avec une barbichette pointue, en costume clair.

À notre retour au Congo, je laissai Alfred Raoul faire son rapport. Au cours d’un entretien que j’eus avec le président Marien Ngouabi, il me posa des questions sur la mission en Chine. Je n’évoquai que deux choses : la théorie des Trois Mondes et l’adage cité par Zhou Enlaï. « Les eaux lointaines ne peuvent éteindre le feu. » Ngouabi ne fit aucun commentaire. Il plissa les paupières, sembla entrer dans une profonde méditation et hocha la tête de manière à peine perceptible.

Quelques semaines plus tard, nos troupes encerclaient les deux usines de sucre de la vallée du Niari et le gouvernement proclamait leur nationalisation totale. Cette décision marquait le début d’un contentieux qui allait durer de nombreuses années, avec la famille Villegrain, propriétaires des biens et avec le gouvernement français. À partir de cette année, la production de sucre du Congo n’allait cesser de décroître.

Le 20 juillet 1969, la mission américaine Apollo 11 se pose sur la Lune. J'avoue n'avoir guère prêté attention à l'événement. J'étais à Alger où je participais au premier festival panafricain des Arts et des Lettres.

Le voyage à Alger était en lui-même un événement personnel porteur d'une grande charge émotionnelle. Notre formation politique s'était effectuée sur fond de guerre d'Algérie. J'avais, à Paris, au temps de la FEANF, côtoyé assidument les étudiants algériens de l'UGEMA qui opéraient alors dans une semi-clandestinité. Les noms des acteurs de la lutte de libération nationale, les lieux nous étaient familiers. Ainsi que l'hôtel Aletti où j'étais logé.

Le FESTAF, comme on désignait le festival, constituait un événement inédit. Il y avait bien eu un premier festival à Dakar, en 1966. Qui se voulait mondial. Mais limité aux arts nègres. À Alger, c'était toute l'Afrique, noire et blanche, qui s'était donné rendez-vous. L'Afrique indépendante et celle qui luttait pour sa liberté. Amilcar Cabral représentait les combattants de la Guinée Bissau et du Cap-Vert. Marcelino Dos Santos ceux du Frelimo, Mario de Andrade le Mouvement populaire de libération de l'Angola. Étaient aussi présents les « *freedom fighters* » du Zimbabwe et les leaders de l'African National Congress. Mais la figure la plus visible de l'Afrique du Sud était la chanteuse Myriam Makeba accompagnée de son conjoint, Stockely Carmichael, membre du Black Panthers Party, de sa fille et de son petit-fils, Lumumba. Ils vivaient alors en Guinée dont ils possédaient le passeport. Y était également associée la diaspora africaine avec notamment les Black Panthers alors recherchés par le FBI. J'apercevais Eldridge Cleaver au visage dur, tourmenté, impassible à la terrasse d'un café. Nous côtoyions tout ce monde et devisions avec eux dans les couloirs des hôtels Aletti et Saint-Georges.

À la cérémonie inaugurale, présidée par le chef de l'État algérien, Houari Boumédiène, toutes les délégations avaient défilé l'une après l'autre, derrière la

pancarte de leurs pays ou de leurs drapeaux, dans une atmosphère d'ouverture des Jeux olympiques. Les autorités algériennes et spécialement le ministre de la Culture du moment, Mohamed Seddik Benyahia, omniprésent, avaient veillé avec un soin particulier, afin de permettre une véritable participation populaire, à ce que toutes les manifestations programmées dans les salles se produisent également sur les places publiques et dans les rues. Les vedettes de ces soirées étaient Myriam Makeba, Archi Shepp, Barry White, Manu Dibango, Nina Simone.

Alger baignait dans une atmosphère de fête et de liberté qu'elle n'avait pas connue et qu'elle ne connaîtrait plus. Dans les rues, des couples de jeunes se tenaient par la main. Couples algériens, mais aussi couples dont l'un des partenaires était un festivalier. Un soir, on dansait à l'Aletti. Quelqu'un nous présenta à Malika Ouzgane[1] et à Djamila Bouhired. Elles étaient l'une et l'autre jolies, mais surtout sympathiques, chaleureuses, liantes et plus encore intelligentes. J'avais suivi une partie du parcours de Djamila. Engagée dans la lutte aux côtés du FLN, elle avait défrayé la chronique pour avoir placé une bombe, qui n'explosa pas, dans le hall d'un café. Blessée et capturée, une année plus tard, dans une fusillade dans la casbah, elle sera torturée, inculpée et condamnée à mort. Georges Arnaud et l'avocat Jacques Vergès avaient publié, aux Éditions de Minuit, *Pour Djamila Bouhired*, que j'avais lu. À l'issue d'une campagne médiatique qui émut l'opinion, elle fut graciée et libérée. La rencontrer, de manière fortuite, dans le tintamarre d'un orchestre, qui rendait la conversation difficile, me sembla une grâce. Nous les invitâmes à notre table. Elles acceptèrent avec simplicité. Au fil de la conversation, je compris qu'elles étaient en délicatesse avec le pouvoir de Boumédiène. J'appris que Djamila était devenue Mme Vergès, mais que ce dernier, un jour, sans crier gare, avait disparu et était, depuis lors, introuvable. Elle était dure à son égard.

Dans les environs d'Alger, à la cité des Pins, se réunissait chaque jour un séminaire où délégations et personnalités lisaient un message et donnaient leurs points de vue sur la culture africaine, ses aspects, le rôle qu'elle pouvait, et devait, jouer dans l'émancipation des peuples et leur construction nationale. Mohammed Seddik Benyahia lut la contribution algérienne, sans doute la plus complète, celle qui englobait tous les aspects de l'ordre du jour. Soigneusement préparée, elle avait un ton militant, mais veillait à ne froisser aucun participant. Notre délégation était dirigée par deux ministres : Pierre Nzé, ministre de l'Information, chargé de la Culture, et moi, ministre de l'Éducation. Parmi les membres figuraient trois professeurs d'université, récemment rentrés de France,

le poète Jean-Baptiste Tati-Loutard, qui allait effectuer une longue carrière au sein du gouvernement, l'historien Théophile Obenga et Mambou Aimée Gnali dont les réflexions étaient toujours pleines de bon sens.

À la cité des Pins, le représentant de la Guinée, un ministre, prononça quelques paroles de remerciements à l'endroit des autorités organisatrices de l'événement et s'effaça pour nous infliger un discours, plus politique que culturel, de Sekou Touré où il s'en prenait violemment au concept de négritude. À cet effet, il avait posé sur le pupitre le lourd magnétophone Nagra qui déroulait la bande magnétique sonore, et demeura figé tout au long de cette philippique. À la fin, il applaudit la voix de son Guide suprême, s'approcha du micro, se mit au garde-à-vous et lança, en brandissant son poing, un « prêt pour la révolution ». La délégation sénégalaise, conduite par Amadou Mahtar M'Bow, futur directeur général de l'Unesco, alors ministre de l'Éducation et de la Culture, rongeait son frein.

J'avais rédigé la version initiale de notre discours. Tati-Loutard et Théophile Obenga l'amendèrent par des ajouts bienvenus que je n'eus aucun mal à insérer dans le texte. En vertu du principe selon lequel le Parti dirigeait l'État, Pierre Nzé, alors membre du Bureau politique du Parti congolais du travail avait le pas sur moi. Au nom de l'amitié qui nous liait, et du fait d'une modestie naturelle, il me demanda de lire notre commun travail. Tout en sacrifiant au politique par quelques phrases rapides, notre texte se voulait être avant tout un document culturel. Après un hommage – sans doute trop rapide – aux pères de la négritude, nous soulignions que le moment était venu de dépasser ce concept. Sur le plan politique, la question de notre devenir ne résidait pas dans une alliance en fonction de la couleur de la peau. Des Noirs figuraient parmi les oppresseurs et des Blancs luttaient pour la libération de l'Afrique, participaient à son développement. L'Afrique n'était pas totalement noire. Mettre en avant l'aspect pigmentaire tendait à diviser les Africains. Quant à la création artistique, le culte de la négritude engendrait des épigones qui ressassaient le même thème et étouffaient la recherche de nouvelles formes d'expression.

Le texte ne passa pas inaperçu. Il choqua la délégation sénégalaise. Amadou Mahtar M'Bow fit différer sa prise de parole. Il voulait revoir son texte afin de nous répondre. Il le fit de manière énergique. Nous ne nous sommes jamais tenu rigueur de cette passe d'armes.

Dans les couloirs, des groupies de Léopold Sédar Senghor nous prirent à parti. Alioune Diop, le fondateur de la revue *Présence africaine*, un homme calme,

patient, réfléchi et qui aimait le dialogue, demanda un entretien au cours duquel il me présenta calmement des arguments raisonnables sur l'importance et l'actualité de la négritude. Il avait raison.

En sens inverse, les Guinéens vinrent nous féliciter. Béhanzin, leur idéologue, originaire du Dahomey, tint à me faire une réserve, trouvant que j'avais fait une place trop large aux « hommes de culture ». Selon lui, il n'en existait pas. Tout humain était possesseur de culture. Seuls les singes en étaient dépourvus.

La délégation du Dahomey, l'actuelle République du Bénin, était conduite par le ministre de la Culture et de la Jeunesse, Stanislas Spéro Adotévi, ancien élève de l'ENS de la rue d'Ulm, que j'avais connu à Paris où nous militions ensemble à la FEANF. Il vint me féliciter et demanda lui aussi un délai supplémentaire pour revoir son texte. Un pamphlet acide dans lequel il s'en prenait vigoureusement à Senghor et à Jean-Paul Sartre. Celui-là pour ses textes sur la négritude, celui-ci pour *Orphée noir*, sa préface à *L'Anthologie de la nouvelle poésie nègre et malgache d'expression française* du premier. Il tournait en dérision les allusions au sexe : « À force d'appuyer sur la pédale sexuelle, Jean-Paul Sartre atteint le délire. » L'intervention d'Adotévi allait devenir le brouillon d'un ouvrage, *Négritude et négrologues*.

À l'heure du déjeuner, on se retrouvait dans des restaurants de la cité des Pins, face à la mer. C'était l'occasion de nouvelles rencontres. Le musicien Manu Dibango présenta notre délégation à Yambo Ouologuem qui nous salua du bout des doigts, en regardant ailleurs, et poursuivit son chemin. Éblouissante de beauté, Lucette de Andrade, épouse de Luis Cabral, le futur premier président de la Guinée-Bissau indépendante, me présenta à Amilcar Cabral. Il était sorti du maquis, où il passait le plus clair de son temps, pour participer quelques jours au festival. Avec son bonnet de laine et ses lunettes teintées, il ressemblait aux photos qu'on possède de lui. Je me souviens de sa poignée de main. Une poigne d'acier. Nous nous sommes souri, je ne savais quoi lui dire. Telle est souvent la situation lorsque l'on rencontre une personnalité dont on a beaucoup entendu parler ou qu'on a lue avec admiration. Je ne le reverrai qu'une fois. En février 1973, à Conakry, en Guinée, dans son cercueil.

Sur le plan personnel, le festival d'Alger représente un tournant capital dans ma vie. Mes camarades et mes amis me présentaient partout sous l'étiquette d'écrivain. Je n'avais écrit que quelques poèmes, en nombre insuffisant pour en faire une plaquette. Je ne voulais pas avoir l'air d'un imposteur. À mon retour à Brazzaville, je pris deux résolutions : cesser de fumer et écrire. Effectivement, je

n’ai plus depuis lors fumé de cigarettes. Quant à la deuxième résolution, malgré les fonctions que j’occupais, et la charge de travail qui était la mienne, chaque soir, je prolongeais mon séjour au bureau jusqu’à des heures tardives pour écrire. De cette volonté et de cette discipline naquirent *Tribaliques*, un recueil de nouvelles dont je remettrai le tapuscrit, deux ans plus tard, à Gérard Markhof, alors directeur des Éditions Clé, à Yaoundé, qui le publiera l’année suivante.

1. Sur ce point précis, je suis formel quant au prénom de l’intéressée, mais ma mémoire est infidèle sur l’orthographe et le nom de cette combattante de l’Indépendance de son pays.

Notre gouvernement détenait le pouvoir, mais aucun moyen pour mettre en œuvre une véritable politique à long, ou même moyen, terme. La trésorerie du pays était tendue. Chaque jour, la situation comptable était déposée sur la table du président de la République, du Premier ministre et du ministre des Finances. À partir d'une certaine date, le trésorier-payeur général recevait l'ordre de cesser les dépenses afin d'amasser la somme nécessaire à la paie des fonctionnaires et des bourses d'étudiants. En fait, il arrivait souvent que ceux-ci reçoivent leurs traitements et leur bourse avec plusieurs jours, voire des semaines, de retard. Faute de recettes suffisantes, les décaissements pour l'entretien et le fonctionnement des services étaient largement inférieurs aux sommes inscrites sur le budget. Quant au budget d'investissement, il était volontairement oublié. Sans doute, la France versait-elle annuellement une « subvention d'équilibre » aux trésors de ses anciennes colonies. Le Congo-Brazzaville, dans la foulée des décisions révolutionnaires, avait renoncé à cette forme d'aide depuis 1964. Ce qui était à notre honneur. La production pétrolière n'avait pas encore démarré. Elle se limitait au champ de la Pointe indienne dont les revenus étaient dérisoires. Et les « pays camarades » alors ? Ils étaient disposés à nous apporter de l'aide, mais pas sous cette forme. En équipements et en projets, oui. Encore fallait-il, pour les projets, que nous puissions prendre en charge les dépenses locales. On pensa alors à nous tourner vers les pays riches d'Afrique. Nous connaissions mal ceux du Golfe.

Dans la deuxième moitié de l'année 1970 se tenait à Khartoum, au Soudan, un sommet des pays d'Afrique de l'Est et du Centre. Une délégation dirigée par le Premier ministre, Alfred Raoul, reçut mission d'y participer. Elle était par ailleurs chargée de poursuivre son chemin en se rendant au Caire, en Algérie et en Libye. Son objectif était d'obtenir des ressources de ces pays. Nous allions présenter notre requête, les mains vides. C'est-à-dire sans dossier justifiant ces

financements. Le Premier ministre était accompagné de Pierre Nzé, ministre de l'Information, de César Mopolo Dadet, conseiller diplomatique du chef du gouvernement, et de moi-même. Étant donné les difficultés de communication d'un pays à un autre, un Antonov 24 avait été mis à notre disposition. L'équipage était totalement congolais, ce qui constituait à l'époque une prouesse en Afrique subsaharienne.

Le Soudan était un pays aux infrastructures modestes. Il n'y avait que deux hôtels susceptibles de loger des hôtes de marque. Le Grand Hôtel, très ancien et vétuste, et le Nil Hotel qui venait d'être inauguré. Le Premier ministre logeait dans ce dernier avec sa suite immédiate, Nzé, Dadet et moi au Grand. La conférence était mal préparée. La communauté des pays d'Afrique centrale et orientale était mal définie. Elle comprenait seize pays, mais ne disposait pas de secrétariat pour assurer la permanence et préparer les réunions. Les États hésitaient à créer une institution qui aurait été une source de dépenses difficiles à supporter. L'empereur d'Éthiopie Hailé Sélassié Ier faisait figure de doyen et de sage. Presque octogénaire, cet homme de petite taille s'imposait chaque soir une promenade à pied le long du Nil. Malgré son âge, il lisait le texte de son intervention sans lunettes. Son maintien contrastait avec celui du chef de l'État du pays hôte, Gaafar Mohammed Nimeiry. Un colonel récemment parvenu au pouvoir par un coup d'État. La conférence terminée, il nous reçut. Après avoir fait un tableau de nos difficultés, Alfred Raoul lui expliqua le but de notre mission en citant les pays où nous nous rendions, et lui demandant d'intervenir auprès des trois chefs d'État en notre faveur. La traduction en français était assurée par un intellectuel de grande classe qui parlait notre langue sans aucun accent. Il revenait de l'Unesco où il était membre du secrétariat. En bons Congolais, nous étions tous vêtus de costumes européens stricts. Le Président soudanais était en tenue militaire d'été à manches courtes. Il était visiblement amusé par notre propos et embarrassé de la situation dans laquelle nous le placions, car il disposait de peu de temps pour prévenir ses homologues arabes de notre arrivée. Passait encore pour l'Algérie et la Libye, mais c'était un peu court pour l'Égypte où nous comptions nous rendre dès le lendemain de cette entrevue. Néanmoins, il promit de faire agir son ambassadeur au Caire.

Je n'avais jamais mis les pieds dans la capitale égyptienne et n'avais pas idée de ce qu'elle pouvait être. Par mes études, c'était l'Égypte antique qui me venait à l'esprit. Je savais que je n'aurais pas le temps d'en voir les vestiges. Le fonctionnaire du protocole qui nous accueillit nous expliqua que l'annonce de notre venue ayant été faite tardivement, il fallait faire montre de patience. Que

lui-même était en contact permanent avec le Grand Chambellan, ordonnateur suprême de l'emploi du temps du Raïs. Le commandant Raoul joua la comédie, faisant croire que s'il n'était pas reçu très vite, cela constituerait un incident diplomatique. Comme si nous étions une grande puissance ! Tous nos interlocuteurs avaient tendance à nous confondre avec l'autre Congo, celui de Lumumba, dont les enfants avaient d'ailleurs été élevés par le président Gamal Abdel Nasser. À notre arrivée à l'aéroport, ce n'est pas notre toute récente bannière rouge qui avait été hissée, mais l'ancien drapeau, vert, jaune, rouge. César Mopolo Dadet, le conseiller diplomatique du Premier ministre, en avait eu le sang retourné au point de se plaindre à nos hôtes en termes qui n'étaient pas ceux des usages diplomatiques. En tout état de cause, nous reçûmes consigne de ne pas quitter nos chambres, au cas où… Nous attendîmes toute la journée, claquemurés dans nos chambres ou errant dans les couloirs de l'hôtel Nile Hilton. À la tombée de la nuit, Le Caire était plongé dans le noir. C'était le black-out, conséquence de la guerre des Six Jours. Nous avions toutefois l'impression que ces mesures de vigilance créatrices d'une atmosphère de guerre larvée n'étaient que de façade, car au dernier étage de notre hôtel, la nuit venue, régnait une atmosphère de débauche. On se réjouissait, on sablait le champagne, on offrait en spectacle la sensuelle danse du ventre.

Après deux ou trois jours d'attente, nous fûmes reçus un soir par le président Nasser. Un homme de haute taille, au corps bien charpenté et au visage taillé à coups de serpe. Après avoir écouté la requête du commandant Raoul, il nous demanda la taille de notre population. À l'époque, nous ne dépassions pas le million d'âmes. « Un million ? s'étonna-t-il, en levant l'index, et en esquissant un léger sourire. C'est le nombre supplémentaire d'Égyptiens que je dois nourrir chaque année ! » Suivit une leçon d'économie politique et de géopolitique sur le Moyen-Orient que nous écoutâmes en baissant la tête le nez dans nos carnets de notes. Il nous conseilla de nous tourner vers les pays du Golfe, dont nous ne savions pas grand-chose, en se proposant d'être notre intercesseur auprès d'eux.

À Alger, nous eûmes l'impression de nous trouver en pays de connaissance. Nous parlions la même langue. Sans délai, nous fûmes reçus par le président Houari Boumédiène. Un profil d'aigle surmontait un corps élancé enveloppé dans une large cape noire qu'il tenait entrouverte. Il avait la réputation de ne parler qu'arabe. En fait, il s'exprima dans un français châtié marqué par un léger accent maghrébin, ce qui d'emblée fit disparaître la distance protocolaire que l'étiquette, au demeurant fort simple, avait créée. Après nous avoir demandé si la fumée ne nous incommodait pas, il porta à ses lèvres un long cigare. Le ton de la

conversation était avenant. Il annonça que l'Algérie serait prête à nous aider, non pas en trésorerie, mais en exécution de projets. Il chargeait à cet effet son ministre du Commerce extérieur, Layachi Yaker, de se rendre à Brazzaville afin de déterminer les champs de coopération possibles. Il nous proposa par ailleurs une assistance en matière pétrolière afin de nous aider à mettre en place un système susceptible de nous assurer une meilleure lecture de nos ressources face à la compagnie Elf. Cette audience fut suivie d'une séance de travail avec le très jeune ministre des Affaires étrangères, Abdel Aziz Bouteflika, qui nous recommanda de nous orienter vers les pays producteurs de pétrole. Il souligna l'existence d'un véritable Eldorado dont la production pétrolière était phénoménale, Abou Dabi, dont j'entendais le nom pour la première fois, ajoutant toutefois que les dirigeants de ce pays avaient en horreur, de manière viscérale, le communisme. Or, notre drapeau rouge n'était pas de nature à faciliter les choses.

La dernière étape de notre périple nous conduisit en Libye. Nous ne savions rien du pays, hormis le fait qu'il regorgeait de pétrole de manière phénoménale. Il était dirigé, à la suite d'un coup d'État qui datait de moins d'un an, par un jeune capitaine de vingt-sept ans, qui s'était aussitôt autoproclamé colonel. Bien que César Mopolo Dadet nous eût, dans une note sommaire, indiqué son nom, nous avions du mal à le mémoriser : Mouammar Kadhafi.

Le pays nous était totalement inconnu. Pourtant, pendant longtemps, à l'époque des avions à moteur, les lignes Paris-Brazzaville faisaient escale à Tripoli. Dès l'aéroport, nous comprîmes que la langue française était inconnue. Peu de gens non plus comprenaient l'anglais. Il fallait parler l'arabe ou, pour un petit nombre, l'italien. Quelques heures plus tard, nous comprîmes que le comité d'accueil s'était enrichi de deux francophones. Mansour Kikhia, un avocat qui, plus tard, sera un temps représentant de son pays aux Nations unies et dont les circonstances de sa mort n'ont jamais été élucidées, et Ali Triki, que je connaissais. Il avait fait ses études à Paris et nous nous étions croisés à plusieurs reprises à la Sorbonne à des cours d'histoire ancienne. Sans avoir développé une liaison soutenue, nous nous étions entretenus à plusieurs reprises. Je l'avais revu l'année précédente à Alger, lors du festival panafricain.

On nous fit comprendre que personne ne pouvait prendre d'engagement. Tout dépendrait du Guide. Un mystère planait également sur la possibilité de rencontrer celui-ci. Comme en Chine pour les visites à Mao. Finalement, sans

préavis, nous fûmes brusquement conduits dans un lieu qui avait l'apparence d'un camp militaire.

Un jeune homme, au beau visage, apparut en tenue militaire, le pistolet à la ceinture. À la fois timide et malicieux, il se coiffa de sa casquette, la visière sur le nez, avant de saluer le chef de notre délégation. Il garda sa casquette sur la tête durant tout l'entretien. On eût dit qu'il venait de se réveiller. Plus tard, j'ai lu dans la presse, sans avoir le moyen de vérifier l'information, que, ayant réalisé son coup de nuit, il restait éveillé, en alerte, jusqu'à l'aube. Son comportement était étrange. Était-il bourré de tics ? Enrhumé, et bourré de médicaments, ou bien était-il sous l'emprise d'un stupéfiant ? Écoutait-il notre Premier ministre ? Il semblait ailleurs. Quand le commandant Raoul acheva son propos, il sourit et nous dévisagea l'un après l'autre.

« Alors, c'est vous qui avez débaptisé votre pays et avait substitué au drapeau national un drapeau rouge ? »

Déconcertés, nous affichions un sourire crispé. Il reprit la parole :

« C'est à Moscou ou à Pékin que vous avez appris le communisme ? »

Désarçonnés, nous avions l'air godiches et cherchions quelle contenance adopter.

Kadhafi demanda à chacun d'entre nous le lieu de nos études. L'un après l'autre, nous indiquâmes la France. Il ne comprenait pas que ce fût là-bas que nous avions contracté le virus communiste. Après quoi il nous développa sa ligne politique : anti-impérialiste, notamment anti-occidentale, panarabe, et islamique.

Dans l'Antonov 24 qui nous ramenait au Congo, nous nous concertions pour savoir comment présenter notre rapport. Une mission improductive par rapport aux objectifs, mais riche d'enseignements en ce qui concernait les chances d'obtenir une aide de l'étranger. Nous avions compris que notre option politique nous isolait sur le plan international et que par ailleurs il était illusoire d'imaginer un partenaire disposé à mettre à notre disposition, même sous forme de prêt, de la trésorerie. Une chose était de l'avoir compris, autre chose, plus difficile, de le faire comprendre à l'aile intransigeante du Comité Central du PCT. Elle répondait que nous nous étions trompés d'interlocuteurs ; que nous aurions dû nous adresser au camp socialiste « avec l'Union soviétique en tête ». À l'intérieur du groupe qui voyait le monde sous cet angle, une branche indiquait sa perplexité sur l'Union soviétique et évoquait plutôt les camarades chinois ou

cubains, ajoutant que ces pays ne nous prenaient pas non plus au sérieux puisque nous ne nous décidions pas à couper le cordon ombilical avec l'ancien colonisateur. Ils souhaitaient en effet que la direction politique du pays sautât le pas en sortant de la zone franc, en nous montrant plus radicaux dans la lutte de classe, en nous mettant sous la coupe des puissances communistes afin de constituer leur forteresse avancée sous les tropiques. Ne réussissant pas à imposer sa ligne au sein du comité central, cette école de pensée s'exprimait surtout par le biais de la Confédération syndicale congolaise (CSC), et l'Union de la jeunesse socialiste congolaise (UJSC) qui toutes deux bénéficiaient d'un temps de parole quotidien sur les antennes de La Voix de la Révolution congolaise, seule radio du pays. Tous les matins, l'UJSC réveillait la nation avec son « télex de la jeunesse », signé par les « enfants du pays de Marien ». Marien Ngouabi incarnait une ligne plus pragmatique qui, tout en recherchant une plus grande justice sociale, refusait l'aventure en coupant tous les liens avec les pays environnants et surtout en refusant de donner satisfaction à l'Union soviétique qui souhaitait obtenir à Pointe-Noire une base sous-marine.

D'une réunion du comité central à la suivante, la tension devenait de plus en plus palpable. Au cours d'une réunion consacrée à l'éthique, la ligne dure obtint que fussent exclus du Parti tous ceux qui étaient soupçonnés soit de nourrir une foi quelconque soit d'appartenir clandestinement à la franc-maçonnerie, ou à toute autre appartenance de ce genre. Leurs noms étaient lus à la radio et firent l'objet d'une propagande désobligeante. Au début de l'année 1972, on reprocha à deux officiers, le commandant Joachim Yhombi-Opango et le capitaine Denis Sassou-Nguesso d'avoir acquis, à titre personnel, le dernier modèle de voiture Peugeot, la 504. On mit également sur la sellette ceux qui mettaient en location leur habitation personnelle. Une minorité allant même jusqu'à soutenir que les dirigeants ne devaient posséder aucun bien personnel, le Parti se chargeant de mettre à leur disposition logement et véhicule. Le débat prit un tour saugrenu lorsqu'un des dirigeants les plus prestigieux, Hilaire Mounthault, refusant l'hypocrisie, assuma la possession de deux villas, l'une qu'il occupait, l'autre qu'il louait. C'était à une heure tardive où les esprits s'ankylosaient. Le camarade Mounthault affirma qu'il n'était pas né sur une natte, qu'il avait, dès le berceau, coiffé un bonnet et chaussé des chaussons avant d'être élevé « dans le beurre ». Son courage et sa franchise payèrent. La salle s'esclaffa, mais nul n'osa le condamner.

Le 20 février 1972, les télévisions du monde entier diffusent les images d'une rencontre, à Pékin, que les téléspectateurs ont du mal à croire. Éberlué, devant mon écran noir et blanc, j'assiste sans voix à l'événement qui constitue la une des bulletins d'information. Mao Zedong, le « Timonier », le « Guide suprême », le révolutionnaire tendu dans sa lutte implacable contre l'impérialisme, avec à sa tête l'impérialisme yankee, reçoit à Pékin le président des États-Unis, Richard Nixon.

Je me souviens d'avoir, à cette occasion, téléphoné à plusieurs camarades et amis. Parmi eux, Ange Diawara. Celui-ci était membre du Bureau politique du PCT et l'un des chefs de file du groupe des « purs et durs » du comité central. Quand, plus tard, je rencontrerai Fidel Castro, je serai frappé, à la couleur de peau près, par la ressemblance entre les deux hommes. Ange Diawara avait effectivement effectué un voyage à Cuba avec une délégation de la jeunesse congolaise. Je présume qu'inspiré par le dirigeant de Cuba, il en avait adopté les postures. Ne quittant jamais sa tenue vert olive, il menait une vie de spartiate. Chaque soir, accompagné de ses émules, il parcourait les artères de Brazzaville en courant et s'adonnait dans la cour de sa maison à des exercices de musculation. Lorsque, convoqués à une cérémonie, les responsables attendaient en groupe le signal du protocole, il se tenait à l'écart, plongé dans la lecture d'un livre. La chose m'intriguait. Le rat de bibliothèque que j'étais n'osait pas avoir ce comportement. Un jour, j'osai me montrer indiscret. Contre toute attente, il ne lisait pas ces publications de propagande dont les ambassades des pays communistes nous inondaient, mais des valeurs sûres de la littérature. Il affectionnait surtout Nietzsche et Henri de Montherlant. Son exemplaire d'*Ainsi parlait Zarathoustra* était souligné et griffonné. Nietzsche et Montherlant. Deux auteurs qui prônaient le culte de l'individu et dont l'un d'eux, Montherlant, assumait son étiquette d'intellectuel de droite, farouchement hostile au

communisme. Comment Ange conciliait-il ce compagnonnage avec ses prises de position au comité central ? Ce mystère me fascinait et m'attirait. Je voulais le percer. Je me rapprochais de lui. Comme il avait très rarement l'occasion de se rendre à l'étranger, lors de mes missions en Europe, je lui rapportais des ouvrages. De ses auteurs préférés ainsi que quelques autres que je souhaitais lui faire découvrir. Bien que ce ne fût pas sur une base régulière, j'aimais à engager avec lui des discussions sur des thèmes hors du champ de la politique politicienne qui constituait le quotidien de la vie du Parti.

Le lendemain, nous étions alignés sur la piste de l'aéroport de Maya-Maya, afin, comme le voulait l'usage, de saluer le président Marien Ngouabi qui se rendait à Pointe-Noire. Comme de coutume régnait une ambiance de cour de récréation. En retrait, avec quelques collègues, nous commentions l'événement qui avait fait la une des journaux télévisés. Au moment de nous séparer, un membre du comité central, dont j'oublie le nom, me demanda si nous pouvions nous retrouver chez lui. Je m'excusai, j'étais attendu par ma femme et mes enfants sur la route du Nord. Dommage ! dit-il.

Le lundi, à six heures, nous étions réveillés par une sirène. Quelque chose de grave se passait. Me Aloïse Moudileno, le garde des Sceaux, avec qui je me retrouvais aux entraînements militaires, m'appela pour savoir si j'avais des informations. Nous convînmes d'un rendez-vous. En sortant de chez moi, j'aperçus dans sa cour mon voisin, le Dr Agostino Neto, le président du MPLA qui, quelques années plus tard, serait le premier président de l'Angola indépendant. Neto me demanda si je savais ce qui se passait. Incapable de lui fournir une réponse, je lui conseillais de prendre des précautions.

Au volant de ma voiture personnelle, je recueillis Me Aloïse Moudileno, puis devant l'hôtel de ville, Pierre Nzé, alors membre du Bureau politique, et Antoinette Mpaka, l'une des deux seules femmes du comité central. Ils n'étaient pas plus informés que nous de ce qui se passait. Nous décidâmes de faire le tour de la ville, en passant d'un chef-lieu d'arrondissement à l'autre. Nous débutâmes par Poto-Poto et les quartiers nord de la ville. Partout des militants sur le pied de guerre, la kalachnikov en bandoulière, mais également dans l'ignorance de l'événement, s'il y en avait un. Nous nous dirigeâmes vers Bacongo et les quartiers méridionaux de Brazzaville. Dans les environs de l'hôpital de Makélékélé, nous nous heurtâmes à un barrage filtrant dirigé par Lecas Atondi Momondjo, membre du comité central. Il appartenait à l'aile dure de l'instance. Lui non plus ne savait rien. Nous plaisantâmes. Plus loin, devant le siège de

l’arrondissement II, un attroupement. En fait, un barrage. Quoique nous nous fussions identifiés – nous étions deux ministres, un membre du Bureau politique et un autre du comité central –, on ouvrit nos portières, on se saisit de nos armes et nous fûmes priés de sortir du véhicule. Je sentis un pistolet dans mon dos. C’était un membre du comité central que nous connaissions bien. Militaire, il revenait d’un stage en Chine. C’était un poète avec lequel j’entretenais les meilleures relations. Je reconnus le chanteur Franklin Boukaka. Tous les membres de ce groupe portaient en brassard ou avaient la tête ceinte d’une étoffe rouge. Abasourdi, j’aperçus quelqu’un se saisir de mon véhicule et l’emporter. Antoinette Mpaka réussit à se glisser dans la foule et à s’y fondre. Nous fûmes poussés vers une jeep qui se dirigea vers l’ancien camp de la gendarmerie. À l’entrée, donnant des ordres, je reconnus un membre du Bureau politique et un autre du comité central. On nous escorta vers des cellules où l’on nous ôta nos ceintures et les lacets de nos chaussures avant que nos ravisseurs se ravisent et nous fassent remonter sur la plateforme arrière de la jeep qui fila en direction du Djoué. À l’entrée du chemin qui monte vers la cité de l’OMS, nous rencontrâmes Blin, un métis, célèbre par son surpoids. Il parlait la même langue que Pierre Nzé, le ndjem. Celui-ci lui cria quelque chose que je ne compris pas. Plus tard, je saurais que Pierre expliquait à Blin que nous avions été capturés et de donner l’alerte. On nous conduisit à Makala, un lieu de triste réputation où les milices de la JMNR, au début des années soixante, torturaient leurs victimes. On nous poussa dans un bureau où se trouvait déjà un membre du comité central, Ekomba-Elombe, et la porte se ferma derrière nous. Ekomba-Elombe, qui, lui, avait été arrêté à Poto-Poto, nous fit part de ce qu’il savait. Un jeune officier, formé à Saint-Cyr, le lieutenant Matessa, avait lu à la radio un communiqué indiquant qu’« afin de contrecarrer un coup d’État ourdi par le commandant Yhombi-Opango », les révolutionnaires avaient pris le pouvoir et que des détails seraient fournis dans la journée. Par les persiennes des fenêtres, nous apercevions des militaires qui montaient la garde. Les fils du téléphone avaient été arrachés pour nous empêcher d’avoir des contacts avec l’extérieur. Mais Ekomba-Elambe était un agent de la poste. Il bricola et je pus ainsi communiquer avec Nirva, ma femme. Pour couvrir le bruit de ma voix, afin de ne pas éveiller la suspicion de nos gardes, mes compagnons d’infortune traînaient bruyamment leurs pieds sur le sol en ciment de notre geôle. Comme je craignais que les communications ne fussent écoutées, j’utilisai le créole guadeloupéen, que je baragouine plus ou moins bien, pour expliquer notre situation à ma femme en lui demandant d’alerter qui elle pouvait. Comme nous

ignorions le numéro de téléphone d'où j'appelais, je rappelai Nirva une demi-heure plus tard. Elle m'apprit qu'elle avait pu joindre le commandant Yhombi-Opango qui l'avait rassurée et nous demandait de tenir bon. Un peu plus tard, la porte s'ouvrit et deux de nos gardes pénétrèrent dans la salle. Avaient-ils entendu ma communication ? Allaient-ils nous punir ? Je reconnus l'un des deux soldats, Germain, qui, à une époque, avait été mon garde du corps. Ils nous confièrent être de bonne foi et ne pas comprendre ce qui se passait. On leur avait dit que nous étions des « ennemis » et ils avaient aveuglément obéi aux ordres. Mais qu'ils comprenaient qu'il y avait anguille sous roche et qu'il était impossible que nous fussions des « ennemis » ; que si les mêmes revenaient, ils refuseraient de nous livrer, dussent-ils se servir de leurs armes. Toutefois, pour ne pas éveiller l'attention, ils refermaient la porte en attendant le moment opportun de nous libérer.

En fin d'après-midi, nous avons entendu le ronronnement du moteur d'un engin militaire. C'était un BTR, un blindé de transport russe. Un jeune lieutenant au visage poupon, Bonnaventure Engobo, que nous appelions par son prénom, et plus souvent par son diminutif, Bonna. Je l'apercevais souvent au côté du président Marien Ngouabi. Mais dans cette situation trouble, allez savoir qui était qui, de quel côté se situait-il. Insurgé, légaliste ? Après s'être mis au garde-à-vous, en claquant des talons et en portant la main à la visière de sa casquette, il nous invita à monter dans le véhicule. Ekomba-Elombé le pointa du doigt : « Toi là, l'enfant là, je te connais, et nos familles se connaissent. Si la mienne ne me revoit plus, tu leur expliqueras ce que je suis devenu. » On nous aida à nous hisser dans l'engin et, durant le trajet qui nous ramenait à Brazzaville, nous avons appris que les organisateurs de la tentative du coup d'État avaient rendu les armes. Une partie avait été arrêtée, l'autre était en fuite. Le président Marien Ngouabi, accompagné du capitaine Sassou, était revenu en urgence de Pointe-Noire à bord d'un avion monomoteur, conduit par un pilote français, et avait atterri sur la RN 1, à 45 kilomètres au nord de la capitale en un lieu qu'on baptisera le kilomètre rouge. Je fus le premier à être déposé par le BTR chez moi. Je trouvai Nirva, ma femme, dans la cour entourée de ma grand-mère et d'une de mes tantes, toutes deux accourues de Poto-Poto après avoir été alertées par mon chauffeur qui, lui-même, avait été arrêté quelques instants et s'était fait ravir ma voiture privée. Tout ce monde était ému. Nirva, la tête bien sur ses épaules, leur avait interdit de pleurer – ça portait malheur – et avait mis les enfants à l'abri chez des amis très proches. Un Camerounais, Calvin Nkoumou-Wood, que j'avais connu à Nantes, d'où sa femme, Monique était originaire.

Le temps d'embrasser les miens, de les rassurer et je me fis conduire à l'état-major général où demeurait le président de la République. Dans une salle, ceux des conjurés qui avaient été arrêtés, assis à même le ciment, menottés et le torse nu. Une scène difficile à soutenir, car c'était, pour beaucoup d'entre eux, nos camarades du comité central. L'un d'eux, le lieutenant Benoît Moundélé-Ngolo, dès qu'il m'aperçut, m'adressa un sourire. Je me suis souvent reproché de n'avoir pas répondu à ce signe qui valait une main tendue et d'avoir gardé un visage fermé. La vérité est que j'étais dérouté, choqué, bouleversé.

Marien Ngouabi nous expliqua comment l'aventure s'était terminée. Une tension s'était produite au camp des parachutistes, mais le lieutenant Camille Bongou, un membre du comité central et un ancien de mes étudiants à l'École normale supérieure, surtout un homme courageux et de grande droiture, avait ordonné au détachement qu'il avait mobilisé en faveur de l'insurrection, de rendre les armes. Ce qui inquiétait le chef de l'État était la fuite d'une partie des putschistes. Parmi eux, les lieutenants Ange Diawara et Ikoko. Marien Ngouabi exprima sa crainte de voir se former un maquis qui déclencherait une guérilla.

Le lendemain, le comité central fut convoqué, en fin d'après-midi, à l'hôtel de ville. À cette époque, cette instance du Parti comprenait une quarantaine de membres. À peine la moitié était présente. Le reste était arrêté. Les uns pour avoir été des acteurs du complot, pris les armes à la main, les autres parce qu'ils étaient suspects. Avaient également été invités à la réunion le bureau du Syndicat unique, celui de l'organisation des femmes (l'URFC) et celui des jeunes (l'UJSC). L'atmosphère était glaciale. Coiffé de sa casquette, à la cubaine, trop étroite pour sa tête, Marien Ngouabi, le visage fatigué et impénétrable, nous fit le point sur la situation. Une cour martiale avait siégé dans la nuit et avait prononcé une trentaine de condamnations à la peine capitale. Il souligna que parmi les accusés figurait un ancien Premier ministre, Ambroise Noumazalaye ; que les condamnés seraient exécutés le lendemain matin, à l'aube. Il invita chacun à exprimer son avis dans un tour de table. Tous les participants étaient, au nom de la Révolution, afin de la radicaliser et, appuyèrent certains, de « cesser de plaisanter », en faveur de la peine capitale. Deux participants, tout en condamnant fermement le putsch, soulignèrent qu'exécuter la peine capitale constituait une lourde responsabilité. Quatre participants indiquèrent qu'ils étaient, par principe, opposés à ce genre de supplice : un membre de ce qu'il restait du Bureau politique, Ange-Édouard Poungui, le secrétaire général de la confédération syndicale congolaise, Anatole Kondo, qui était également membre du comité central, et deux autres membres de cette

instance, Édouard Sathoud et moi-même. La voix prise, défiant du regard tous les participants, Marien Ngouabi parla en dernier. Après avoir condamné le putsch, il rappela son attitude constante, qu'il avait déjà affirmée lors de l'affaire Kolélas, à savoir son hostilité à la peine de mort avant d'ajouter, la voix brisée, que, cependant, il se plierait à la décision de la majorité et qu'en conséquence les condamnés seraient passés par les armes le lendemain à l'aube.

Les réunions du Parti se terminaient toujours par la scansion de la devise : « Tout pour le peuple, rien que pour le peuple. » Marien Ngouabi fit un effort pour sacrifier au rituel, mais la voix de ce militaire tremblait et des larmes coulèrent sur ses joues. Il descendit l'estrade, où il était juché avec Ange-Édouard Poungui, et prit congé de la salle, le visage bouleversé. Tandis que nous regardions sa voiture regagner l'état-major, Poungui réunit au haut des marches de l'hôtel de ville les trois qui s'étaient prononcés contre la peine de mort, Sathoud, Kondo et moi-même. Il demanda aux deux officiers supérieurs, le commandant Yhombi-Opango et le capitaine Sassou, de se joindre à nous. Ce que ces derniers firent volontiers.

Ange-Édouard Poungui exprima son trouble et dit que nous ne pouvions laisser le président seul dans l'état où il avait quitté la salle. La nuit venait de tomber. Nous nous présentâmes à l'entrée de l'état-major et, grâce à la présence parmi nous des deux officiers, nous fûmes tout de suite introduits chez le président de la République. Les yeux encore rougis, il nous reçut avec rudesse. Chacun nous prîmes la parole tour à tour pour lui rappeler que si nos camarades étaient exécutés, ce serait sur lui et non pas sur les membres du comité central et des organisations de masse que le sang des suppliciés retomberait ; que l'histoire lui imputerait cette faute ; que, en sa qualité de chef de l'État, il avait le droit de gracier les accusés. Nous n'eûmes aucun mal à le convaincre. Il était déjà converti. Si nous restâmes cependant plusieurs heures dans son petit salon, ce fut d'une part pour examiner comment mettre en œuvre cette solution et surtout parce que dans ces journées et ces nuits chargées d'émotion, il avait besoin de compagnie.

Les deux officiers supérieurs soulignèrent qu'il fallait se mettre aussitôt au travail afin d'éviter que certains militaires, trop zélés, ne commissent des bavures. On devait d'ailleurs apprendre le lendemain qu'un ancien ministre, Itsouhou, et le chanteur Franklin Boukaka avaient été exfiltrés de la maison d'arrêt et assassinés par un commando de zelantis. Au demeurant, Yhombi-Opango et Sassou nous apprirent que certains militaires avaient déjà creusé, au

champ de tir, les fosses des condamnés. Pourquoi ce désir fou de tuer ? Était-ce la volonté d'éliminer définitivement ceux qui, aux yeux de nos combattants, avaient représenté un groupe paramilitaire dont la légitimité dans l'armée avait toujours été contestée, ou bien une réaction primitive qui remontait du fond des âges ? Rares sont ceux qui, dans nos armées, possèdent une culture républicaine moderne. Chez la plupart d'entre eux, les comportements, les réflexes, les codes de conduite sont ceux des armées médiévales où, le soir, après le combat, le vainqueur revenait sur le champ de bataille achever, en les égorgeant, les chevaliers qui gisaient au sol paralysés dans leurs lourdes armures. Qu'on y regarde bien, tel était aussi la coutume dans l'Antiquité occidentale. Les vertus du héros homérique étaient la bravoure, le courage, le respect à la parole donnée, non le respect des droits de l'homme. Et l'on sait le traitement qui était réservé aux vaincus. Je me disais que ce n'était pas mon monde et que les textes de Marx, de Lénine et de Mao ne m'aidaient pas à comprendre ma société. Je me tournai donc vers les études de mes maîtres de la Sorbonne pour sinon comprendre des comportements d'un autre âge, du moins les expliquer.

Au cours de cette nuit, autour de Marien Ngouabi, nous mîmes au point tout un plan pour arracher à la meute assoiffée de sang nos camarades vaincus et les disséminer dans les prisons de l'intérieur. Nos pieds rouges et la presse de gauche française, qui ignoraient et ne voulaient pas comprendre les tenants et les aboutissants de l'affaire, nous accusèrent de déporter les vrais révolutionnaires.

Nos débats étaient censés être confidentiels. En fait, radio-trottoir en dévoilait le contenu dans les avenues, rues, ruelles et venelles de Poto-Poto et Bacongo d'où ils étaient colportés par le bouche-à-oreille dans les autres quartiers de la ville. En général en deux versions. L'une étrangement fidèle, au mot près, à ce qui avait été proféré dans le huis clos de nos assises, l'autre fantaisiste, souvent saupoudrée d'humour. C'est cette dernière que l'opinion préférait croire.

Comme ceux de mes collègues qui étaient opposés à la peine de mort, je reçus la visite d'officiers, qui me tinrent des propos menaçants.

Quelques jours plus tard, le président Marien Ngouabi devait se rendre en visite de travail à Paris. Un voyage programmé bien avant ces tragiques événements. Depuis la révolution des « Trois Glorieuses » de 1963, aucun chef d'État congolais ne s'était rendu en France. Ange-Édouard Poungui, alors ministre des Finances, et moi, ministre des Affaires étrangères, nous demandions si, dans cette atmosphère tendue, le voyage serait maintenu. Marien Ngouabi nous indiqua sa volonté de ne pas changer son programme. J'admirais son

courage, mais lui demandai si, à notre retour, il serait encore au pouvoir. « Ne crains rien, camarade Lopes, ils ne broncheront pas. » Ce n'était pas des paroles naïves. Je sus plus tard que Marien Ngouabi, chef militaire, qui vérifiait tous les détails de chaque chose, avait fait un travail d'explication auprès des officiers supérieurs et confié au commandant Yhombi et au capitaine Sassou la responsabilité de tenir la maison. Je crois fortement qu'entre lui et ces deux officiers supérieurs existaient des liens de confiance dont j'ignorais le fondement.

Poungui et moi accompagnâmes le président en France où nous fûmes reçus par le président Georges Pompidou. Par notre mise, par notre discours, par les présentations que Ngouabi fit de notre politique, nous détonnions par rapport aux délégations africaines qui se succédaient à Paris dans le cadre de la Françafrique. Le gouvernement français ne partageait pas nos points de vue sur beaucoup de sujets, mais nous respectait et nous observait avec curiosité.

Presque toute l'Afrique vivait alors sous le régime du Parti unique. Mais ces partis étaient tous des organisations de masse. En d'autres termes, chaque citoyen, en naissant, était membre du Parti. Sékou Touré affirmait que tout Guinéen qui ne participait pas aux réunions de quartier du Parti démocratique de Guinée était quelqu'un de mort. Le dimanche, lors des fêtes et des meetings, tous les Guinéens devaient être vêtus de blanc. De même, à l'époque de Mobutu, tout Zaïrois était membre du MPR. Telle n'était pas la règle au Congo-Brazzaville où le PCT, parti unique, se voulait être un parti d'avant-garde, c'est-à-dire, selon l'entendement de ses fondateurs, un parti réservé à une élite politique engagée et dans lequel on était admis après enquête. Du reste, le gouvernement comportait des ministres non membres du Parti. On les appelait les « patriotes ». Des personnes honnêtes, actifs dans la construction nationale, mais qui n'adhéraient pas à l'idéologie marxiste. Ainsi, Nicolas Mondjo, puis David-Charles Ganao, personnalités prestigieuses, occupèrent l'un des postes régaliens les plus en vue dans l'architecture étatique. Cette dualité était surtout le lot de la population. Les membres du Parti constituaient une minorité, tandis que la majorité, plus ou moins silencieuse, s'exprimait en certaines occasions, sans faire l'objet de tracasserie.

Passer du ministère de l'Éducation nationale à celui des Affaires étrangères est généralement considéré comme une promotion dans la hiérarchie des postes gouvernementaux. Dans mon cas, je ne me méprenais pas sur le sens de cette mutation. Il s'agissait, pour emprunter la formule malicieuse de mon ami Jean-Pierre Thystère-Tchicaya, d'un « coup de pied ascensionnel ». J'aurais préféré ne pas quitter l'Éducation nationale sur un échec, mais il fallait donner satisfaction aux organisateurs de la grève et des manifestations étudiantes. La potion était amère, mais je considérais qu'un chef d'État ou de gouvernement n'a pas d'explications à fournir à un ministre auquel il donne congé. Il suffit d'invoquer l'opportunité politique. De surcroît je considérais que mon nouveau maroquin était un costume taillé à ma mesure. Métis, façonné dans plusieurs cultures, je pensais, sans fausse modestie, posséder le profil correspondant à la fonction. Celui qui pouvait le mieux expliquer mon pays à l'extérieur et faire comprendre les enjeux, les défis et l'évolution du monde aux responsables de nos instances politiques.

Les Affaires étrangères constituaient une administration inexistante sous l'ancien régime. Je trouvai un ministère mal organisé, avec des fonctionnaires sans le bagage nécessaire pour accomplir les missions que nous devions remplir. La plupart d'entre eux étaient des agents détachés d'autres ministères, notamment de l'Éducation nationale. Et ceux-ci n'étaient pas des cadres supérieurs, même pas des instituteurs, mais ce que l'on appelait des moniteurs. Avec, bien sûr, des exceptions. Je pense en particulier à Apollinaire Bazinga, alors notre ambassadeur à Paris. À l'origine infirmier, il devait son poste à son rôle dans la lutte contre le régime de l'indigénat puis pour notre indépendance. Il possédait un atout que le lecteur d'aujourd'hui aura du mal à comprendre. Il était titulaire du certificat d'études primaires de l'époque coloniale. Un diplôme prestigieux. J'en mesurais les effets lorsque je recevais les rapports d'Apollinaire

Bazinga. Aucun n'était tapé à la machine.Tous rédigés au stylo à plume de la main de leur auteur. Ils étaient rédigés sans fautes d'orthographe ni erreurs de syntaxe, dans une langue parfaite.

Par ailleurs, les missions du ministère étaient mal définies. Elles se résumaient à celles énoncées par le Parti, puisque, je l'ai dit plus haut, celui-ci dirigeait l'État.

Hormis quelques réunions, où ma présence s'imposait, je passais le plus clair de mon mandat à l'intérieur pour tenter de mettre au point une machine administrative susceptible de remplir les tâches d'une diplomatie moderne. Parmi les missions à l'étranger, mon déplacement à New York, pour assister à une assemblée générale des Nations unies, me marqua particulièrement. Aux cimaises de notre ministère des Affaires étrangères sont accrochées les photos de tous les ministres de l'histoire du Congo. Un jeune homme au visage d'adolescent, dans lequel j'ai du mal à me reconnaître, lit un discours d'une tribune en marbre frappée des armoiries des Nations unies. Je fus accueilli et chaperonné durant mon séjour par l'un de nos meilleurs diplomates, Nicolas Mondjo.

L'assemblée générale des Nations unies offre l'occasion de nombreux cocktails, déjeuners et dîners. Nous n'avions les moyens ni d'en offrir ni même de rendre les invitations qui nous étaient faites. Toutefois, la résidence de l'ambassadeur du Congo est sans doute la plus vaste du parc immobilier de notre ministère des Affaires étrangères. Située à Bronxville, dans les environs de New York, elle est si vaste qu'elle suscite la convoitise de nos voisins. Nicolas Mondjo y organisa une réception à laquelle se rendirent surtout les ambassadeurs africains francophones. Rien à voir avec les soirées guindées données dans Manhattan qui fournissaient l'occasion de poursuivre des négociations à propos des termes d'une résolution ou du soutien à apporter à un candidat à une instance internationale. L'ambiance était celle d'une surprise-party d'adultes où les collègues africains de notre ambassadeur se réjouissaient de pouvoir danser au rythme des rumbas congolaises, des pachangas et charangas, avec de jeunes Afro-Américaines qui faisaient partie d'un réseau monté par nos diplomates. Je m'éclipsai assez tôt arguant de la distance entre Bronxville et New York.

J'assistais à un dîner à l'ambassade de France offert par le ministre français des Affaires étrangères. Je ne sais la raison qui me valut d'être placé à la gauche de l'hôte d'honneur. Maurice Schumann était alors un homme mûr, à peine sexagénaire. Le nez épais, en bec d'aigle, le menton en galoche, il ressemblait

aux caricatures de lui. Les yeux derrière deux loupes cerclées d'une épaisse monture noire, le ton doctoral, il impressionnait le jeune ministre au milieu de la trentaine. Je me sentais gauche, emprunté, dans mes petits souliers, veillant à choisir chaque mot qui sortait de ma bouche. Je ne me trouvais pas à la hauteur de la situation et répondais avec maladresse à ses questions. Nous venions de nationaliser radio Brazzaville, l'ancienne station de la France libre qui bénéficiait d'une extraterritorialité. J'ignorais les motifs de cette décision que j'avais apprise alors que je transitais à Paris pour New York. Maurice Schumann me confia sa peine, car il était le fondateur de cette station à l'époque de la Résistance. C'est seulement plus tard que j'appris son rôle auprès du général de Gaulle, à Londres, où il était le porte-parole de la France libre dont les émissions étaient effectivement relayées par radio Brazzaville. Le général de Gaulle, généralement avare en compliments envers ses collaborateurs, dit de lui : « Il fut l'un des premiers, l'un des meilleurs, l'un des plus efficaces. » J'étais partagé entre le respect, l'admiration que je portais à l'homme et mon devoir de citoyen de ma patrie, de militant de mon parti. Le ressentit-il ? Il n'insista pas sur la question de la nationalisation de la station et passa à un autre sujet. Il voulut savoir si je me contenterais de lire un discours préparé par les services – ce qui me fit sourire – ou bien si j'y mettais ma patte avant de me confier que pour celui qu'il prononcerait à l'assemblée générale, il tenait à le rédiger entièrement lui-même. Le lendemain, j'étais dans la salle lorsqu'il prit la parole. Il défendait les positions de la France, mais dans une langue où l'on sentait une réflexion personnelle.

Un soir, j'invitai toute la délégation à m'accompagner dans un restaurant choisi au hasard dans Manhattan. À l'entrée, un homme nous signifia que la salle était complète, de repasser dans quarante-cinq minutes. Tandis que nous patientions dans un bar des alentours, j'indiquai à mes compatriotes que, à notre retour, l'homme trouverait un autre prétexte pour nous empêcher de pénétrer ; que nous avions là affaire à un racisme poli. Quand nous nous présentâmes à l'heure indiquée, le même homme nous conduisit à notre table et, nous entendant parler français, engagea la conversation dans la même langue. En tout état de cause, j'avais eu tort sans que notre expérience fût probante. Houphouët-Boigny avait-il raison de soutenir que l'apparition de diplomates noirs dans les rues de New York avait modifié le comportement des Américains blancs vis-à-vis de leurs concitoyens noirs ? J'en doutais. Le statut de ceux qui ne voulaient plus être appelés Noirs, et encore moins nègres, mais Africains-Américains a évolué surtout en raison d'un dynamisme interne actionné par les luttes pacifiques de

leader de la stature de Martin Luther King et par celles, violentes, des Black Panthers.

Mon passage au ministère des Affaires étrangères fut de brève durée.

La tentative de putsch du 22 février 1972 avait décimé le Bureau politique et la moitié du comité central était en prison. Marien Ngouabi éprouva le besoin de remanier les instances du Parti. Il fut décidé que désormais les responsables du Bureau politique ne pourraient plus cumuler leurs fonctions avec des postes gouvernementaux. J'étais nommé au Bureau politique et obligé de quitter le ministère des Affaires étrangères, situation qui ne m'enchantait guère, car je ne me considérais pas comme un homme d'appareil.

Dans la débâcle de l'échec du 22 février, Ange Diawara avait entraîné avec lui un certain nombre de jeunes officiers et miliciens dont on ignorait l'effectif exact. Ce maquis se baptisa le M22, en référence au « mouvement du 22 février 1972 ». Leur domaine d'action se situait dans le département du Pool qui constitue la zone d'attraction de la capitale. Leurs commandos agissaient par escarmouches. Il leur arriva de s'aventurer dans la périphérie de Brazzaville. À Makala, ce lieu où j'avais été séquestré, le 22 février. Au cours de cet accrochage, un officier de l'armée régulière, Moussa Eta, fut tué. La victime était proche de Marien Ngouabi, qui en sera affecté. À la surprise générale, il lancera un ultimatum à Ange Diawara en lui garantissant la vie sauve. Celui-ci n'y donna aucune suite. Peu de temps après, les services de renseignements de l'armée mirent en évidence une liaison entre certaines personnalités, dont de jeunes enseignants français, avec le M22. Marien Ngouabi décida la création d'un tribunal populaire chargé de les juger ainsi que, par contumace, les dirigeants du maquis. Un collectif d'avocats français, avec à sa tête, Me Gisèle Halimi, annonça son arrivée afin d'assurer la défense des inculpés. Il comprenait en outre Me Henri Leclerc et Me Josyane Moutet. Le nom de Gisèle Halimi alerta Charles Assemekang, l'un de nos magistrats les plus prestigieux. Ancien ministre des Affaires étrangères, exclu du Parti congolais du travail, pour « pratiques occultes », lors de la purge obtenue par l'aile dure du parti, il avait gardé des relations avec le président de la République qui nourrissait un grand respect à son égard. Je fus convoqué à l'état-major, où vivait Marien Ngouabi, pour donner mon opinion. Je confirmai que nous nous trouvions dans une situation embarrassante dans la mesure où nous nous présentions comme des révolutionnaires de gauche et que Me Gisèle Halimi était une personnalité

prestigieuse de la gauche française dont la notoriété s'était notamment affirmée lors de la guerre d'Algérie au cours de laquelle elle avait assuré la défense de nombreux patriotes algériens. Le lendemain, nouvelle convocation chez le président. J'étais désigné président de la cour révolutionnaire avec mission de mener un procès éducatif qui serait transmis en direct par la radio et la télévision.

Quand j'en informai Nirva, elle m'indiqua son opposition. Il était trop tard pour revenir sur mon acceptation.

Gisèle Halimi arriva quelques jours avant le procès. Elle fut reçue en audience par le président Marien Ngouabi, puis par moi. Elle souhaitait que les jeunes coopérants français inculpés fussent libérés avant le procès. Elle faisait valoir ses états de militante anticolonialiste. Le hasard voulut que se trouvât alors à Brazzaville, en mission, le ministre algérien du Commerce extérieur, Layachi Yaker, dont Gisèle Halimi avait été l'avocate au temps de la guerre d'Algérie. Pris dans une situation embarrassante, partagé dans ses sentiments, Layachi Yaker se garda d'intervenir dans ce qui lui paraissait une situation délicate, qui ne ressortissait au demeurant pas à sa mission, mais, dans les coulisses, joua les bons offices.

Le procès eut lieu dans les formes qu'une tradition révolutionnaire avait mises en place depuis 1963. Les débats étaient retransmis en direct, à la radio et à la télévision, chaque après-midi. Afin de permettre à la population de suivre les audiences, durant ces heures, l'État institua le système dit de « journée continue », c'est-à-dire avec un horaire de travail courant de sept heures du matin à treize heures.

Le soir, la nuit, le matin, en marge des audiences, avaient lieu des négociations. Très active, Gisèle Halimi me contactait, touchait le président Ngouabi, qu'elle revit au moins une fois, avec des propositions. À aucun moment, elle ne trouva porte close. Comme dans toutes négociations, il y avait une part de comédie. De part et d'autre, on défendait avec acharnement des positions outrancières, pour se laisser une possibilité de recul. Vers la fin du procès, nous acceptâmes le principe de libération des coopérants français. À condition toutefois qu'une déclaration fût faite par la cour. Cette déclaration fut négociée, mot à mot avec Me Halimi. Elle soulignait « l'amitié de l'avocate avec le peuple congolais ».

Pascal Lissouba et Sylvain Bemba, les deux intellectuels accusés, furent mis hors de cause, « au bénéfice du doute ». Une décision que j'eus du mal à faire

accepter. Certains membres de la cour et les faucons du Parti me le reprochèrent. Les condamnations à mort, qui ne touchaient que les absents au procès, le furent par contumace.

Un mois plus tard, on apprenait la mort d'Ange Diawara et de son compagnon d'armes, le lieutenant Ikoko. Selon la version officielle, les dirigeants du maquis seraient tombés dans une embuscade et auraient été tués dans un accrochage avec l'armée nationale. Radio-trottoir avait sa propre version. Les maquisards auraient trouvé refuge au Zaïre avant d'être livrés par Mobutu, pieds et poings liés, aux autorités de Brazzaville. Cette version soulève des questions : on imagine mal Diawara quémandant l'asile à Mobutu, tout comme il est difficile de penser que Marien Ngouabi, qui détestait viscéralement Mobutu, ait négocié avec ce dernier la capture d'Ange Diawara et de ses compagnons. Il est possible en revanche que Diawara ait franchi la frontière zaïroise et qu'il ait été localisé par les services de renseignements de Mobutu. Ce ne sont là que des spéculations. Je ne possède aucun élément tangible susceptible d'étayer mon hypothèse.

Le jour même, le comité central du Parti fut convoqué et Marien Ngouabi annonça que les corps des dirigeants du M22 seraient exposés au stade de la Révolution dans lequel il allait tenir un meeting. Je pris la parole pour indiquer mon opposition à cette cérémonie macabre. Un silence glacial me répondit. À la fin de la réunion, Martin M'Beri vint me trouver et me confier qu'il partageait mon avis, mais que ma déclaration était dangereuse ; que nul ne pouvait me comprendre ; qu'il y avait là une question de différence de cultures.

Dans la foule qui se pressait au stade, j'aperçus la veuve de Diawara qui tentait de s'approcher le plus près possible de la dépouille de son mari qu'un détachement militaire entourait.

Pendant plusieurs jours, je perdis l'appétit et me débattais la nuit en proie à des cauchemars.

En 1973, l'immense majorité des pays africains avait accédé à la souveraineté internationale. Demeuraient sous le joug colonial les colonies portugaises (Angola, Mozambique, Guinée-Bissau et Cap-Vert, Sao Tomé-et-Principe) et la Namibie. Tous ces pays avaient déclenché une lutte armée contre l'occupant et les portions du territoire national libéré variaient d'un terrain d'action à l'autre. Le mouvement le plus uni, le plus cohérent et dont les coups portaient le plus de dommages aux troupes portugaises était sans conteste celui du Parti africain pour l'indépendance de la Guinée-Bissau et du Cap-Vert (PAIGC), dirigé par Amilcar-Cabral, une personnalité charismatique. Le PAIGC contrôlait les deux tiers du territoire. Une zone où les Portugais n'avaient plus accès et dans laquelle était mise en place une administration. Avec un sens de la communication particulièrement développé pour l'époque, le PAIGC invitait régulièrement des journalistes et certaines institutions internationales à visiter les territoires libérés. Ainsi, l'Unesco qui disposait d'un mandat de son organe suprême, la Conférence générale, envoya une mission sur le terrain et mit en place un programme d'alphabétisation et d'éducation. Amilcar Cabral estimait qu'il fallait, sans attendre l'acquisition de l'Indépendance, mettre en place dans les zones libérées des structures politico-administratives qui induiraient des transformations sociales et culturelles. Son aura personnelle jouant, ses interventions dans les enceintes de l'ONU et de l'OUA[1] étaient particulièrement percutantes et bien reçues. Amilcar Cabral était aussi considéré comme le dirigeant de mouvement de libération dont la présence dans le maquis était la plus permanente. En 1969, il fit une brève apparition au festival panafricain de la Culture et des Arts. Sa belle-sœur, Lucette de Andrade, me le fit rencontrer. Il ne parlait pas *le* français, il parlait français. Comme si c'était sa langue maternelle. Mais ce qui m'impressionna surtout fut sa poignée de main. Franche et forte. Une tenaille.

Le 20 janvier 1973, les téléscripteurs du monde entier apprenaient une

nouvelle qui nous glaçait. Un commando de mercenaires portugais avait réussi à s'introduire de nuit dans Conakry et Amilcar Cabral fut assassiné au cours de l'opération.

De nombreux pays africains mirent leur drapeau en berne et proclamèrent plusieurs jours de deuil. Je fus désigné par le Bureau politique du Parti congolais du travail pour représenter le Congo aux obsèques du dirigeant bissau-guinéen.

Je débarquai à Conakry le cœur serré. C'était la capitale du premier pays francophone d'Afrique à avoir préféré, en 1958, l'Indépendance à la Communauté franco-africaine que proposait de Gaulle. Il emboîtait le pas au Ghana qui, dans des circonstances différentes, avait fait ce choix dès 1956.

À l'époque, quelques voyages à Abidjan m'avaient fait prendre conscience de notre retard en matière de développement, par rapport à la Côte d'Ivoire. Mais Brazzaville était une ville moderne, belle et riante comparée à la malheureuse Conakry. Sa découverte fut un choc. Les infrastructures du chef de file de la liberté en Afrique étaient en état de délabrement. Visiblement, rien n'avait été construit depuis la proclamation de l'Indépendance et l'héritage de la période coloniale était dans un état de délabrement lamentable. Les rues étaient parsemées de nids-de-poule, les murs maculés de boue, n'avaient pas été repeints depuis des lustres. Des volets de bâtiments officiels, déchaussés de leur gong, pendouillaient miteusement sans que personne songeât à les réparer. Un immense dépotoir dont la saleté ne gênait ni ses habitants ni ses dirigeants.

On me logea dans un hôtel, proche de l'aéroport, qui avait la réputation d'être le meilleur. La liste des hôtes de marque qui y avaient séjourné, et dont on m'égrena les noms et les qualités, constituait une garantie. En pénétrant dans ma chambre j'eus du mal à surmonter un mouvement de répulsion. Quand on vous offre un cheval, affirme un proverbe espagnol, fût-ce une haridelle, on ne regarde pas ses dents. Dans ce qui tenait lieu de salle d'eau, en lieu et place du tube à néon, au-dessus du lavabo, se balançait une ampoule que soutenaient deux brins de fil de fer. Pour me donner du courage, je me répétais que la vie, en période de révolution, devait passer par ce stade-là et qu'il ne s'agissait que d'une période de transition.

Voulant me désaltérer, je me rendis dans l'espace qui servait à la fois de bar et de restaurant. Les tables et les chaises étaient mal entretenues, les nappes, en matière plastique, trouées. À peine assis, je fus entouré par une meute de chats errants, étiques et faméliques.

Le téléphone sonna. La personne derrière le bar décrocha en répondant : « Prêt

pour la révolution », formule qui, dans tout le pays, avait remplacé « allô ! ». Le patron me fit un signe pour indiquer que l'appel me concernait. Il provenait des services du protocole : « Ne mangez surtout pas, camarade, vous déjeunez tout à l'heure avec le chef de la Révolution guinéenne. Prêt pour la révolution ! »

Le palais présidentiel était une demeure coloniale, simple et sans décoration, mieux entretenue que les autres bâtiments « en dur », comme on dit en Afrique. J'avais l'impression de pénétrer dans une case de passage de brousse des années quarante. Tunique et pantalon de coton léger, un bonnet en forme de calot posé de guingois sur le sommet du crâne, Sékou Touré m'accueillit un sourire séducteur aux lèvres et me serra fortement dans ses bras. Il avait la voix bien timbrée et parlait un français impeccable où chaque mot était scandé. Était déjà arrivé mon ami, et complice, Mario Pinto de Andrade, cofondateur et premier président du MPLA[2]. Après une longue accolade, je fis le tour de la pièce pour saluer les autres convives. Il y avait un Français responsable de la Ligue française de l'enseignement, que je connaissais et dont j'ai oublié le nom. Étaient aussi présent Diallo Telli[3], alors ministre de la Justice et un autre membre du gouvernement dont j'ai également oublié l'identité. Ces deux derniers étaient, comme Sékou Touré, vêtus de blanc. Le repas était simple, composé d'aliments du pays. J'étais placé en face du président guinéen, flanqué d'un côté de Mario Pinto de Andrade et de l'autre de Diallo Telli. Des bruits avaient couru dans les milieux internationaux que ce dernier avait été emprisonné au fameux camp Boiro, d'où l'on sortait rarement vivant. À mi-voix, j'exprimais à Diallo Telli mon plaisir de le revoir. Il répondit d'une voix forte, afin d'être entendu de toute la tablée, et surtout de Sékou Touré : « Tu vois, Henri, je suis bien vivant, en chair et en os. Je sais bien ce qui se dit dans certains cercles, alors que je suis on ne plus heureux et bien pris en charge par le guide suprême de notre Révolution. » Diallo Telli était un Peul, une communauté très dynamique, à laquelle Sékou Touré vouait une haine viscérale. Il dénoncera des « complots peuls », comme Hitler dénonçait les complots juifs, et, trois années après les faits que je rapporte, Diallo Telli sera arrêté, enfermé au fameux camp Boiro où, huit mois plus tard, il rendra l'âme.

Sékou Touré était bien informé tant sur mon parcours politique que sur mes écrits. J'avais à l'époque écrit quelques poèmes, dont le plus connu était *Du côté du Katanga*, et un recueil de nouvelles, *Tribaliques*.

Tout naturellement, la conversation, animée par Sékou Touré, portait sur le drame que venait de connaître la Guinée : l'attaque des mercenaires et

l’assassinat d’Amilcar Cabral. Sans leur imputer quelque responsabilité que ce fût, Sékou Touré fit des allusions à des divergences au sein du PAIGC et aux membres de la « Cinquième Colonne », une expression qu’il affectionnait. La conversation se poursuivit sur l’organisation du PDG (le Parti démocratique guinéen) et la théorie du parti-État. Sékou Touré nous expliqua, avec un luxe de détails, comment dans la capitale, chaque ville, chaque village était quadrillé par un système d’information où tous les faits et gestes étaient épiés, notés, rapportés au chef du quartier qui remontait l’information à l’échelon supérieur et parvenait dans l’instant même au guide suprême. L’un d’entre nous demanda quel était le sort de celui qui ne participait pas aux réunions des cellules de base du système. « C’est un homme mort », rétorqua Sékou. À prendre au sens figuré ?

Il me questionna sur le Parti congolais du travail, qui se proclamait marxiste-léniniste et parti d’avant-garde, se différenciant par là des partis de masse dont tous les citoyens étaient membres de leur naissance à leur trépas. Il affirma que nous étions dans l’erreur, avant de développer sa théorie du parti-État.

En guise de veillée mortuaire pour se recueillir sur la dépouille d’Amilcar Cabral, une soirée théâtrale avait lieu au Palais du Peuple, un vaste édifice de style stalinien construit par les Chinois. La salle était remplie d’une foule entièrement vêtue de blanc. On m’expliqua que c’était la tenue de rigueur et d’apparat, pour toutes les grandes cérémonies ou manifestations. Une manière de gommer les différences sociales. On me plaça au premier rang, à côté du Guide. Celui-ci arriva au volant d’un immense cabriolet américain, vêtu de blanc, à l’instar de tous ses concitoyens qui se levèrent afin de l’accueillir par une ovation et avec une ferveur qu’il m’a rarement été donné l’occasion de voir par la suite. Avant le spectacle, à tour de rôle, et de manière qui voulait faire croire à des gestes spontanés, une jeune femme se levait dans la salle, puis un jeune homme, et encore une autre femme, criant un slogan à la gloire de Sékou Touré, ou condamnant la « Cinquième Colonne », que l’assistance reprenait à l’unisson. Ce rituel accompli, le rideau se leva et commença une pièce dont je n’ai pas retenu le titre sur le modèle de *Minuit*, une création de Fodéba Keïta, que j’avais eu l’occasion de voir au théâtre de la Ville à Paris. Entre-temps, Fodéba Keïta avait été emprisonné au camp Boiro et y mourut en 1969.

La musique était belle, mais la pièce insipide. Théâtrale, dans le pire sens du terme, on y égrenait sur un ton vieux jeu des poèmes émaillés de vocatif. Sékou Touré se pencha vers moi et me chuchota à l’oreille qu’il s’agissait d’un de ses poèmes ; qu’il l’avait écrit après une invasion ratée des mercenaires, pour « aider

les jeunes à dénoncer les membres de leur famille qui appartenaient à la Cinquième Colonne. Il n'ajouta pas, mais je le sus plus tard, que, sans autre forme de procès, ces parents-là étaient pendus sur la place publique.

À la cérémonie d'adieu, devant Ana Maria, la veuve d'Amilcar Cabral, il y eut plusieurs prises de parole. Sékou Touré pour un discours idéologique lu avec une voix de tribun. Avec beaucoup de formules convenues. Je ne me souviens plus si ce fut Augusto Néto ou Lucio Lara qui s'exprima au nom du MPLA. L'intervention de Samora Machel fut ferme, combattante, avec des passages touchants où on sentait que le leader du FRELIMO avait mis sa patte au texte. Je pris la parole. Quelle valeur avaient mes mots à côté de ces hommes qui exposaient leur vie de manière permanente ? Luis Cabral fit un discours qui était à la fois un serment à poursuivre la lutte, une harangue destinée à galvaniser les combattants du front, un programme d'action à l'attention des militants et des partenaires internationaux.

Pour des raisons de sécurité, le corps du paladin de la Guinée-Bissau fut enseveli à Conakry d'où il sera transféré à Bissau, en 1976, lorsque le premier gouvernement de la République indépendante sera reconnu par le Portugal.

1. Organisation de l’unité africaine, devenue depuis lors l’Union africaine.
2. Mouvement populaire de l’Angola.
3. Secrétaire général de l’Organisation de l’unité africaine (OUA), de sa création, en 1964, à 1972.

Dans l'ensemble, Marien Ngouabi a laissé un bon souvenir dans la mémoire des Congolais. Des quinquagénaires d'aujourd'hui, qui étaient des gamins à sa mort, se réfèrent à lui et le prennent pour modèle. Son mépris pour les biens matériels, sa répugnance aux signes extérieurs de richesse, sa simplicité de comportement et son souci d'être proche des plus démunis sont demeurés légendaires. Marien Ngouabi, par ailleurs fervent admirateur de Napoléon et du général de Gaulle, se voulait révolutionnaire. Marxiste-léniniste. Alors qu'il ne découvrit cette idéologie que relativement tard. Pour donner le change, comme tous les nouveaux convertis, il en faisait plus qu'il n'en fallait, agissant au coup par coup, souvent dans le désordre, annonçant quelquefois au débotté des décisions qui prenaient de court ses collaborateurs. C'était un adepte de la révolution permanente. Ainsi passait-on de constitutions en lois fondamentales, pour revenir à une nouvelle constitution. Les remaniements, tant au sein du Parti que dans le gouvernement, étaient monnaie courante souvent sans prendre le soin de prévenir les sortants ou de consulter les entrants. Un soir, choqué parce que l'un de ses ministres, Stéphane Bongo-Nouara, pour lequel il ne laissait pas de montrer de l'affection en privé, l'avait salué une main dans la poche et la cigarette aux lèvres, il chamboula le gouvernement. L'un des exemples de cette instabilité institutionnelle était par exemple le fait qu'un jour la doctrine voulait que les membres du Bureau politique du Parti n'occupassent pas de fonction gouvernementale et que, quelques mois, voire des semaines, plus tard, on déclarait le contraire avant de revenir à l'ancienne formule. La conjuration du 22 février 1972, œuvre d'une partie des membres du comité central du PCT, avait laissé cette instance dégarnie. Quant au Bureau politique, il était réduit à deux personnes, Ange-Édouard Poungui et Marien Ngouabi lui-même. Il fallait combler les vides. Je devins membre du Bureau politique. Aussitôt après, la doctrine du non-cumul des mandats était à nouveau proclamée. Je devais donc abandonner le ministère des Affaires étrangères. Frustré, je fis contre mauvaise

fortune bon cœur. Car pour le dire net, si j'étais disposé à servir l'État pour la construction et le développement de la nation, je répugnais aux appareils du Parti.Le rôle de commissaire politique ne me seyait pas. Chargé des relations extérieures du parti, je veillais à ne pas interférer dans l'action du ministre des Affaires étrangères.

Me sentant désœuvré, je mis à profit les moments de liberté dont je jouissais pour lire. Paradoxalement, ce sont les études sur l'histoire médiévale européenne qui m'offraient sinon des réponses, du moins des pistes de réflexion aux questions qui me taraudaient. Pour la énième fois, je relisais, comme un roman, *La Société féodale* de Marc Bloch et les polycopiés d'Édouard Perroy, dont je ne manquais aucun cours du temps où je préparais ma licence à la Sorbonne. J'ajoutais à ces compagnons de route l'*Afrique ambiguë* et l'*Anthropologie politique* de Georges Balandier. Plus j'avançais dans ces pages, plus j'étais persuadé, comme le laboureur de la fable, qu'un trésor était dedans.

Outre ces lectures, je m'appliquais à occuper mon temps du mieux que je pouvais, en effectuant des déplacements dans les pays où existaient des « partis frères », m'informant sur leur fonctionnement afin de m'organiser le plus rationnellement possible. Ma relation la plus facile était avec les mouvements de libération, notamment avec le MPLA (Mouvement populaire de libération de l'Angola) dont le siège était à Brazzaville.

La personnalité qui m'était la plus proche était Mario Pinto de Andrade, l'un des fondateurs du mouvement. Avant de le rencontrer, en 1966, j'avais entendu parler de lui dans les bureaux des éditions Présence africaine dont il était un collaborateur. J'avais lu ses articles et ses poèmes. Il avait participé au Premier Congrès des écrivains et intellectuels noirs, tenu à la Sorbonne en 1956, à l'initiative d'Alioune Diop. Avec le Mozambicain Marcelino Dos Santos, et le Bisau-guinéen Amilcar Cabral, ils étaient familiers du Moulin d'Andé, géré par Suzanne Lipinska avec l'écrivain Maurice Pons, où de nombreux artistes venaient s'isoler pour travailler. Mario avait pour compagne Sarah Maldoror dont j'apercevais la coiffure afro, avant qu'elle devînt à la mode, au Quartier latin, dans les cafés de la rue des Écoles. À Brazzaville, Mario était fasciné par une ravissante militante du MPLA, Maria de Ceo, ancienne compagne de l'écrivain Pepetela, et ce secret constituait entre nous un objet de taquinerie.

Un autre dirigeant angolais du groupe de Brazzaville était Lucio Lara. C'est par son fils Paolo, et sa fille Wanda, condisciples et amis très proches de ma fille Myriam, que je ferai sa connaissance. C'était un quarteron, que, en raison de son

apparence, et selon leur typologie, les Antillais classeraient dans la catégorie des Mulâtres. C'est-à-dire un individu à l'apparence de Blanc, mais chez qui un œil exercé décèlerait l'ascendance noire. De grande taille, la voix grave, bien timbrée, il parlait un français fluide. Si l'on n'avait pas l'occasion de l'entendre s'exprimer en portugais, lui aussi donnait l'impression d'avoir parlé le français dès le berceau. D'une intelligence exceptionnelle, il était d'une simplicité naturelle. Un moine laïc. C'était le véritable numéro deux du MPLA. Agostinho Neto lui faisait totalement confiance et se reposait sur lui pour tous les contacts avec les autorités congolaises. Marien Ngouabi avait une réelle affection pour l'homme et nous disait souvent que Lucio Lara était selon lui l'image typique du dirigeant révolutionnaire. Je dois dire que les militants congolais, du PCT, de la jeunesse, des syndicats le percevaient comme l'élément qui projetait la meilleure image de l'Angola. Lorsque, en 1979, Agostinho Neto, premier président de l'histoire de l'Angola, atteint d'un cancer du pancréas, décéda, aux yeux de la majorité des Congolais, Lucio Lara aurait dû accéder à la magistrature suprême de son pays. Tel ne fut pas le cas. Lucio Lara refusa la magistrature suprême en avançant que l'Angola n'était pas prête à être dirigée par un Blanc.

Le 26 août 1973, je fus nommé Premier ministre, chef du gouvernement. Ce qui signifiait que le président de la République prenait du recul et me déléguait des attributions auxquelles il était jusqu'alors attaché. Il fut convenu qu'il n'y aurait ni ministre de la Sécurité ni ministre de la Défense. Le chef de la sécurité et le chef d'état-major général rendraient directement compte au président de la République. Dans la réalité, le capitaine Denis Sassou-N'Guesso, qui était à la tête du premier de ces services, et le commandant Jacques Joachim Yhombi-Opango, qui dirigeait les armées, venaient me faire le point une fois par semaine. Me faisaient-ils part de tout ?

Durant cette période où j'étais un acteur important de l'histoire de notre pays, je n'ai pas tenu de journal. Je me suis contenté de prendre des notes sur des situations, des individus, des atmosphères, des détails, en vue de romans que je ne désespérais pas d'écrire un jour.

Pour planter le décor, disons-le tout net, le Congo était alors un pays dans un état de dénuement. Le budget de l'État plafonnait autour de 20 milliards de francs CFA (400 millions de francs français lourds de l'époque). Pour élément de comparaison, il faut savoir que, en 2017, le parlement congolais adoptait un budget arrêté en recettes et en dépenses à la somme de 2 764 milliards de francs

CFA (4 213 millions d'euros, équivalant à environ 110 000 milliards de francs français des années 1970). En ce temps-là, nous étions dans l'impossibilité de dégager des ressources pour le budget d'investissement. Le souci principal était d'assurer, à la fin du mois, la paie des fonctionnaires. Nos ressources budgétaires provenaient presque entièrement de nos recettes douanières et fiscales, c'est-à-dire de fort peu de choses. Sans doute, la production pétrolière avait-elle débuté. Il s'agissait du vieux gisement de la pointe Indienne, dont la production était dérisoire, et du gisement Émeraude, en mer profonde, exploité par la compagnie française ELF, et enfin d'un autre gisement, également offshore, exploité par AGIP, une filiale de l'ENI. L'un dans l'autre, cela représentait une production de mille barils par jour. Comme le prix du baril était extrêmement bas, les recettes étaient insignifiantes. Nous vivions dans l'espoir de voir la production augmenter.

Des rumeurs assuraient que des bateaux pétroliers venus de France mouillaient la nuit au large de Pointe-Noire et repartaient avec leur cargaison de pétrole brut sans que nous pussions exercer le moindre contrôle. Le président d'Elf venait à intervalles réguliers au Congo, était reçu par le président de la République, le Premier ministre et le ministre chargé du pétrole, lequel à l'époque gérait en fait rien de plus que le modeste réseau des stations-service. Il arrivait que Marien Ngouabi s'emportât et prît son ton d'officier pour manifester son impatience. Le représentant d'Elf déployait alors tous ses talents, pour expliquer en termes techniques, dans un langage qui nous était hermétique, que, en tout état de cause, notre pétrole brut était de mauvaise qualité en raison du sel qui s'y mêlait, ce qui dépréciait le produit. Un jour, le président me demanda d'étudier la possibilité de nationaliser les plateformes au large de Pointe-Noire et d'en assurer la production en partenariat avec les « pays frères ». Je convoquai successivement les ambassadeurs de Roumanie, de l'Union soviétique, puis de Chine Populaire. Après avoir consulté leurs pays respectifs, ils me fournirent tous la même réponse : l'exploitation du pétrole offshore dépassait leurs compétences.

Ces considérations nous amenèrent à la conclusion que, s'agissant du pétrole, nous n'avions d'autre choix que le partenariat avec ceux qui possédaient la technique, assuraient le financement et prenaient le risque des recherches futures.

Or, une nouvelle donne émergea. Ce fut, en 1973, ce qu'on appela la première crise pétrolière. Les cours du baril s'envolèrent. L'idée nous vint de faire appel à

un pays à qui la production de pétrole permettait de jouer dans la cour des grands, qui était de surcroît à la pointe des combats des pays du tiers-monde, qui enfin était francophone et nous permettait donc de nous comprendre sans interprète : l'Algérie.

Une délégation de la SONATRACH, la compagnie nationale pétrolière, conduite par son P-DG, Sid Ahmed Ghozali, débarqua à Brazzaville, pour procéder à un audit de notre situation. Parce que je voulais, moi-même, saisir les enjeux et comprendre les principaux mécanismes de la question, je suspendis toutes mes autres activités, réquisitionnai la salle du conseil des ministres, et tins, sans désemparer, pendant plusieurs jours, des réunions avec les experts algériens. Sans remettre en cause les contrats que nous avions passés avec Total, mais en faisant assurer une meilleure mise en œuvre, nous pouvions obtenir immédiatement la somme de 24 milliards de francs CFA, une somme presque égale à notre budget d'alors. Ngouabi comprit tout de suite qu'il ne fallait surtout pas utiliser ce pactole pour le fonctionnement de l'État. J'organisai de nouvelles séances de travail, cette fois-ci avec tous les membres de mon gouvernement afin d'établir une liste d'actions-chocs, visibles, parlantes, ayant un effet d'entraînement. Je la présentai au président de la République afin d'obtenir son aval. Ce fut un événement marquant.

La gestion des affaires publiques, l'animation de l'action gouvernementale, les tournées dans les régions pour ne pas perdre le contact avec le pays profond occupaient le plus clair de mon temps. J'ignorais les jeux de la politique politicienne.

Pendant ce temps, d'autres y consacraient tout leur temps.

Ici, il faut dire quelques mots d'un étrange personnage, Sékou Traoré.

J'avais fait sa connaissance au temps de nos années FEANF. C'était l'un des activistes les plus bruyants de la section guinéenne. À l'issue d'une manifestation de grande envergure contre la guerre d'Algérie à laquelle nous avions participé, le gouvernement français décida d'expulser avec un préavis très court les étudiants guinéens qui avaient été surpris dans le cortège. Sékou Traoré était du nombre. Comme la FEANF disposait d'un quota de bourses dans les pays communistes, jusqu'alors inutilisées, nous en fîmes bénéficier nos camarades victimes de la répression. Je fus celui qui signa les documents leur permettant de se rendre derrière « le rideau de fer ». Sekou Traoré fut envoyé en Pologne où il poursuivit des études dans la discipline de son choix, les mathématiques. Quelques années plus tard, alors que je venais d'être nommé

ministre de l'Éducation nationale de mon pays, et que Mambou Aimée Gnali était notre directrice générale de l'Enseignement, je reçus un message inattendu de Sékou Traoré. Dans un télex, alors le moyen de communication le plus rapide, il se rappelait à mon bon souvenir, soulignant notre ancienne fraternité de combat et expliquant le tragique dilemme face auquel il se trouvait. À la fin de leur formation, les pays communistes, de manière intraitable, intimaient l'ordre aux étudiants africains de rentrer chez eux se mettre au service de leurs pays. Or, la Guinée, après avoir soulevé tant d'espoirs, dérivait vers une dictature féroce sous le signe du culte de la personnalité. Tout intellectuel était considéré par Sékou Touré comme un esprit trop indépendant, critique, et partant un opposant potentiel. Pour avoir dénoncé de Pologne la tournure que prenait le régime, notre camarade Sékou Traoré devenait, pour les autorités de son pays, une cible à abattre. Il aurait été, dès sa descente d'avion, arrêté et, vraisemblablement, conduit au camp Boiro, le goulag guinéen.

Afin de donner un caractère privé à son accueil, je demandais à mon directeur de cabinet de se rendre à l'aéroport pour recevoir notre hôte en prenant la précaution de ne pas utiliser son véhicule de fonction, mais sa voiture personnelle. Entre-temps, j'avais pu mettre le chef de l'État, que je connaissais à peine, au courant de cette situation. Pris en charge par mon ministère, Sékou Traoré logeait dans une auberge appartenant à l'organisation de la jeunesse congolaise. Tandis que s'effectuaient les formalités pour lui trouver un poste d'enseignant à l'université, je le recevais fréquemment chez moi.

Malgré ces précautions, l'affaire prit une tournure diplomatique que je n'avais pas soupçonnée. L'ambassadeur de Guinée fit une démarche auprès de notre ministère des Affaires étrangères dont le titulaire était en mission à l'étranger. Dans ces circonstances, j'étais chargé d'assurer l'intérim de celui-ci et donc de recevoir le diplomate guinéen. Habituellement, il avait à mon égard une attitude fraternelle, me donnant du camarade à chacune de ses phrases. Dans la circonstance, j'eus en face de moi un autre personnage et notre échange prit vite une tournure aigre-douce. Il venait protester de ce que « le Congo offrît l'asile à un ennemi du peuple guinéen ».

J'utilisai ma position pour accélérer la nomination de Sekou Traoré à l'université et lui obtenir un logement parmi ceux qui étaient réservés au coopérant.

Un peu plus tard, mon épouse, Nirva, enseignante à l'université, m'apprenait que le président de la République était venu suivre un cours à la faculté. Je

demandais à être reçu par le chef de l'État. Nous eûmes un long entretien.

Au lendemain de l'Indépendance, l'armée congolaise était dépourvue de cadres. Un appel d'offres avait été lancé à des anciens enfants de troupe pour une formation accélérée dans des écoles militaires françaises à l'issue de laquelle les éléments sélectionnés reviendraient au pays avec le grade d'officiers. Ainsi, Marien Ngouabi n'avait pas eu le loisir de passer son baccalauréat. Or, la formation suivie dans l'ancienne métropole lui avait fait prendre conscience de l'importance des études. Tant et si bien qu'il s'était présenté à l'examen spécial d'entrée en faculté. Il fut reçu avec succès. Toutefois, les contraintes du métier des armes l'avaient empêché de tirer profit de son diplôme alors qu'il ne cessait de nourrir une nostalgie pour des études scientifiques. À bout d'arguments, je lui proposai un compromis. Il suivrait ses cours et se préparerait aux examens sans se rendre à la faculté. Il m'indiquerait les disciplines imposées par son cursus et je mettrais à sa disposition les enseignants appropriés. Des manières de précepteurs. Pour les mathématiques, je choisis Sékou Traoré.

J'avais sous-estimé la place que l'idéologie tenait chez notre camarade. Selon lui, l'avenir du monde et celui de l'Afrique ne trouveraient de solution satisfaisante à leurs problèmes hors du marxisme-léninisme tel qu'il lui avait été enseigné en Pologne. Il savait gré au Congo de l'avoir accueilli, mais trouvait que la révolution restait à accomplir. J'ignorais qu'en dehors de ses cours il prêchait avec constance et persévérance sa parole dans les milieux des professeurs et des étudiants congolais.

Profitant de sa proximité avec le chef de l'État, Sékou Traoré ne se contenta pas d'être le professeur de mathématiques de Marien Ngouabi, il devint son mentor, son gourou.

Quand il voulait donner des coups de pied dans la fourmilière, Marien Ngouabi choisissait les derniers jours de l'année. Comme s'il s'ennuyait au moment des fêtes et voulait avoir son monde politique autour de lui. C'est le 31 décembre 1968 qu'est créé le Conseil de gouvernement de la République et qu'il devient chef de l'État, c'est dans les derniers jours de l'année suivante qu'est convoqué le congrès créant le Parti congolais du travail qui, dans la foulée, institue la République populaire du Congo, change l'hymne et le drapeau de la nation…

À l'issue d'une séance de travail, en tête à tête, portant sur des questions précises de gestion du pays, à la fin de l'année 1974, le chef de l'État me demande de rester encore avec lui pour un entretien libre sur la situation du

Congo. À cette occasion, il m'indique son insatisfaction sur plusieurs membres du gouvernement et m'incite à opérer un remaniement.

Parmi les Congolais de l'étranger, deux noms me vinrent à l'esprit. Mambou Aimée Gnali et Gérald Félix-Tchicaya, plus connu sous son nom de plume, Tchicaya U'Tamsi, que je contactai immédiatement par téléphone. Mambou Aimée Gnali, alors à l'Unesco, déclina ma proposition. Quant au second, je savais qu'il ambitionnait de jouer un rôle dans la vie publique. Ne m'avait-il pas dit, à plusieurs reprises, avec un ton de frustration, que le Mali, le Zaïre, plusieurs pays dans le monde, le consultaient sur leur système éducatif, alors que le Congo, son pays, l'ignorait ? Il accepta ma proposition sur-le-champ, mais souhaitait venir débattre du contenu. Je lui fis parvenir un billet et, durant son séjour, il prenait un grand nombre de ses repas à ma résidence de fonction. Sa personnalité, son parcours personnel, ses centres d'intérêt faisaient de lui le ministre de la Culture que nous n'avions jamais eu et qui possédait tous les atouts pour révolutionner et promouvoir la vie culturelle du pays. Mais à ses yeux, ce ministère serait vide de sens si celui du Tourisme ne lui était pas rattaché. Je trouvais l'idée excellente et la fis mienne. Il me demanda un temps de réflexion et revint le lendemain en disant que je le sous-estimais ; qu'il souhaitait être nommé à la tête d'un grand département qui comprendrait l'Éducation nationale dans sa totalité ainsi que la Culture telle qu'il me l'avait définie la veille. C'était me placer face à une immense difficulté. Dans ces années-là, les syndicats et l'organisation de la jeunesse du parti unique pesaient d'un grand poids dans la vie politique. Prendre des décisions qui touchaient leur domaine sans les consulter était s'exposer à de grands risques. Sans doute Gérald jouissait-il d'une notoriété internationale dans le domaine littéraire, mais aucun de mes interlocuteurs congolais n'avait lu ses poèmes et la fonction de poète n'impressionne pas ceux pour qui un joueur de football ou un chanteur à la mode sont plus utiles à la nation. Finalement, nos pourparlers prirent la tournure d'un dialogue de sourds. Je demandai au chef de l'État de recevoir Félix-Tchicaya. Marien Ngouabi chercha à séduire le poète et resta ambigu dans ses propos, me laissant le soin de me dépatouiller dans ce sac de nœuds. Tchicaya U Tamsi repartit à l'Unesco.

Finalement, je présentai au président de la République une liste bien dosée selon les critères de la vie politique congolaise d'alors. J'y faisais figurer des caciques du Parti et confirmais à des postes régaliens clés les « patriotes » qui bénéficiaient de la confiance totale du chef de l'État.

Pendant ce temps, Sékou Traoré faisait régner un climat délétère dans l'université. Je sous-estimai la question.

Patiemment, mais obstinément, Sékou Traoré utilisait sa proximité avec Marien Ngouabi pour jouer les gourous, persuadant le chef de l'État de la nécessité de donner un coup de pied dans la fourmilière.

Sur la place de la gare de Brazzaville, dans une harangue mémorable, au cours de laquelle les idées se bousculaient et allaient dans tous les sens, Marien Ngouabi dénonça les tortues à double carapace[1], s'en prit à « ceux qui étaient montés trop vite et trop haut » et qui devaient retourner faire leur école à la base avant de clore son discours, comme il était d'usage, en scandant des anathèmes contre le colonialisme, le néocolonialisme, l'impérialisme et les fourbes. Comme il avait des lettres, cela donna ceci : « À bas les fourbes et les fourberies de Scapin. » Et la foule reprenait en chœur, avant que le tribun n'ajoute et ne fasse répéter : « À bas les fourberies de Scapin. »

Qui étaient ces tortues, ces fourbes et ceux qui « étaient montés trop haut et trop vite » ? Nul n'était désigné, mais, dans les quartiers populaires de Poto-Poto, Moungali, Talangaï, Bacongo, Makélékélé, « radio-trottoir » citait des noms.

1. Parce que dans nos contes ce n’est pas le caméléon, symbole de l’élégance et de la coquetterie (puisqu’il change de vêtements à plusieurs reprises) qui incarne la duplicité, mais la tortue.

Peut-être ai-je eu tort de ne pas changer mon programme de visites à l'étranger – en Chine, au Sénégal, en France – et de négliger la situation qui s'y développait et l'influence de plus en plus grande que Sékou Traoré prenait sur notre président. Un Raspoutine avec le côté lubrique en moins.

En Chine, j'avais trois missions : pratiquer un échange d'informations et d'opinions sur la situation des deux pays et sur la politique internationale ; obtenir la reconnaissance du Mouvement populaire de libération de l'Angola (MPLA) ; acquérir le financement d'un certain nombre de projets économiques et sociaux.

Après onze heures de vol, désorientés par le décalage horaire, à potron-minet, nous atterrissons à Pékin. C'est l'hiver, il fait encore nuit et des projecteurs éclairent l'aéroport. Du haut de la passerelle, je ressens le froid vif. Mon manteau, coupe banquier, me réchauffe à peine. En bas des marches de la passerelle, un homme, court sur pattes, trapu, sans cou, une grosse tête carrée, disproportionnée par rapport au corps, m'attend. Il est immobile, la tête nue, le manteau par-dessus sa tenue Mao. C'est Deng Xiaoping, le vice-Premier ministre chinois. Depuis quelques années, il est le Premier ministre par intérim et dirige le gouvernement du pays en lieu et place de Zou En Lai, malade. Deng Xiaoping est flanqué d'un interprète qui, dans un français parfait, sans le moindre accent, me présente les dignitaires, les ministres et les membres du Bureau politique, venus nous accueillir. Le ministre des Affaires étrangères n'est pas non plus présent. Pour d'autres raisons que Zou En Lai. Proche de la « bande des quatre », il a été démis de ses fonctions. Son intérim est assuré par un homme à la silhouette élancée, aux branches de lunettes fines, en métal. Même dans la tenue Mao, il est d'une rare élégance, toujours souriant. À l'époque on voyait son portrait dans tous les médias chinois et internationaux. Je m'en veux

d’avoir aujourd’hui oublié son nom. Je n’entends pas celui des autres dignitaires, que me chuchote l’interprète, mais je fais semblant du contraire, serre machinalement la main de chacun, hochant la tête, adressant un sourire égal à tous. Après l’exécution des hymnes nationaux de nos deux pays, un détachement militaire nous présente les honneurs au pas de l’oie.

Dans un fond sonore de tambours, de tambourins et de cymbales, nous avançons entre deux haies de danseurs et de danseuses en tenues traditionnelles. Ils exécutent des danses, des rondes, comme sur une scène d’opéra. Au milieu de gigantesques bouquets de fleurs, des jeunes filles aux visages de poupées, avec de longues nattes dans le dos, rivalisant de grâce, font des révérences dans des pas de danse de je ne sais quelle province. Des banderoles et des calicots rouges aux idéogrammes dorés, avec la traduction française à côté, proclament la « Bienvenue au Premier ministre et à madame Henri Lopes ».

Au bout du tapis rouge qui indique notre parcours, de grosses limousines aux vitres arrière occultées par des rideaux kaki nous attendent. Prévenant, l’agent du protocole m’invite à monter à l’arrière du véhicule en plaçant sa main gantée au haut de la portière pour faire office de coussin protecteur au cas où mon crâne viendrait à le heurter.

Deng Xiaoping est assis à ma gauche. À la sortie de l’aéroport, il me pointe du doigt la foule massée sur les deux côtés de la route brandissant des calicots. Une foule alignée pendant plusieurs centaines de mètres. Je ne sais quoi dire, sinon quelques banalités que l’interprète, assis sur le siège avant, traduit au vice-Premier ministre, provoquant un hochement de tête de sa part. Le jour commence à poindre.

Afin de meubler le silence, j’entame la discussion en indiquant à mon hôte les points que je compte aborder durant notre séjour. Je sais qu’il est au courant. Leur ambassade à Brazzaville et notre ministère des Affaires étrangères ont déjà eu des rencontres pour préparer mon voyage. Mais je déflore déjà mon sujet sur un point : la situation en Angola en soulignant la représentativité du Mouvement populaire de libéraion de l’Angola (MPLA) d’Agostino Neto. C’est que, paradoxalement, les Chinois soutiennent l’UNITA de Jonas Savimbi, qu’appuient également Mobutu et le régime d’apartheid de l’Afrique du Sud. Les Chinois invoquent deux arguments : la présence plus effective du leader de l’UNITA dans le maquis et le fait que la direction de ce parti serait plus authentique. Traduction : les leaders du MPLA sont en majorité des mulâtres à peau claire, alors que ceux de l’UNITA sont des Noirs. Je fais remarquer que

c’est avec le Zaïre que l’Angola possède la frontière la plus longue. Chaque fois que les militants du MPLA s’aventurent à emprunter ce passage, les services de sécurité zaïrois les capturent et les livrent à l’UNITA qui les élimine.

Nous arrivons dans une propriété entourée de hauts murs. Dès la sortie de notre limousine monte une odeur de fumier. On nous explique que, dans le cadre de la Révolution culturelle, les jardins fleuris, signe de l’esthétisme bourgeois, ont été remplacés par des potagers plus utiles, car ils permettent de nourrir les masses populaires.

Depuis un certain temps Mao Zedong ne faisait plus d’apparitions publiques et je savais Zhou Enlai malade. Je n’espérais pas les rencontrer. On m’annonça que, dès le lendemain de mon arrivée, je rencontrerais le second. Zhou Enlai était à mes yeux d’alors une personnalité plus séduisante que Mao. Issu d’une famille mandarine, intellectuel brillant dont je me rappelais les séances de nuit avec notre vice-président, le commandant Raoul, il s’était dans sa jeunesse rendu en France, avec son compagnon Deng Xiaoping, où il aurait travaillé comme ouvrier dans les usines Renault. Il avait été une des figures majeures de la fameuse conférence de Bandung qui marqua l’émergence des quelques pays alors nouvellement indépendants et où fut condamné le système colonial avec engagement d’aider les mouvements de libération. Ce fut surtout lui qui, durant la Révolution culturelle, source d’un incalculable gâchis matériel et humain, protégea certains cadres de la fureur irrationnelle des Gardes rouges, et maintint en place une administration et des institutions mises à mal par les hordes d’ultras. Outre son intelligence, son prestige tenait aussi à sa beauté.

Il nous reçoit à la clinique. Sur son visage aucune trace de sa maladie. C’est lorsque nous nous prenons dans les bras pour une accolade fraternelle et virile que je sens ses os. Ce fut Zhou Enlai qui entama la conversation : « Alors, dès votre arrivée, vous avez soulevé la question de l’Angola. » Effectivement, depuis avril 1974, avec la révolution des œillets au Portugal, les choses avaient radicalement changé dans ce pays. Le FLNA de Holden Roberto, appuyé par le Zaïre de Mobutu, tandis que l’UNITA de Jonas Savimbi, soutenu par l’Afrique du Sud raciste et les États-Unis, redoublent d’efforts pour prendre le pouvoir à Luanda. Les Sud-Africains se sont engagés physiquement dans la bataille. C’est une armée bien entraînée et qui connaît le terrain. Le soutien des Soviétiques au MPLA se limite à l’envoi de matériel. Cela suffit pour que les Chinois, suivant leur théorie des « Trois mondes », se rangent du côté de l’UNITA, entraînant dans leur sillage la Corée du Nord. Les Cubains dont la fibre internationale est

spontanée se sont également engagés dans l'autre camp en envoyant au MPLA des contingents presque exclusivement composés de Noirs. La végétation de l'Angola est semblable à celle des pays tropicaux de l'Amérique latine, dont le Brésil. N'est-ce pas un laboratoire pour entraîner les troupes cubaines à apporter leur aide dans un proche avenir aux soulèvements qui pourraient se produire en Amérique du Sud ? En tout état de cause, c'est par le Congo, notamment par le port de Pointe-Noire, que le matériel soviétique et les troupes cubaines sont acheminés vers l'Angola.

Lors des déplacements dans la capitale chinoise, je profite des temps morts de la conversation pour écarter les rideaux de la voiture. Le spectacle de la vie quotidienne dans les rues pékinoises me fascine. Les pelotons de cyclistes se déplaçant dans de larges avenues, sans véhicules, et mettant le pied à terre de manière disciplinée aux feux rouges, des groupes de gens âgés faisant de la gymnastique dans les parcs, des paysans à larges chapeaux de paille, à la peau tannée et burinée par le soleil, égarés dans la capitale, des groupes de militaires en permission en visite sur la fameuse place Tian' anmen, une impression de vie spartiate, rigoureuse, sans sourire, sans humour, sans improvisation. Une scène captée dans un éclair me perturbe. Un homme poussant une lourde charrette a failli couper le trajet du cortège. Un policier le sermonne durement et je lis la détresse sur le visage du malheureux.

Un banquet a été prévu. Dans la voiture qui nous y emmène, l'interprète m'informe que, « après le deuxième plat chaud », le vice-Premier ministre prononcera un discours. Je lui répondrai « après le troisième plat chaud ». Un rituel qui s'accomplit dans une atmosphère à la fois simple et grandiose. Simplicité dans la tenue vestimentaire des convives, pompe et majesté dans l'immensité de la salle, dans le nombre des convives, dans l'ornementation florale, dans l'accompagnement musical. Tous les Chinois ont la même tenue. Celle que les uns appellent Mao, d'autres Sun Yat Sen, boutonnée au cou, sans cravate. Tantôt bleues, tantôt grises, rarement noires. Tous, hommes ou femmes, chaussés de pantoufles noires, semblables à des charentaises. Chez les dames aucune toilette, elles portent la même tenue que les hommes. Dans une salle de marbre bichonné, une forêt de colonnes avec une décoration d'intérieur monacale.

Pour la photo de famille, nous posons devant un tableau chinois de facture traditionnelle. Conscients de participer à un moment important de notre vie qui va être fixé pour la postérité, nous nous efforçons de prendre des poses

avantageuses, tandis que les responsables chinois veillent à adopter des attitudes humbles et modestes.

Comme annoncé, après le deuxième plat chaud, Deng Xiaoping gravit les marches d'une scène immense afin de lire son discours. Deux ou trois courts paragraphes en chinois avant de se faire relayer par un interprète qui, dans un français parfait, sans accent et dans une élocution exemplaire, lit le corps de l'adresse. Des phrases convenues, avec moins de colonialisme, et d'impérialisme, qu'on aurait pu le penser. Plus tard, les spécialistes de la délégation m'expliqueront que chaque phrase, chaque mot devait être décodé : les Chinois ne nous considéraient pas comme un pays socialiste, encore moins communiste, mais comme une démocratie populaire nationale, parachevant sa libération et engagée dans sa tâche de construction nationale. Nous ne sommes pas à leurs yeux, comme le rêvent certains d'entre nous, des alliés du camp socialiste, mais un pays ami, un pays frère, engagé dans une lutte commune de libération.

Lorsque j'avais demandé à notre ambassadeur à Beijing s'il ne s'ennuyait pas dans ce vaste pays dont il ne connaissait pas la langue, il m'avait répondu que, au contraire, il n'avait jamais eu un emploi du temps aussi chargé. Chaque jour, chaque soir, il y avait un événement auquel il était tenu d'assister ; qu'un de ses collègues qui s'était dispensé d'une cérémonie avait vu arriver chez lui, le lendemain, des fonctionnaires du ministère des Affaires étrangères s'enquérir de sa santé.

Notre programme était à l'image de cette vie trépidante. Aucun instant de répit ne nous était laissé. Sans que j'en fisse la demande, on m'organisa une rencontre avec le prince Norodom Sihanouk. Il était logé dans un palais somptueux, mais dont la décoration intérieure était à l'image du pays. Austère. Les fauteuils et les canapés étaient recouverts d'une housse blanche. J'étais content de revoir le prince. Il était venu en visite d'État au Congo avec son épouse, la princesse Monique, qui, elle, avait vécu quelques années de son enfance à Pointe-Noire, notre capitale économique. Il nous reçoit avec force démonstrations de joie que, n'eût été son rang, on aurait pu prendre pour de l'obséquiosité. Il nous garde à déjeuner. C'est un plaisir de l'écouter. Jouant d'un timbre de voix aigu, il passe de la fermeté à la plainte et cabotine durant tout le repas. Sous le regard d'acier de Ieng Sary, alors ministre des Affaires étrangères du Gouvernement royal d'Union Nationale du Kampuchéa. Celui-ci

est le voisin de table de Nirva avec laquelle il échange quelques mots qui confirment notre impression : il est les yeux et les oreilles des Khmers rouges. Le plus clair de la conversation tourna autour de la situation du Cambodge, où le prince avait fait quelques incursions, dans les zones contrôlées par les Khmers rouges.

Des informations que je possédais et de celle que me confiait notre ambassadeur, Dieudonné Itoua, je m'étais forgé la conviction que nous ne rencontrerions pas le président Mao Zedong. À défaut, je souhaitais rapporter une photo où je figurais à sa gauche, lorsque je vins en Chine dans la délégation conduite par le commandant Alfred Raoul. Dans les nombreux déménagements qui ponctuaient ma vie, j'avais égaré ce document. J'en fis la demande au ministre de l'Agriculture, dont j'ai oublié le nom, qui était chargé de nous accompagner durant notre tournée dans les provinces. La réponse me parvint juste avant d'embarquer dans l'avion spécialement affrété pour nous conduire à Shanghai. On ne conservait pas les clichés aussi anciens. En fait, cela faisait seulement six ans. J'insistai en déclarant que la Chine était trop bien organisée pour ne pas retrouver un document d'archives aussi récent.

Nous avons visité Shanghai. Des usines. Dont je ne comprenais pas les explications détaillées que me traduisait mon interprète. Il n'y avait rien à comprendre sinon que dans le mouvement de la Révolution culturelle, c'était vraiment la classe ouvrière qui dirigeait l'entreprise. Les ingénieurs et les cadres techniques étaient suspectés par les Gardes rouges. Trop bureaucratiques, trop bourgeois, ils avaient été envoyés en rééducation à la campagne. Au cours de la visite d'une commune populaire, dans les environs de la grande métropole chinoise, j'eus la surprise de voir s'effacer mon interprète à l'élocution française du XVIe arrondissement de Paris. Il m'expliqua qu'il ne comprenait pas le chinois du Sud. Mais que toutefois, qu'on parlât le mandarin du Nord, ou les différentes variantes régionales de chinois de ce pays d'un milliard d'habitants et d'une superficie de 9 600 000 kilomètres carrés (soit vingt-huit fois le Congo et 17,5 fois la France), tout le monde se comprenait par la lecture d'idéogrammes communs.

À Shanghai, aussi bien que dans le Hounan, ou qu'à Shaoshan, la ville natale de Mao Zedong, tout comme à Guilin, et tout comme dans l'île de Hainan, nous eûmes droit, à nos descentes d'avion, comme sur les différents sites visités, à une réception du même acabit qu'à notre arrivée à l'aéroport de Beijing.

À Guilin, les conditions de logement étaient inférieures à ce à quoi nous

avions été habitués. Ce n'était pas encore le centre touristique qu'il est devenu, selon ce que l'on me dit aujourd'hui. Seuls les Chinois y avaient alors accès. Nous étions la deuxième délégation étrangère, après celle du prince Norodom Sihanouk, à la visiter. La promenade sur le fleuve, entre les collines de calcaire karstique, semblables à celles qu'on peut admirer dans la baie d'Along, au Vietnam, mais aussi dans le Périgord et dans les Dolomites, fut un ravissement pour Nirva. Plaisir des yeux, mais aussi de l'esprit, car, géographe de formation, elle avait lors de ses études à la Sorbonne étudié ce phénomène géomorphologique qu'au demeurant elle enseignait à ses étudiants de l'université de Brazzaville.

Je sais aujourd'hui que l'île d'Hainan est un haut lieu du tourisme international où le Club Méditerranée a implanté l'un de ses villages. Tel n'était pas le cas quand nous la visitâmes. On nous emmena sur un site où se construisait un immense barrage. Une foule énorme de gens, dont on nous prétendit qu'il s'agissait de volontaires, transportait à la chaîne, à un rythme endiablé, encouragé par des haut-parleurs, des paniers de terre. Ces « volontaires » n'affichaient aucune ardeur, aucune joie, sur leur visage. Lorsqu'un de ces travailleurs s'approcha trop près de moi, le militaire chinois qui doublait mon officier d'ordonnance s'interposa et repoussa l'homme si brutalement qu'il trébucha. Hainan Do, au large du Vietnam, est en fait situé dans la zone tropicale humide. J'avais tombé la veste et l'atmosphère d'étuve nous faisait transpirer. On nous convia à nous reposer à l'ombre où l'on nous servit à boire. Je vis que le ministre de l'Agriculture, chargé de me chaperonner, mettait des glaçons dans son verre de thé. Savourant ce breuvage désaltérant, je demandai à mon hôte s'il s'agissait d'une coutume chinoise. « Non, me répondit-il, je crois qu'il s'agit d'une coutume congolaise. » Dieudonné Itoua, notre ambassadeur servi le premier, avait trouvé son thé trop brûlant pour la température ambiante et avait réclamé des glaçons qu'il avait versés dans sa tasse. Par politesse, tous les Chinois autour de lui avaient accompli le même geste et avaient trouvé la boisson désaltérante.

Le soir, Nirva me confia qu'elle suspectait les travailleurs construisant le barrage d'être des forçats. Quelques années plus tard, lors de la débâcle de la Révolution culturelle, nous lûmes des articles confirmant l'intuition de ma femme. Nous avions été dans un « goulag » chinois.

Au terme de notre visite, de retour à Beijing, nos hôtes, empruntant un visage de circonstance, nous apprirent que, à leur grand regret, il ne me serait pas

possible de rencontrer le Grand Timonier ; qu'il ne fallait pas m'en formaliser. Le Guide suprême de la Révolution culturelle se trouvait en tournée dans les campagnes.

Un an et demi plus tard, il ne sera plus possible de dissimuler la réalité, le monde apprendra le décès du Grand Timonier.

Le jour de notre départ, au moment des dernières effusions avec l'équipe qui nous avait escortés durant notre décade chinoise, le ministre de l'Agriculture, dont on m'apprit qu'il était un érudit, tint à m'offrir un dernier présent. C'était la photo où je figure, en 1969, à gauche de Mao Zedong. Ce n'était plus tout à fait la même. L'originale était un cliché réalisé avec l'aide d'un objectif grand-angle. Lin Piao, le leader de la « bande des quatre », entre-temps tombé en disgrâce avant que son avion soit abattu, y figurait. La photo qu'on me tendait ne comprenait plus que les personnalités situées au centre de la composition. À ma gauche, en tenue claire, Dong Biwu, le président de la République par intérim, puis plus personne. Lin Piao avait disparu.

Au cours de récents déménagements, j'ai retrouvé la première photo. Elle n'a de valeur que mise en regard de la deuxième.

Mwalimu ? Un vocable swahili qui veut dire *molakissi* en lingala, le maître d'école en français. Le premier président du Tanganyika, puis de la Tanzanie, indépendante, avait officiellement instruit le protocole de son pays de l'appeler ainsi et non pas professeur, ou docteur, ou excellence, et encore moins le père, ou le guide suprême, de la nation. Il était toujours vêtu d'une tenue tropicale, en toile légère et de ton clair, sombre pour les occasions officielles, sans col, à la manière des tailleurs Chanel. Par un phénomène de mimétisme bien connu, ses ministres se vêtaient de même, avec, à l'occasion des soirées officielles, pour les plus élégants, une variante que les Congolais de Brazzaville auraient qualifiée de « demi-Dakar », c'est-à-dire de deux pièces : veste blanche, pantalon noir. Ou l'inverse.

De son maintien, de son parler (un anglais châtié), par sa conduite, dans la vie publique, aussi bien que privée, émanait une autorité sans apparat. Son humour, sa finesse, un sourire malicieux qui constituait l'une de ses signatures rehaussaient une redoutable intelligence. Une moustache à la Charlie Chaplin, sans doute en souvenir d'une mode du temps de sa jeunesse, représentait sa seule fantaisie. Dans les moments de tension, il suçait discrètement un cure-dent.

Je l'accompagnai à Pointe-Noire. Dans l'avion, il était flanqué de son interprète, Anar Kassam, une Tanzanienne d'origine indienne, dont la beauté fascinait Marien Ngouabi. Son épouse, très discrète, à l'allure de *mama* traditionnelle avec un enfant dans ses bras, l'accompagnait également. Je ne comprenais pas leurs échanges en kiswahili, mais je percevais entre eux un moment de réflexion commune. Un moment dont ils avaient besoin, pour se récréer, pour prendre de la distance vis-à-vis de l'appareil politique et étatique, broyeuse de personnalité et qui écarte de la réalité. Elle était sa compagne au sens fort du terme.

Brisant un moment de silence, je demandai au Mwalimu l'âge de son fils.

« Vous parlez sérieusement, Lopes, ou bien seriez-vous un flatteur : vous pensez qu'à mon âge je peux encore avoir un enfant aussi jeune ? » C'était l'un de ses petits-fils. À l'époque, j'évaluais mal les âges et aujourd'hui il m'arrive encore de commettre des bourdes sur le sujet. Par la fraîcheur de son propos, l'audace de ses idées, Julius Nyerere aurait pu appartenir à ma génération, même si par son expérience et sa sagesse, il avait le ton et la manière d'un aîné, voire d'un père, disons d'un parrain. J'oublie de noter que le Mwalimu est l'auteur de la version kiswahili du *Jules César* de Shakespeare.

Je l'ai revu, en 1977, à l'occasion de l'unification des deux partis de la Tanzanie (le Tanu du Tanganyika et l'Afro-Shirazi de Zanzibar) en un seul, le Chama cha Mapinduzi, parti de la révolution en kiswahili. En marge de la cérémonie, il me reçut chez lui, à Dar es Salaam. Une habitation modeste qu'il avait acquise, précisait-il, à la faveur d'un prêt bancaire que tout citoyen tanzanien pouvait obtenir.

Notre dernière rencontre eut lieu à l'Unesco. Il était l'invité du Conseil exécutif, une des instances délibératives de l'Organisation, composée à l'époque des représentants d'une quarantaine d'États membres. Le président du Conseil l'introduisit en le présentant comme un membre de la noblesse tanzanienne. Quand le Mwalimu prit la parole, il commença, son sourire malicieux aux lèvres, par remettre les choses au point. Le titre de noble l'amusait, ajoutant que tout au plus son père ou sa mère avaient-ils été à la tête d'une modeste chefferie, mais qu'il trouvait le mot de « noblesse » un peu exagéré, en tout état de cause, inapproprié, pour sa véritable condition sociale. Le lendemain, il s'adressa à un public plus large face à un parterre d'ambassadeurs, de journalistes, et surtout de nombreux Africains. C'était au lendemain du fameux discours de La Baule, par lequel le président François Mitterrand conditionnait la poursuite de la coopération entre la France et les pays africains à une ouverture démocratique, en mettant l'accent sur l'abolition du système de parti unique et le besoin d'apporter une attention plus grande au respect des droits humains. Se livrant à une réflexion à haute voix, le Mwalimu, à contre-courant des idées alors en vogue, nota qu'il existait sur le continent africain des pays où, dans un système de parti unique, il n'y avait pas eu d'atteinte aux droits de l'homme et où la lutte contre la corruption s'était montrée efficace. Il ne cita aucun État, mais je pensai au Cap-Vert et à son propre pays, la République unie de Tanzanie. Dans un survol historique, il fit remarquer que les grandes démocraties européennes avaient pu établir le socle de leur société sur le travail institutionnel et l'accumulation capitaliste, opérés par d'anciennes royautés et d'anciens

généraux soulignant par ailleurs que l'Afrique avait manqué de dirigeants à poigne de fer et à la pensée éclairée (je pensais à Mustafa Kemal Atatürk) ; que les conférences nationales « souveraines » avaient certes donné naissance à de nombreux partis, quelquefois à un pullulement d'organisations politiques sans qu'on puisse pour autant affirmer que là où celles-ci étaient les plus nombreuses fleurissaient les démocraties à visage humain.

En 1985, le Mwalimu Julius Nyerere s'est retiré de la vie politique en laissant en place les conditions pour une démocratie multipartiste parmi les mieux réussies en Afrique noire. Il a disparu, avec son siècle, en 1999. Il avait soixante-dix-sept ans. Il n'existe aucune biographie sérieuse de ce patricien noir, en sandales, qui, à l'instar de Cincinnatus, quitta le moment venu le pouvoir pour une véritable retraite.

Comme disait Nyerere, toujours à l'Unesco, « je défie Mme Thatcher, Ronald Reagan, M. Mitterrand, ou Mao Zedong, de venir diriger un pays d'Afrique ». Il ne pensait pas bien sûr que les Africains sont des peuples indécrottables, mais que pèsent sur nos sociétés non seulement les séquelles des traites négrières (transatlantiques, transsahariennes, des côtes de l'Afrique orientale vers les pays arabes du Golfe), l'exploitation coloniale – qui permit l'accumulation capitaliste de l'Europe et de l'Amérique – mais aussi le poids de cultures complexes encore mal élucidées. « Sans unité, les peuples d'Afrique n'ont pas de futur, sauf comme perpétuelles et faibles victimes de l'impérialisme et de l'exploitation[1]. » Il m'exprima son regret de n'avoir pas réussi à convaincre les dirigeants de l'Ouganda et du Kenya de s'associer à la Tanzanie pour former une fédération est-africaine. Un panafricanisme qui cependant, au point d'irriter certains autres dirigeants africains, ne le conduisit pas, au nom de la non-intervention dans les affaires intérieures d'un pays voisin, à fermer les yeux sur l'inacceptable. Outré par les crimes du bouffon sanguinaire Idi Amin Dadda, il entreprit ouvertement de renverser ce dernier.

C'est en 1973, ou 1974, que Léopold Sédar Senghor effectua une visite officielle chez nous. Bien que peu d'entre eux l'eussent lu, nos dirigeants le considéraient avec hauteur, comme un poète, un rêveur, égaré en politique, qui gouvernait son pays en dilettante, abandonnant les rennes du pouvoir à son Premier ministre, son gouvernement et, surtout, aux Français. Certains avaient même fait une démarche auprès de Ngouabi pour s'indigner de la venue d'un tel « réactionnaire, d'un valet du néocolonialisme français ». À tout prendre, poète

politique pour poète politique, de manière générale, les Africains de ma génération, contaminés par le virus politique, préféraient (et trouvaient plus africain) l'Antillais Aimé Césaire. Ce dernier était-il plus lu ? J'en doute. Hormis bien sûr la jeune génération dont les œuvres, comme celles de Senghor, étaient au programme de nos établissements d'enseignement secondaire. Quelques membres de notre nomenklatura pouvaient tout au plus citer soit une phrase, voire un paragraphe, du *Discours sur le colonialisme*, soit un, ou quelques vers, du *Cahier d'un retour au pays natal*.

Senghor eut à s'adresser aux cadres du Parti et de l'État. Contre l'idée qu'ils avaient en tête, ceux-ci découvrirent qu'ils avaient en face d'eux un dirigeant de grand calibre. Les Congolais sont sensibles aux bons orateurs en langue française. Il captiva son auditoire. Ses références à Marx, dont il invitait à une relecture, stupéfièrent. Celles à Hérodote, à Teilhard de Chardin, à Marx, à ses maîtres de la Sorbonne et du Collège de France, la précision de ses assertions laissèrent pantois le public. Si les cadres du Parti, je veux dire nos commissaires politiques, écoutèrent poliment, avec un sourire en coin, le développement du chef d'État sénégalais sur le socialisme africain suscita l'intérêt, voire l'adhésion, de ceux qui se sentaient agressés par les incursions du Parti dans leur travail et leur sphère d'intérêt. Il condamna la balkanisation de l'Afrique et souligna que Dakar et Brazzaville, en qualité, l'une et l'autre, d'anciennes capitales de fédérations (Afrique-Occidentale, Afrique équatoriale), avaient toutes deux une mission à accomplir dans une unification de l'Afrique par étapes. Il fut apprécié lorsqu'il déclara qu'il était heureux de constater que, contrairement aux pays communistes où il avait déploré la tristesse dans la vie quotidienne, il découvrait avec bonheur que le socialisme « à la congolaise » n'avait pas altéré l'entrain bantou de la population.

J'étais chargé d'escorter Léopold Sédar Senghor. Comme le voulait le protocole, à titre de Premier ministre, mais aussi, comme me le souffla Marien Ngouabi, à titre d'écrivain. Je n'avais encore publié qu'un recueil de nouvelles et des poèmes épars dans quelques revues, dont celle de Présence africaine. Je ne suis pas certain que le grand prix de la littérature d'Afrique noire, obtenu par *Tribaliques*, eût attiré l'attention du père de la négritude. En revanche, je savais que mon discours sur, ou contre, la négritude, à Alger, en 1969, avait été porté à sa connaissance. Au début, je craignais qu'il ne me battît froid. Ce fut tout le contraire. Il se révéla accueillant, aimable, attentif. Nous évitâmes le sujet qui, selon moi, aurait pu nous séparer. Je craignais que mon intervention de 1969 ne lui eût été présentée simplifiée, caricaturée. Ma position vis-à-vis de la

négritude, comme je l'ai expliqué plus avant, était plus nuancée que certains voulaient le faire accroire.

Dans sa voiture, entre deux manifestations de son programme, Senghor déclara que la floraison d'écrivains dans un pays de la taille du Congo l'émerveillait ; que nous avions notamment des poètes d'un grand talent. En particulier dans la jeune génération. Je savais qu'il avait préfacé un recueil de poèmes de Tchicaya U'Tamsi et que ce dernier l'avait rencontré à maintes reprises. Je le citais.

« Bien sûr, mais Tchicaya est déjà un poète confirmé. Je pensais à un jeune que j'ai récemment lu et dont les vers sont éblouissants. »

Je ne voyais pas. Il réfléchit un instant, mais ne parvint pas à se rappeler le nom du mystérieux poète.

« Je vous le dirai, j'ai son nom dans un carnet. »

Le lendemain, toujours en voiture, il sortit de sa poche le précieux calepin et mit sous mes yeux le nom de Sony Labou Tansi. Je n'avais jamais entendu parler de cet homme. Senghor pensait qu'il s'agissait d'un enseignant. À l'issue de la visite du président sénégalais, je convoquai le ministre de l'Éducation nationale, Christophe Moukouéké. Il localisa très vite l'intéressé. Un professeur de collège « à l'intérieur », comme on disait. Je me promis de l'inviter à Brazzaville pour un entretien.

Le programme de Senghor prévoyait une représentation théâtrale par des acteurs congolais. À l'affiche, *L'Exception et la Règle* de Bertolt Brecht, au CFRAD. Cette salle n'avait rien à voir avec le théâtre Daniel-Sorano de Dakar. En termes de métaphore, celui-ci pourrait être comparé à une villa chic de grand standing, celle-là à une case de passage, propre et bien entretenue. Une salle ouverte, au sol en ciment, sur lequel se dressaient quelques colonnes rudimentaires, des poteaux en béton, au bord du fleuve Congo. Un bâtiment qui, avant l'Indépendance, abritait le Cercle français. Les troupes de passage à Brazzaville l'aimaient parce que, de la scène, les acteurs pouvaient contempler le scintillement des lumières de Kinshasa.

Ce soir-là, les têtes d'affiche étaient deux jeunes comédiens, inconnus au-delà des frontières du pays : Marius Yengolo, dans le rôle du coolie, et Pascal Nzonzi, dans celui du maître. Sobre dans son jeu, le premier émut le parterre. Le second devait quelques années plus tard partir en stage de perfectionnement en France où il a fait une belle carrière. D'abord au théâtre, dans *Le Bal de Ndinga*

de Tchicaya U'Tamsi et *Les Nègres* de Jean Genet, puis au cinéma, dans plusieurs films, dont *Qu'est-ce qu'on a fait au Bon Dieu*, où il incarne avec bonheur un père en boubou, susceptible et drôle. Je ne cite que quelques pièces de son long parcours.

J'étais assis à côté de Senghor, visiblement fasciné par le spectacle. À la fin de la séance, avec cette élocution qui lui était propre où se mêlaient un zeste d'accent sénégalais et la diction bien articulée de l'ancien élève modèle des missionnaires de Joal, il me déclara que le jeu de nos comédiens l'avait ravi ; qu'il aurait souhaité une telle performance de la part des troupes sénégalaises ; qu'il invitait la nôtre à se produire à Dakar ; que décidément Brazzaville assumait bien son rôle d'ancienne capitale de Fédération d'Afrique centrale. Une conviction qu'il avait chevillée au corps. Senghor avait ainsi des formules bien à lui qu'il aimait à répéter.

Le lendemain du spectacle, il m'indiqua, devant le président Ngouabi, qu'il allait demander à son Premier ministre, Abdou Diouf, de m'inviter en visite officielle. Je pensais qu'il s'agissait d'une parole prononcée dans l'euphorie de son séjour.

Quelques semaines plus tard, l'ambassadeur du Sénégal m'apportait une dépêche de mon homologue sénégalais dans le sens souhaité par son chef d'État. Une fois la date convenue, je reçus, plusieurs mois avant l'événement, un programme détaillé de ma visite. Le jour et l'heure de ma rencontre avec le président Senghor y étaient précisés. Quelle ne fut pas ma surprise, quelques jours plus tard, alors que l'on se trouvait encore à plusieurs mois de ma visite au Sénégal, de lire un télex corrigeant mon emploi du temps. Au lieu de se situer tel jour à dix heures, mon audience avec le Président sénégalais était reportée le lendemain à midi. J'éclatais de rire. Tel était Léopold Sédar Senghor. Un exemple de rigueur et de précision. Et il cherchait à modeler ses ministres et son pays, peut-être l'Afrique, à son image.

Impressionné par ce style, je préparai mon déplacement comme jamais auparavant. J'organisai un conseil interministériel qui prit la forme d'un psychodrame. La salle de travail était divisée en deux. D'un côté, moi-même, flanqué de mes conseillers, en face des ministres et des techniciens soit qui m'accompagneraient à Dakar, soit qui possédaient une connaissance approfondie des dossiers prévus à l'ordre du jour. Ces derniers jouaient le double rôle de responsables institutionnels et de journalistes sénégalais. Je leur demandai de nous poser les questions les plus difficiles. Le bruit courut, à Poto-Poto et à

Bacongo, les quartiers populaires de Brazzaville, que le Premier ministre Lopes avait perdu la tête ; qu'il traitait ses ministres comme des enfants en leur faisant jouer quelque chose qui ressemblait à une pièce de théâtre.

À l'époque, le voyage de Brazzaville à Dakar constituait une entreprise compliquée. Une seule alternative existait : soit prendre la « côtière », qu'on appelait trivialement le « laitier », un vol hebdomadaire de la défunte compagnie Air Afrique, dont l'itinéraire était perlé d'escales dans chacune des capitales des pays de la côte atlantique, soit prendre le vol quotidien sur Paris d'où l'on disposait d'un autre vol quotidien sur Dakar. En somme, pour se rendre d'un pays africain dans un autre, il fallait passer par Paris, Londres, Bruxelles, Lisbonne, les capitales des anciennes puissances coloniales. Épuisante par la longueur du trajet, coûteuse par la distance parcourue, c'était la solution la plus pratique, la plus simple, la plus rapide.

Le président Marien Ngouabi, qui entretenait d'excellentes relations avec son homologue gabonais, El Hadj Omar Bongo, obtint de celui-ci la mise à ma disposition, à titre gracieux, d'un Mystère 20, l'un de ses avions de commandement.

Le commandant de bord me proposa de faire escale à Lomé. J'y possédais un ami, Edem Kodjo, ancien Premier ministre qui, lorsque nous étions étudiants et qu'il venait de Rennes à Paris, notamment pour participer aux congrès de la FEANF, logeait à la bonne franquette dans ma chambre de la Cité universitaire. Je demandai que la tour de contrôle l'avertît de mon passage. Il s'agissait dans mon esprit d'une démarche d'autant plus personnelle qu'Edem avait été libéré de ses fonctions gouvernementales. J'eus la surprise de voir, alignés sur la piste d'atterrissage, les membres des corps constitués togolais. Dès que j'eus foulé le sol, je me dirigeai vers mon ami avec lequel nous échangeâmes une accolade en nous donnant force tapes dans le dos. Gêné, Edem Kodjo abrégea nos effusions et me conduisit en tête de la file vers le président de l'assemblée. Je compris que j'avais commis une bévue. Ne sachant pas que les autorités togolaises avaient donné un caractère officiel à mon escale, je m'étais dirigé spontanément, et innocemment, vers mon vieux camarade. Plus tard, Edem prétendra que mon attention l'avait tiré d'une mauvaise passe. Depuis qu'il avait été remercié de son poste de Premier ministre, il était suivi par les services du président Eyadema qui le soupçonnaient de fomenter un complot. Il craignait même d'être arrêté. Mon attention à son égard aurait mis un terme aux tracasseries dont il faisait l'objet. À en croire Edem, mon geste aurait été interprété par les caciques

du régime comme une manifestation de sa notoriété à l'extérieur. Il devenait du coup difficile de s'en prendre à lui.

Nous atterrîmes à l'aéroport de Dakar-Yoff, en fin de journée. Le Premier ministre, Abdou Diouf, m'accueillit, flanqué de tous les membres de son gouvernement. Un détachement de la garde républicaine en saroual et chéchia nous présenta les honneurs, sabre au clair. Personnalité d'une grande douceur, remplie de délicatesse, c'était une vieille connaissance. Du temps de nos études en France. À la Cité universitaire du boulevard Jourdan, sa haute silhouette, filiforme, en laquelle Jean Daniel, dans une chronique du *Nouvel Observateur*, voyait un succédané de *L'Homme qui marche* de Giacometti, ne passait pas inaperçue. Élève de « colo », la fameuse École de la France d'outre-mer où étaient formés les administrateurs et magistrats des colonies, il était particulièrement studieux, au point de répliquer aux activistes de la FEANF, qui lui reprochaient de ne pas militer dans l'organisation, qu'il était venu en France pour faire des études et non de la politique. Il était à présent le dirigeant politique le plus important de son pays après Senghor. La vie publique happait la première génération des technocrates de nos Indépendances.

La plupart des questions à l'ordre du jour de ma visite étaient à caractère politique. La pauvreté des infrastructures de communication ne permettait pas de développer les relations commerciales. Les questions relatives aux biens et aux personnes constituèrent un des plats de résistance de nos échanges. Depuis des lustres, le Congo hébergeait une colonie sénégalaise importante. Les premiers, tel le fameux sergent Malamine, laptot sénégalais, sorte de Vendredi de Savorgnan de Brazza, étaient venus dans les bagages de celui-ci. Fondateurs de la première mosquée de la capitale, certains d'entre eux s'étaient fondus dans notre population, y avaient investi sentimentalement, y avaient engendré une descendance dont on ne savait plus si elle était d'ici ou de là-bas. Nous n'avions pas, pour notre part, de classes entrepreneuriales.

La colonie congolaise au Sénégal était essentiellement composée de nos étudiants. Je la rencontrai un après-midi à l'hôtel Teranga. L'échange se passa bien. Les étudiants avaient reçu leurs bourses et les adultes souhaitaient avoir des nouvelles du pays. Aucune contestation. Un visage capta mon attention. Celui d'un jeune métis à la coiffure afro, de silhouette un peu boulotte. Après un moment d'hésitation, je l'identifiai. Mon vieil ami, Carlos Belli Bello. Un Angolais que j'avais connu lors de mon escale à Prague, l'année où j'avais représenté la FEANF à Varsovie. Il était alors au secrétariat de l'Union

internationale des étudiants (UIE). Nous nous étions vite compris. Comme la plupart des ressortissants de son pays, il parlait couramment le français, dans toutes ses nuances, sachant quelle dose de mots d'argot il pouvait glisser dans une conversation sans verser dans la grossièreté. Son anglais était de qualité et il avait quelques notions de russe. Un garçon généreux, ouvert, qui forçait la sympathie. Lorsque le 22 février 1972, j'avais été capturé par les putschistes du M22, la nouvelle lui était parvenue déformée. Il écrivit à Nirva une belle lettre de condoléances, dans laquelle il me présentait sous les meilleurs jours. Elle en fut touchée et lorsque, un peu plus tard, il vint à Brazzaville, dans les milieux combattants du Mouvement populaire de libération de l'Angola (MPLA), dont il était membre, il devint un grand ami de la famille, un parent par adoption. À l'Indépendance, les autorités angolaises le placèrent dans la compagnie pétrolière Elf où il était chargé de veiller aux intérêts de son pays. Par la suite, il fut le premier ambassadeur de l'Angola en Côte d'Ivoire. C'est à ce poste qu'il mourut.

À la fin de la rencontre avec la colonie congolaise, Carlos me présenta un monsieur vénérable, d'un certain âge, qui l'accompagnait : Birago Diop. Un choc. Je ne m'attendais pas à trouver en face de moi, dans une attitude aussi modeste, celui que je considérais comme un des meilleurs poètes du mouvement de la négritude. Senghor et Césaire sont sans conteste de grands poètes dont la notoriété a dépassé les limites de leurs pays respectifs. L'un est entré à l'Académie française, l'autre a figuré dans les auteurs au programme de l'agrégation de lettres. Je possède tous leurs écrits dans ma bibliothèque. Je les vénère. Mais ceux que je relis volontiers sont Léon-Gontran Damas, Guy Tirolien et Birago Diop. Je suis sensible à la musique de leurs paroles et l'intimité de leurs confidences trouve un écho particulier en moi. Du dernier, les écoliers et collégiens africains connaissent surtout *Les Mamelles*, une fable de son beau recueil *Les Contes d'Amadou-Koumba.* Mais le poème par lequel Birago Diop atteint les sommets de la littérature universelle est sans conteste *Souffles*. Des vers dont la puissance égalent *La Ballade des dames du temps jadis* de François Villon. Ils valent beaucoup de prières, ils aident au recueillement. Je les ai lus moi-même, à voix haute, à l'occasion d'enterrements, notamment lors des funérailles du poète Tchicaya U'Tamsi. Je les ai entendus récités quelquefois par des gens qui ne savaient de quel pays était leur auteur. Ils sont aujourd'hui transcrits et audibles sur la toile.

Un poème en forme de litanie, une complainte animiste, qui dépasse l'animisme et fait la jonction avec toutes les religions. Un poème qui affirme que

« les morts ne sont pas morts ».

Ceux qui sont morts ne sont jamais partis
ils sont dans l'ombre qui s'éclaire
et dans l'ombre qui s'épaissit,
les morts ne sont pas sous la terre :
ils sont dans l'arbre qui frémit,
ils sont dans le bois qui gémit.
ils sont dans l'eau qui coule
ils sont dans l'eau qui dort,
ils sont dans la cave, ils sont dans la foule :
les morts ne sont pas morts

L'auteur de cette prière universelle était là, humble, calme, souriant devant moi. Je ne savais que lui dire, je craignais que mes mots, même pour louer le poète, ne fussent dérisoires. J'ai peu parlé. Par la suite, nous nous sommes revus. Quand j'étais à l'Unesco, il ne passait jamais à Paris sans m'annoncer sa présence, nous déjeunions ensemble. La rencontre avec les auteurs ne nous apporte rien, est souvent gênante, ne donne lieu qu'à des propos insignifiants. À moins d'être un journaliste, un professeur, un thésard, qui a étudié les écrits du maître et a préparé l'entretien de manière professionnelle. La véritable rencontre se fait avec l'œuvre. Dans l'intimité d'un échange qui tient à la fois de l'indicible et de l'envoûtement.

Ma visite officielle au Sénégal ressemblait à toutes les visites de cette nature, sauf qu'Abdou Diouf, discrètement, mettait la touche délicate qui donnait à l'événement le caractère d'une rencontre amicale. J'ai oublié les détails de mon entretien avec Senghor. J'écoutais la vision africaine du président sénégalais, sa « lecture nègre » du monde, sa mise au point sur la négritude et l'attention qu'il portait à la nouvelle production littéraire du monde noir. Il me demanda d'où je tenais mon patronyme, ajoutant qu'il était lui aussi (comme si je l'étais moi-même) de lignée lusitanienne, Senghor étant simplement une déformation du portugais *senhor*, monsieur.

Comment oublier la soirée au théâtre Daniel-Sorano ? À la demande du protocole, le président de la République, son Premier ministre et moi-même étions sanglés dans des smokings noirs, nos cous serrés par des nœuds papillon.

On donnait *La Mort et l'Écuyer du roi* de Wole Soyinka. Celui-ci, venu spécialement du Nigéria, avait un ample boubou blanc, avec déjà cette magnifique crinière de coton qu'on lui connaît. La pièce, magnifiquement jouée par des acteurs de talent, traitait d'un sujet fondé sur une coutume de la culture yorouba du Nigéria selon laquelle au décès du roi son écuyer doit se donner la mort au moment des funérailles. Une tragédie poignante qui donne à l'auteur l'occasion de fustiger le mépris du colonisateur occidental, lequel ne prend pas la peine de comprendre la culture du colonisé. Rentré dans ma chambre d'hôtel, j'eus du mal à trouver le sommeil.

Un autre grand moment de ma visite fut le pèlerinage à la Maison des esclaves dans l'île de Gorée. Pointe la plus avancée dans l'océan Atlantique vers les Amériques, Gorée était une escale de transit pour les cargaisons d'esclaves venus de différents points du continent avant d'être vendus sur les marchés d'êtres humains dans les deux Amériques, les Caraïbes et les Antilles. Gorée a pour les Africains et les Noirs américains la même macabre importance que, pour les Européens, les sites de la Shoah. Le récit qu'en faisait le conservateur du site, Boubacar Joseph Ndiaye, arrachait les larmes des visiteurs, notamment des Africains américains. J'avoue avoir moi-même été secoué par la force du récit de Joseph Ndiaye. Une parole poignante récitée de manière dramatique à la façon d'un grand comédien. Les membres de ma délégation découvraient ce triste moment de l'histoire de l'humanité. Au lieu de s'informer sur les ouvrages qui relatent cet épisode, ils se contentaient de remarques grossières, du genre « Ah ! les Blancs là ». Aucune volonté de combler leurs lacunes sur des bases crédibles. Que diront-ils demain à leurs enfants, qu'enseigneront-ils, plus tard à leurs petits-enfants ? Je m'étais lancé dans la lecture de tous les ouvrages dont on disposait à l'époque sur cette sombre période. Aujourd'hui, des romans et des séries télévisées, tels que le fameux *Racines* d'Alex Haley, ont popularisé la réalité du commerce triangulaire par lequel les navires des négriers appareillaient des ports européens, notamment de Bordeaux et de Nantes, pour la France, les cales chargées de pacotilles à destination de l'Afrique où elles servaient de moyens de corruption à l'intention des potentats africains qui participaient, ou fermaient les yeux, sur les razzias pratiquées sur leurs populations. Combien d'entre nous nous documentons sérieusement pour aller au-delà des rumeurs, des racontars ?

Des côtes de notre continent, les navires repartaient chargés d'esclaves, dont une grande partie périssait au cours de la traversée, et qui étaient vendus par les négriers aux Amériques et aux Antilles pour servir de main-d'œuvre dans les

plantations.

Depuis lors, de nombreuses études ont été réalisées par les historiens dont les résultats se trouvent pour partie dans l'*Histoire générale de l'Afrique*, publiée par l'Unesco.

On sait aujourd'hui que la Maison des esclaves de Gorée n'a joué qu'un rôle mineur dans ce trafic. Construite à la fin du XVIIIe siècle par Nicolas Pépin, frère de la *signare* (ainsi nommait-on les métisses du Sénégal) Anne Pépin, qui savait jouer de sa beauté notamment auprès de son amant, le chevalier de Boufflers. Mais ce site, inscrit sur la liste du patrimoine mondial de l'Unesco, ne laisse pas de garder une valeur de témoignage tangible, une forte valeur symbolique.

Le Ghana possède, à lui seul, une trentaine de forts de ce genre, dont les plus réputés sont El Mina Castle et Cape Coast Castle aux dimensions impressionnantes. Deux sites qui figurent aussi sur la liste des biens du patrimoine mondial.

Les études historiques récentes ont montré que coexistaient trois traites d'esclaves. Une traite orientale à destination du monde arabo-musulman – longtemps occultée pour des raisons de politique politicienne –, une traite intra-africaine dont les victimes étaient revendues aux Européens et aux Arabes, une traite occidentale, qu'on appelle aussi traite atlantique. Au total, elles ont opéré une ponction de 48 millions d'hommes, de femmes, d'enfants, sur plusieurs siècles. Une saignée qui explique pour partie le dépeuplement de l'Afrique. La traite orientale fut peut-être la plus massive en déportant 17 millions d'êtres[2]. La traite atlantique a fortement contribué à l'accumulation capitaliste de l'Occident.

D'entente avec mes amis sénégalais, mes hôtes avaient prévu une journée libre afin de me permettre de participer à un buffet offert en mon honneur chez mon ami Ousmane Camara. Ce dernier avait eu la bonne idée de réunir tous les camarades du temps de la FEANF : le docteur Moustafa Diallo, l'érudit Amady Ali Dieng, Farah et Mireille Ndiaye, Thiam Papa Gallo, Yves Brenner, notre trésorier, Moustapha Niasse, Habib Thiam, et beaucoup d'autres qui, s'ils lisent ces lignes, me pardonneront de ne pas les citer. Beaucoup d'entre eux ne sont plus de ce monde. Mais ma joie explosa quand je retrouvai le docteur Hamat Ba, président de la FEANF en 1959, et surtout l'un de mes mentors.

Lorsque le jour suivant notre Mystère 20 prit son envol, je restai longtemps le nez collé au hublot. Je laissais Dakar, la mélancolie au cœur, comme si je quittais ma terre natale. Je ne parlais ni le wolof, ni le sérère, ni le dioula, mais au temps de la Cité universitaire, j'avais plus d'amis sénégalais que congolais.

Tandis que l'horizon engloutissait la pointe des Almadies, je pensais à ce que j'avais vu. Senghor était trop aimable quand il comparait Brazzaville à la capitale de sa patrie. Face à celle-ci, celle-là ressemblait à un beau poste de brousse. Nous piétinions et les rêves des slogans marxistes n'avaient produit, chez nous, qu'un endormissement des énergies, de la créativité et une politique de développement inopérante.

Comme à l'aller, nous devions faire une escale pour le ravitaillement de l'avion. Je choisis Cotonou où nous passâmes la nuit. Je voulais rencontrer un autre de mes complices du temps de nos études. Nicéphore Soglo. Je savais qu'il était rentré au pays et que, après avoir été, durant une brève période, ministre dahoméen d'un éphémère gouvernement, il survivait discrètement et mal utilisé dans un pays fraîchement rebaptisé Bénin. Comme au Togo, pour Edem Kodjo, je m'étais fait annoncer en recourant aux bons offices de la tour de contrôle. Nicéphore vint au salon d'honneur avec ses deux fils, Lehadi et Ganiou, deux jeunes gamins d'une dizaine d'années, à peu près du même âge que mes filles. Je me remémorais Fontenay-aux-Roses, une municipalité de la banlieue sud de Paris où le ministère de la France d'outre-mer mettait à la disposition des étudiants africains mariés des deux-pièces confortables. Tandis que, dans le petit salon d'honneur de Cotonou, je conversais avec leur père, je contemplais à la dérobée les deux garçonnets. Notre conversation les ennuyait, ils étaient impatients de retrouver leurs condisciples pour une partie de foot.

En décembre de la même année 1975, je suis reparti en Afrique de l'Ouest. À Abidjan, capitale de la Côte d'Ivoire. Ngouabi, pour qui la vie politique domestique prenait toujours le pas sur les réunions internationales, me demanda de le représenter à un sommet des chefs d'État et de gouvernement des pays actionnaires de feu la compagnie aérienne Air Afrique. À l'aéroport d'Abidjan, sur le chemin qui menait en ville, dans le luxueux hôtel Ivoire, dont la tour surplombait la colline du quartier chic de Cocody, je me disais à nouveau que nous n'avions pas pris le bon chemin pour désembourber notre pays de la boue (*poto-poto,* en langue) dans laquelle la colonisation nous avait laissés macérer. Félix Houphouët-Boigny, le vieux, comme on le nommait, me reçut à mon arrivée à l'hôtel. En Afrique, le qualificatif de « vieux » n'est pas trivial. Il sous-entend au contraire une marque de respect. Nous disons le « vieux », nous entendons le doyen, le sage, le patriarche, celui dont la philosophie de la vie et l'expérience sont pleines d'enseignements pour les plus jeunes. Dans mes années FEANF, nous l'affublions d'épithètes désobligeants : vendu, traitre, valet du néocolonialisme et de l'impérialisme. Et voici que, dans l'ambiance feutrée du

salon où je l'écoutais, ses paroles me paraissaient remplies de bon sens. Il évoqua son appartenance au Parti communiste français, les méthodes de cette organisation, comment il avait fini par trouver détestable l'idéologie qui sous-tendait son action. Il se méfiait des Américains, comme des Français, mais le partenariat avec ces derniers était le moins dangereux parce que nous *les* connaissions.

Le lendemain, nous nous réunîmes dans une salle du même hôtel Ivoire. J'étais impressionné. Dans tout le Congo, je ne connaissais aucun espace de réunions aussi fonctionnel et pratique. Suivant l'usage, en sa qualité de pays hôte, le Vieux fut déclaré président des séances. Il fallait désigner un rapporteur. Senghor prit la parole pour me proposer en soulignant que j'étais un écrivain. J'étais flatté, mais mortifié. Je ne m'étais jamais senti à l'aise dans le maniement de la langue de bois des résolutions, des déclarations et autres communiqués. L'ordre du jour comprenait deux points importants. La situation commerciale de la compagnie et le statut des pilotes. Jusqu'alors, ces derniers étaient recrutés sous la condition de posséder une formation française, c'est-à-dire de sortir de l'École nationale de l'aviation civile (ENAC) et d'avoir effectué un certain nombre d'heures de vol à Air France ou UTA. Le personnel navigant technique d'Air Afrique était dans ces conditions composé, à deux ou trois exceptions près, de Français. Un cas était source d'ambiguïté, celui de Charles Éboué, commandant de bord. Il était noir et né à Bangassou, en Oubangui-Chari, l'actuelle République centrafricaine. Civilement, il s'agissait d'un Français, fils du fameux gouverneur général Félix Éboué, résistant, inhumé au Panthéon. Les demandes d'emploi des pilotes formés dans d'autres pays, notamment les États-Unis et l'Union soviétique, étaient systématiquement rejetées, alors que les pays membres d'Air Afrique employaient ces éléments dans leur flotte nationale. J'étais moi-même venu avec un équipage congolais dont les membres avaient été formés pour les uns en Union soviétique, pour les autres dans l'armée française. Sur cette dernière question, j'avais des instructions précises et fermes qui, au demeurant, correspondaient à mes convictions les plus intimes. Or, l'usage veut que, dans de telles enceintes, les représentants des chefs d'État, même s'ils possèdent la même voix délibérative que les chefs d'État en titre, soient plus discrets et n'interviennent qu'en cas de nécessité. À l'époque j'ignorais cette convention qui relève plus de la courtoisie que de la règle. Je pris donc la parole pour défendre notre position. Le président Senghor, avec calme, et un tact que j'admirais, me répliqua que lorsqu'un climatiseur, ou l'ascenseur du palais présidentiel, tombait en panne, il préférait faire appel à des techniciens français

que sénégalais. J'exprimai mon indignation. Sans doute pas, dans la forme, que commandait le débat à fleuret moucheté dans lequel nous nous étions engagés. Avec le même calme et la même patience, Senghor reprit la parole pour m'expliquer que dans les questions et les problèmes faisant appel à l'intelligence abstraite nous n'avions rien à envier aux Européens. Et de citer le nombre d'agrégés de mathématiques, de lettres classiques et de grammaire sénégalais. Mais quand il s'agissait de question technique, mon cher Lopes… L'affaire fut renvoyée à une commission technique qui ferait des propositions lors de la prochaine session. On convint d'un compromis, les dossiers seraient examinés au cas par cas.

Dès mon retour à Brazzaville, j'allai faire mon compte rendu de mission au président. Je le trouvai mal à l'aise, ombrageux, évitant mon regard. Il m'écoutait d'une oreille, mais avait l'esprit ailleurs.

Le lendemain, on annonçait la convocation d'une session extraordinaire du comité central du Parti, pour le 11 janvier. L'atmosphère était tendue. Après avoir fait une critique des méthodes de travail et mis en cause certains membres, Marien Ngouabi invita à un débat franc. Ce fut le grand déballage. Le camarade Tamba-Tamba, alors très jeune, s'en prit au camarade président. Ekondi-Akala, par ailleurs directeur d'une banque, fit une longue mise en cause des champs du parti et accusa son gestionnaire d'opacité dans l'achat des tracteurs roumains. La session se prolongea tard dans la nuit, dans un climat lourd. Je n'y comprenais rien et j'avais l'impression que j'étais moi-même objet de critiques. Pas directement, mais par des sous-entendus. Comment répondre à des allusions ? Je rongeais mon frein. Le lendemain, quelqu'un invita le bureau politique à démissionner. Amer, désabusé, Marien Ngouabi rétorqua que dans l'état actuel du Congo, il ne pouvait pas en avoir un meilleur que celui qui l'entourait. Prononçait-il un éloge sincère à notre égard ? J'eus l'impression qu'il avait lâché ce compliment du bout des lèvres. Il s'agissait en fait d'une réponse sibylline. C'était aussi l'avis des autres membres du Bureau politique. Le lendemain matin, nous nous concertâmes, demandâmes une rencontre avec Marien Ngouabi et lui proposâmes notre démission collective. C'était visiblement ce qu'il attendait. Il accepta. Je le sentis soulagé. À la reprise de la session du comité central, notre décision fut annoncée et officialisée. Un petit groupe fut chargé de préparer un communiqué. La fameuse déclaration du « douze-douze ». Nous étions le 12 décembre 1975.

Je réunis sur-le-champ un conseil des ministres où j'informai mes collègues de ma démission de mon poste de chef du gouvernement, ce qui impliquait la leur.

La déclaration du « douze-douze » était une révolution dans la Révolution. Elle mettait en sommeil les deux instances suprêmes du Parti, le Bureau politique et le comité central, et les remplaçait par un organisme transitoire, l'état-major spécial révolutionnaire, chargé de préparer la tenue d'un congrès extraordinaire du Parti. Outre son président, Marien Ngouabi, le nouvel organe, formé de cinq membres, était composé de trois des ministres de mon défunt gouvernement : Jean-Pierre Thystère-Tchicaya, le commandant Louis Sylvain-Goma, et Jean-Pierre Gombé. Le cinquième était le commandant Denis Sassou-Nguesso, anciennement directeur de la sécurité.

J'évaluais mal une situation dont au bout du compte, je ne comprenais ni les tenants ni les aboutissants. En même temps, j'adoptais une attitude de retenue, me convainquant que je n'étais pas une victime. Les circonstances exigeaient un changement. Il fallait l'accepter.

Pour la première fois, depuis quatorze ans, je me retrouvais sans fonction officielle. Je ne voulais pas mendier de poste et j'avais perdu le contact avec mon milieu d'origine, celui de l'enseignement. J'éprouvais le besoin de prendre du recul, de faire le point. Je butai sur un problème matériel. Je me trouvai brusquement sans toit. Aveuglé par l'idéologie, j'avais considéré l'acquisition d'un bien privé comme un début d'embourgeoisement, un renoncement à mes idéaux, sans avoir pour autant une formule de substitution. En même temps, je me sentais responsable du sort de ma femme, qui n'était pas congolaise, et de celui de mes quatre enfants. Dans la précipitation, je m'attelai à trouver une solution pour ne pas mettre mon petit monde dans le besoin.

Nous possédions un terrain, en face de l'Olympic Palace. Il était en friche, vaguement délimité, envahi par les hautes herbes, les *matitis*, comme on dit au pays. En me pinçant le nez, en faisant la grimace, j'entrepris les démarches afin d'obtenir un prêt immobilier. Les banquiers étaient réticents. Animal politique, j'étais un personnage à risque. Ce fut la Banque nationale de développement du Congo (BNDC) qui accepta de m'accorder un crédit à moyen terme. Mais la construction de la maison demandait du temps. Un ou deux ans. Où nous loger dans l'intervalle ? Le colonel Joachim Yhombi-Opango gérait le parc immobilier de l'État. Il ne supportait pas de voir un ancien responsable jeté à la rue, il mit à ma disposition une villa coquette dans le centre-ville. On l'appelait la villa

Myriam Makéba, parce que la chanteuse sud-africaine y avait été logée lors d'un de ses voyages à Brazzaville.

Le Congo est un petit pays, faiblement peuplé, et Brazzaville une ville où tout le monde se connaît. Faire bande à part n'est pas une chose aisée dans les sociétés africaines. Le Congolais ne lit pas, mais parle, bavarde, cancane. Radio-trottoir est chez nous une institution. Dont les origines doivent remonter loin, car, à Cuba, où furent déportées des populations de chez nous, radio-trottoir s'appelle *radio bemba*. Et Bemba est précisément un patronyme congolais fort répandu. Au Congo donc, potiner constitue un sport national. On réfléchit beaucoup, on médite peu, on aime à fomenter des coups tordus. En écoutant mes visiteurs, et en analysant les propos glanés ici et là, j'arrivais à reconstituer la trame des événements qui avaient conduit à la Déclaration du « douze-douze ».

Deux causes principales avaient joué. La première était constituée par le syndicat, la Confédération syndicale congolaise, en abrégé la CSC. Elle reprochait à la direction du parti unique d'être rosée, pas assez rouge. Elle aurait voulu que le PCT sautât le pas en prenant certaines décisions, comme sortir de la zone franc, dénoncer les accords de coopération avec l'ancienne puissance coloniale, signer des accords de défense avec l'Union soviétique. Pour nos syndicalistes, il fallait se mettre « sous le parapluie soviétique ». Or, Ngouabi refusait de céder aux sollicitations de l'URSS qui voulait effectivement installer une base sous-marine à Pointe-Noire. Concomitamment à ce désir de devenir une « démocratie populaire », la CSC défendait le droit de grève, revendiquait un élargissement de privilèges sociaux au profit, disait-elle, de la classe ouvrière (en fait, des fonctionnaires qui constituaient sa base fondamentale), contrairement aux syndicats soviétiques et des pays satellites, où toute grève était violemment réprimée. Sans le déclarer, ils contestaient la nature révolutionnaire marxiste de Ngouabi, ils récusaient en sourdine ses méthodes de travail, œuvraient sournoisement à le renverser et portaient leurs attaques sur le fusible du système, le Premier ministre.

Le deuxième élément qui travailla à ma perte fut le camarade Sékou Traoré. Il s'évertua à devenir l'âme damnée du chef de l'État, son mentor. Comme tous les nouveaux convertis, Ngouabi était prompt à opérer des fuites en avant. Elles s'exprimaient dans les meetings où il était seul à prendre la parole et au cours desquels, appliquant le mot d'ordre de Mao, par lequel celui-ci déclencha la sanglante révolution culturelle chinoise, il fit « feu sur le quartier général ». En clair, dénoncer et livrer en pâture les dirigeants qui l'entouraient. Ce fut le sens

du discours-fleuve qu'il prononça sur la place de la gare de Brazzaville, dans lequel il s'en prenait à « ceux qui étaient montés trop vite et devaient redescendre refaire leur école à la base ».

La création de l'état-major spécial révolutionnaire avait mis en sommeil le comité central et le Bureau politique. Leurs membres se trouvaient soudainement mis sur la touche. Hormis quelques-uns auxquels était octroyé un lot de consolation. Ainsi de Pierre Nzé et de moi-même. Nous devions diriger *Etumba*, l'organe du Parti, une feuille de chou sans moyen et de faible tirage. Nous fûmes vite relevés de nos fonctions à la suite d'une chronique écrite à quatre mains, intitulée *To yébi yo*. Traduction française, *On te connaît*. C'était le titre d'une chanson alors en vogue du célèbre Franco, le barde des deux rives du fleuve Congo. La chanson s'en prenait aux personnages troubles qui mangeaient à plusieurs râteliers. Des chafouins au propos libre et critique, mais qui, la nuit venue, allaient rendre compte aux services de sécurité. Des tortues (carapace d'un côté, carapace de l'autre), aurait dit Ngouabi, qui aimait à utiliser cette métaphore puisée dans les contes de sa communauté, les Kouyous.

On vint à mon domicile m'informer que la direction de la centrale syndicale et celle de la jeunesse étaient prêtes à mettre leurs militants dans la rue. Restait à fixer le moment. On demandait ma participation. Je savais qu'un tel mouvement serait brutalement réprimé. L'histoire récente de notre pays avait été émaillée de trop d'épisodes sanglants pour en ajouter un autre. J'indiquai fermement mon opposition.

Quelques jours plus tard, une nouvelle glaçante tomba. Au cours d'un déplacement de Marien Ngouabi à Owando, son village natal, l'hélicoptère présidentiel s'était écrasé, faisant deux victimes. Un entrepreneur italien proche du président et un professeur français de physique. Ce dernier était un expert de l'Unesco, enseignant à l'École normale supérieure de Brazzaville, qui donnait des cours particuliers au chef de l'État. Marien Ngouabi sortit indemne de la catastrophe. Immédiatement, spontanément, j'envoyai un message de soutien au président. Le jour même, un envoyé du syndicat vint me prévenir qu'une grève serait déclenchée le lendemain. On comptait sur mon appui. Pour les raisons évoquées plus haut, je réitérai mon refus. Malheureusement, mes craintes se réalisèrent. Les participants subirent une répression brutale et les commanditaires furent arrêtés. Pour tenir compte de leur rang dans le Parti, Jean-Jules Okabando, le responsable de la Jeunesse, Anatole Kondo, dirigeant du syndicat, Pierre Nzé, membre du comité central, furent assignés à résidence.

Par le biais de son épouse, Marie-Thérèse, une jeune Française admirable de courage et d'une fidélité exemplaire à son mari, je restai en contact avec Pierre Nzé. Nous étions liés par une amitié qui datait du temps de nos études. Elle s'était renforcée à l'hôpital de la Cité universitaire où, atteints tous deux de tuberculose, nous fûmes soignés, par hasard, en même temps. Juste avant les événements que je viens de relater, chaque fin d'après-midi, Pierre Nzé et moi jouions au ping-pong chez moi. Sur ces entrefaites, voulant mettre de l'ordre dans mes idées, j'avais adressé une lettre à Marien Ngouabi. Ma missive traitait de deux points qui me tenaient à cœur. En premier lieu, les méthodes de travail du président, en second lieu, la remise en cause de l'option socialiste. Je n'enregistrai aucune réaction du président. Je confiai une copie de mon texte à Marie-Thérèse Nzé afin qu'elle la montrât, sous le sceau du secret, à son mari. Quelques jours plus tard, Pierre Nzé publiait, sous le manteau, avec une large diffusion, une lettre signée de lui, non plus confidentielle, mais ouverte, au président Marien Ngouabi. Dans un véritable pamphlet, il décrivait des situations burlesques, toutes réelles, et dénonçait sans ambages les méthodes de travail du président, mettant en cause ses capacités à diriger le pays.

Voulant régler ces divergences au sein du Parti, Ngouabi mit en place une commission présidée par le commandant Denis Sassou Nguesso. Nzé et moi y fûmes convoqués séparément. Lors de mon audition, je fus entendu en même temps que Christophe Moukouéké. Je connaissais bien ce dernier, mais, à aucun moment, je ne m'étais entretenu avec lui de la situation qui prévalait dans le pays. Les suspicions qui pesaient sur moi provenaient de deux choses : la première était mes parties de ping-pong avec Pierre Nzé. Selon les enquêteurs, il n'était pas possible que notre proximité se limitât à la pratique du sport ; je devais être au courant du mouvement déclenché par les syndicats. La deuxième était que ma lettre confidentielle à Marien Ngouabi avait été envoyée presque en même temps que la lettre ouverte de Pierre Nzé. Lors de mon audition, je découvris les membres de la commission chargés d'instruire l'affaire. Je les connaissais presque tous, certains plus que d'autres. Ceux que je pensais être des amis furent ceux qui cherchaient à m'enfoncer. Finalement, je fus mis hors de cause.

1. Cité par Damien Millet in *L'Afrique sans dette*, CADTM/Syllepse, 2005.

2. On trouvera les détails dans *Histoire générale de l'Afrique* (Unesco), vol. V et dans les ouvrages de Pierre Verger, *Flux et reflux de la traite des nègres*, de P. Dieudonné Rinchon, *La Traite et l'Esclavage des Congolais par les Européens* , de Petré-Grenouillot, *Les Traites négrières*, *Essai d'histoire globale*, de David Eltis, *The Trans-Atlantic Slave Trade Database*.

Par la suite, les événements se précipitèrent.

Le président de la République me reçut à l'état-major, dans son laboratoire. Je m'ouvris à lui de mon désir de servir dans la fonction publique internationale. En 1968, au cours d'une conférence générale de l'Unesco, René Maheu, son directeur général, qui avait compris l'importance que l'Afrique allait jouer dans l'organisation, cherchait à s'entourer de jeunes cadres du continent. Il souhaita me recruter. Je déclinai l'offre. Par la suite, l'un de ses anciens collaborateurs, le Camerounais Michel Doo Kingué, qui était alors aux Nations unies, accompagna Kurt Waldheim, secrétaire général de l'organisation internationale, dans une tournée en Afrique. Lors de leur séjour à Brazzaville, il exprima, sans doute sur la suggestion de Doo Kingué, le désir de m'avoir dans son équipe. Ngouabi refusa. En revanche, maintenant il était prêt à me laisser partir. Il me demanda d'aller le représenter en Tanzanie, au Congrès au cours duquel le Tanganyika Africa National Congress (TANU) et l'Afro-Shirazi Party allaient fusionner en un nouveau parti, le Chama cha Mapinduzi. Cela correspondait au moment où la communauté est-africaine battait de l'aile. Le Kenya retirait sa participation à la compagnie régionale d'aviation. Ainsi me trouvais-je bloqué plusieurs jours à Nairobi en quête d'un vol pour Dar es Salaam. Les deux villes sont séparées par moins de sept cents kilomètres, soit moins d'une heure de vol. Quand j'arrivai dans la capitale tanzanienne, les travaux du congrès avaient pris fin. Le Mwalimu me reçut chez lui. Une rencontre que j'ai décrite plus haut.

À mon retour, alors qu'une angine me clouait au lit, le président de la République se présenta un matin chez moi à l'improviste. Je le reçus dans ma chambre, sous mes draps, brûlant de fièvre. Il tenait à m'annoncer qu'il présentait, le lendemain, un mémoire de maîtrise sur l'énergie solaire et qu'il aurait souhaité ma présence à la soutenance. Mon cousin, le docteur Tony Ossebi, m'administra une piqûre qui me permit de quitter mon lit. Le président

du jury était le professeur Abdou Moumouni, venu spécialement du Niger. Premier agrégé de mathématiques d'Afrique noire, ce dernier était connu pour sa passion à l'égard de cette forme d'énergie qui, à l'époque, suscitait les sarcasmes de beaucoup d'autorités, notamment des compagnies pétrolières. Les choses ont bien changé. Je possède une photo, en noir et blanc, où l'on voit les premiers rangs de l'assistance. Marien Ngouabi, reconnaissable à ses rouflaquettes, se penche vers Jean-Pierre Thystère-Tchicaya, une grande figure de notre vie politique, qui était alors le numéro deux de l'état-major spécial révolutionnaire, mis en place le « douze-douze » 1975. Je suis entre Jean-Pierre Ngombet, le benjamin de la même institution, et le colonel Joachim Yhombi-Opango. Derrière nous, quelques professeurs congolais et des coopérants français et soviétiques, puis la foule des étudiants venus en curieux, sidérés de voir le chef de l'État sur un banc, dans la même posture qu'eux les jours d'examen. Le soir, Marien Ngouabi nous convia à un cocktail dînatoire au cours duquel il prit la parole. Dans son toast, il dit sa joie de voir réunis ses amis, dont certains avaient eu à s'écarter de lui. Je compris le clin d'œil.

Les jours suivants, le président me chargea d'une mission en France auprès de la compagnie pétrolière Elf. Depuis plusieurs années, je n'avais pas eu l'occasion de séjourner en France et, au cours de mes précédents voyages, mon emploi du temps ne m'avait pas permis de rendre visite à mes parents qui vivaient sur l'île de Noirmoutier. J'envisageais d'y faire un saut le 19 mars. Je mis à profit la journée du 18 pour faire quelques achats. Essentiellement des livres et un survêtement. J'avais enfilé celui-ci et me détendais dans ma chambre d'hôtel à regarder la télévision lorsque le téléphone sonna. Le ministre Rodolpha Adada demandait à me voir d'urgence. J'imaginais qu'une difficulté avait surgi dans les négociations avec ELF. Il apparut la mine sombre.

« De graves nouvelles viennent de nous parvenir de Brazzaville. Des coups de feu ont été entendus du côté de l'état-major. »

C'était à l'état-major qu'étaient hébergés à la fois les bureaux et la résidence de la présidence de la République. Je décrochais le téléphone pour joindre ma femme. Les communications avec le Congo étaient interrompues. Des nouvelles parvenaient, au compte-gouttes, incertaines, alarmantes. Marien Ngouabi était blessé. Gravement. Il avait été transporté à l'hôpital militaire. Puis l'irrémédiable. Nouvelle confirmée, démentie, confirmée. Un jeune officier en civil, l'attaché militaire à notre ambassade, demanda à me rencontrer à l'hôtel. Il confirma la sombre nouvelle et me communiqua un message du commandant

Sassou qui me demandait de rentrer. J'appelai ma mère, pour lui dire que je n'irais pas la voir, j'étais rappelé d'urgence à Brazza. Je ne lui indiquai pas la raison. Elle ne commenta pas, je sentis la déception et l'inquiétude dans sa voix.

Comment rejoindre le pays ? Toutes les communications avec l'extérieur étaient interrompues. Avec le commandant Ebaka, nous décidâmes de rejoindre Libreville où le président Omar Bongo mettrait un avion à notre disposition pour atteindre Brazzaville. J'ordonnai au ministre Rodolphe Adada de demeurer sur place et de poursuivre les négociations. À Brazzaville, nous verrions s'il fallait lui demander de rentrer. Nous arrivâmes à Libreville en fin de journée. Le président de la République, visiblement bouleversé, nous reçut et confirma qu'il mettait un avion à notre disposition. Son Grumman de commandement. Nous avons décollé de nuit. Dans la cabine, le silence, une atmosphère lourde, irrespirable. À plusieurs reprises, j'ai pleuré comme un gamin. Nous avons atterri de nuit dans Brazzaville enveloppée dans les ténèbres du couvre-feu. Deux jeeps militaires roulèrent à vive allure sur la piste jusqu'au bas de la passerelle. Deux de ses occupants sautèrent à terre, s'immobilisèrent devant moi en portant la main à la visière de leur casquette. Quel sens attribuer à ce geste ? Les militaires vous saluent pour vous honorer, mais aussi avant de vous arrêter. Ils m'avisèrent qu'ils avaient ordre de nous conduire au siège du CMP, le comité militaire du Parti. Nous roulions à vive allure dans les artères vides, sans lumières, sans bruit. Tous les membres du CMP étaient présents. Ils passaient les jours et les nuits dans leur bureau. Le commandant Sassou et le colonel Yhombi, tous deux émus, nous contèrent l'événement avec tous les détails en leur possession.

Marien Ngouabi avait été dans la matinée faire, ou suivre, un cours à la faculté des sciences, puis, au retour, s'était attardé dans son laboratoire. Un bâtiment qu'il s'était fait construire dans l'enceinte de l'état-major. Le cardinal Biayenda patientait dans la salle d'attente. Marien Ngouabi, qui voulait remédier aux excès des premières années de la Révolution, comptait corriger notre politique à l'égard de l'Église. Chaque Congolais, animiste, ou chrétien, est par tradition un croyant. Au cours de l'audience qu'il accorda au prélat congolais il confirma un engagement qu'il avait pris, restituer à l'Église catholique les bâtiments du collège Javouhey. L'entretien se prolongea et les deux hommes se séparèrent. Marien Ngouabi se dirigea vers sa résidence afin de déjeuner. En ce début d'après-midi du 18 mars, Brazzaville mitonnait sous une chaleur écrasante et humide. Les sentinelles au poste de garde somnolaient. Une voiture conduite par un officier se présenta. On ne vérifia pas l'identité. C'était l'ex-capitaine

Kikadidi. Avec lui un commando de quelques hommes. Il réussit à s'introduire dans la salle à manger où se trouvait Marien Ngouabi. Celui-ci comprenant le danger se sert de son revolver pour faire reculer l'assaillant. Kikadidi s'enfuit. Marien Ngouabi apparaît sur le seuil de la résidence. Un scénario confus se déroule. L'un des membres du commando aurait mis son arme sur la tempe d'un des gardes du corps du président, un certain Antsou, en lui enjoignant de tirer sur le chef de l'État. Le garde du corps s'exécute. Alarmé par la fusillade, surgit le fils aîné du président, Marien Ngouabi junior, qui abat le membre du commando et transporte son père à l'hôpital militaire. Il était déjà mort.

Après avoir écouté ce briefing, la jeep militaire me ramène chez moi. Avant de me reconnaître, notre berger allemand aboie. Je m'annonce à Romuald, notre fidèle sentinelle, que je sens nerveux. Les enfants dorment. Nirva ne montre pas l'émotion dont elle est la proie depuis cet événement, mais je sens que tout cela l'a bouleversée. Elle m'apprend qu'aussitôt après la fusillade des gens se sont présentés chez nous, à ma recherche. Elle ne les connaissait pas. Visiblement, ils ne venaient pas pour assurer ma protection.

Le lendemain, je vais aux nouvelles au siège du comité militaire du Parti. Une réunion s'est tenue pour l'organisation des funérailles de Marien Ngouabi. L'État est à court de trésorerie. Je suis désigné pour me rendre à Libreville solliciter une aide auprès du président Bongo. En fait, je comprends que la chose a déjà été traitée avec lui par téléphone. Accompagné d'Alexandre Ndenguet, un ancien ministre, je monte à bord de la Corvette-SN 601, un avion gouvernemental, piloté par une Française, Odile Gander. Je n'ai pas à déployer de grands arguments, le président Bongo, bouleversé, met à ma disposition un carton contenant 50 millions de francs CFA[1]. Il pose beaucoup de questions sur les circonstances de l'assassinat. Je lui en dis ce que l'on m'en a dit. Il avait une grande affection pour Marien Ngouabi. Je les avais vus se taquiner à propos du socialisme scientifique de l'un et du « tribalisme scientifique » de l'autre. Omar Bongo avait aidé Marien Ngouabi, totalement démuni, en achetant un petit appartement, à Nancy ou Strasbourg, à Clotilde Ngouabi, sa première femme, une Française que Marien avait répudiée. Au cours de notre entretien, le président gabonais me lit à haute voix une lettre écrite par l'un de ses vice-Premiers ministres. Il est l'oncle de Pascal Lissouba et craint pour le sort de celui-ci qui fait l'objet d'une garde à vue. Bongo griffonne quelques mots sur la missive par lesquels il demande à Sassou, président du CMP, de bien vouloir faire tout ce qui est en son pouvoir pour sauver l'ancien Premier ministre congolais. Cette intervention est pour moi pain bénit, car depuis mon arrivée,

j’ai, à plusieurs reprises, indiqué moi-même à Sassou et à Yhombi mon inquiétude sur le sort de Pascal Lissouba et de Ndalla-Graille. Sans avoir connaissance des éléments de l’instruction, je ne crois pas qu’ils puissent être impliqués dans l’assassinat de Marien Ngouabi. J’assure donc à Omar Bongo que je transmettrai son message.

Avant de prendre le vol de retour, Alexandre Denguet m’apprend que Massamba-Débat a été exécuté le matin du jour où nous nous rendions à Libreville. Je suis pris d’une nausée.

Aussitôt après notre atterrissage, je file au siège du CMP. Des militaires cubains assurent la sécurité. Ils me connaissent. Mais le carton que je tiens dans mes mains les intrigue. Ils veulent en connaître le contenu. Je refuse. Le ton de l’échange monte. J’utilise mon espagnol et leur demande d’aller dire au commandant Sassou que je suis là.

Une fois dans le bureau de ce dernier, j’exige que le colonel Yhombi soit associé à l’ouverture du carton. Je l’ouvre, compte les liasses de billets devant eux afin de vérifier que le compte y est. J’apprendrai plus tard que 40 millions seront utilisés pour les funérailles.

Je présente la lettre relative au sort de Pascal Lissouba. Sassou la lit et je comprends qu’il partage mon point de vue. Je m’attarde dans les couloirs du CMP, bavardant avec je ne sais plus qui. Au moment de partir, je suis interpellé par le lieutenant Anga. Il a été un moment aide de camp de Marien Ngouabi qui s’est séparé de lui pour attitude effrontée. Bien qu’il habite à une centaine de mètres de chez moi, je n’ai jamais eu d’atomes crochus avec lui. Je trouve ses raisonnements assez primitifs. Il m’entraîne dans son bureau et me demande ce que je pense du sort à réserver à Lissouba. Méfiant, je lui réponds que je crois savoir qu’il s’agit d’une question dont ils débattent au sein du CMP.

« Bien sûr, reprend-il, mais vous êtes un intellectuel, camarade Lopes, on peut discuter. »

Poursuivant son raisonnement, il indique que c’est le moment de se débarrasser de Lissouba. Je l’ai dit, plus haut, j’étais un ancien lissoubiste et j’ai pris mes distances par rapport à lui. Mais l’idée de le sacrifier au nom de calculs politiciens me révolte. Je baisse ma garde, et ouvre mon cœur en donnant plusieurs arguments contre une telle solution. Je vois que l’intéressé bout intérieurement et me fusille du regard. Je mets fin à l’entretien et rentre chez moi.

Une atmosphère tendue régnait sur Brazzaville. Le couvre-feu et des délations outrancières accroissaient l'atmosphère de terreur qui régnait.

Les membres du CMP avouaient en privé ne pas savoir qui avait armé le bras des assassins de Marien Ngouabi. Les rumeurs allaient bon train, quelques-unes étaient plausibles, de nombreuses fantaisistes. Un collaborateur, 3e cycle de sciences économiques, très sérieux, me soutint que Marien n'était pas mort. Qu'il avait été vu, à plusieurs reprises, dans le quartier Bacongo. Dans de nombreuses chancelleries, on privilégiait la main de l'étranger. Pour telle ambassade on pointait la France, pour une autre l'Union soviétique, pour une troisième la CIA. Parmi les spéculations colportées par le bouche-à-oreille, notre fameux radio-trottoir, revenait souvent la crainte d'une intervention de mercenaires étrangers. Les frontières étaient fermées, notamment avec Kinshasa. La vigilance était renforcée et les militants du Parti devaient, le soir venu, se retrouver au siège de leur quartier en tenue de milicien avec leur arme. Mon point de ralliement était l'arrondissement 3, à la Maison commune de Poto-Poto. Je m'y rendis un soir. Un individu, que je connaissais bien, m'interdit l'entrée en pointant sa Kalachnikov sur moi. Son grief ? J'étais un ennemi de la révolution, j'avais plaidé la grâce de Lissouba. Je battis en retraite et, de chez moi, je contactai le commandant Sassou par téléphone qui me demanda de ne pas sortir.

Quelques jours plus tard, j'étais convoqué par la commission de contrôle du Parti. Je retrouvai, sur le banc des suspects, Jean-Pierre Thystère-Tchicaya et Ekondy-Akala. Chacun d'eux avait subi un incident, analogue au mien. On nous demanda de raconter les faits. Il n'y eut pas de suite.

Une paranoïa s'était emparée de Brazzaville et quelques individus en profitèrent pour opérer des règlements de compte. Parmi les victimes, le capitaine Kimbouala, l'un de nos premiers saint-cyriens, un ami du commandant Sassou qui, à la nouvelle, ne put s'empêcher de verser des larmes.

Le 23 mars 1977, moins d'une semaine après l'assassinat du président Ngouabi, au milieu de la nuit, les membres du comité central et les dirigeants des organisations de masse furent réveillés et convoqués au CMP. Étant donné le couvre-feu et l'atmosphère qui pesait sur la ville, quelques-uns d'entre nous redoutèrent un piège et ne se déplacèrent pas. Le commandant Sassou nous informa que le cardinal avait été assassiné dans la journée. Il passa la parole au colonel Yhombi, qui, dans une atmosphère lourde, relata à peu près ce qui suit.

Après la mort de Marien Ngouabi, certains membres de son entourage n'acceptaient pas l'irrémédiable. Ils échafaudèrent leur propre version des faits

dans laquelle intervenaient des croyances irrationnelles. Soulignant le fait que la dernière personne à s'être approchée de Marien Ngouabi était le cardinal, un homme d'Église, donc doué de pouvoirs surnaturels, ils l'accusèrent d'avoir ôté au président la carapace protectrice, mystique, qu'il possédait en sa qualité de chef. Sinon, les balles des armes à feu n'auraient eu aucun effet sur *l'immortel*. Ils travaillèrent tant et tant certains membres de la garde rapprochée, en les convaincant d'opérer un acte de revanche, que ces derniers se présentèrent à l'évêché affirmant que le prélat était convoqué au CMP. Celui-ci se trouvait alors en compagnie de l'abbé Badila. Après un moment d'hésitation, les deux religieux acceptèrent d'accompagner les prétendus émissaires s'engageant à les suivre dans la 2CV Citroën de l'abbé. Les militaires insistèrent pour que le cardinal montât dans leur véhicule, un tout-terrain. Méfiant, l'abbé Badila monta dans sa 2CV et s'employa à suivre les inconnus. Mais son automobile n'avait ni la puissance ni la nervosité du véhicule militaire. Il avait du mal à rester dans leur sillage. À un carrefour, l'abbé s'apprêtait à tourner à droite, lorsqu'il s'aperçut que les accompagnateurs du cardinal filaient à gauche dans une direction opposée au siège du CMP. Il tenta de se lancer à leur poursuite, mais fut vite semé, sous les effets combinés de la lenteur de la 2CV et des embouteillages de la circulation. Beaucoup de temps fut perdu et ce fut plusieurs heures après que, ne voyant pas le cardinal revenir, l'abbé se décida à se rendre au siège du CMP. La garde de faction ne le laissa pas pénétrer. Le temps de parlementer et de réussir à se faire recevoir, de précieuses heures s'étaient écoulées. Craignant le pire, le CMP interrogea l'abbé pour qu'il donnât un signalement des ravisseurs. Il se souvenait que l'un d'entre eux était un métis. Tous les métis de l'armée furent convoqués et alignés devant l'abbé qui n'eut aucun mal à reconnaître celui qui avait participé au forfait.

Ainsi se présente l'infernale chronologie des faits. Mais la portée politique de cet événement était incalculable. Pour le comprendre, il faut effectuer un retour en arrière dans l'histoire du Congo et rappeler certains éléments psychologiques de notre société.

Avant l'Indépendance, la vie politique congolaise était dominée par trois partis. Le premier, l'UDDIA de Fulbert Youlou, recrutait le gros de ses militants dans la région autour de la capitale, le Pool, et dans le Sud, où la population est composée, pour l'essentiel, de ressortissants des ethnies bakongo, balari et basundi. Le deuxième, le MSA de Jacques Opangault, recrutait ses adhérents essentiellement dans le nord du pays avec une base fondamentale composée de l'ethnie Mbochi. La troisième formation était le PPC de Jean Félix-Tchicaya,

implanté surtout sur la côte, dans la région de Pointe-Noire. Un antagonisme profond, presque viscéral, opposait les deux premiers partis. Le clivage entre ces deux groupes s'exacerbait lors des périodes électorales pour constituer une profonde ligne de fracture. Le mal atteignit son paroxysme en 1958 où, durant plusieurs jours et plusieurs nuits d'émeutes, les deux communautés s'affrontèrent et se massacrèrent sans autre motif que l'appartenance tribale des uns et des autres. De part et d'autre des femmes et des enfants sont assassinés, éventrés, victimes de monstruosités sans autre motif que d'être ce qu'ils sont. Ces tueries ont marqué les esprits et leurs effets sont encore ressentis aujourd'hui.

Pour beaucoup de Congolais, la grille de lecture de la vie politique repose sur ce contentieux majeur. La nomination d'un haut fonctionnaire, la formation d'un gouvernement tiennent compte, ou essaient de tenir compte, de cette donnée fondamentale.

La nuit du 23 mars, le premier cardinal de l'histoire du Congo est assassiné et le prélat est un Lari. Son martyre vient après les assassinats, jamais élucidés, de Matsocota, de Massouémé, de Pouabou, tous Sudistes. Ajoutez à cela que Massamba-Débat, exécuté quelques jours plus tôt, était lui-même moukongo. La coupe est pleine. La réunion nocturne du comité central et des représentants des organisations de masse tourne au casse-tête. Foin d'idéologie, de marxisme, de raison raisonnante, les lois agissantes sont celles d'une société que nous comprenons mal, dont les réactions nous échappent. L'idée surgit qu'il faut toucher les véritables faiseuses d'opinions dans le milieu sudiste. Non pas des personnalités rompues aux théories et à la pratique de la communication moderne, mais les mamans, les *mamas*, du marché Total du quartier Bacongo. Elles seules connaissent le cœur et les reins de la partie sud de la capitale ; elles seules sentent le pouls de la population de cette zone ; elles seules sont en mesure d'agir sur leurs maris et leurs enfants. On les convoque, on leur fait l'état des lieux, on les écoute, on obtient leur adhésion, on leur donne mandat d'agir. Ces messagères de la paix font ce jour-là un travail qu'aucun député, qu'aucun élu, qu'aucune mission étrangère n'aurait réussi à réaliser. Elles contiennent le feu qui couvait sous la braise, elles évitent l'embrasement.

La propagande du parti accola aux nom et prénom du président assassiné l'épithète d'« immortel » et sa dépouille fut exposée plusieurs jours au Palais du peuple, l'ancienne résidence des gouverneurs de l'Afrique équatoriale française,

puis des présidents de la jeune République du Congo. Marien Ngouabi avait refusé d'y vivre. Il se sentait mal à l'aise dans les draps d'un palais. Suivant notre coutume, il y eut des nuits de veillée au cours desquelles de longues queues de Congolais vinrent, de toutes les régions du pays, s'incliner devant son cercueil tandis que, sans discontinuer, battaient les tam-tams, jouaient les sanzas, chantaient les pleureuses, dansaient les membres d'associations de toutes les régions du pays.

Les funérailles officielles, modernes, furent grandioses, organisées avec soin. L'hommage funèbre fut prononcé par le président du CMP, le commandant Denis Sassou N'Guesso. Étreint par l'émotion, il dut interrompre un instant son discours. Tandis qu'une salve de canons résonnait dans tout Brazzaville, entendue jusque sur l'autre rive, à Kinshasa, le cortège mortuaire s'ébranla, encadré par des soldats de toutes les armes, avançant au pas de l'oie, mais un pas de l'oie au ralenti, se dirigea vers l'état-major où fut érigé un mausolée bâti à la mémoire du grand disparu.

Une question d'étiquette tourmenta nos services protocolaires. Il y avait plusieurs veuves. Trois de recensées. Officiellement, et en bonne logique, une seule avait droit à ce titre, Céline, que Marien Ngouabi avait épousée en bonne et due forme. Mais la malheureuse n'avait jamais été acceptée par la mère du défunt. Car, dans l'esprit de cette dernière, son unique bru demeurait Clotilde, la Française, la mère des deux enfants métis, Marien junior et Roland. Elle lui était reconnaissante du fait que, à l'époque où Marien Ngouabi n'était qu'un anonyme officier, et où elle était souffrante, d'être venue veiller à son chevet à Fort-Rousset (la future Owando) et dormir près d'elle, sur une natte à même le sol. Il y avait enfin Pierrette Bambi, mère de deux enfants de « l'Immortel ». Le CMP ne voulut pas trancher. Les trois femmes furent toutes placées à la tribune d'honneur, bénéficiant du même traitement, toutes trois accompagnées de leur progéniture, parmi lesquels plusieurs Marien et plusieurs Dominique. Un Marien métis, un Marien noir ; deux Dominique : Dominique le garçon, Dominique la fille.

Marien Ngouabi inhumé, la scission du pays évité, la paix sauvegardée, restait à mettre en place les institutions et élucider les tenants et les aboutissants de l'assassinat.

Contre toute attente, le chef d'État par intérim ne fut pas le commandant Denis Sassou N'Guesso. Il refusa. Le choix se porta sur le colonel Yhombi,

l’officier le plus ancien dans le grade le plus élevé.

Je fus consulté pour être membre du gouvernement. Je rappelai mon désir de partir dans une organisation internationale et fis état de ma conversation avec Marien Ngouabi à ce sujet. Ma parole ne fut pas mise en doute. Il semblerait que le défunt avait fait part de ma conversation à Sassou. On convint donc que j’occuperais un maroquin seulement pour une période transitoire. On me proposa le ministère des Finances, j’éclatai de rire. Le CMP savait fort bien que je n’étais pas un expert en la matière. On voulait utiliser ma notoriété. Avant de me retirer chez moi, je déclarai préférer le ministère des Affaires étrangères. C’était un matin. À la mi-journée, j’eus la surprise d’apprendre à la radio que j’étais membre du gouvernement, chargé des Finances. L’ambiance générale, pesante, ne se prêtait pas à désavouer les autorités en place. Face à un danger dont on ne mesurait pas l’amplitude, il fallait présenter un front uni.

Parallèlement à la mise en place d’institutions pérennes, restait à élucider la question de l’assassinat de Marien Ngouabi. Une cour d’exception fut mise en place. Le procès fut public. On décréta la journée continue[2] afin que tout le monde suivît les audiences, à la radio et à la télévision. Les débats confirmèrent la version rapportée plus haut, mais, dans ces charrettes, on glissa des malheureux dont la culpabilité n’était pas avérée. Les verdicts étaient annoncés et justifiés par des chroniqueurs qui, chaque jour, diffusaient à la radio des commentaires haineux. Les exécutions avaient lieu au petit matin. Une formule dont ces mêmes chroniqueurs se délectaient pour terroriser la population. Un matin, au point du jour, on frappa à ma porte. C’était Me Brudey, un ami, avocat de Lissouba. Il craignait d’autant plus pour son client que les sentences de la cour étaient sans recours. En lisant entre les lignes de l’éditorial de La Voix de la Révolution de ce jour-là, on pouvait en effet craindre le pire. Je le rassurai en lui disant que j’avais eu la veille un entretien avec le président du CMP, le commandant Sassou, lequel m’avait assuré que tant qu’il serait à son poste rien n’arriverait ni à Pascal Lissouba ni à Claude Ndalla Graille. Deux précautions valant mieux qu’une, je courus au siège du CMP. La parole de Sassou me fut confirmée. La vie de Lissouba fut épargnée, mais il fut condamné à une peine de travaux forcés à perpétuité. Il sera gracié quelques années plus tard.

Le colonel Yhombi-Opango, dans l’intervalle promu au grade de général, avait été placé à la magistrature suprême pour tempérer notre discours et

infléchir la ligne marxiste-léniniste. Le Congo était entouré de trop d'ennemis, il fallait souffler. Contrairement à sa nature, et à nos attentes, Yhombi-Opango se lança dans une fuite en avant affichant des positions d'extrême gauche. Dans le même temps, alors que le pays était dans une position financière difficile, il menait un train de vie en contradiction avec l'austérité prônée. Une aile active du Parti dénonça cette duplicité.

Le 5 février 1979, dès la première journée d'un comité central extraordinaire, le général est démis de ses fonctions. L'atmosphère de la salle est pesante. Les flèches les plus acérées sont décochées par Bokamba-Yangouma, alors secrétaire général de la Confédération syndicale congolaise. La rue s'empare de la question. En fait, des militants manipulés. Des affiches dénoncent le shah de Mpila, par allusion au shah d'Iran renversé quelques semaines plus tôt. Il est accusé d'être corrompu, de recevoir et de distribuer des enveloppes. Parmi ces dazibaos, certains ne manquent pas d'humour. À la poste centrale, l'un d'entre eux s'en prend aux « enveloppes et aux enveloppés ».

Au cours du débat du comité central, je suis une nouvelle fois désorienté. Les faits qui sont reprochés à Yhombi le sont par ceux qui lui étaient les plus proches. Je manifeste mon étonnement. Nous sommes minoritaires. Dehors, les choses prennent des proportions inattendues. Yhombi est arrêté, placé en résidence surveillée et le comité central remanié. Nouveau président du comité central, le commandant Denis Sassou N'Guesso, devient chef de l'État, un comité préparatoire au 37e congrès du PCT est constitué. Nous sommes le 16 février 1979. Le 4 avril, un nouveau gouvernement est formé avec à sa tête Louis Sylvain-Goma, qui assure la continuité. Je suis reconduit au ministère des Finances.

Le Congo avait alors une situation financière particulièrement délicate. Ma tâche principale était d'obtenir de nos créanciers une restructuration et un rééchelonnement de notre dette. Après avoir négocié un programme d'ajustement structurel avec le FMI et la Banque mondiale, j'atteignis ce but que je considérais comme la première étape de l'assainissement de nos finances publiques. Certains de nos partenaires éteignirent notre dette.

Deux ans étaient passés et je n'avais pas abandonné mon projet d'aller servir dans la fonction publique internationale. Je m'en ouvris au président Denis Sassou N'Guesso. Il pensait que j'avais abandonné cette idée. Après avoir manifesté un mouvement de surprise, il reconnut que nous en avions parlé. J'insistai. « Si tu veux que cela réussisse, me dit-il de guerre lasse, n'en parle à

personne et laisse-moi faire. » Il était difficile de garder la chose totalement secrète dans la mesure où, étant des organisations intergouvernementales, ces institutions sont plus attentives à votre candidature lorsque celle-ci est appuyée par l'État dont vous êtes ressortissant. Je confiai donc la chose à Pierre Nzé, alors ministre des Affaires étrangères, qui fut chargé de mettre en branle la procédure appropriée.

Tenant sa parole, Denis Sassou N'Guesso convoqua une réunion du Bureau politique au cours de laquelle il annonça à ses collègues ma démission du gouvernement. Pris de court, ils ne purent qu'accepter d'être mis devant le fait accompli et, dans la foulée, le jour même, le comité central, quoique perplexe, entérina la décision.

1. Il s’agit de CFA d’avant la dévaluation, soit, grosso modo, environ 160 000 euros.

2. Les horaires de travail étaient fixées du matin très tôt à la mi-journée, laissant les bureaux et les commerces libres les après-midi.

Ma préférence allait à l'Unesco où mon nom n'était pas inconnu. Durant plusieurs années, j'avais participé à un comité international chargé de faire des propositions sur l'action à mener dans l'action en faveur de l'alphabétisation des adultes. J'avais aussi été membre d'une mission de plus longue durée chargée de l'évaluation des centres et bureaux régionaux de l'Unesco en Afrique. Sous la présidence d'Abdul Razzak Kaddoura, alors doyen de la faculté des sciences de Damas, nous étions une équipe de quatre personnalités à parcourir durant plus d'un mois une dizaine de pays africains dans lesquels l'Unesco avait des bureaux. Enfin et surtout, j'avais, de 1970 à 1972, avec cinq autres personnalités[1], été membre de la Commission pour l'éducation au XXIe siècle, présidée par Edgar Faure.

Le nouveau directeur général, le Sénégalais Amadou Mahtar M'Bow me connaissait. Nous avions travaillé ensemble au milieu des années soixante, lorsque lui-même et l'historien français Jean Devisse prirent l'initiative de créer un réseau de jeunes professeurs africains dans l'intention de mettre en place de nouveaux programmes d'histoire pour les collèges, les lycées et les universités francophones du continent.

À son avis, un poste de haut niveau pouvait me convenir, mais la procédure de recrutement était longue. Spontanément, il me proposa de m'embaucher, dans un premier temps, comme consultant, au siège de l'organisation, où j'effectuerais un travail à ses côtés. Cette position lui permettrait de me tester et me donnerait la possibilité de suivre de près les vacances de poste à venir.

Dès janvier, ou février, 1981, j'étais sur place.

Depuis quinze ans, je n'étais plus passé à Paris sans que l'ambassade du Congo en France m'apportât son appui. Un fonctionnaire du protocole de notre chancellerie m'accueillait, facilitait les formalités aux aéroports et un chauffeur était mis à ma disposition pendant la durée de mes séjours. Je n'avais plus

maintenant de raison de jouir de ces facilités.

Arlette et Roger Chemain, un couple d'amis français, qui enseignaient la littérature à l'université Marien-Ngouabi de Brazzaville, mirent généreusement à ma disposition un pied-à-terre qu'ils possédaient à Paris. Un studio situé rue des Bernardins dans le Ve arrondissement, en plein cœur du Quartier latin, un secteur familier à l'ancien étudiant. La rue des Bernardins réveillait en moi des souvenirs chers et précis. C'était la rue du foyer des étudiantes où logeait Nirva. À deux pas se trouvait le foyer des étudiants calédoniens qui nous avait dépannés quelques mois, lorsque, jeunes mariés, nous cherchions un toit. Dans les parages, il y avait la salle de la Mutualité où j'allais suivre André Ribard, un communiste mis à l'index par le Parti communiste, et qui, sur son fauteuil roulant, faisait des conférences sur le marxisme-léninisme. Des causeries suivies par un groupe de fidèles composés d'un public de gauche, pour la plupart communistes de diverses obédiences, en rupture de ban avec le Parti communiste français, ainsi que de nombreux étudiants africains. À proximité de la rue des Bernardins se trouvait aussi la librairie Présence africaine où Alioune Diop et sa femme, Christiane Wandé-Diop, les fondateurs de la Société africaine de culture, et les organisateurs du Premier Congrès des écrivains et artistes noirs à la Sorbonne, nous accueillaient toujours avec bienveillance. Autant dire que je me trouvais en zone de connaissance. Un quartier où je me serais vraisemblablement moins perdu que dans certaines venelles de Poto-Poto, de Ouenzé, ou de Talangaï, à Brazzaville. Enfin, j'allais apprendre que parallèlement à cette rue des Bernardins, il y avait la rue de Bièvre, où François Mitterrand, sur le point d'être élu président de la République française, possédait un hôtel particulier.

Le couple Chemain m'avait prévenu, leur studio était simple. Pas de lit, pas de meuble, mais toutes les commodités minimales. Je dormais sur un matelas à même le sol et reprenais des habitudes que j'avais perdues depuis beau temps : faire moi-même mon lit, cirer mes chaussures, me cuisiner des plats très simples, laver la vaisselle, utiliser les transports en commun. Un jour, je rencontrai dans le quartier un homme d'affaires togolais, tiré à quatre épingles qui me connaissait de réputation et semblait avoir suivi attentivement mon parcours. Il ne cessait de me donner du Premier ministre, ce qui me gênait. Je craignais que quelqu'un n'entendît ce déluge de formules vieux jeu et ne se moquât de nous. Il sollicita un rendez-vous. Je m'enquis du lieu. « C'est à moi de me déplacer, excellence. Donnez-moi votre adresse. » Je souris.

Le directeur général de l'Unesco devait présenter à la prochaine conférence générale, en 1983, un Plan dit à moyen terme qui serait le texte d'orientation stratégique fondamental à partir et dans le cadre duquel seraient conçus les programmes de l'Unesco. Mon contrat de consultant consistait à participer à la conception et à la rédaction de ce document. Je travaillerais donc à ces côtés, dans son cabinet.

Le matin de mon entrée, je me trouvais en présence d'un autre bizuth à qui l'on donnait des informations pratiques sur son travail. Un géant au teint pain d'épice dont le visage ne m'était pas inconnu. Il ressemblait à ses photos, parues en grand nombre dans la presse l'année où il obtint le prix Renaudot. Je l'avais également aperçu en conversation au comptoir d'un bar de Montparnasse au cours de mes années d'étudiant. C'était Édouard Glissant en personne. L'écrivain antillais. Son contrat consistait à compiler des discours et diverses interventions d'Amadou Mahtar M'Bow. Son travail fut tellement apprécié du directeur général qu'il constitua la matière d'un livre signé par ce dernier, *Le Temps des peuples*.

Bel homme, de haute taille, Amadou Mahtar M'Bow était une personnalité affable, prévenante, chaleureuse, séduisante. Un grand travailleur. Il exigeait beaucoup de ses collaborateurs mais encore plus de lui-même. Il avait au demeurant banni de son vocabulaire le vocable collaborateur. Tous les fonctionnaires de la maison étaient ses collègues. De son adjoint aux employés des grades les moins élevés. J'allais vite me rendre compte qu'il ne s'agissait pas d'une simple question de vocabulaire. Il était tellement habité par l'Unesco et la mission qui en découlait qu'il n'hésita pas, par deux fois, à placer son poste dans la balance lorsque certains fonctionnaires furent victimes d'atteintes graves à leur statut.

Dès notre première entrevue officielle, dans son bureau, M'Bow me signifia que l'Unesco n'était pas, je reprends son expression, « un lieu de tout repos ». Je n'étais pas à la recherche d'une sinécure : je venais dans l'Organisation pour apprendre.

Mon contrat de consultant devait durer le temps nécessaire à ma nomination. Un an. Non pas à cause de lourdeurs bureaucratiques, mais en raison d'une rigueur dans la gestion du personnel et la procédure de nomination. Je fais grâce au lecteur des détails de la procédure.

Durant cette année, consacrée à la préparation du Plan à moyen terme, je découvrais l'Unesco de l'intérieur. Une machine extraordinaire, complexe, bien

huilée, fonctionnant suivant des procédures et une méthode bien rodée. Un outil moderne qui débarrassait le directeur général de toutes les tâches bureaucratiques et lui permettait de se consacrer aux grands dossiers et de réaliser mille choses à la fois. Grâce à ce soutien, il pouvait prononcer plusieurs discours dans la journée, signer en toute confiance des documents, des instructions et des courriers, dans plusieurs langues, animer des séances de travail avec ses collaborateurs, participer à des réunions internationales, répondre aux invitations de chefs d'État et de gouvernement, voyager dans le monde entier, comme le lui demandaient les pays membres. La machine fonctionnait chaque jour de l'année, le hissant à la hauteur des dieux omniprésents et omniscients, ce qui valut à René Maheu, prédécesseur de M'Bow, le surnom de « Maheu sait tout »[2]. Dans l'équipe d'exception qui entourait Amadou Mahtar M'Bow, il faudrait bien sûr mentionner les institutionnels, son cabinet, ses conseillers, les divers sous-directeurs généraux.

Je voudrais m'arrêter quelques instants sur ses plumes, Adel Rifat et Bahgad El Nadi. Ils étaient chargés de la rédaction des discours du directeur général. Deux Égyptiens, le premier francophone exceptionnel, le deuxième surtout anglophone, les deux, bien sûr, arabophones. On les appelait « les jumeaux ». Deux personnalités d'une inimaginable complémentarité. Dans leurs années d'apprentissage, ils furent des marxistes militants. Le dirigeant de l'Égypte d'alors était Gamal Abdel Nasser, un nom prestigieux dans l'histoire des nationalismes du tiers-monde et dans la lutte anticolonialiste. Quoiqu'il entretînt, en cette période de guerre froide, une alliance étroite avec les pays du bloc communiste, sur le plan intérieur il prit la décision de mener une chasse aux sorcières contre les membres du Parti communiste égyptien. Les deux camarades furent arrêtés et condamnés à une lourde peine d'emprisonnement. Au cours d'une marche forcée dans le désert, Adel Rifat, de constitution plus fragile, défaillit. Bahgad El Nadi le prit sur son dos et marcha de longs kilomètres avec son précieux fardeau. Il sauva la vie d'Adel. Ils prirent la résolution de ne jamais plus se séparer. Ils sont les auteurs de publications de grande qualité, sous le pseudonyme de Mahmoud Hussein. J'ai un penchant particulier pour *Versant sud de la liberté*[3], mais il convient de mentionner le travail remarquable que constitue leur *Penser le Coran*[4], un ouvrage de plus grande densité, et un travail d'érudition, qui apporte un éclairage essentiel à l'actuel débat sur l'Islam et l'Islamisme. À la suite d'une brillante prestation, lors d'une émission d'Apostrophes de Bernard Pivot, qui constituait l'un des premiers dialogues entre un Juif, Saul Friedländer, et des Arabes, M'Bow, conquis par leur réflexion

et leur talent, voulut recruter l'un d'entre eux. En vertu de la solidarité fondamentale qui les lie l'un à l'autre, les deux compagnons firent savoir que le recrutement de l'un était inimaginable sans celui de l'autre. Chikh Bekri, alors directeur de cabinet du directeur général, s'échinera, des mois durant, à trouver un second poste, de même grade et de même niveau. Les deux amis négocièrent leurs contrats pied à pied : en cas de promotion de l'un, l'autre devrait en bénéficier ; en cas de déplacement de l'un, les deux feraient partie de la mission ; toute mutation de poste de l'un affecterait l'autre ; une secrétaire commune pour les deux, etc. Le directeur général accepta ces aménagements. Lorsque, des années plus tard, Édouard Glissant laissera vacante la direction du *Courrier de l'Unesco*, le tandem postulera à ce poste où il constituera et animera une équipe plus large, avec laquelle il accomplira un travail magnifique jusqu'à son départ à la retraite.

Quelques fonctionnaires m'étaient déjà familiers. Certains d'entre eux avaient connu le jeune boursier, d'autres le professeur de l'École normale supérieure d'Afrique centrale, d'autres enfin avaient travaillé avec moi à l'occasion de ma participation soit aux conférences générales soit aux différentes commissions que j'ai évoquées plus haut. Je retrouvai aussi des connaissances du temps de la Cité universitaire à Paris et des amis à divers titres, comme Gérald Félix-Tchicaya, René Depestre, Hervé Bourges. Je découvris que cette petite communauté, dispersée sur trois sites – la place de Fontenoy, la rue Miollis, la rue Bonvin – ressemblait sur un point à mon Poto-Poto. Elle possédait son radio-trottoir, colporteur de rumeurs variées, quelquefois exactes, souvent fausses et outrancières, toujours fantaisistes. Ma candidature à un poste de sous-directeur général était un secret de polichinelle. Son actuel titulaire, Asher Deléon, un Yougoslave, vint me trouver pour me déclarer abruptement qu'il savait que je briguais sa succession et m'invita à l'aider à rédiger la description du poste avant qu'elle ne fût affichée. Quelques jours plus tard, il me convia à un entretien dans son bureau. Je m'y rendis d'autant plus naturellement que je l'avais connu durant mes années de boursier et que nous avions ensuite travaillé de conserve dans la commission Edgar Faure, dont il dirigeait le secrétariat. Je m'attendais à un dialogue, je me trouvais embarqué dans une réunion avec d'autres collègues. Je compris que l'entretien avait pour objet de m'évaluer et de déterminer à quelle mouvance j'appartenais. C'est qu'une atmosphère malsaine régnait alors au sein de l'organisation. Certaines coteries, hostiles à Amadou Mahtar M'Bow lui reprochaient, en sourdine, de privilégier des recrutements, selon eux « au

rabais », dans le tiers-monde, notamment en Afrique et dans le monde noir.

Le clivage au sein du secrétariat s'était mué en fossé avec, toujours lors de la conférence générale de Belgrade, la création d'une seconde association des membres du personnel. La plus ancienne, violemment opposée à la politique du directeur général, disposait d'un plus grand nombre d'adhérents, du fait de son ancienneté sur laquelle elle fondait sa légitimité. La seconde, minoritaire, composée en majorité de ressortissants du tiers-monde, était accusée par la première d'être une formation croupion à la solde du directeur général.

Je venais à l'Unesco pour fuir le marigot de la politique : il m'y rattrapait.

Ma nomination à la tête du secteur du Soutien du programme prit effet le 1er janvier 1982.

Je n'avais encore ni pris mes fonctions ni saisi la composition et l'outil mis entre mes mains que la foudre s'abattit sur l'Unesco. Les États-Unis et Singapour diffusaient un préavis de retrait de l'organisation. La Grande-Bretagne, un an plus tard, lui emboîtera le pas. Trois États sur, à l'époque, plus de 160 pays membres, pouvait paraître un nombre anodin. Chaque État, grand ou petit disposant du même pouvoir de vote. En réalité, si le retrait de Singapour, cité-État de deux millions d'habitants, pouvait paraître négligeable, et dont la contribution au budget de l'Unesco était somme toute dérisoire, tel n'était pas le cas des deux autres pays, puissances mondiales, membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies. Outre qu'il s'agissait de deux pays cofondateurs de l'organisation (l'Acte constitutif était déposé à Londres), ils fournissaient, à eux deux, trente pour cent des ressources de l'organisation. Vingt-cinq pour cent pour les États-Unis, cinq pour cent pour la Grande-Bretagne. Par ailleurs, ces deux pays possédaient une capacité de nuisance dont nous allions bientôt éprouver les méfaits. Pourquoi donc cette décision d'autant plus inattendue que quelques mois auparavant, à la Conférence générale de Belgrade, la délégation américaine avait été à l'origine de la motion de reconduction d'Amadou Mahtar M'Bow aux fonctions de directeur général ?

Parmi les reproches invoqués contre l'Organisation, à quelques nuances près, par les trois pays, figuraient la mauvaise gestion et la conduite de programmes contraires aux principes de l'organisation et aux valeurs de ses pays. Accessoirement, ajoutaient les sécessionnistes – nous sommes au temps de la guerre froide –, l'emprise de l'Union soviétique et des pays communistes, avec pour corollaire un déni des droits de la personne et des restrictions à la liberté d'informer.

En 1985, la Conférence générale se tint à Sofia, en Bulgarie. À l'époque, la session durait un mois.

À Sofia, malgré l'hospitalité des habitants et le dévouement d'une équipe de jeunes étudiants volontaires, dont le multilinguisme forçait l'admiration, je retrouvais la tristesse ambiante et le bas niveau de vie des pays communistes que j'avais connus près de vingt ans plus tôt à Moscou, au temps de ma bourse Unesco. La nourriture était maigre, fade, uniforme, avec toutefois quelques exceptions, pour les palais indulgents, dans les cantines des clubs, comme celui des écrivains ou celui des cinéastes.

Je retrouvais l'atmosphère de surveillance policière que j'avais déplorée en Union soviétique. L'Allemand Thomas Keller, notre chef du service des conférences, après de difficiles négociations, avait obtenu des autorités bulgares que fussent accessibles, sur le site de la conférence, *Le Monde* et le *Herald Tribune*, pour les délégations étrangères. Une de nos collègues subit un désagrément caractéristique de ce genre de régime. Elle eut la surprise de se voir présenter des frais d'hôtel exorbitants. Le plus gros poste de dépenses était le téléphone. Elle n'avait pourtant passé aucune communication de longue distance. Afin de lui prouver le contraire, on l'invita candidement à écouter ses conversations qui avaient été… enregistrées… Bien sûr, on s'excusa de la méprise.

Entrer dans les détails du contenu de la masse de résolutions adoptées à l'occasion de la conférence générale serait fastidieux. Ces textes étaient rédigés dans un langage codifié et n'avait d'importance que pour ceux qui les adoptaient et pour le secrétariat chargé de les mettre en œuvre. Au-delà de cet aspect juridique, la conférence eut une double portée. L'approche ouverte et mondiale des sujets par l'Unesco qui, pendant plus d'un mois, offrait l'occasion à la population bulgare d'entendre un autre son de cloche que celui de la propagande rigide habituelle, lui apporta une bouffée d'oxygène et une incitation à un changement, même si c'était dans une perspective lointaine, vague et imprécise. Je crois avoir perçu que ce désir était aussi souhaité discrètement par une partie de la direction politique, notamment par le vice-Premier ministre de l'époque. Je fis un lien entre cette aspiration, à peine perceptible, et la vision que Zou Enlai et Deng Xiaoping nous avaient fait partager, celle de la théorie des trois mondes. Au fond, la Bulgarie souhaitait intégrer le groupe que, dans leur théorie, les deux Premiers ministres chinois avaient qualifié de deuxième monde. Celui des pays

intermédiaires, les uns capitalistes, les autres communistes, qui s'efforçaient de se tenir à une distance égale des deux superpuissances. L'un des indices perceptibles de cette tendance était la place accordée à l'enseignement de certaines langues étrangères, dont le français, à divers stades des études.

Le second bienfait de la conférence fut un dialogue franc, total et ouvert entre l'ensemble des États membres et la Grande-Bretagne pour essayer de faire revenir celle-ci sur sa volonté de quitter l'organisation. D'énormes concessions furent faites par l'Unesco pour tenir compte des critiques que les Britanniques lui adressaient. Ce fut peine perdue. Quelques jours après la fin de la Conférence générale, la dame de fer, Margaret Thatcher, confirmait sa volonté de suivre l'exemple américain. L'organisation allait se trouver avec 30 % de ses ressources budgétaires en moins. Il faudra attendre onze ans, 1997, pour que le Royaume-Uni, à la faveur de l'élection d'une majorité travailliste, réintègre l'organisation.

Il y a lieu de remarquer que les directeurs généraux successifs, Amadou Mahtar M'Bow aussi bien que Federico Mayor, eurent l'intelligence de ne pas se couper des communautés intellectuelles, pédagogiques, scientifiques britannique et américaine. Les gouvernements de ces pays ne participaient pas aux programmes de l'organisation, mais celle-ci associait ses intellectuels à ses activités. Ainsi affirmait-elle le caractère universel d'une organisation spécialisée des Nations unies à laquelle elle devait les plus belles phrases du préambule de son Acte constitutif rédigées par un poète américain, Archibald Mac Leish[5].

Au début de l'année 1986, quelques mois après la conférence générale de Sofia, je suis muté à la tête du secteur de la Culture. J'abandonnais mon bureau du deuxième sous-sol de la place de Fontenoy. Présenté ainsi on pourrait penser à un local sans lumière alors qu'il s'agissait d'un patio d'où j'apercevais chaque jour une sculpture en pierre de l'artiste britannique Harry Moore. Une femme allongée, percée d'un trou. Au début elle m'intriguait. J'ai fini par l'aimer et je regrettais de m'en séparer. Dans leurs profondeurs, les bâtiments de la place de Fontenoy avaient un point commun avec le vieux bahut de mon enfance et de mon adolescence, le lycée Clemenceau de Nantes. L'un et l'autre possédaient des espaces ouverts sur le ciel. Ici des patios, là-bas des cours de récréation. Venant d'Afrique, où l'architecture était plus simple, ce jeu architectural m'enchantait.

Je déménageai donc pour le site de la rue Bonvin. Un bloc parallélépipédique de béton, de verre et d'acier, sans touche originale. Les beaux-arts y avaient cédé le pas aux mathématiciens et physiciens. Il était accolé au site de la rue Miollis, une construction de même farine, où, à l'époque, on était accueilli par une sculpture de Giacometti, *L'Homme qui marche*. À force de marcher, il a atteint aujourd'hui la salle des pas perdus de la place de Fontenoy.

Le secteur de la culture, combien de divisions ? Bien moins qu'au Soutien du programme. Le fer de lance en était celle du patrimoine physique et matériel avec un programme phare, la protection et la promotion des sites mondiaux qui donnaient lieu à des campagnes de sauvegarde et de préservation gigantesques. Celle des monuments de Nubie sauvés des eaux du barrage d'Assouan avait défrayé la chronique à la gloire de l'Unesco. Pendant plus d'une décennie, sous l'égide de l'organisation, des spécialistes de plusieurs pays s'attelèrent à une gigantesque entreprise. Lorsque j'arrivai à la tête du secteur, une campagne de même nature venait de s'achever en faveur de la sauvegarde du temple de Borobudur, un monument bouddhiste en terrasses, construit en Indonésie, dans l'île de Java, aux VIIIe et IXe siècles de notre ère. Il est caractérisé par ses *stûpas* et, vu d'en haut, il a la forme d'un mandala géant représentant à la fois la cosmologie bouddhiste et la nature de l'âme. Les travaux de restauration achevés, le site fut inscrit sur la liste du patrimoine national. À l'époque, cette liste comprenait environ une centaine de biens. Aujourd'hui, elle en compte plus d'un millier. Elle avait fait l'objet d'une convention qui reposait sur cette idée fondamentale selon laquelle si, pour une raison ou une autre, des sites comme les monuments de Nubie, le temple de Borubodur, la tour Eiffel, l'ancienne ville de Québec, la ville de Hué, la Cité interdite de Beijing, l'île de Gorée ou l'Acropole disparaissaient, cela constituerait une perte irremplaçable non pas uniquement pour les populations abritant le bien, mais pour l'humanité tout entière. Ce principe d'une solidarité culturelle à l'échelle de la planète a représenté en son temps une idée neuve.

C'est dans cet esprit que, à la fin d'un conflit qui fut l'occasion d'un des plus grands génocides de l'histoire et laissa le Cambodge exsangue, j'accompagnai Federico Mayor à Siem Reap où il lançait officiellement la campagne de sauvegarde des temples d'Angkor.

À son origine, la liste du patrimoine comprenait surtout des biens historiques et culturels, avec le temps, elle s'est enrichie d'espaces naturels, tels le site des Virunga ou l'espace trinational de la Sangha. Inspiré par la fameuse phrase[6] du

sage malien, Amadou Hampaté Ba, prononcée justement lors d'une session du Conseil exécutif de l'Unesco, j'appelais l'attention sur le soin à apporter au patrimoine immatériel. Je n'avais évidemment aucun mal à convaincre les pays africains. Les pays d'Europe nordique et centrale manifestèrent leur intérêt, mais c'est surtout en Asie, avec le Japon et la Corée, que je recueillis une adhésion enthousiaste. J'effectuais plusieurs déplacements à Tokyo où j'obtins la promesse d'un appui financier. Aujourd'hui, il existe une liste patrimoine mondial immatériel riche de 470 éléments correspondant à 117 pays, parmi lesquels on trouve le langage sifflé en Turquie, le Zaouli de la Côte d'Ivoire, le chant Xoan du Vietnam, le repas gastronomique des Français ou les fêtes du solstice d'été dans les Pyrénées.

Je portais bien sûr mon attention sur la division de la création artistique, dirigée à l'époque par une personnalité dynamique et qui possédait un réseau de relations étendues, Madeleine Gobeil-Noël, une Canadienne francophone de l'Ontario. Malheureusement, ce programme souffrait d'une absence cruelle de moyens. C'était une équipe bouillonnante d'idées sans cesse renouvelées dont les ateliers étaient appréciés par beaucoup d'artistes. L'un des grands moments fut une réunion d'écrivains de l'Amérique latine et des Caraïbes, tenue à Brasilia avec la présence active du grand romancier brésilien Jorge Amado, sans négliger les rencontres où se retrouvaient de grands designers européens avec des artisans africains afin de fournir l'occasion à ces derniers d'apporter dans leur travail une attention plus grande à la finition des œuvres, moyen d'offrir à ces produits la possibilité d'être compétitifs avec les produits industrialisés.

À l'intérieur du secteur existait une unité originale, particulièrement convoitée par les écrivains, la division dite des œuvres représentatives. Derrière ces mots mystérieux se développait un programme, né d'une idée du poète et académicien français Roger Caillois, l'un des fonctionnaires dont l'action imprima le plus sa marque à l'organisation et auquel Jean d'Ormesson avait l'habitude de rendre hommage. Elle partait de la constatation suivante : les langues sont divisées en deux groupes. Les langues de grande diffusion (anglais, français, espagnol, arabe) parlées au-delà des limites des pays où elles sont nées et d'autres qui, même lorsqu'elles sont riches de culture, dont l'écho dépasse leurs frontières (le grec, l'allemand, l'italien, etc.) ou possèdent un nombre impressionnant de locuteurs (l'hindi, le bahasa indonesia), ne sont parlées qu'à l'intérieur de leur propre pays. Il s'agissait donc d'identifier des œuvres majeures de ce dernier groupe et de leur assurer une publicité et une diffusion plus larges en les traduisant dans les langues de grande diffusion. Les éditions Gallimard

comprirent très vite l'intérêt du programme et apportèrent leur concours à une collection dite des « œuvres représentatives » en coéditant ces ouvrages avec l'Unesco. Certains assurent que c'est parce qu'il fut traduit en français, puis en anglais, dans cette série, que le poète Georges Séféris fut remarqué par les jurés du Nobel qui le consacrèrent en 1963.

Je confiais ce programme à Édouard Maunick, le poète mauricien qui, dans une boutade pleine de malices, aimait à se présenter comme « Édouard Maurice, de l'île Maunick ».

Je suis resté une dizaine d'années au secteur de la culture. Pour des raisons d'équilibre géographique dans la répartition des postes de sous-directeurs généraux, Federico me fit glisser à la tête d'un autre secteur prestigieux, celui des Relations extérieures. Une position qui, par définition, demandait à se déplacer en permanence. Une responsabilité grisante, mais dont ma famille souffrait du fait que je logeais moins à la maison que dans les avions. Je n'y fis qu'un bref passage. Un an. J'approchais des soixante ans, moment où nous devions faire valoir nos droits à la retraite. Je me sentais pourtant en pleine forme et en mesure d'accomplir de nombreuses missions.

Federico Mayor voulait faire un geste en direction des Africains. Il créa l'unité Priorité Afrique et me proposa d'en assurer la conduite, avec élévation au grade de directeur général adjoint, ce qui faisait de moi l'un de ses adjoints directs. Sans moyens financiers, mon rôle consistait à jouer le gratte-poil chargé de rappeler à mes collègues l'importance dans leurs programmes de la « priorité Afrique ». J'ai passé mes trois dernières années d'activité de fonctionnaire international à la tête de cette unité dans le bâtiment en forme d'Y de la place de Fontenoy. Quand je levais la tête au-dessus de mes dossiers, de mon bureau du cinquième étage, à grandes baies coulissantes, je contemplais la tour Eiffel et la cour de l'École militaire où fut dégradé le capitaine Dreyfus. Récemment, l'association des anciens fonctionnaires de l'Unesco m'a demandé de les entretenir sur mon expérience à ce poste. Pas question de reprendre ici une question de cuisine intérieure qui n'intéresserait qu'un club réduit de spécialistes et, peut-être, quelques thésards à l'esprit d'entomologiste.

Mes nouvelles responsabilités me remettaient en contact avec l'Afrique, m'amenaient à m'y rendre, à rencontrer les divers responsables du continent, bien sûr dans les domaines de compétence de l'Organisation, mais également au sommet des États. Je pus constater que mon continent ne m'avait pas oublié. Je

garde en particulier le souvenir d'un sommet de l'Union africaine, qui était peut-être encore l'Organisation de l'Unité africaine (OUA). J'en ai oublié l'année et le lieu. Selon la tradition, un banquet avait été offert aux chefs d'État et de gouvernement présents. Les ministres des Affaires étrangères et les chefs de délégation des organisations internationales y étaient également conviés, bien sûr sur des tables à l'écart de ceux qui étaient aux commandes des destinées de nos pays. Rêveur et un brin nostalgique, selon mon habitude, je pensais à l'incipit de *Salammbô* dont je connais par cœur les premières phrases : « C'était à Mégara, faubourg de Carthage, dans les jardins d'Hamilcar. »

Les présidents se levèrent. Il y eut un mouvement des aides de camp en uniformes et des gardes du corps en civil, tous empressés à assurer la sécurité de leurs chefs en faisant rempart de leur corps. Les ministres des Affaires étrangères interrompirent également leurs conversations afin de se placer sur le passage des premiers et d'intégrer leur cortège. J'étais sagement debout parmi eux. Je ne sais plus quel président, peut-être Nino Viera de Guinée-Bissau, s'écarta et s'en vint me saluer. Un autre lui emboîta le pas et bientôt, à la stupéfaction des suites présidentielles, et à ma propre confusion, une queue de chefs d'État se forma les uns pour me serrer la main, beaucoup pour me prendre dans leurs bras ou me faire l'accolade. N'exagérons rien. Dans leur grande majorité il s'agissait de francophones et de lusophones. Ce n'était ni le fonctionnaire international ni l'ancien Premier ministre qui les avaient conduits à faire cette entorse à l'étiquette, mais l'écrivain. Amusant, car, hormis dans les collèges, les lycées et les universités, je suis peu lu en Afrique, où l'on cite pourtant le titre de tous mes ouvrages. C'est que les Africains lisent trop peu. Ou peut-être que, de manière plus générale, il y a aujourd'hui plus d'écrivains que de lecteurs.

Mais l'une des actions dont je suis le plus fier, à mon poste de *DDG*[7] *Africa*, comme nous disions dans la maison, est sans conteste, en 1996, la célébration du quatre-vingt-dixième anniversaire de Léopold Sédar Senghor. Federico Mayor avait mis à ma disposition tous les moyens pour réussir l'événement. Je fus épaulé dans ma tâche par un fonctionnaire compatriote de Senghor, Makhily Gassama. Lié au milieu traditionnel, il réussit à faire sortir de Guinée, à titre exceptionnel, le *sosso bala*, qu'on dit être le balafon sacré de Soundiata Kéïta, fondateur de l'empire du Mali dont l'épopée, sorte de *Chanson de Roland* africaine, a été transcrite, à partir de la tradition orale, par l'historien Djibril Tamsir Niane[8]. Le transport de l'objet requérait un monceau de précautions. Des rites à respecter et des sacrifices à pratiquer. Finalement, le précieux colis arriva

sans encombre. Pour l'ouverture du coffret oblong qui le protégeait, nous dûmes nous soumettre, dans une salle de l'Unesco, à un nouveau cérémonial selon des rites sacrés. Seul accroc, mais de taille, le cadenas ne s'ouvrait pas. Et les accompagnateurs insistaient que toute brisure du coffre, ou du cadenas, serait sacrilège et signe de mauvais augure. Je ne sais plus quelle solution nous permit de nous tirer d'affaire. L'instrument musical donna lieu à un colloque fort intéressant et placé sur la tribune lors de la cérémonie officielle à laquelle participèrent une brochette de chefs d'État dont Abdou Diouf, alors président du Sénégal. Jacques Diouf, alors directeur général de la FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture) avait tenu à être de la fête. Je réussis à obtenir la participation de l'écrivain nigérian Wole Soyinka, prix Nobel de littérature en 1986.

Senghor ne put faire le déplacement et nous envoya un message audiovisuel préenregistré.

Je m'étais rendu quelques semaines auparavant chez le poète sénégalais dans son domaine de Verzon, en Normandie. La commune de ce charmant village s'était associée à la célébration de l'anniversaire par une série de manifestations où furent conviés des écrivains et des spécialistes de l'œuvre de l'auteur. Le domaine de la famille Senghor, coquet, confortable et agréable, était modeste. Le père de notre littérature vivait dans le confort, mais dans la simplicité et la retenue. Colette, son épouse, qu'il taquinait affectueusement en l'appelant sa « barbare blonde », avait eu l'obligeance de nous inviter à leur table. Je me souviens aussi de la présence de René Depestre, l'écrivain franco-haïtien, lauréat du prix Renaudot, qui dans sa jeunesse avait été un compagnon de route de Senghor et de Césaire, notamment à l'occasion du Premier Congrès des écrivains et artistes noirs. Il y avait aussi Christiane Diop, présidente de Présence africaine. Placé à la droite de l'hôtesse, j'eus plusieurs apartés avec elle. Elle se préoccupait du sort de Céline, la veuve de Marien Ngouabi dont elle gardait un touchant souvenir. Elle me glissa à l'oreille que si son mari faisait encore bonne figure, elle ne souhaitait pas que, hormis quelques proches, ceux qui l'avaient connu au temps où il était en possession de tous ses moyens le vissent dans la situation actuelle. Senghor portait encore beau, se tenait droit et était vêtu dans une sobre élégance en costume sombre bien coupé conforme à l'étiquette la plus stricte. La conversation était libre, détendue, ponctuée quelquefois d'éclats de rire retenus, animée par le maître des céans à qui chacun voulait profiter de la circonstance pour placer une question qui lui tenait à cœur. Je m'aperçus que Senghor, sans en avoir conscience, répéta plusieurs fois, d'un ton sentencieux,

au cours de cet échange, la même phrase : « Dans son livre III, Hérodote mentionne que les Égyptiens avaient la peau noire et les cheveux crépus… » À la troisième fois, Nirva me regarda, écarquilla les yeux et fit un effort pour ne pas pouffer. En revanche, quelques instants plus tard, j'eus, au cours d'une prise de parole, à faire l'incise suivante : « Je ne sais jamais si l'on doit dire les ciels ou les cieux. » Le maître rétorqua calmement : « Les cieux, sauf quand il s'agit de peinture, où l'on dit les ciels. » Un peu plus tard, le maire de Verzon lui offrit l'occasion de réciter une règle de grammaire grecque. Il ne fallait pas être grand clerc pour diagnostiquer le mal dont était atteint l'hôte vénérable.

Je compris les préoccupations de Mme Senghor. Nous convînmes qu'à défaut de se déplacer son mari enregistrerait un message audiovisuel.

Dans la voiture qui nous reconduisait à Paris, j'émis quelques propos banals sur la vie, la vieillesse, le destin. René Depestre répondait par des réflexions profondes. Il rappela quelques anecdotes sur l'enfant de Joal, le trio Senghor-Césaire-Damas et comment lui, alors très jeune, s'insérait parmi ce trio. La polémique entre Aragon et Césaire et sa tentative de calmer le jeu. Une atmosphère de combat politique et de bouillonnement de la pensée culturelle qui n'existe peut-être plus. De fil en aiguille, René Depestre levait le voile sur des dessous de son séjour à Cuba, sa relation avec le poète Nicolas Guillén, et, avant, en Tchécoslovaquie avec Jorge Amado. Je crois qu'il nous redit *Éros dans un train chinois*. Je connaissais l'histoire, mais j'adorais l'entendre reprendre l'anecdote, comme si je voulais l'apprendre par cœur. Tandis qu'il nous subjuguait par son éloquence, à la manière des vieux conteurs d'Haïti et d'Afrique, je rapprochais son récit de celui de Glissant, imitant René. Glissant était un colosse et Depestre petit, à l'allure d'un lutin. C'était à en mourir de rire. Il en sortira un roman égrillard.

L'Unesco fut un refuge pour beaucoup d'écrivains. En réalité et paradoxalement, peu de postes dans la maison conviennent aux artistes. Pour m'en tenir au domaine des lettres, je citerai pêle-mêle et de manière non exhaustive, ceux de « nègres » ; ceux du *Courrier de l'Unesco* qu'Édouard Glissant, puis les « jumeaux » Mahmoud Hussein marquèrent de leur empreinte de manière différente ; ceux de la division des œuvres représentatives, créée par Roger Caillois et qu'anima Édouard Maunick. Sans doute est-ce dans les services de la traduction qu'évoluèrent de nombreux écrivains, dont l'Argentin Julio Cortázar qui refusa de se lier par un contrat de durée indéterminée. Le statut de free-lance convenait mieux à son mode de vie. C'est dans les services

de traduction que d'autres écrivains, espagnols et du monde hispanophone trouvèrent le moyen de gagner leur pain tout en vivant caché. Je pense à Mario Vargas Llossa, prix Nobel de littérature. Les ambassades auprès de l'Unesco hébergèrent aussi des hommes de plume. Le Guatémaltèque Miguel Angel Asturias, prix Nobel de littérature en 1967, le romancier cubain Alejo Carpentier, avant mon entrée au secrétariat, et Jorge Edwards durant mes années dans la maison.

À mon époque, dans le secrétariat figurèrent Édouard Glissant, René Depestre, Édouard Maunick, Tchicaya U'Tamsi, les « jumeaux » Mahmoud Hussein auxquels j'ajoute un romancier roumain, critique littéraire au *Monde*, Edgar Reichman. J'en oublie sans doute. Nous retrouvions-nous ensemble pour parler de création ? Peu souvent. En tout état de cause, pas sur une base régulière.

Je n'ai pas parlé d'un écrivain de grande notoriété, membre de l'Académie, qui dans ses écrits fait souvent référence à l'Unesco, Jean d'Ormesson. En réalité, l'auteur d'*Au plaisir de Dieu*, d'*Histoire du Juif errant* et de beaucoup d'autres succès, que je savoure personnellement, n'était ni membre du secrétariat ni diplomate dans une ambassade accréditée auprès de l'Unesco. Non pas qu'il manqua des qualités requises, mais par choix personnel. Il tenait trop à sa liberté pour se laisser enfermer dans le corset d'une vie de fonctionnaire ou dans les contraintes du métier de diplomate. L'un des directeurs généraux de l'organisation, René Maheu, puis Roger Caillois lui offrirent d'occuper la direction de la division de philosophie, il refusa.

La relation de Jean d'Ormesson avec l'Unesco n'est pas pour autant un mythe. Elle a bien existé. Il dirigeait le Conseil international de la philosophie et des sciences humaines, une ONG prestigieuse classée, dans la nomenclature de l'organisation, en catégorie A. À ce titre, elle bénéficiait d'une subvention régulière et de bureaux gratuits dans l'enceinte de la maison, où Jean d'O. était, sinon quotidiennement, du moins souvent présent.

J'apercevais sa silhouette dans les couloirs du bâtiment principal de la place de Fontenoy ou dans ceux des annexes des rues Miollis et Bonvin. Toujours vêtu de ce que les Congolais appelleraient un « demi-dakar », c'est-à-dire un deux-pièces, composé d'une veste en tweed gris et d'un pantalon gris plus foncé, sur une chemise toujours bleue foncée, ornée d'une cravate noire tricotée. La chemise était assortie à ses yeux bleus, un peu à la façon de ces tableaux de Modigliani où la couleur des yeux du modèle répond à celle de son vêtement.

Des yeux bleus qui faisaient rêver les collègues féminines du secrétariat. Durant les années où j'avais la responsabilité du secteur de la Culture, les places de parking de nos voitures étaient proches l'une de l'autre. La présence de sa Mercedes coupée sport, décapotable, je crois, m'indiquait qu'il était là. J'eus le privilège d'y prendre place à ses côtés un jour, au retour d'un colloque. Il s'exprimait comme mes professeurs, ses questions ressemblaient à des colles, mes réponses étaient maladroites. Mais un lien s'établit entre nous.

Les retraits américains et britanniques nous contraignaient à opérer des coupes budgétaires. Je m'efforçais de ne pas pratiquer des suppressions aveugles, à l'horizontale, faisant subir à tous les programmes le même sort funeste. Je faisais des choix. Je reçus une demande d'audience de D'Ormesson. Je lui proposai de ne pas se déplacer, je descendrais dans son bureau. Il était académicien, il était mon aîné – cela compte chez les Africains –, il était un romancier dont j'aimais les écrits. J'admirais l'homme. À ces raisons s'ajoutait, je l'avoue, une intention perverse. Tout le monde parlait du désordre qui s'amoncelait sur sa table et des livres empilés sur la moquette. Je ne suis pas un modèle en matière de rangement. Je ratai mon coup, il déboula dans mon bureau une dizaine de minutes avant l'heure convenue. Une angoisse le tenaillait, la rumeur lui était parvenue que je supprimais la subvention de *Diogène*. Je lui confirmai que chacun devrait effectuer des sacrifices, mais que je ne commettrais pas la bévue de tuer une revue aussi prestigieuse. Quelques jours plus tard, je recevais une invitation pour un déjeuner à son domicile. Un hôtel particulier dans un quartier cossu de Neuilly, la villa Saint-James. Je m'étais mis sur mon trente et un et m'étais rendu la veille chez le coiffeur. Un intérieur de bon goût avec d'épais tapis, des tapisseries de valeur au mur et, ce qui m'impressionna, un maître d'hôtel en livrée et gants blancs. Ce fut un tête-à-tête. À nouveau le sentiment de subir un oral d'examen. La cuisine était fine. Ne voulant pas donner l'impression que j'étais, sinon un paysan du Danube, du moins un broussard sortant de mes forêts congolaises, je me servais des portions de diète et m'abstenais de me servir une deuxième fois des mets que je trouvais pourtant succulents. Après que nous eûmes potiné sur des vétilles vint le plat de résistance. Le sort de la revue *Diogène* ? Réponse embarrassée. Quelques semaines plus tard, la mort dans l'âme, j'étais obligé de prendre la décision de raboter le projet de subvention destiné au Conseil international de la philosophie et des sciences humaines. Si ma mémoire ne me trahit pas, la ponction touchait plus l'ONG que la revue. Avant même que j'aie présenté mon projet de budget à l'arbitrage du directeur général, je fus convoqué par celui-ci. Sa secrétaire me prévint que Jean

d’Ormesson participerait à notre entretien. Je le rencontrai devant les ascenseurs. Claustrophobie ou discipline pour se maintenir en forme, il n’utilisait que les escaliers. À l’époque, je pratiquais régulièrement le jogging et le tennis. Il y avait six étages à grimper, il se retourna plusieurs fois pour s’assurer que je le suivais bien. Il ne pratiqua aucune halte.

Dans la salle d’attente, nous avons commenté la dernière rentrée littéraire. Il avait des choix marqués, mais dans l’ensemble se montrait indulgent. Je lui dis mon admiration pour ses activités sans nombre : chroniques journalistiques, une émission radiophonique hebdomadaire, nombreuses apparitions sur les plateaux télévisés, assiduité aux séances du conseil exécutif, animation de son ONG et de sa revue, publication de romans à un rythme soutenu. Ses yeux bleus dardèrent les miens avant de sourire et de déclarer : « C’est dans les séances du vénérable conseil que je griffonne mes articles et me prépare à mes émissions… Mes romans, je les écris dans le calme et la solitude. »

Grand homme de culture, lecteur aux références précises, le directeur général Federico Mayor fit un numéro de séduction et m’ordonna de ne rien toucher au budget de notre ami. Toute honte bue, je convoquai Édouard Maunick et répercutai l’injonction reçue. Pour être juste, je dois ajouter que, à l’heure des grands arbitrages budgétaires ultimes, par un tour de passe-passe dont je ne cherchais pas à comprendre les détails, le directeur général eut la magnanimité de compenser le sacrifice de notre secteur.

J’ai revu Jean d’Ormesson à plusieurs occasions. Par exemple, lors des cérémonies organisées pour l’entrée au Panthéon des cendres de Malraux, lors de colloques à l’Académie diplomatique, en marge de séances solennelles de rentrée au quai Conti, chaque fois il venait discrètement, l’œil lumineux, me toucher le coude d’une tape amicale.

Michel de Bonnecorse, un temps directeur général adjoint de l’Unesco, et sans conteste l’un des meilleurs de l’organisation dans ce poste, avec lequel j’ai toujours par la suite gardé une relation amicale, organisa avec l’une de ses collaboratrices, Françoise Rivière, un déjeuner dans un restaurant dans le quartier de l’École militaire. Nous étions peu et l’académicien en était le convive d’honneur. Il pétillait d’humour et d’esprit. Il rappela sans forfanterie son rôle dans l’élection de Marguerite Yourcenar parmi les Immortels du quai Conti, et se laissa aller à quelques confidences. Comme celle-ci : une personnalité qu’il jugeait de peu de valeur se porta candidat à l’Académie. Maurice Druon, alors secrétaire perpétuel de la vénérable institution, l’approcha en se tenant la tête des

deux mains et déplorant une catastrophe. Toutefois, afin d'éviter une humiliation à ce candidat, il allait lui donner sa voix. Mais une seule voix serait encore un camouflet. Il demanda donc à Jean d'O. d'ajouter aussi la sienne. Ce que ce dernier ignorait était que l'auteur des *Rois maudits* avait effectué la même démarche auprès d'autres académiciens. Le personnage fut élu.

Entre la poire et le fromage, il me demanda si je connaissais Aimé Césaire et si je pourrais le convaincre de se porter candidat à l'Académie. Je n'avais rencontré que quelquefois le chantre de la négritude et je doutais que ce dernier se souvînt de mon nom. Toutefois, la belle-mère de mon beau-frère était, en politique, l'une de ses très proches collaboratrices. Je passais le message. La réponse revint : « Vous me voyez, chère Marie-Louise, dans cet accoutrement ? »

Quelques jours après les obsèques de ma femme, en janvier 2009, j'ai trouvé dans ma boîte à lettres une carte écrite en diagonale d'une écriture qui ne m'était pas inconnue. Jean d'O. avait tenu à m'exprimer sa sympathie.

L'Unesco comporte six langues officielles. L'anglais, le français, l'arabe, le chinois, l'espagnol, le russe. Elles sont utilisées par les organes délibérants de l'organisation et lors des grandes conférences internationales. Les membres du secrétariat, c'est-à-dire les fonctionnaires internationaux de la maison, sont tenus de travailler dans deux d'entre elles : l'anglais et le français. Dans la pratique, on leur demande de comprendre, lire, écrire, parler couramment l'une d'entre elles et d'avoir au moins une connaissance passive de l'autre. Un exercice à la portée des ressortissants de la majorité des pays membres. Mais difficile pour les citoyens d'autres origines, quelquefois issus de pays qui pèsent dans le concert des nations. J'imaginais ma chance et celle des Africains anglophones ou francophones, par rapport à nos collègues chinois, à un japonais, à un coréen, à un indonésien. Surtout les deux premiers dont le système de lecture, idéogrammatique, suppose une gymnastique de l'esprit hors du commun. Il y avait parmi nous des cas exceptionnels. Les plus anciens des fonctionnaires évoquaient souvent l'exemple d'un sous-directeur général qui, au cours de la conférence générale, présenta aux délégations émerveillées une partie de son programme en français, puis la deuxième en anglais, la troisième en espagnol, la quatrième en russe, la cinquième en arabe, avant de s'excuser de ne pouvoir continuer en chinois qu'il étudiait, mais ne maîtrisait pas encore. Pour ma part, je peux porter témoignage, en dehors du cercle des traducteurs et des interprètes

qui devaient posséder de tels phénomènes, du cas d'Abdoul Razzak Kaddoura. Sous-directeur général pour le secteur des sciences, de nationalité syrienne, il s'exprimait sans accent en français, en anglais, je suppose en arabe, puisqu'il avait été recteur de l'université de Damas. Son espagnol était bon, il était à l'aise en russe et ne recourait pas aux écouteurs quand un orateur chinois prenait la parole. Avant de partir à la retraite, son passe-temps favori fut l'étude du coréen auquel il prenait un réel plaisir. Outre ce dernier, des collègues de grade plus modeste étaient capables de semblables prouesses. Ainsi d'un Arthur Gilette, que, en raison de son nom, et du fait que son français était tout simplement parfait, et qu'il plaisantait et faisait des jeux de mots dans la langue de Molière, j'ai longtemps pris pour un citoyen français, ne découvrant que sur le tard qu'il était américain. Sa palette linguistique était ahurissante. Simon Tanguiane, citoyen soviétique d'origine arménienne, poussait le vice jusqu'à corriger, fort à propos, des projets de mémos qui lui étaient soumis par des collègues de langue française. J'allais oublier Yoro Fall, un Sénégalais qui, outre les langues officielles de l'organisation, à l'exception du chinois, ajoutait à sa palette le portugais et le catalan. Évidemment, il y avait l'inverse. Le directeur du budget, Mozart de la finance et de ses sentiers les plus touffus, était un Chinois, entré dans la maison presque à son origine. Il ne pipait pas un mot de français, mais le comprenait bien, pour avoir longtemps vécu à Paris où il faisait son marché et ses emplettes, en marchandant souvent habilement, et en sachant distinguer les insultes des compliments. Sa langue de travail était l'anglais. Il en possédait une connaissance qui lui permettait de l'écrire sans accroc. En revanche cette aisance disparaissait à l'oral. Ses interlocuteurs, même britanniques ou américains, avaient du mal à saisir le sens de son propos. Cet expert de grande classe avait un problème avec les patronymes. Lors d'une séance de travail, je l'entendis dire « in the time of transportation ». Je fronçai discrètement le sourcil. L'un de ses adjoints qui s'était rendu compte de mon désarroi, se pencha à mon oreille : « in the time of Torres-Bodet », « à l'époque de Torres-Bodet », le deuxième directeur général de l'Unesco. Il avait baptisé Tangiaw notre collègue Tanguiane, Satala l'américain Saddler, Mister Cairo, l'allemand Keller. De manière générale, l'anglais était parlé à l'Unesco avec autant d'accent qu'il existait de nationalités. Cela nous rendait audacieux dans la langue de Shakespeare, chacun la prononçant à sa manière.

En 1997, j'avais atteint l'âge fatidique auquel l'un des règlements de l'Unesco nous priait de faire, selon l'expression consacrée, valoir nos droits à la retraite.

Federico Mayor prolongea mon contrat d'une année. Je déclinai la seconde partie de l'offre. J'en étais à l'après-midi de ma vie, je souhaitais vivre librement les dernières heures.

J'avais passé dix-sept ans dans cette maison. Sans doute les années les plus riches de mon parcours.

Métis, convaincu des bienfaits du mariage des cultures, l'Unesco fut mon abbaye de Thélème. Sans doute, tout le chemin ne fut-il pas parsemé de roses. J'ai foulé des tronçons pierreux, j'ai avalé quelques couleuvres, j'ai connu quelques déceptions. Mais, au bout du compte, bien moins qu'au cours d'autres tranches de ma vie. Ces années demeureront les pages les plus agréables à écrire, et à relire, de mon parcours. Quand ce temps irrattrapable vient agiter mes nuits, ce n'est jamais en termes de cauchemar, mais toujours de douce nostalgie.

1. Felipe Herrera (Chilien), Abdul-Razzak Kaddoura (Syrien), Arthur Petrovski (Soviétique), Majid Rahnema (Iranien), Frédérick Champion Ward (États-Unis d'Amérique).

2. On prononçait Maheu Tsé Tout.

3. Éditions La Découverte, 1989.

4. Grasset, 2009.

5. « Que, les guerres prenant naissance dans l'esprit des hommes, c'est dans l'esprit des hommes que doivent être élevées les défenses de la paix ; que l'incompréhension mutuelle des peuples a toujours été, au cours de l'histoire, à l'origine de la suspicion et de la méfiance entre nations, par où leurs désaccords ont trop souvent dégénéré en guerre ; que la grande et terrible guerre qui vient de finir a été rendue possible par le reniement de l'idéal démocratique de dignité, d'égalité et de respect de la personne humaine et par la volonté de lui substituer, en exploitant l'ignorance et le préjugé, le dogme de l'inégalité des races et des hommes. »

6. « En Afrique quand un vieillard disparaît, c'est une bibliothèque qui brûle. »

7. DDG : initiales de *Deputy director general*, traduction anglaise de Directeur général adjoint.

8. *Soundiata ou l'Épopée mandingue*, Présence africaine.

J’ai pris congé de l’Unesco au début de l’été 1998. Je ne souhaitais qu’une chose, être libre, m’organiser dans ma nouvelle vie, afin de ne pas dissoudre les jours de liberté en perspective dans l’inanité, mais de m’adonner sans restriction à ce que j’aimais, fondamentalement, lire, écrire. Écrire, écrire, écrire…

Tandis que j’agençais ma nouvelle vie, un ami, Rodolphe Adada, alors ministre des Affaires étrangères chez nous, m’approcha et me proposa d’occuper le poste d’ambassadeur du Congo-Brazzaville, en France. Je refusai.

À chacun de ses passages à Paris – ils étaient fréquents –, il revenait à la charge. Chaque fois, il polissait son argumentation, invoquant des raisons objectives et d’autres plus personnelles. Le pays sortait de la guerre et le Congo avait besoin de projeter une belle image à l’extérieur, à commencer par la France. Ma relation personnelle avec Jacques Chirac, alors président de la République, que nous avions tissée dans les années soixante-dix du temps où nous étions chacun Premier ministre dans nos pays respectifs, constituait un atout unique. Écrire ? Il me garantissait la liberté de publier tout ce qui me passerait par la tête. Je demeurais de marbre. Mais Rodolphe Adada était persévérant.

Sans doute, lui répliquai-je, avais-je réussi, malgré mes énormes charges, à publier un recueil de nouvelles et six romans, mais c’était en écrivant le papier sur la cuisse. Je voulais maintenant plonger en moi-même, approfondir ma création, dussé-je moins publier.

Rodolphe Adada ne rendait pas les armes. Tel un soupirant plusieurs fois éconduit, il revenait à la charge, sortant chaque fois de sa besace une batterie d’arguments nouveaux et bien affutés.

De guerre lasse, après avoir consulté Nirva, je demandai à me rendre à Brazzaville, m’entretenir avec le chef de l’État, avant de faire connaître ma

décision définitive.

La ville avait un aspect fantomatique, ses habitants avaient le visage morose, étrange. Quelques marchands de bonheur diffusaient dans certaines rues, avec des haut-parleurs poussés à fond, des rumbas et des dombolos rythmés, afin d'attirer dans leurs bars des buveurs de bière invétérés. Les passants y étaient indifférents. La ville portait encore les stigmates des combats qui avaient détruit certains pâtés d'immeubles. Des maisons rasées, des pans de murs troués par les balles et les obus, des cratères dans certaines rues. C'était, à une moindre échelle, ce que j'avais découvert à Nantes, quand j'y arrivai pour la première fois, en 1949, après les bombardements de la Première Guerre mondiale. L'activité économique était en sommeil. De nouveaux venus, Indiens, Chinois, Libanais, actifs marchands de pacotille, tentaient de faire revivre un commerce aux allures informelles. Une seule banque fonctionnait, les rares établissements de commerce, restaurants, débits de boissons, qui avaient survécu à la tornade n'acceptaient ni chèque ni carte de crédit. Il fallait se bourrer les poches de billets de banque.

J'avais possédé une villa dans le quartier de l'Olympic Palace. Je m'en étais défait. J'allai la voir. Les murs et la toiture étaient intacts. À l'intérieur, un saccage au-delà de ce que l'imagination peut concevoir. Elle avait été désossée par les différentes milices belligérantes qui avaient tout emporté, allant jusqu'à desceller les lavabos et les baignoires. Ce n'était plus ma villa, mais je l'avais construite. Dans ce cimetière de débris et de gravats, je faillis défaillir. Lorsque, quelques mois plus tard, je revins en compagnie de Nirva, elle pleura comme s'il s'était agi de la perte d'un être cher.

Je logeai sur la colline du Relais, au Méridien, naguère fleuron de notre parc hôtelier. Dès la prise, ou la libération, de la capitale, des milices l'avaient envahie et l'avaient saccagée, y prenant une partie de leur butin, raflant sans vergogne tout ce qui leur permettrait soit de s'équiper, soit d'être vendu au marché noir. En guise de porte, une fragile plaque en contreplaqué, qu'on aurait pu enfoncer d'un coup d'épaule, avait été placée à l'entrée de ma chambre. Certaines nuits, quelqu'un toquait faiblement contre cet objet de fortune et je percevais une voix féminine avinée susurrer que c'était l'amour qui frappait à la porte. Je faisais le mort et, craignant le pire, ne dormais que d'un œil. Le hall d'accueil et les couloirs, sombres, avaient des allures d'espaces fantômes où je voyais circuler des silhouettes à l'aspect hâve dont je reconnaissais quelquefois le visage d'une imprécise relation. Un ancien haut fonctionnaire habillé de

vêtements défraîchis et usés vous saluait bien bas et, la main tendue, faisait appel à votre bon cœur. L'établissement avait perdu sa clientèle habituelle. S'y côtoyait maintenant, dans une atmosphère de bazar, un monde interlope de responsables politiques dont les maisons avaient été détruites, ou pillées, de jeunes cadres rentrés d'Europe avec la foi chevillée au corps, quelques hommes d'affaires trafiquants ou bricoleurs, revenus à la sauvette tâter le terrain dans l'espoir d'être, à court terme, payés de retour et de gagner un argent facile.

La guerre la plus chaude n'avait duré au Congo que quelques mois, mais elle avait profondément traumatisé les esprits et marqué les mémoires. Guerre d'autant plus absurde qu'elle ne fut pas menée contre un ennemi extérieur, mais qu'elle se déroulait entre nous-mêmes. Contre nous-mêmes. Guerre où le mot de passe aux lignes de démarcation était la langue de telle ou telle ethnie. Guerre où le plus lourd tribut fut payé par la population civile. Mais une guerre aussi au cours de laquelle l'on vit se manifester d'admirables solidarités par-dessus les clivages tribaux habituels.

Il fallait panser toutes ces plaies.

Dans notre administration diplomatique, la règle sur le mandat des ambassadeurs est vague, peut-être inexistante. Dans mon esprit, j'allais occuper ce poste pendant quatre ou cinq ans. J'y suis demeuré dix-huit ans. Contrairement à ce qu'affirment certains, mon cas n'est pas unique, ne constitue pas un record. Quand je présentai mes lettres de créance au palais de l'Élysée, l'ambassadeur de Monaco, alors encore en poste, était en fonction depuis plus de vingt ans. J'ai rencontré à Londres, au Vatican, à Madrid, à Lisbonne, où j'étais également accrédité, des collègues dont la longévité dépassait la mienne. Au fil des années, j'étais en mesure de revendiquer le titre de doyen du corps diplomatique. Mais en France, depuis le Congrès de Vienne (1814-1815), le décanat est automatiquement assuré par le nonce apostolique, un objet de plaisanterie entre lui et moi : « Vous êtes, monseigneur, le doyen *de jure* et moi *de facto*. »

En revanche, j'étais bien le doyen des ambassadeurs du groupe africain. Il me revenait, dans cette fonction, d'être, auprès des autorités françaises, le porte-parole des représentants d'environ une quarantaine de pays et d'animer, par des réunions et des activités diverses, une communauté informelle qu'il fallait se garder de nommer groupe de l'Union africaine, ce qui aurait exclu le Maroc de notre cercle, ce pays s'était retiré de l'OUA, ancêtre de l'UA.

Les réunions se tenaient dans notre chancellerie à peu près une fois par mois. Un des problèmes auxquels aucune solution satisfaisante ne fut trouvée fut celui de la langue de travail. En bonne logique, le français s'imposait, puisque nous étions tous accrédités à Paris où les notes verbales et les contacts entre le Quai d'Orsay et le corps diplomatique s'effectuent dans la langue du pays. Pourtant, quelques représentants de pays anglophones s'obstinaient à exiger une interprétation dans nos réunions. Entre diplomates, il aurait été malséant de trancher par un argument d'autorité, il fallait faire avec.

Une fois par an, nous célébrions la journée de l'Afrique. Deux questions surgissaient invariablement. La première était le lieu des différentes activités. Puisque plusieurs ambassadeurs étaient également accrédités auprès de l'Unesco, ils souhaitaient que ce fût au siège de cette organisation. D'autres soutenaient au contraire que, pour toucher le public français et obtenir la participation des plus hautes autorités françaises, nos célébrations auraient tout à gagner à se dérouler dans la capitale du pays hôte. Le détail n'était pas anodin. En effet, en Afrique, les ambassadeurs de France sont régulièrement reçus en audience par les chefs d'État. La réciproque n'est pas vraie. Ce n'est pas l'usage en France où, hormis certaines occasions bien codifiées – le jour de la présentation de nos lettres de créance ; celui de la fête nationale ; celui de la présentation des vœux au corps diplomatique –, les ambassadeurs africains ne sont jamais reçus à l'Élysée. Le chef de l'État français n'accorde des audiences qu'aux représentants des grandes puissances, un déséquilibre dans le parallélisme des formes que les ambassadeurs africains vivent mal. Sous les mandatures de Jacques Chirac, j'eus le privilège de constituer une exception, en raison d'une relation amicale que, comme je l'ai évoqué plus avant, j'entretenais avec le président français. L'usage cessa avec ses successeurs.

Je ne pense pas enfreindre mon devoir de réserve en rapportant ici une anecdote qui, en fin de compte, on va le voir, est à l'avantage de Jacques Chirac. L'étiquette veut, dans tous les pays du monde, que le jour de la présentation des lettres de créance, le nouvel ambassadeur soit traité comme un chef d'État. Tapis rouge, garde d'honneur et, dans certains pays, exécution de l'hymne national. Dans les cours royales, la solennité de la cérémonie est particulièrement impressionnante. En Espagne et au Royaume-Uni, où le nouvel ambassadeur, en habit[1] ou en tenue traditionnelle nationale, est escorté en carrosse sur le trajet qui va de sa chancellerie au palais royal. En apercevant les chevaux à l'avant et à l'arrière du véhicule, en admirant l'ambassadeur qui me tenait compagnie dans un uniforme chamarré, et coiffé d'un bicorne, le gamin de Maluku avait l'impression de jouer un rôle pour un film évoquant des siècles passés. Au Vatican et au Portugal, quoique dans un style différent et légèrement moins fastueux, la solennité n'est guère moindre. Dans tous les pays donc, il est de tradition qu'après la séquence de remises des lettres au chef d'État du pays hôte, celui-ci reçoive à huis clos, souvent en présence du ministre des Affaires étrangères, le nouvel ambassadeur. À Paris, Jules Védrine, chef de la diplomatie, se trouvait ce jour-là en mission à l'étranger et Pierre Moscovici, alors ministre délégué aux Affaires européennes, le remplaçait. Prenant la parole après y avoir

été invité, je fus interrompu par Jacques Chirac qui, sur un ton scandalisé, s'écria : « Mais que se passe-t-il, cher Henri, qu'as-tu à me reprocher pour en venir à me vouvoyer ? – C'est que je m'adresse au président de la République française. – Et alors ? Depuis plus de vingt ans que nous nous connaissons… » Voyant mon désarroi, Moscovici trouva le mot pour détendre l'atmosphère, en fait pour mettre un terme à cette charmante comédie : « Rassurez-vous, monsieur l'ambassadeur, votre tutoiement ne franchira pas les limites de ces murs. »

En Afrique francophone, lorsqu'un ministre tarde à accorder une audience à l'ambassadeur de France, on frôle l'incident diplomatique. À Paris, les ministres des Affaires étrangères, n'ont, hélas !, pas le temps de recevoir les ambassadeurs africains. Même si nous traitions plus avec leurs conseillers, ou leurs chefs de département, Dominique de Villepin, Bernard Kouchner, Laurent Fabius veillaient à nous honorer. Je réussis à obtenir que chacun d'entre eux rencontrât annuellement tous les ambassadeurs africains à l'occasion d'un déjeuner de travail et d'information au cours duquel fusaient des questions et des réponses qui jetaient une lumière, utile et bienvenue, sur les relations entre nos pays et la France. La journée de l'Afrique était également honorée par un ministre ou un secrétaire d'État. Les somptueuses réceptions offertes par le couple Fabius dans les magnifiques jardins de La Celle-Saint-Cloud étaient fort appréciées. Vues de l'extérieur, ces soirées apparaissent comme des fêtes mondaines. En fait, elles donnent l'occasion de rencontres, d'échanges d'information, sont les lieux où se traitent et s'ébauchent la résolution d'affaires politiques ainsi que les questions diplomatiques sensibles. C'est là que des personnalités aux emplois du temps chargés prennent des rendez-vous décisifs.

1. La tenue des chefs d’orchestre, avec queue-de-pie.

En 2005, nous sommes en Guadeloupe, invités d'un colloque par une association locale, « D'îles en îles ». Le nom, le programme, le pays organisateur de la manifestation m'avaient poussé à accepter l'invitation. La Guadeloupe, le pays de Nirva est une de mes deuxièmes patries. Il y avait longtemps que je ne m'y étais pas rendu. Ce fut décidé, nous nous envolâmes.

La plupart des participants sont originaires des îles Caraïbes. La tête d'affiche est René Depestre. Un merveilleux conteur, un ami. Je le sens heureux de se retrouver dans un pays de connaissance, proche de son Haïti natal. Son frère a fait le voyage pour le rencontrer. Depuis le départ de René de l'Unesco, nous n'avons guère eu l'occasion de nous revoir. Au lendemain de son prix Renaudot, il s'est retiré à Lézignan Corbières, refusant les nombreuses sollicitations dont il est l'objet. Intraitable, il veut se consacrer à son œuvre et a scotché sur le mur de son bureau « il faut savoir dire non ». Une devise que je devrais m'approprier. Il me vante les charmes de la maison achetée grâce à son Renaudot et nous invite à lui rendre visite. Je pense à Jorge Amado qui me confiait qu'il baptisait chacune des habitations acquises grâce aux revenus de ses droits d'auteur, notamment à ses droits cinématographiques, du nom d'un de ses romans. René et moi posons ensemble devant les photographes en nous tenant par l'épaule et essayant d'afficher notre sourire le plus éclatant. Il en devient quelquefois crispé. Des clichés destinés à l'on ne sait quelle postérité. René ne se départit pas d'un chapeau noir, en feutre, à larges bords retroussés, style Aristide Bruant ou Indiana Jones. Il le garde pour la conférence qu'il doit faire. Nirva le taquine : aurait-il peur d'attraper un coup de bambou dans la salle ? Celle-ci est remplie. Grâce à un talent dont il possède le secret, René nous captive, nous enchante, brille de tous ses feux, glisse au passage quelques grivoiseries de bon goût. Il lève le voile sur un roman en chantier, *Les aveugles font l'amour à midi*. J'ai toujours jalousé ses titres. Dans une longue digression sur le sujet, il développe,

avec une série d'arguments convaincants, une théorie affirmant le talent des aveugles dans la pratique du massage. Des caresses. Un morceau de bravoure, égrillard, qui ravit l'assistance et horrifie quelques esprits pudibonds.

En marge du colloque, nous rendons visite à la famille de Nirva, à des amis, nous passons de longs moments avec notre fille Myriam, dentiste à Pointe-à-Pitre, nous cherchons à apprivoiser notre dernier petit-fils, Jean-Marc. De retour à l'hôtel, à plusieurs reprises, Nirva appelle mon attention sur la taille de son ventre. J'en plaisante en soulignant que le mien n'est plus plat non plus. Elle ajoute qu'elle ressent une douleur. Cela la préoccupe. Nous prenons la décision de consulter le médecin dès notre retour à Paris.

Le diagnostic est alarmant. Elle a dans le ventre un liquide à l'aspect inquiétant. Les analyses se poursuivent. J'hésite à honorer une invitation en Algérie. La célébration, à Tlemcen, du cinquantenaire de la création de l'UGEMA, l'Union des étudiants musulmans algériens. Djamel Houhou, l'ambassadeur d'Algérie en France, que j'ai connu à Varsovie, en 1960, précisément comme délégué de l'UGEMA, au congrès des étudiants polonais, insiste. Nirva m'encourage à faire le déplacement. Je voyage avec Jacques Julliard, ancien de l'UNEF, et Amadou Mahtar M'Bow. Lui et moi serons les seuls représentants de l'Afrique noire. Lui en qualité d'ancien président de la FEANF, moi en tant qu'ancien membre du Comité exécutif de la même association. Je reconnais derrière des visages ridés, qui me prennent dans leurs bras pour de chaleureuses accolades, les jeunes gens que nous rencontrions aux réunions clandestines du comité anticolonialiste. Leurs noms me reviennent brusquement à la mémoire. Je décide de ne pas prendre la parole au colloque et demande à M'Bow de le faire au nom de notre ancienne fédération, m'engageant à lui apporter mon concours dans la rédaction de son intervention. Amadou Mahtar M'Bow a alors quatre-vingt-quatre ans, une mémoire phénoménale. Au cours de notre voyage entre Alger et Tlemcen, je veux l'aider à porter son bagage, il me rabroue. Il tient à le faire lui-même.

Sur le chemin du retour, en transit à Alger, j'appelle Nirva. Les résultats des derniers examens me tombent sur la tête. Cancer des ovaires. De retour à Paris, un des médecins m'indique que le foie est touché. Abasourdi, je garde la nouvelle pour moi et commettrai un déni de réalité en oubliant ce détail de diagnostic, jusqu'à ce que, quelques années plus tard, le même médecin me le rappelle.

S'est enclenché alors le cycle des chimiothérapies avec son cortège d'espoirs,

de désillusions, de nouveaux espoirs lors de l'apparition d'un produit récent, d'effets secondaires, de souffrances. Je revois l'image de Nirva, si courageuse, si fière, un après-midi, affalée sur une table à l'issue d'une séance. En août 2008, regain d'optimisme. L'oncologue qui nous déconseillait les longs vols l'a autorisée à prendre l'avion. Nous sommes allés à Gamarth, en Tunisie, dans un hôtel qu'elle affectionnait. Chaque jour, nous allions sur la plage sans jamais nous y baigner, la couleur de l'eau n'inspirait pas confiance. Je faisais des longueurs dans l'immense et magnifique piscine, elle aimait à se prélasser dans le bain chaud et salé de l'espace de thalassothérapie. Un jour cependant, début septembre, aucun vent. À la plage, une mer étale. À ma grande surprise, Nirva s'est mise en maillot, elle avait la silhouette d'une naïade des tropiques, elle a couru d'une seule traite vers la mer, a plongé, a nagé, comme s'il s'agissait des eaux chaudes et transparentes de ses Antilles natales, alternant brasse et planche en position d'étoile à cinq branches. Le lendemain, nous avons pris l'avion du retour. Je la sentais heureuse. J'ai pensé que c'était le début de la rémission. Dans l'avion, je l'ai photographiée. Lunettes de soleil, sourire confiant aux lèvres, on aperçoit le hublot en second plan. Une image que je garde précieusement par-devers moi. Près du hublot, elle m'adresse un sourire merveilleux. Parallèlement, avec ma fille Laure, nous préparions en secret la célébration de ses soixante-dix ans. Elle en paraissait dix de moins. Une soirée en bateau-mouche sur la Seine. Notre famille, nos amis, dispersés dans le monde, avaient été prévenus et priés de garder le secret jusqu'à la dernière minute. Myriam, notre fille aînée, venue de Guadeloupe, avec sa famille, a séjourné quelques jours à Paris, dissimulée dans un hôtel dans le quartier du Châtelet. Brusquement, le soir de la fête, Nirva ne s'est pas senti le cœur à sortir. J'ai pensé à une fatigue passagère que j'ai attribuée aux effets du traitement. Trépignant d'impatience, les invités étaient là, à l'attendre sur la péniche. J'ai eu grand mal à la convaincre de s'habiller pour sortir. Puis la surprise. Tout ce monde qu'elle n'avait pas imaginé, qui l'accueillait, l'embrassait, lui souhaitait joyeux anniversaire. Cela l'a ravigotée. Elle a fait bonne figure, elle a dansé.

Le lendemain, son état ne cessait d'empirer. J'ai appelé Thomas, notre fils, médecin. Il nous a conseillé de nous rendre sans délai à l'hôpital. Ils l'ont gardé. Plusieurs jours. Je ne sais plus exactement combien. Puis on m'a recommandé une clinique de soins palliatifs. Elle savait ce que signifiaient ces mots. Elle y a séjourné deux mois. Chaque jour, j'assistais, dans les chambres voisines, au ballet d'entrées et de sorties d'anciens vivants. Tout en sachant que nous-mêmes vivions l'irrémédiable. Mais obstiné, aveuglé, je pensais sottement que non, pour

elle, ce serait différent. Quand Myriam est revenue des Antilles, je crois que sa mère était encore à demi-consciente. Elle a crié son nom en se redressant avant de replonger dans son sommeil. Nous surveillions son souffle. Celui d'un oiseau au cœur fragile. Léger, tranquille, apaisé.

Le 12 janvier 2009, à cinq heures du matin, Nirva nous a quittés.

On dit que, pour ceux qui ont été modelés dans plusieurs cultures, ceux que, dans *Ma grand-mère bantoue et mes ancêtres les Gaulois*, j'ai appelés les SIF, les Sans Identités Fixes, les choix se font, à la naissance, dans l'attribution du prénom de l'enfant, lors du mariage, à la mort. Les Congolais sont très attachés à une coutume, la veillée mortuaire. Je répugne à cette pratique. Je m'y rends pour ne pas sembler indifférent à la douleur des parents du disparu. Généralement, je m'y attarde peu. Aux Antilles, dont Nirva était originaire, cette coutume africaine perdure, mais se limite à une soirée. Avec les enfants, nous avons opté pour cette solution. Sous l'effet des circonstances et sous la pression de l'entourage, nous dûmes en étendre la durée à trois nuits.

Les obsèques se déroulaient à Saint-François-Xavier, la paroisse des catholiques de l'Unesco. L'église était pleine et, selon ce qui m'a été rapporté, un grand nombre de personnes, faute de places, se tenait sur le parvis. Outre la famille et les proches, étaient présents des Congolais, des Antillais, des Français de France, plusieurs membres du corps diplomatique, des personnalités, comme Alain Decaux, Antoinette Sassou, la Première Dame du Congo, une délégation gouvernementale venue du pays, de nombreux anciens collègues de l'Unesco, et, ce qui me toucha profondément, des amis venus spécialement du Congo et d'autres pays africains. Au moment de rejoindre ma place, je fus saisi de panique. Où donc était passé mon fils, Thomas ? Nous étions pourtant ensemble le matin et sa femme et ses enfants étaient là, assis sur le banc à côté de moi, sans lui. J'en étais nerveux. C'est au moment où le cercueil entra dans l'église que je compris. Thomas avait tenu à porter sur son épaule la bière dans laquelle reposait sa maman.

Nos filles, Myriam et Laure, avaient organisé la cérémonie dans ses moindres détails. La messe était célébrée par Mgr Follo, nonce apostolique auprès de l'Unesco, assisté de quatorze prêtres africains, en majorité des Congolais. La beauté des hymnes, chantés en français, en latin, en lingala, rythmés par un tam-tam et le claquement de nos mains, aurait dû atténuer notre chagrin. Elle l'accentuait. Je n'avais pas la force de prononcer l'éloge de ma femme. C'est

Thomas qui prit la parole. Je la lui laisse à nouveau :

Que reste-t-il de tout cela…

Ta vie d'abord est un véritable roman pour notre génération de voyageurs charter ou par courriel interposé.

Papa et toi êtes partis pour le Congo, ce pays à qui tu as tant donné et qui te le rend bien aujourd'hui. Ce retour vers l'Afrique n'avait rien de mystique pour toi, tu suivais l'homme que tu aimais. Tu t'es adaptée comme n'importe qui l'aurait fait par amour. Tu as fini par aimer et comprendre ce pays dans tes joies, comme lorsque tu m'as mis au monde, et dans tes peines, lors de certains feuilletons politiques.

Les Antilles, tu ne nous les as jamais vendues comme un idéal, tu te méfiais de ton pays, mais tu l'aimais si fort qu'inconsciemment tu nous as transmis l'amour de ton île. Comment oublier ta joie lorsque tu retrouvais les tiens à Marie-Galante ? Du sorbet coco de Simone, à la Ferrière, jusqu'aux innombrables visites d'amis de la famille.

La France enfin votre terre de rencontre où tout commence et recommence ; vous vous y êtes connus et elle restera votre port d'attache pour toujours.

Naviguant constamment sur ces trois composantes, Afrique, Antilles et Europe, papa et toi avez fait de nous des déracinés au sens positif du terme.

Avec des explorateurs comme vous, nourris à chaque repas de famille d'histoires toutes plus formidables les unes que les autres, vous nous avez appris la tolérance, donné la soif de la connaissance et une inépuisable curiosité.

Oui, maman, de ton métier de géographe tu gardais cette fibre du scientifique curieux de tout. Des voyages que nous avons partagés ensemble résonnent encore ta voix et celle de papa recherchant telle ou telle fleur, telle ou telle pierre, telle ou telle coutume, vous rappelant l'Afrique, les Antilles ou la France. C'est peut-être grâce à ces déménagements successifs qu'il t'a fallu construire un pôle de stabilité autre que géographique.

(…) Malheureusement cette vie, ce fut aussi cette satanée maladie. Je me revois comprenant ce diagnostic, il y a aujourd'hui trois ans et demi. Mon premier souci était égoïstement que tu connaisses mes enfants. Tu as pu les serrer dans tes bras fatigués jusqu'au bout.

Papa, je ne peux pas ne pas penser à toi qui t'es battu à ses côtés. Ce fut votre plus beau combat. Votre dernière leçon intitulée l'Amour vient à bout de tout.

Aujourd'hui, tu tires ta dernière révérence, belle et digne.

La lune veille, la marée t'emporte, tu vas rejoindre Pépé, Christian, Romaine et tous ceux qui nous ont déjà quittés. »

Nous pensions nous retrouver seuls, entre nous, dans l'intimité, au cimetière de Montparnasse. C'était oublier l'âme africaine. La foule nous a suivis, elle ne voulait pas nous abandonner dans la solitude de notre chagrin.

L'air était vif, il gelait, ce matin-là. Les fossoyeurs ne pouvaient travailler. Le cercueil de Nirva fut déposé dans une fosse d'attente. C'est une dizaine de jours plus tard que, en comité restreint, en procession, nous avons accompagné Nirva, comme on dit, à sa dernière demeure.

Auparavant, les cimetières me glaçaient le sang. Depuis lors, je les fréquente et y flâne comme en des parcs publics déserts et apaisants. En particulier celui de Montparnasse. En tout état de cause, avec mes enfants et mes petits-enfants, nous nous y retrouvons chaque année, le jour des morts et le jour anniversaire de la mort de Nirva. Quand je suis seul, après avoir fleuri sa tombe, je m'attarde devant certaines tombes voisines où reposent Baudelaire, Henri Langlois, Jean-Paul Sartre, Simone de Beauvoir…

Dakar, octobre 2014.

Une fois encore, on m'a refusé le secrétariat général de la francophonie. Il n'y a pas eu d'élection, mais une procédure opaque. Le moment de déception passé, je tourne la page. L'échec est fructueux. Il faut savoir déchiffrer la bénédiction qu'il masque. Je rentre en moi-même et prends du recul. Je considère mon âge, évalue mon parcours.

Une cloche retentit, annonce le dernier tour de piste. C'est l'heure des choix ultimes. Il faudra bander ses forces, élaborer une stratégie et des tactiques efficaces, adapter son souffle et ses foulées, se concentrer sur un objectif précis, afin d'aller au bout de soi-même. Il est déjà demain.

Me revient en mémoire un chapitre de Mamadou et Bineta, notre livre de lecture du temps de l'école au pays : « Un ignorant se trouva au détour de deux chemins : lequel fallait-il prendre ? » Il y a belle lurette que j'ai choisi le mien : l'Afrique. Le jour même où mes parents faisaient le voyage inverse, vers la France. À l'autoroute qui s'ouvrait devant moi, j'ai préféré la piste dans la savane et la brousse. Quoi que je fasse, où que je m'établisse, le fleuve Congo et tout ce qui l'environne couleront à jamais dans mes veines. Ses odeurs colleront à ma peau, ses tam-tams scanderont ma démarche et rythmeront mon pouls. Non, je ne pleure plus ma déchirure. La plaie s'est cicatrisée, s'est muée en un magnifique tatouage qu'il m'arrive d'arborer. Fini le temps des stériles lamentations : je sais d'où je viens. De deux sources aux eaux de couleurs différentes. Je remplis désormais d'une main sûre les rubriques de ma carte d'identité. Il faut savoir sur quoi mettre le cap, quitte à effectuer des méandres face aux accidents de terrain.

Qui suis-je ? Le recto et le verso d'une même feuille sur laquelle j'ai écrit ma vie. En des phrases ambiguës, puisque j'ai mené une double vie. Le jour, sur le forum, la nuit, entre les rayonnages de ma bibliothèque et mon bureau, la plume

à la main.

Depuis lors, on se presse chaque jour devant ma porte pour s'enquérir de moi, de ma santé, savoir si je m'ennuie. En effet, pour beaucoup, en Afrique, celui qui s'isole est un homme qui se perd. Mais, qu'on pardonne ma présomption, il faut faire découvrir à l'Afrique la richesse des gisements du pays de solitude. En vérité, lui faire redécouvrir. Car, depuis la nuit des temps, un adage du pays kongo-lari énonce : « Aujourd'hui, tu sculptes le tam-tam dans la solitude, demain, il fera danser le pays tout entier. »

L'histoire commandait d'être au côté des miens, au côté de

« ceux qui n'ont inventé ni la poudre ni la boussole

ceux qui n'ont jamais su dompter la vapeur ni l'électricité

ceux qui n'ont exploré ni les mers ni le ciel,

mais ceux sans qui la terre ne serait pas la terre » (Aimé Césaire)

Le temps est venu de boire ma honte et de sortir au soleil. Durant le dernier tour de piste, j'écrirai chaque jour.

Et je serai avec Christine.

Elle était venue un jour à l'ambassade, pour un visa, en compagnie de l'un de ses collègues de l'Association des pharmaciens africains de France. Ils avaient choisi de tenir leur congrès sur leur continent d'origine. En l'occurrence au Congo-Brazzaville. J'avais accordé les visas et leur avais fourni quelques clés pour faciliter leur séjour, parce que l'Afrique n'est jamais semblable d'un pays à l'autre et parce que, même là-bas, les choses changent, sans doute lentement, mais profondément.

Au retour, elle était revenue me remercier, pour m'exprimer sa joie, pour me raconter l'accueil reçu à Pointe-Noire, puis à Brazzaville, par les populations qu'ils avaient rencontrées. J'avais voulu en savoir plus, je voulais mieux la connaître, je l'ai invitée à déjeuner. L'air de rien, sournoisement, j'écoutais son propos, vif, intelligent, spirituel ; je contemplais sa silhouette élégante, élancée, son port de tête royale, le vert de ses yeux, inhabituels chez les gens de chez nous. Ses parents venaient d'un pays où les Malinkés, les Peuls et les Soussous gardaient la nostalgie de l'ancien empire mandingue où, de génération en génération, l'on chante, les soirs de veillée, au son de la kora et du balafon, l'épopée de Soundiata Keïta. Pour sa part, elle avait grandi au Gabon. C'était plaisir d'écouter sa voix douce me dire l'odyssée de sa famille obligée, à cause de la situation politique en Guinée, d'errer d'une terre d'Afrique à l'autre. Elle

m’enchantait. Un jour, je me suis enhardi, je lui ai pris la main.

Nous ne nous sommes plus lâchés.

Revenons au départ. À ce jour de 1968 où l'on me demande d'indiquer mes origines, de décliner ma généalogie, d'en fournir la preuve et où, paraphrasant la réplique d'Albert Einstein à la même question, je réponds : « Les mêmes que les vôtres, le singe. »

J'avais trente et un ans, le sang chaud, et prenais vite la mouche. Les années m'ont rendu plus accommodant. J'ai appris à prêter l'oreille aux propos de l'adversaire, même à ceux de mes ennemis. Il y a dans les paroles les plus hostiles une once de vérité dont on peut tirer profit. D'ailleurs, que de fois ne m'est-il arrivé d'être pris, par des personnes bienveillantes, pour un Antillais, un Arabe, un Indien. Je ne m'en suis pas offusqué. Tout est certes affaire de circonstances. On peut tout dire, mais tout dépend du moment et de la manière. Au bout du compte, avec mon patronyme, la couleur de ma peau, et certains comportements, je ne suis pas un Congolais typique. Je l'ai dit ailleurs, je suis un SIF, un Sans Identité Fixe[1].

Ce livre est précisément une tentative de réponse au flou de ma généalogie. Il le fallait surtout pour satisfaire une insatiable curiosité, car il y a maintenant belle lurette que j'assume ma spécificité. Il le fallait pour mes enfants, pour mes petits-enfants qui veulent légitimement comprendre afin de savoir où et comment se situer. Il le fallait pour de nombreux compatriotes, d'une génération plus jeune que la mienne, qui veulent savoir ce que nous avons fait du pays, de notre vie, afin de ne pas répéter demain les mêmes bévues.

On l'aura compris, le fil rouge d'*Il est déjà demain* est le métissage, la célébration du mariage des cultures. Un métissage qui ne fut pas à son origine, particulièrement en Afrique, et sous la colonisation, une romance fleurie, mais une expérience douloureuse. Mon père et ma mère furent des enfants abandonnés, arrachés à leur mère, placés dans des orphelinats, sans être des orphelins. Des enfants abandonnés de leurs pères, réclamés par leurs mères à une

administration sourde à leurs cris. Je suis soulagé d'avoir raconté – en fait, d'avoir appris – l'histoire de ces gosses « café au lait ». Ces *moundélé kwanga* (Blanc-manioc) ou *bana wa makangou*[2] – pour reprendre les insultes qu'on nous crachait à la figure dans la cour de récréation –, une fois métis, « mais nègres de préférence[3] », une autre fois métis, mais blancs de préférence. Le métis est un être ballotté entre plusieurs familles, qui appartient à trois tribus : celle de sa mère, celle de son père, celle des métis.

Il fallait rappeler le temps de l'école et des études en Europe. Les années de blanchissage. Mais, « on a beau blanchir le haut de l'arbre, l'écorce en dessous crie » (Aimé Césaire). J'ai découvert ma négritude en France. La France nous a colonisés, mais c'est en France que nous nous sommes décolonisés. Sous l'instigation de Français, messieurs. De nos professeurs, de nos maîtres, de nos camarades, de nos amis, de nos flirts, de nos amours. Car à l'instar de ma grand-mère qui aima un Blanc, par-dessus sa tribu, les êtres s'aiment par-delà les races, les clichés, les stéréotypes, les préjugés. Les parents des métis sont des précurseurs qui piétinent les frontières.

Il fallait dire l'errance de la vie métisse.

Il est déjà demain n'est pas une autofiction, ce sont des souvenirs réels, passés non pas au filtre de la méthode historique, mais à l'étamine d'une sensibilité de romancier. C'est la liberté que je me suis autorisée, le parti pris que je me suis assigné. Visant ta tête, lecteur, j'espère avoir touché ton cœur. Quand ma plume était bien inspirée, je l'ai fait avec le sourire, voire avec mon fameux pleurer-rire.

« Si la vérité doit provoquer le scandale, que le scandale naisse », recommandait saint Augustin. Comme Andélé de mon *Chercheur d'Afriques*, j'ai préféré la pudeur. Car certaines vérités détruisent et tuent. Inutilement.

Tout le monde répète, mais tout le monde ne l'avoue pas. Je me répète donc : « Vous dire l'Afrique ne consiste pas pour moi à vous en faire un reportage ni à vous rédiger un traité de sociologie, d'ethnologie… Le pays que mes romans évoquent n'existe dans aucun guide Michelin, dans aucun récit de voyage, dans aucun manuel d'histoire ou de géographie. C'est de mon pays intérieur que chaque fois je vous entretiens[4]. » C'est aussi l'angle d'attaque de ces souvenirs.

Quel bilan tirer de ces deux décennies où l'apprentissage de la vie s'est mêlé à l'exercice des plus hautes responsabilités ? Enfant des Indépendances, à

l’avènement desquels j’ai modestement contribué, j’ai été propulsé aux commandes d’un appareil complexe que je n’avais pas appris à piloter. Je sortais de l’université, je ne savais rien, mes camarades et moi avons joué aux savants. Apprentis sorciers, nous avons effectué des atterrissages en catastrophe.

Oui, je me suis trompé, j’ai commis des erreurs. J’en ai reconnu, certaines, je n’ai pas eu le courage d’en avouer d’autres.

À quel moment suis-je passé de l’adolescence au statut d’homme ? De responsable ? Quand j’ai demandé la main de ma femme ou bien quand j’ai touché mon premier salaire ? Le jour où je suis devenu père ou bien à l’instant où apprenant que mes parents quittaient l’Afrique pour s’établir en France, j’ai pris la résolution de retourner faire ma vie, sous le soleil des Indépendances, au cœur des ténèbres et des tornades du continent natal ? Peut-être l’étais-je déjà devenu ce jour où mes parents, me lâchant la main dans la cour d’honneur de l’internat du lycée Clemenceau, à Nantes, m’ont embrassé avant de s’en aller sans se retourner. Qui le dira, qui saurait le préciser ?

Modelé dans deux cultures, enfant de la ville, j’ai effectué mon parcours du combattant, la lance dans une main, le fusil dans l’autre.

Où ranger ces pages ? Écrits d’un Africain ou d’un Français ? Les deux, mon général. Ou rien de cela. Une chauve-souris. À la fois bête à poils et bête à ailes ? Je voudrais qu’on répondît : un écrivain tout court. Paraphrasant Louis Aragon, je me suis toujours trouvé en d’étranges pays dans mes pays eux-mêmes.

Je ne bénéficie même pas du privilège du personnage d’un de mes romans : être un enfant de Poto-Poto. Je ne suis pas non plus ni un gamin du ruisseau ni un enfant des beaux quartiers, de Nantes ou de Paris.

Je ne pense pas que les historiens garderont le souvenir de mon passage à la direction de mon pays. Il n’existe pas de lois Lopes, ni de réforme ou de plan que l’on puisse m’attribuer. Au sein d’équipes essentiellement mues par une idéologie, somme toute assez sommaire et mal digérée, je me suis fait fort de rester lucide, de faire jouer ma raison, et quelquefois mon cœur, afin de faire vivre un idéal et des principes chevillés à mon corps. Tout au long de cette aventure brouillonne, souvent tumultueuse, quelquefois dramatique, certains jours, tragique, je me suis efforcé de respecter une règle simple que mes parents,

mes maîtres et mes directeurs de conscience m'avaient inculquée, et qui se résume en un mot, l'honnêteté.

Oui, j'ai eu une double vie : publique et littéraire. Celle-là sous les feux de la rampe, celle-ci dans la pénombre d'un bureau. On fait l'amour en cachette. Ainsi de l'écriture. Dans l'un et l'autre cas, c'est l'enfant qui est porté à la lumière.

Je n'ai pas l'outrecuidance d'imaginer que mon œuvre bénéficiera d'une longévité égale au millième de celle des pyramides d'Égypte ou de Teotihuacan. Je n'avais pas la prétention de bâtir des monuments. Mais simplement, modestement, d'apporter ma pierre à l'édifice.

Alors, pourquoi avoir écrit ? Autant poser la même question sur l'amour, sur la connaissance, sur la vie. On n'aime pas, on n'apprend pas, on ne crée pas, pour vaincre l'éternité ou simplement pour quelque chose. Peut-être pour s'insérer dans l'invisible, mais tangible, chaîne humaine, afin d'éclairer ceux qui nous succéderont. Mais nous n'avons pas réponse à tout. L'écrivain, moins que les autres. Sa double tâche est d'étaler son ressenti et de poser des questions. Bien formulées ce sont peut-être des réponses.

1. In *Ma grand-mère bantoue et mes ancêtres les Gaulois*, Gallimard, Paris, 2003.
2. Enfants de putains.
3. Édouard Maunick.
4. « Pourquoi j'écris ? » in *Ma grand-mère bantoue et mes ancêtres les Gaulois*, Gallimard, Paris, 2003.

Table

Couverture

Page de titre

Page de copyright

Du même auteur

C’était au début de l’année...

Sur la rive droite du...

Il y avait belle lurette...

De leur union naît, à...

Au Congo, dans les années...

C’est au cours de l’année...

Était-ce en 1941, ou en...

Quelques mois après cet incident...

Pour une raison qui me...

Tous les trois ans, les...

Afin de suivre le cursus...

Cette période de militantisme étudiant...

En 1960, dix-sept pays africains...

L’année précédente, la blessure de...

En 1963, grâce aux économies...

À mon retour de Guadeloupe...

Le 17 septembre 1965, Nirva...

À la tête de l’administration...

La chute du président Youlou...

Au mois de juillet ou...

Le 20 juillet 1969, la...

Notre gouvernement détenait le pouvoir...

Le 20 février 1972, les...

Passer du ministère de l’Éducation...

En 1973, l’immense majorité des...

Dans l’ensemble, Marien Ngouabi a...

Peut-être ai-je eu tort de...

Mwalimu ? Un vocable swahili...

Par la suite, les événements...

Ma préférence allait à l’Unesco...

J’ai pris congé de l’Unesco...

Dans notre administration diplomatique, la...

En 2005, nous sommes en...

Dakar, octobre 2014. Une fois...

Revenons au départ. À ce...

HENRI LOPES

Il est déjà demain

